

MARDI 10 JUILLET 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14136 - 5 F

Contestation en Afrique de l'Est et guerre civile au Libéria

## Des pouvoirs aux abois

POUR un peu, les chefs d'Etat qui assistent, lundi 9 juillet, à Addis-Abeba, au vingt-septième sommet annuel de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) entendraient tonner le canon. Les maquisards tigréens ne sont-ils pas déjà à une centaine de kilomètres à peine de la capitale éthiopienne ? Bonne occasion de rappeler à certains pouvoirs en place que leurs jours sont comptés s'ils ne se décident pas à changer, du tout au tout, leur manière archaïque et brutale de gouverner.

Aux abois, le colonel Mengistu Haile Mariam tente désespérément de sauver sa mise en proposant aux rebelles érythréens et tigréens, en position de force, une sorte de « paix des braves » qu'ils ne sont évidemment pas prêts à accepter. Les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui se sont récemment prononcés pour la convocation d'une conférence internationale sous les auspices de l'ONU, poussent à la roue.

La présence à Addis-Abeba de M. Jimmy Carter, l'ancien président américain, qui fait office de médiateur dans cette affaire, aussi bien que la réunion, en marge du sommet de l'OUA, de plusieurs dirigeants de l'Afrique de l'Est donnent à penser que le dossier éthiopien est au centre des préoccupations de beaucoup.

La Somalie voisine n'est pas en meilleur état, et le président Siyad Barre, au pouvoir depuis 1969, a jugé plus prudent de ne pas se rendre au sommet de l'OUA. Vendredi 6 juillet, au stade de Mogadiscio, les spectateurs d'un match de football, s'apercevant de sa présence, avaient bombardé la tribune officielle de projectiles divers. L'intervention musclée des « bêtes rouges » de la garde présidentielle s'était soldée par la mort de sept personnes. Sous les pressions conjuguées des Etats-Unis et de l'Italie, ce régime à bout de souffle a dû relâcher une partie des opposants qu'il avait mis sous les verrous après la publication, à la mi-mai, d'un manifeste.

NON loin de la Somalie, au Kenya, le président Daniel Arap Moi a lui aussi maille à partir avec des contestataires qui démontrent avec courage la dérive de plus en plus autoritaire de son régime et son refus obstiné de réintroduire le multipartisme, abandonné il y a huit ans seulement. Des dizaines d'arrestations et de nombreux blessés - d'aucuns font même état de trois morts - ont été, samedi, à Nairobi, le bilan d'une journée de violents émeutes, au lendemain de l'incarcération de MM. Kenneth Matiba et Charles Rubia, deux anciens ministres. Quant à M. Gibson Kamau Kuria, défenseur très en vue des droits de l'homme, il vient de se réfugier à l'ambassade des Etats-Unis.

Alors que la fièvre monte un peu partout en Afrique de l'Est, une discussion très animée sur le thème de la démocratie a eu lieu, la semaine dernière, lors du conseil des ministres de l'OUA, en prélude au sommet de l'organisation panafricaine. Lancé lors de la récente conférence franco-africaine de La Baule, ce débat avait irrité bon nombre de dirigeants du continent noir, qui, sous prétexte de ne se faire dicter leur conduite par quiconque, tentent de gagner du temps. Comme si le temps pouvait encore jouer en leur faveur.

M 0147 - 710 0 - 5 00 F

## Les rebelles piétinent aux portes de Monrovia

Apparemment freinés dans leur avance par des luttes internes, les rebelles du Front national patriotique (NPFL) de M. Charles Taylor n'en continuaient pas moins, lundi 9 juillet, de resserrer leur étau sur le centre de Monrovia. Le NPFL a rejeté une proposition de cessez-le-feu faite par le président Samuel Doe, mais aurait accepté de participer à de nouvelles négociations avec des représentants du gouvernement, à Freetown, en Sierra-Leone.

### Mètre par mètre

PAYNESVILLE  
(faubourg de Monrovia)  
de notre envoyé spécial

Il s'agit presque de corps-à-corps entre les maquisards du Front national patriotique du Libéria (NPFL) et les soldats gouvernementaux, retranchés dans les faubourgs de Monrovia. « Ils se cachent dans les maisons vides », affirme « Border Patrol ». Admiré pour son courage, ce chef rebelle hurle à ses ennemis : « Rendez-vous, vous êtes fous. Je suis Border Patrol, des commandos spéciaux ». Cette folle bravoure ne l'empêchera pas d'être blessé d'une balle à la jambe.

Les maquisards avancent mètre par mètre. Chaque jour, ils se donnent comme objectif d'atteindre au moins un nouveau carré de four dans la ville. Pris sous les

tirs de fusils d'assaut, et de mitrailleuses lourdes, les habitants de la capitale, hébétés, fuient les combats. Ils sont contrôlés à chacun des barrières installées par les rebelles. Ces derniers, hirsutes, portent perruques, chapeaux, cagoules, voire vêtements féminins.

Des amulettes leur donnent courage. Les petites fioles de gin et de whisky, trouvées dans les échoppes abandonnées, sont le complément indispensable pour forcer le moral de ces hommes qui se croient alors invulnérables. « It is gun proof » (c'est à l'épreuve des balles), affirme un jeune maquisard, le visage grimé, brandissant une rouille de poils de chèvre.

Attaquée par voie terrestre à quatre endroits différents, la capitale est aussi par mer.

ROBERT MINANGOY  
Lire la suite page 6

## M. Gorbatchev a lancé à M. Bush un appel à une aide économique

Les dirigeants des sept pays les plus industrialisés devaient ouvrir, lundi 9 juillet, leur seizième sommet annuel à Houston (Texas). Les travaux de ce sommet qui s'achèvera le 11 juillet porteront, pour l'essentiel, sur les problèmes agricoles liés aux négociations commerciales de l'Uruguay Round et sur l'aide à l'Union soviétique.

Ce dernier dossier donnera lieu à débat entre Occidentaux, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon restant réservés ou hostiles, dans les conditions actuelles, à un soutien à l'URSS souhaité par Paris et Bonn. Avant le sommet, M. Gorbatchev avait écrit à M. Bush pour lui demander une assistance économique.

### Un pauvre riche

Des milliards de dollars pour l'URSS... La proposition du chancelier Kohl représente-elle un apport providentiel pour une économie soviétique au bord du gouffre, ou un verre d'eau lancé sur une terre desséchée ? Au sommet de Houston et après la demande de M. Gorbatchev à M. Bush, les dirigeants des sept principaux pays industrialisés s'affronteront sur cette question si controversée que tout laisse à penser qu'ils se donneront un délai de réflexion.

Le principe de l'octroi d'une aide financière massive à l'URSS laisse songeur, tant les images contradictoires se bousculent.

FRANÇOISE LAZARE

Lire la suite page 3  
Lire également les articles de PHILIPPE PONS et CLAUDE TREAN page 3 ainsi que l'article de SERGE MARTI page 21

## Médiation de l'ONU en Albanie



Lire page 4 nos informations et le reportage de PETER GREEN à Ioannina

## Final raté pour un Mondiale sans panache

Bilan de cinq semaines de football : les grandes équipes sont fatiguées.  
Le jeu de défense a pris le pas sur l'attaque

ROME

de notre envoyé spécial

Mais que vont-ils faire de tous ces drapeaux à l'effigie de Toto Schillaci ? La bouillie du Sicilien, imprimée sur fond blanc, entre le vert et le rouge, était en vente à tous les carrefours de la Péninsule. Hier encore étendard de l'unité italienne, aujourd'hui linéaire de tant d'espérances, la bannière, fabriquée à la veille de la demi-finale contre l'Argentine, a perdu toute valeur commerciale au soir du 3 juillet, après la défaite de la Squadra. Pour l'incroyable commerce des objets de culte footballistique (casquettes, écharpes, maillots, drapeaux, pins, klaxons, etc.), ce mardi noir fut jour de krach.

La troisième place de l'Italie à Bari dans un stade dégarni, pas plus que les six buts qui font de Toto Schillaci l'égal du légendaire

Paolo Rossi, ne pouvait relancer la consommation. Exclue avant terme de leur propre Mondiale, les Italiens ont aussitôt entrepris de solder la fin de la compétition. « Adieu business, la faute à Maradona », se lamentaient les restaurateurs romains malgré l'afflux de supporters allemands. Sans même attendre la finale, l'Italie avait entrepris de faire ses comptes, et, le cas échéant, de les régler.

Déjà, la presse dresse la liste des rancœurs. Celles des villes comme Udine, Florence, Gênes, Bologne ou Naples, qui n'ont pas reçu le bel argent ni les touristes annoncés. Les débus du Mondiale font la grimace devant le miroir aux alouettes. La polémique rebondit autour de Novanta-Tours, l'organisme qui avait l'exclusivité de la vente des billets, accusé d'avoir mal rempli stades et hôtels. Les bavures de la pré-

paration, les chantiers bâclés, les promesses non tenues remontent à la surface. Seul motif de satisfaction, à la Pyrrhus : le gouvernement craignait qu'un triomphe azurro ne relance l'inflation.

Sur le plan sportif aussi, l'Italie crie au fiasco. Cette compétition, disputée à domicile et taillée sur mesure, était un quitte ou double. Ici, on se console moins vite de la dramatique soirée de Naples que les Français de Séville ou de Guadalajara, souvenirs de défaite, certes, mais plus nostalgiques que cuisants. Les Allemands, eux, partageront les

émerveillements de gosse du vénérable Joao Havelange, président de la FIFA, qui n'avait pas de compliments assez fleuris pour rendre hommage aux organisateurs et aux différents acteurs.

Le commun des spectateurs retiendra que près de cinq semaines en ballon pour faire le tour de la planète foot, c'est bien long. Surtout quand les paysages qui défilent ont l'aridité des steppes. Les assoiffés de football offensif n'ont guère trouvé d'oasis sur la route de la finale.

JEAN-JACQUES BOZONNET

Lire la suite page 15

Lire également page 15

- Les récits de la grande et de la petite finale par PHILIPPE BROUSSARD
- Violences à Hambourg et Berlin, par HENRI DE BRESSON
- L'Argentine contre l'arbitre, par EDITH CORON

page 14

- Automobilisme
- Cyclisme
- Escrime
- Tennis

## La franc-maçonnerie renaît à l'Est

L'Europe de l'Est s'ouvre aussi à la franc-maçonnerie. Les deux principales obédiences maçonniques françaises, le Grand Orient et la Grande Loge de France, participent à la création de loges dans les pays où leur courant de pensée a été persécuté par les régimes communistes depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Plusieurs loges sont déjà en cours de constitution en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Ailleurs, l'entreprise est plus difficile.

Lire page 9

l'article d'ALAIN ROLLAT

J.B. LIVINGSTONE  
Meurtre dans le Vieux Nice  
DOSSIERS DE SCOTLAND YARD  
Editions du Rocher

## Les "énigmes" de l'été

Un nouveau Sherlock Holmes : le très british inspecteur Higgins.

« Dans le genre "fais-moi de l'A-ga-tha" on ne peut pas trouver mieux. »  
Pierrette Rosset "Elle"

J.B. LIVINGSTONE  
DOSSIERS DE SCOTLAND YARD

15 TITRES PARUS

Editions du Rocher

## Congrès du PC soviétique

Les craintes d'un complot militaire page 6

## Le rachat d'Adidas par M. Tapie

Une opération évaluée à 3 milliards de francs page 21 - section C

## Mort de Paul Laurent

L'homme tranquille du Parti communiste page 8

## La santé des détenus

Un rapport inédit sur les prisonniers de la région Rhône-Alpes page 11 - section B

## Gérer la Terre

Une rencontre de scientifiques à Strasbourg page 12 - section B

## RÉGIONS

### Réinventer la grande couronne

Les écluses du Lot rouvrent leurs portes ■ Apprendre la mer à Océanopolis page 27 - section C

## CHAMPS ÉCONOMIQUES

### Monaco ou l'argent tranquille

■ Débat sur l'inégalité ■ La chronique de Paul Fabra : « Les fils spirituels de Jacques Rueff » ■ Point de vue : « Pour une dynamique du territoire. » page 23 à 26 - section C

Le sommaire complet se trouve page 38 - section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 12 KRD; Espagne, 175 PTA; Grèce, 70 p.; Hongrie, 180 HUF; Italie, 2 000 L.; Luxembourg, 33 F.; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,60 F.; Portugal, 180 ESC; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

سكزا من الاصل



هكذا من الاجل

## DÉBATS

Justice

# Le tiers-pouvoir

par Valéry Turcey

O n a largement évoqué, à propos de la journée nationale d'action du 21 juin dernier, l'impact des récentes affaires politico-financières sur une magistrature dont l'autorité s'est trouvée brutalement réduite à néant par une loi d'amnistie qui évoquait fâcheusement l'expression, naguère célèbre, de « bouffons de la République ». Ce n'était pourtant pas l'objet principal de ce mouvement de protestation, qui avait pour but d'attirer l'attention de l'opinion sur l'état de délabrement avancé d'une machine judiciaire bloquée faute d'encadre, de papier, de machines à écrire, de greffiers et de juges.

Il serait paradoxal que la seule réponse des pouvoirs publics concerne un aspect particulier du statut des magistrats qui n'était nullement au cœur du débat, à savoir la dissociation possible du grade et de la fonction. Le paradoxe n'est d'ailleurs qu'apparent, et il y a une certaine habileté à mettre en avant une question secondaire, sur laquelle les organisations professionnelles sont divisées, au lieu de remédier enfin à la grande misère matérielle de la justice française.

Sans les ouvertures de crédits indispensables, une réforme de façade n'améliorera en rien le fonctionnement des juridictions, mais permettra à l'Etat de rejeter sur les magistrats la responsabilité qui lui revient dans la crise actuelle. Sans argent, l'indépendance n'est qu'une illusion, voire un piège, car il n'est guère d'exemple dans la France contemporaine d'institution véritablement indépendante disposant de pouvoirs réels.

Mais qui, en définitive - hormis les justiciables, - a objectivement

intérêt à ce que notre pays se dote d'une justice efficace ?

Certainement pas l'exécutif, dont tous les efforts depuis deux siècles tendent à réduire les juges au rang de fonctionnaires subalternes, trop occupés à diminuer leur stock de dossiers pour songer à autre chose qu'à établir les tableaux statistiques destinés à la chancellerie. En accroissant la charge de travail des juridictions sans créer le moindre poste en contrepartie (cas de la loi sur le surendettement des ménages), l'autorité politique dispose d'un moyen radical de s'assurer que les juges ne quitteront pas leurs mansardes pour s'intéresser aux affaires d'Etat.

### En panne d'essence

Quant au Parlement, il est à juste titre plus préoccupé par la dégradation de son image que par la restauration d'un pouvoir judiciaire qu'il considère peut-être comme un ennemi potentiel. Condamnés à jouer le rôle de chambres d'enregistrement en matière budgétaire, l'Assemblée nationale et le Sénat n'ont aucune raison particulière de s'intéresser aux crédits de la justice. Au contraire, l'amnistie des fausses factures a permis de constater que certains parlementaires ne tenaient pas plus que le gouvernement à ce que les juges se penchent sur les nouvelles formes de délinquance financière.

Les médias ont récupéré, pour leur part, le statut vacant de troisième pouvoir. Prompts à invoquer alternativement le spectre de l'erreur judiciaire ou celui du laxisme des juges, ils utilisent à leur profit les faiblesses de l'institution pour en dénoncer les dysfonctionnements.

Seul le citoyen, usager de base d'un service public qui n'a pas de TGV à lui proposer, subit les conséquences de la crise. On lui a longtemps expliqué que tout cela résultait des archaïsmes judiciaires, du formalisme de nos codes de procédure, du système tout entier de l'information, des tâches solaires et des phases de la Lune. Mais, comme il est un peu interloqué par le mouvement du 21 juin, les pouvoirs publics s'empressent de le rassurer : ce n'était donc qu'une revendication corporatiste de plus, émanant de juges qui, sous couvert d'indépendance, songent à leur carrière avant tout.

Eh bien non. Lorsqu'une automobile est en panne d'essence, il ne suffit pas de moderniser le moteur : il faut faire le plein.

Le problème de la carrière des magistrats n'est pas dissociable de celui des conditions de travail déplorables qu'ils partagent avec les greffiers et les fonctionnaires des tribunaux. Il ne sert pas à grand-chose de monter en grade plus facilement si à chaque niveau

de responsabilité se retrouvent les mêmes difficultés : surcharge de dossiers, manque de locaux et de personnel. Parvenu au terme de son parcours professionnel, le conseiller à la Cour de cassation est plus démuné qu'un juge de province, et continue à rédiger ses projets d'arrêt à la main, sans même disposer d'un bureau.

Les Français savent désormais que le budget alloué à leur justice (16,9 milliards de francs), inférieur à celui des anciens combattants, représente le quart de celui du ministère de l'intérieur ou encore 8 % de celui de l'éducation nationale.

Ce qui devrait être le troisième pouvoir d'une société démocratique n'est qu'un tiers-pouvoir, au sens où l'on disait autrefois le tiers-Etat et aujourd'hui le tiers-monde. Dans ces conditions, la pauvreté de la justice est le premier obstacle à son indépendance.

► Valéry Turcey est juge d'instruction à Soissons.

TRAIT LIBRE



JP.

## AU COURRIER DU Monde

### Résistants de juin 1940

M. Georges Bidault s'est justement indigné dans *Le Monde* du 16 juin, que, sur une affiche de stricte propagande politicienne, on ait « gommé » la présence de son mari au côté du général de Gaulle lors de la fameuse descente des Champs-Élysées, en 1944.

Il est triste de constater que, dans ce pays où la démocratie et les droits de l'homme ne cessent d'être invoqués, aucun hommage n'a été rendu par les hautes instances de l'Etat aux officiers, sous-officiers et hommes de troupe des unités encerclées en Lorraine et dans les Vosges, tombés au cours de combats acharnés qui s'y sont prolongés du 17 au 22 juin 1940.

Les forces de la Wehrmacht avaient dépassé Lyon que les survivants de cette lutte résistante encore, et ils n'ont cessé le feu que sur ordres écrits.

Il est vrai que cette résistance militaire ne devait rien à un certain appel aux armées lancé le 18 juin de Londres...

Le cinquantième anniversaire de notre défaite a été célébré à Paris et ailleurs par des feux d'artifice d'une autre nature que ceux tirés par l'ennemi acharné à réduire ces foyers insoumis.

Du moins à Toul, ville martyre, le 17 juin dernier, municipalité, Souvenir français, officiers de la garnison, en présence du sous-préfet, se sont unis aux survivants de ces combats au pied d'un monument destiné à en perpétuer le souvenir, pour honorer ces « morts pour l'honneur de la France » vendus ailleurs à l'oubli, mais auxquels le musée de la ville a consacré plusieurs salles.

PIERRE ORDIONI

### La Marseillaise telle quelle

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'appel de l'abbé Pierre pour une Marseillaise de la fraternité que de nombreuses personnalités ont déjà signée. Je reconnais que certains couplets écrits par Rouget de Lisle, en septembre 1792, influencés par les événements de l'époque, choquent en 1990 un grand nombre de citoyens. Il n'y a plus de féroces soldats venant égorger nos fils et nos compagnes et nous ne souhaitons pas qu'un sang impur abreuve nos sillons !

Et pourtant, je ne suis pas d'accord pour changer ces couplets. La Marseillaise fait partie de notre histoire, elle est ce qu'elle est, tragique et cruelle, nous n'y pouvons rien.

Nous n'avons pas le droit de mutiler l'œuvre d'un auteur.

Ce chant révolutionnaire n'est pas seulement national, il est devenu celui de tous les peuples opprimés. La Marseillaise fut chantée sur les barricades de Bruxelles en 1830, en Amérique du Sud... C'est seulement sous la

### III<sup>e</sup> République qu'elle est devenue notre hymne national.

Faut-il aussi réécrire les couplets séduisants de la version révolutionnaire du Temps des cerises, de l'Internationale et du Chant des partisans ?

ROGER COMMOLET

### Licencier les chauffards

Je lis dans *Le Monde* du 27 juin un nouvel article sur la sécurité routière, alors que je viens d'échapper de justesse à un camion fou qui en doublait un autre, sur la N 420, entre Saint-Dié et Schirmeck.

D'autres articles sur le sujet, publiés dans vos colonnes, indiquent qu'une forte proportion des excès de vitesse et des imprudences sont le fait de chauffeurs de camion, de représentants ou techniciens qui roulent beaucoup et dont on comprend bien que leur célérité au volant est un élément de leur efficacité professionnelle. En outre, roulant beaucoup, ils sont convaincus qu'ils roulent mieux que les « touristes » ou « chauffeurs du dimanche ».

Je suggère que, pour lutter contre cette idée fautive, les défilés liés au non-respect du code de la route soient légalement considérés comme faute professionnelle au regard du code du travail et qu'au troisième délit le licenciement soit automatique. En matière d'accidents de parcours entre domicile et travail, la même règle pourrait sans doute être appliquée.

FRANÇOIS PEYRE

### Des étudiants sans encadrement

La section droit privé du Conseil national des universités, dont je suis membre, a tenu sa session annuelle de recrutement les 28 et 29 juin. Elle a pour mission, après examen des dossiers scientifiques des candidats aux postes de maître de conférences, de ratifier ou non les choix faits par les universités où les postes sont créés. Les chiffres sont éloquentes : 110 postes, 98 candidats. 34 ont été retenus (en 1989, 87 candidats, 31 retenus). Parmi les candidats dont les dossiers n'ont pas été jugés suffisants figurent une quinzaine de « jeunes » docteurs en droit en fin de contrat d'attaché de recherche. Qui va assurer l'encadrement des étudiants et faire le travail de recherche dans l'Université des années à venir ?

A la fin de la session, les membres de la section ont adopté à la quasi-unanimité une motion « attirant l'attention du ministre sur les dangers de toute réforme qui ne permettrait plus aux grandes disciplines de se prononcer utilement sur le recrutement et les promotions des professeurs et maîtres de conférences des universités ». A croire que le système actuel le permet !

FRANÇOISE VENNIN

### Cambodge

## Une médecine à sauver

par Alain Patel

LS sont là tous les trois : le frère et la sœur, quinze ans à peine, et une femme prématurément vieillie, leur mère sans doute. Ils ont fait 200 kilomètres, on ne sait trop comment. Les gosses sont très malades, elle a rassemblé ses dernières forces, tout son amour, elle les a emmenés à la capitale.

A Phnom-Penh. Là-bas, au village, on lui avait dit qu'à l'hôpital... Je les ai vus franchir la porte de tous les espoirs. Et la mort dans l'âme, moi, chirurgien français, professeur depuis vingt ans, j'ai été le témoin, dernière étape, de tous leurs désespoirs...

L'hôpital... Un véritable inventaire à la Prévert : des murs sales, délabrés, des chambres immenses, pas d'eau, pas d'évacuation, des rats. Le plateau technique ? Inexistant. Tout juste un vieux poste de radiologie, mais sans film...

Et pourtant, les médecins qui ont survécu au génocide de 1975, sont fantastiques, pleins de bonne volonté. Mais il leur manque le plus important : l'aspirin. Et la goutte d'eau des organisations humanitaires présentes sur place ne suffit pas à leur donner...

J'ai trouvé une faculté de médecine sauvegardée, autant que faire se peut, par son doyen. L'enseignement s'y donne en français. J'ai rencontré une partie des deux mille étudiants, j'ai vu s'y dérouler les examens.

Mais dans quelles conditions ! Pas d'équipements, pas de labos, pas de livres, surtout dans cette bibliothèque dévastée. Les derniers ouvrages datent de... 1960 ! Quand on sait à quelle vitesse

change la médecine depuis trente ans !

La France des universités médicales, la France des administrations hospitalières a le devoir de se mobiliser. Elle a le devoir de former des médecins, des infirmiers. De reconstruire la bibliothèque de la Faculté. Bref, de rénover et d'équiper l'hôpital Calmette de Phnom-Penh. L'heure n'est plus au saupoudrage de dons et d'équipements...

Nous, un groupe d'enseignants des universités Paris-V et Paris-VI, avons décidé de nous atteler à cette tâche. Nous avons signé des conventions. Des professeurs français se relayeront sur place à Phnom-Penh, des Cambodgiens sont déjà à Paris. D'autres les suivront.

Avec le soutien et le concours actif de la faculté de médecine, de l'Assistance publique de Paris et du ministère des affaires étrangères, nous avons créé l'Association pour l'hôpital Calmette (1). Nous voulons ainsi rendre plus performantes toutes ces actions et les coordonner pour les rendre efficaces.

Dans ma vie quotidienne de chirurgien, j'ai coté beaucoup de drames. Je n'ai pas toujours réussi à les soulager, mais j'ai toujours été en mesure au moins d'essayer. Là-bas, à Phnom-Penh, à l'hôpital Calmette, je n'aurais jusqu'à présent même pas de quoi essayer...

► Le professeur Alain Patel est chef du service de chirurgie orthopédique et traumatologique à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches.

(1) Association hôpital Calmette CCP Paris 1944 U.

## Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amaric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 26 1311 F MONDSIR

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

Le Monde PUBLICITE  
André Fontaine, président  
Françoise Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
Micheline Oertelmann, directrice du développement  
S, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-87 ou 45-55-91-71  
Telex MONDPUB 206 136 F  
Téléfax 45-55-94-70 - Société d'Impression du journal le Monde et Regie Presse SA

Imprimé au « Monde »  
12, rue de Valenciennes  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 347  
ISSN 0395-2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE  
Composés 38-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN Accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
SERVICE A DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Envoyer avec l'obligation d'écrire tous les numéros propres en capitale d'imprimerie



# ÉTRANGER

Le sommet des sept grands pays industrialisés à Houston

## Un accueil texan, sympathique et bon enfant

HOUSTON

de notre envoyée spéciale

Le sommet de Houston aura commencé, dimanche 8 juillet, par une sorte de fête de patronage bon enfant et provinciale à souhait, comme sait en organiser l'Amérique profonde. Autour de l'astro Hall, cet énorme stade couvert et climatisé, comme tout ici, des familles endimanchées étaient venues tromper l'ennui d'un après-midi texan dans un décor censé exalter la tradition locale : musique plus ou moins folklorique, charnos, stands de boîtes mexicaines, de chapeaux de cow-boys et de coiffures d'indianes à plumes.

En effet le drapeau de cet avant-sommet était un rodéo. Après que quelques cow-boys eurent fait patiner le public massé sur les gradins du stade, on vit entrer dans la tribune d'honneur, dans l'ordre protocolaire, M. Jacques Delors, vêtu d'un blouson blanc à large rayure bleue, qui en accablant le côté résolument sportif, M. Kaifu, qui avait troqué la cravate contre le foulard et s'était affublé d'un stetson, M. Brian Mulroney, sobre, avec son épouse, M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, indéfectiblement

apprêtée, mais fortement applaudie, George et Barbara Bush, toujours décontractés et ovationnés par la foule.

Manquait : pour raison majeure - la finale du Mondiale - M. Helmut Kohl ; pour raison d'Etat, le chef du gouvernement italien, M. Andreotti, qui recevait le chancelier à Rome ; et, pour raison inconnue, M. François Mitterrand, qui ne devait arriver que tôt lundi matin.

On était loin des fastes du sommet de Versailles ou de l'élégante solennité de l'Arche et du Grand Louvre, où s'est tenu l'année dernière le précédent exercice du même genre. M. Bush, qui a commencé ici sa carrière politique, et M. Baker, qui est originaire de cette ville, auront laissé à l'hospitalité texane, très largement spontanée, le soin d'organiser ce pré-lude.

Dans le stade donc, après que d'une boîte mexicaine géante posée au centre de la piste eut émergé une cow-girl à cheval brandissant le drapeau étoilé, tandis que retentissait l'hymne américain, on eut droit aux rudes des chevaux les plus nerveux du Texas et aux mille et une démonstrations des arts du lasso et du

rodéo annoncés en fanfare par un présentateur égosillé, et même à un lâcher de teen-agers en T-shirt numéroté contre un groupe de vachettes apeurées.

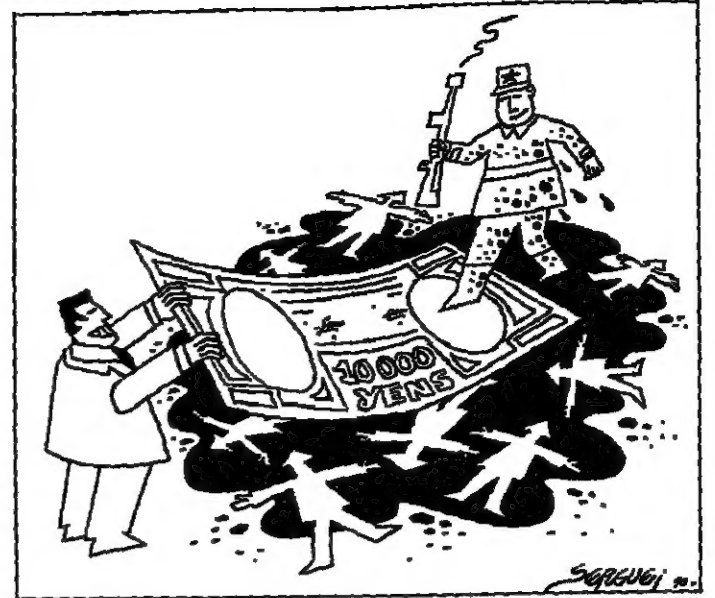
### Country music et alligator grillé

Puis vint la partie artistique du programme avec radio-crochet des années 50. Quelques vedettes de la country music, stars de Nashville (Tennessee), étaient venues fournir leur prestation devant un public qui ne demandait qu'à taper dans ses mains. A la tribune d'honneur, M<sup>me</sup> Mulroney battait la mesure sans inhibition, contrairement à M<sup>me</sup> Thatcher, qui s'y essaya un instant, mais en vain. M. Kaifu frappait dans ses mains avec un détachement tout asiatique, et M. Delors avec énormément de bonne volonté. En final, Bush, souple et délé, grimpa sur l'étrépage pour embrasser les artistes. On balçonnait dans la gentillesse, mais ce fut malgré tout un peu long.

Les premiers arrivés des hôtes étrangers - journalistes et membres des délégations - avaient pu apprécier dès samedi soir l'accueil chalet-

reux et sans prétention des habitants de Houston. Toute la nuit, devant les principaux musées de la ville, ils avaient été accueillis au son d'orchestres de jazz ou des Carabes, et on leur avait fait goûter aux multiples surprises de la gastronomie texane, qui allèrent, pour les plus chanceux, jusqu'à la queue d'alligator grillée.

Tandis qu'un Musée des sciences naturelles on mangeait de la saucisse américaine autour du gigantesque squelette d'un diplodocus vieux de, paraît-il, cent millions d'années, le Musée des beaux-arts offrait aux yeux des visiteurs ses collections d'impressionnistes, et la magnifique fondation privée de Menil ses trésors d'art primitif ainsi que quelques-uns des plus grands artistes contemporains, ici rassemblés grâce à la passion pour l'art de cette branche franco-américaine de la famille Schlumberger. Le tout-Houston était là, sur son trente et un, mais avouant, et des cow-boys débouaillés, pistolet pendant négligemment à la ceinture et fusil dans le creux du bras, réglaient la circulation des autobus mis à la disposition de tout ce grand monde. Houston rébarbative, accueillie d'un chœur moite et int-



gralerment climatisée, Houston dont le centre aux rues mortes et aux circulations souterraines à arbitrairement poussé en hauteur, entre des terrains vagues et de vastes quartiers résidentiels, comme dans l'unique dessin d'afficher sa modernité,

Houston s'est faite à sa manière à ses hôtes étrangers, une manière simple et populaire comme l'Amérique elle-même.

CLAIRE TRÉAN  
Lire page 38, la demande de soutien économique de M. Gorbatchev à M. Bush

## Un pauvre riche

Suite de la première page

Image des immenses champs pétroliers de Sibérie, et des longues files d'attente devant les magasins d'alimentation ; image des puissants arsenaux militaires, et des centaines de trains immobilisés, pleins de marchandises en voie d'avarie ; image des slogans marxistes-léninistes vantant les merveilles de l'URSS socialiste, et celle d'un vice-premier ministre, au bord des larmes, implorant ses « camarades » de se convertir aux idées du marché ; image des trafiquants jouant sur les changes ou l'importation de voitures occidentales, et des Moscovites cherchant en vain à dépenser leurs 200 roubles mensuels.

Selon que l'on s'attarde sur les unes ou les autres de ces images, il paraît certain qu'il faut au plus vite voler au secours de l'économie de l'URSS, ou qu'il serait au contraire naïf de vouloir financer un système économique qui ne sait tirer parti de ses immenses ressources.

### « Où est passé l'argent ? »

Deux choses sont sûres. D'abord, l'Union soviétique présente bien mal sa « candidature de Bourso » à l'Occident. D'autre part, elle ne peut se servir seule du gouffre. Mais dans l'attente du lancement d'une réforme économique véritable qui donnerait le coup d'envoi d'un courant d'aide financière, les pays occidentaux doivent concevoir très précisément les modalités de leur soutien économique. Aider un pays à la fois riche et pauvre n'est pas facile.

Alors qu'en quelques mois seulement, plusieurs pays d'Europe de l'Est sont parvenus à mettre en place les éléments fondamentaux de l'économie de marché, rien dans ce domaine n'a véritablement été accompli en URSS en cinq années de perestroïka. En 1985, M. Gorbatchev affirmait pouvoir doubler le revenu national du pays avant l'an 2000. Promesse qui fait sourire aujourd'hui. Les « mini-réformes » amorcées n'ont fait que désorganiser l'économie du pays, et le plonger dans la récession (le Monde du 6 juin). Pourtant, les banquiers occidentaux n'ont pas été avares envers la perestroïka.

Entre 1985 et 1989, l'URSS a obtenu 8,5 milliards de dollars à travers des crédits bancaires à moyen et long terme, et des emprunts obligataires (1). Au cours de cette période, elle a continué à vendre pétrole, gaz et or sur les marchés internationaux, mais sa dette brute s'est gonflée de 28 à 48 milliards de dollars. Aucune modernisation de l'industrie n'a été entreprise, tandis que la situation des consommateurs est devenue de plus en plus précaire et que la balance commerciale a viré au rouge.

Depuis l'an dernier, le service de la dette de l'URSS est supérieur à ses recettes d'exportation. La crédibilité financière du pays s'est donc détériorée au fur et à mesure que la conjoncture économique empirait. « Où est donc passé l'argent ? », s'interroge un économiste. Ayant laissé ses ressources s'évaporer sans avoir engagé la réforme promise, l'URSS peut difficilement justifier le besoin d'une aide occidentale purement financière. Les classiques « soutiens

à la balance des paiements » reviendraient à verser de l'argent dans les poches de l'Etat soviétique. Depuis la crise de la dette du tiers-monde, les pays occidentaux connaissent les limites et les dangers de ce genre de concours.

Dès que l'on évoque un soutien occidental, Moscou insiste sur la nécessité d'offrir des biens de consommation à la population démunie. Or, dans tous les pays, une situation satisfaisante du marché des biens de consommation est le reflet du bon fonctionnement de l'économie dans son ensemble, du secteur productif en particulier. Invoquer le marché de magnétoscopes ou de fruits exotiques ne pourrait créer qu'un « mirage de prospérité » qui au mieux camouflerait les inquiétudes des Soviétiques, au pire, une fois de plus, les convaincrait de l'inefficacité des sacrifices inhérents à la réforme.

N'est-ce pas ce qui s'est passé en Pologne dans les années 70, et qui oblige les nouveaux dirigeants de Varsovie à réclamer, à chaque occasion, un allègement du fardeau de leur dette ? Pourquoi l'URSS ne demanderait-elle pas une aide alimentaire plus classique ? Qui a visité des magasins dans les grandes villes de Russie sait que cela ne serait pas superflu.

### La carte du secteur technique

Incontestablement, c'est surtout dans le secteur de l'aide technique que Moscou a une carte à jouer. Mais dès qu'il s'agit de technique, les Soviétiques ont pris l'habitude de se focaliser sur le COCOM, qui limite les exportations de produits « sensibles » vers l'Est et dont ils réclament la suppression totale. En matière de biens d'équipement classiques, « la thèse officielle est que de telles importations sont aujourd'hui inutiles, voire nocives, à une grande échelle », ainsi que le souligne l'économiste Marie Lavigne (2).

Celle-ci estime qu'en URSS le montant des équipements importés en devises, et non installés dans les délais, atteint aujourd'hui l'équivalent de 8 milliards de dollars, effectivement dépensés. « Des suggestions ont été émises dans la presse, explique-t-elle, pour que l'on se retourne vers les vendeurs de cet équipement pour leur demander (tous les délais de garantie étant expirés) s'ils accepteraient de venir voir et d'aider éventuellement à installer cet équipement, l'URSS payant bien sûr pour cela, ou alors s'ils reprendraient les équipements comme ferraille ».

Il ne saurait pour autant être question de baisser les bras. M. Gorbatchev ne donne plus que deux ans à la perestroïka pour réussir. Nombreux sont ceux qui se lui accordent plus que quelques mois. Que l'actuel président soit ou non l'homme de la situation, « on ne peut attendre de l'URSS qu'elle réussisse seule sa transition vers une économie de marché », explique le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher. Certes, l'Allemagne en voie de réunification a de bonnes raisons politiques de se faire le champion de l'aide à l'Est. Mais les motivations économiques sont elles aussi réelles.

En raison des difficultés actuelles de trésorerie de l'URSS, le volume

du commerce courant ne peut décoller sans financements garantis de la part des Etats. Les entreprises occidentales, traumatisées par les récents retards de paiement, n'osent plus se lancer seules. La reprise des crédits commerciaux garantis, largement taris au cours des années 80, ne s'agitait pas de pure philanthropie, puisque, à long terme, la plupart des Etats prévoient l'ouverture d'un gigantesque marché pour près de 300 millions d'habitants, sur lequel ils veulent prendre pied le plus vite possible, en dépit de la situation actuelle catastrophique.

Cela vaut bien aussi un petit effort pour tenter d'acquiescer davantage de biens soviétiques. Au-delà des marchandises politiques, le crédit garanti de 5 milliards de devises allemandes s'apprête à verser les banques allemandes à l'URSS (le Monde du 23 juin) s'explique d'ailleurs par la nécessité pour Bonn de prendre à sa charge le commerce RDA-URSS, que Bonn ne compte pas abandonner.

### Encourager sans étouffer

Malgré la taille et la puissance du pays, l'aide à l'URSS ne peut être conçue très différemment de celle aux pays en développement. La dialectique sur l'aide et la réforme est la même. Le FMI et les autres organismes financiers internationaux sont habitués à penser leur assistance de façon que celle-ci encourage, sans pour autant les étouffer, les initiatives des difficultés de l'exercice.

En attendant d'y voir plus clair dans la situation réelle des caisses de l'Etat soviétique, toute aide financière massive paraît à exclure. Des programmes alimentaires, des échanges commerciaux bien conçus, des initiatives permettant aux Soviétiques de découvrir ne serait-ce que sommairement comment fonctionne une économie de marché sont autant de graines à semer.

Elles germeront dès qu'une nouvelle initiative politique sera lancée et contribueront d'ici là à remplir un peu les magasins, à faire tourner quelques usines, rouler quelques trains, et apporter un peu d'espoir à une population consciente d'être passée du rang d'élite socialiste à celui de tiers-monde de l'Europe orientale.

La BERD (3) peut jouer un rôle appréciable, surtout si l'URSS devient pleinement éligible à ses concours. Une fois que la transition vers l'économie de marché aura été amorcée - il s'agit là d'une décision de politique intérieure que les Occidentaux, semble-t-il, auront du mal à influencer - de larges concours de toute nature seront indispensables pour financer la restructuration de l'économie tout entière. Nos responsables devront y être attentifs.

FRANÇOISE LAZARE

(1) Tendances des marchés des capitaux. OCDE, février 1990.

(2) L'URSS en transition : un nouveau marché. Ouvrage dirigé par Marie Lavigne. Centre français du commerce extérieur (CFCE).

(3) La Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est entamera ses activités au printemps 1991. Pour l'instant, et en théorie pour une période de trois ans, l'URSS ne pourra souscrire que la fraction effectivement versée de sa participation au capital.

## Le Japon se prononce pour une reprise de l'aide à la Chine

Alors que le Japon souhaite affirmer à Houston sa place dans la définition des nouveaux équilibres mondiaux, il risque de se trouver isolé sur deux questions : l'aide à l'URSS et le rétablissement des prêts à long terme à la Chine.

TOKYO

de notre correspondant

Le secrétaire du gouvernement a annoncé, le lundi 9 juillet, au cours d'une conférence de presse, que le Japon rétablissait son aide à la Chine (la troisième tranche de prêts gouvernementaux, soit 5,3 milliards de dollars) juste après le sommet de Houston. Une mission se rendra en août à Pékin pour identifier les projets susceptibles de bénéficier de l'aide japonaise. Bien que le premier ministre Kaifu ait paru, au cours de ces dernières semaines, souhaiter lier le rétablissement de l'aide japonaise à la Chine à des garanties en matière de droits démocratiques, les Japonais semblent aujourd'hui se contenter des « efforts accomplis dans la bonne direction », selon l'expression du porte-parole du gouvernement.

Le gouvernement japonais prend le risque de faire cavalier seul - ce qui n'est guère dans ses habitudes - pour deux raisons : d'abord, parce qu'il est en butte à de sérieuses pressions de la part des milieux d'affaires nippons ; ensuite, parce qu'il estime que, sans tirer un trait sur le massacre de Pékin, il y a plus de chance de

faire avancer les réformes en soutenant économiquement les autorités chinoises qu'en pratiquant une politique d'ostracisme à leur égard. Afin d'éviter que le Japon n'apparaisse trop isolé, M. Kaifu cherchera à obtenir des autres puissances une reconnaissance des modestes changements intervenus en Chine.

De ses entretiens, samedi, avec le président Bush, le premier ministre japonais avait retiré le sentiment que Washington n'était pas hostile au principe d'une reprise de l'aide japonaise à la Chine. Fort de cette approbation tacite, les Japonais ont décidé qu'il visiblement n'attendait que le feu vert de Washington. Le climat de relative détente qui prévaut entre les Etats-Unis et le Japon à la suite de la récente conclusion des négociations commerciales semble avoir facilité les choses.

La question de l'aide à l'URSS est plus complexe. Les Japonais ont toujours été plus réservés que les Occidentaux dans leur évaluation de la situation en Union soviétique. Leur marge de manœuvre est surtout limitée par le contentieux territorial qu'ils entretiennent avec Moscou à la suite de l'occupation par les Soviétiques, en 1945, de quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles revendiquées par Tokyo.

Ce contentieux a, jusqu'à présent, empêché les deux pays de signer un traité de paix. A ce premier sommet « post-guerre froide », le Japon risque donc de paraître faire preuve d'une inflexibilité quelque peu dépassée à

l'égard de Moscou, attitude franchement en tout cas avec celle de ses partenaires, qui ne semblent guère soucieux d'épauler sa revendication territoriale.

Alors qu'il accorde une aide substantielle à la Pologne et à la Hongrie (1,9 milliard de dollars), le Japon pourrait se trouver à la traîne en ce qui concerne l'URSS. Inquiets de l'accord intervenu entre les Européens au sommet de Dublin sur le principe d'une aide coordonnée à l'URSS, les Japonais sont cependant confortés par les Etats-Unis. Washington ne semblant pas désireux de se lancer immédiatement dans une aide économique à l'URSS. Mais pour combien de temps ? Si le Japon reste hostile à l'idée d'une aide économique, il est cependant prêt à fournir aux Soviétiques une aide technique : une mission japonaise devrait se rendre en URSS en automne afin d'y étudier les possibilités de coopération dans les domaines du contrôle de la qualité de la production et de la gestion des entreprises.

Autre point de probable discordance avec ses partenaires : à Houston, le premier ministre Kaifu se fera l'écho des préoccupations des pays de la région Asie-Pacifique, inquiets de la concentration, à leurs yeux excessive, de l'intérêt des puissances industrialisées sur l'Europe, qui se traduit par une réduction des mouvements de capitaux dans cette région.

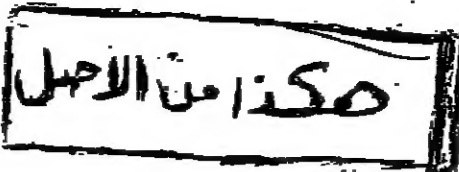
PHILIPPE PONS

Carre d'Amis Blanc sur fond d'azur

Amisette Gras, laurancheur carrement français

50 من الاجل





4 Le Monde • Mardi 10 juillet 1990 •

## EUROPE

ALBANIE : après le limogeage du ministre de l'intérieur

### Les réfugiés de Tirana attendent leur évacuation

Les quatre à cinq mille Albanais réfugiés dans les ambassades européennes de Tirana attendaient toujours, lundi 9 juillet dans la matinée, dans des conditions matérielles de plus en plus difficiles, un départ vers l'étranger désormais accepté par les autorités albanaises mais dont les modalités continuent à être discutées par les diplomates.

Les réfugiés ont commencé à remplir les premières formalités pour obtenir leurs passeports. Selon les diplomates de l'ambassade de France à Tirana - qui abrite plus de 500 réfugiés - le flot des candidats à l'émigration s'est tari depuis dimanche, le quartier des ambassades ayant été bouclé par la police et l'armée albanaises.

Des renforts militaires auraient été envoyés à Tirana, où les forces de l'ordre vérifiaient systématiquement l'identité des passants, et

interdisaient à la population de se déplacer d'un district à l'autre de la ville, selon les témoignages de voyageurs recueillis en Yougoslavie.

Lundi matin, les autorités refusaient toujours l'envoi d'aide humanitaire. Samedi déjà, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, avait estimé que la situation des réfugiés à l'ambassade de RFA à Tirana devenait « intolérable ». « Ce n'est pas seulement une question de nourriture, avait-il précisé, on ne peut exclure un risque de maladies et d'épidémies. » Le choix du moyen de transport pour l'évacuation est toujours à l'étude, selon des diplomates français qui ont estimé qu'il faudrait probablement plusieurs jours avant que l'opération puisse avoir lieu. M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a cependant souligné dimanche la « volonté de négocier » des dirigeants albanais, précisant que son émissaire sur place, M. Staffan de

Ministura, avait reçu « carte blanche » de la RFA, de la France et de l'Italie. A propos d'un éventuel engagement du CICR (Comité international de la Croix-Rouge de Genève), refusé jusqu'à présent par les autorités albanaises, M. de Cuellar avait précisé que cet organisme avait « des règles très strictes d'intervention » et qu'il faudrait que les Albanais prennent l'initiative.

#### Victoire des réformateurs ?

Le limogeage, samedi, des ministres de l'intérieur et de la défense semble montrer que le courant réformateur pourrait l'emporter au cours de la réunion de crise du plénum du Parti communiste albanais qui s'est tenue vendredi et samedi à Tirana. Le ministre de l'intérieur, M. Simon Stefani, chef de la redoutable police politique, passait en effet pour un des principaux tenants de l'orthodoxie stalinienne la plus

radicale et était considéré comme le bras droit de M. Nexhmie Hoxha, la veuve de l'ancien dictateur, qui préside l'organisation de masse du Parti communiste et qui est à la tête du clan des « durs » du parti.

Parlant devant le comité central, le numéro un albanais, M. Ramiz Alia, a réaffirmé sa volonté de libéraliser l'économie et de développer l'initiative privée. Selon l'agence officielle albanaise ATA, M. Prokop Murra, ministre de la défense, a été exclu du bureau politique et remplacé dans ses fonctions ministérielles par M. Kico Mustaqi. Les avis divergent quant à la portée de ces changements : à certains y voient un début de démocratisation du pays, d'autres estiment en revanche que M. Ramiz Alia a la situation bien en main et que le régime pourrait encore durer sous sa forme actuelle en dépit de la crise ouverte par l'afflux des réfugiés dans les ambassades étrangères. (AFP, Reuters)

YUGOSLAVIE : appel à la grève

### La situation demeure tendue au Kosovo

BELGRADE  
correspondance

Quelques jours après la dissolution du Parlement de la province autonome du Kosovo et la reprise du contrôle de la région par les autorités serbes, tout semble calme. C'est du moins ce que rapportent le gouvernement et le ministre de l'intérieur serbe. Certains observateurs avaient annoncé une révolte imminente des Albanais de souche du Kosovo mais, pour le moment, aucun conflit n'a éclaté. Cependant, la situation reste tendue et beaucoup pensent qu'il s'agit d'une accalmie avant la tempête.

Les forces de l'ordre continuent à garder les « points chauds » de la province, et les représentants de l'opposition albanaise ainsi que les délégués qui ont promu la « Constitution du Kosovo » ont été « aimablement » mis en garde par la police. Cependant, ce sont les médias qui opposent la plus forte résistance. Les autorités serbes tentent de contrôler la radio et la télévision de Pristina et ont supprimé les informations en langue albanaise tant que de nouvelles équipes « dignes de confiance » ne seront pas formées.

Le quotidien de langue albanaise *Rilindja* reste « rebelle ». Vendredi, il a affirmé en couverture que « les autorités serbes ont fait un coup d'Etat au Kosovo » et conseillé de boycotter les élections du Parlement de Serbie. Cette édition, immédiatement interdite, a cependant été totalement vendue à travers le Kosovo. Dimanche, *Rilindja* a poursuivi sur le même ton et publié les revendications de l'opposition.

Les principaux leaders de cette opposition ont, dès vendredi, lancé un appel au calme, car « c'est le moment le plus critique qu'ait connu le Kosovo ». M. Jusuf Budzovi, de l'Union démocratique du

Kosovo, a ajouté : « La situation actuelle est insoutenable, elle devra changer. C'est la police qui gouverne, il n'y a plus de démocratie... » Dimanche, le Forum démocratique du Kosovo, coalition des partis d'opposition de souche albanaise, a sévèrement condamné les mesures prises par la Serbie et a exigé que la présidence collégiale de Yougoslavie et le gouvernement fédéral empêchent « l'occupation et la pacification par la force du Kosovo ». Plusieurs syndicats indépendants du Kosovo ont lancé un ordre de grève générale limitée à une heure par jour jusqu'au 14 juillet.

#### « Résistance passive »

Le gouvernement serbe a répliqué en annonçant qu'il n'accepterait pas de « résistance passive » et que, dès lundi, toute personne qui entraverait le bon fonctionnement de la province serait immédiatement renvoyée.

Après le soutien des communistes serbes, qui ont condamné les mesures prises par les autorités serbes, le Parti radical croate s'est déclaré « fier de la résistance pacifique des Albanais du Kosovo aux troupes d'occupation serbes ». Du côté des autorités fédérales, le mystère règne, mais une déclaration pourrait intervenir lundi.

La Serbie, pour sa part, reste unanime : elle ne cédera pas une partie de son territoire ; défendant cette thèse, l'opposition serbe, reste silencieuse. En même temps, une véritable psychose s'est emparée d'une partie de l'opinion serbe qui pense que les récents événements en Albanie ont un lien avec « la haine des séparatistes du Kosovo de proclamer la République », parce qu'« il ne faudrait pas être devancé par les leaders de l'opposition d'Albanie et perdre ainsi la primauté lors de la formation de la grande Albanie ». (Interim.)

### La fuite vers la Grèce

trois en sortent vivants. » D'après le métropolitain Sebastianos, prélat de Konista, quarante réfugiés ont pu franchir la frontière depuis Pâques dans son seul diocèse.

« Nous sommes partis d'en haut des montagnes. On était quatre et on avait prévu le coup quatre jours auparavant. A neuf heures du soir on a coupé les barbelés avec une pince couverte d'un chiffon », poursuit Tassos. Le fil électrifié a alerté les officiers de garde mais les fuyards ont pu traverser les cinq cents mètres du no man's land pour atteindre le territoire grec. Tassos, célibataire, n'a même pas expliqué à ses parents qu'il partait. « Le village est plein de mauvaises langues », dit-il. Déjà, sur les trois cents habitants de son village,

quinze personnes auraient tenté de fuir mais deux seraient mortes dans leur tentative. Pourquoi partir ? « Il n'y a pas d'argent, il n'y a pas de nourriture. On ne gagne que 160 drachmes par jour (environ 6 FL) ». Malgré l'assoupissement des conditions de vie annoncées, rien n'a changé, affirment les réfugiés. « On préférerait mourir que vivre en Albanie », dit Tassos.

En guise d'avertissement, les gardes-frontières laisseraient pourrir les cadavres de « rats de l'évasion » sous le soleil brûlant des Balkans. Selon un officier grec, de cinq à six personnes d'origine grecque chercheraient à fuir le territoire albanais chaque semaine. « On entend de plus en plus souvent les tir, presque quotidiennement »,

dit-il. « Ces dernières semaines la garde albanaise s'est durcie, la garnison a été renforcée », ajoute l'officier. Les habitants d'un village albanais peuplé de Grecs auraient réussi à récupérer les cadavres de leurs disparus en menaçant les autorités avec des bâtons.

Plusieurs semaines avant son départ, affirme un rescapé récent, quatre habitants de son village ont tenté de fuir. Appréhendés par les autorités, ils se seraient rendus mais les deux hommes auraient été fusillés, la femme emprisonnée et le bébé placé en vue d'adoption. « Les gens du village ont essayé de récupérer les cadavres pour les enterrer mais les soldats les en ont empêchés. »

PETER GREEN

## PROCHE-ORIENT

Les difficultés du dialogue américano-palestinien

### Le conseil central de l'OLP examinera à Bagdad les nouvelles propositions de M. Bush

Le secrétaire d'Etat américain James Baker a confirmé, dimanche 8 juillet, qu'il avait invité le ministre israélien des affaires étrangères David Levy à Paris, le 17 ou 18 juillet en vue de « tenter de reprendre le processus de paix » au Proche-Orient. M. Arafat, pour sa part, a rencontré à Genève le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar pour lui faire part de « son point de vue sur les mesures et moyens de protéger les Palestiniens des crimes des forces israéliennes contre le peuple palestinien ».

TUNIS

de notre correspondant

La réaffirmation, vendredi 6 juillet à Londres, par le président Bush, de ses exigences pour la reprise du dialogue avec l'OLP, risque de durcir un peu plus le ton des délibérations du conseil central palestinien, qui vient d'être convoqué pour le 18 juillet à Bagdad. Le conseil central, qui est l'instance intermédiaire entre le comité exécutif de l'OLP et le Conseil national (Parlement en exil), aura à se prononcer sur les conclusions à tirer de la suspension du dialogue américano-palestinien, décidée le 20 juin par Washington. Le gouvernement américain continue en effet à demander la condamnation officielle de l'opération tentée le 30 mai sur les côtes israéliennes, ainsi que des sanctions contre son instigateur Abou Abbas, chef du Front de libération de la Palestine (FLP), qui siège au comité exécutif.

M. Salah Khalaf (Abou Iyad), adjoint de M. Arafat à la direction du Fatah, réplique que les dirigeants de l'OLP « demeurent attachés à leur initiative de paix », mais

reconnait qu'ils auront fort à faire la semaine prochaine à Bagdad « pour apaiser la base, dont la tendance n'est déjà pas à la modération ». En fait, ajoute-t-il, que Bush maintienne ses exigences paraît significatif de sa volonté de rompre le dialogue avec l'OLP, et non pas seulement de le suspendre, a déclaré M. Salah Khalaf. Les Etats-Unis n'ont pas à orienter la politique de l'OLP. La centrale arabe a une attitude définitive à la lumière de l'enquête qu'elle mène depuis l'annonce de l'opération du 30 mai, qui - faut-il encore le rappeler - n'a fait aucune victime, civile ou militaire.

L'ordre du jour du conseil central palestinien comporte aussi l'étude des orientations du nouveau gouvernement israélien contre l'intifada, et la décision ou non de réunir à plus ou moins brève échéance une session du conseil national. C'est à ce dernier que devraient être communiqués les résultats de l'enquête ouverte sur l'opération menée - avec diverses complications arabes - par le chef du FLP. Le Conseil aurait alors, soit à l'absoudre, soit à la sanctionner. Mais si satisfaction devait être donnée à Washington, ce ne serait probablement pas sans l'assurance d'une contrepartie.

MICHEL DEURE

le dernier  
**PLANTU**  
LA DÉCOUVERTE / Le Monde

Au Sud-Liban

### Deux morts dans un raid israélien contre le Hezbollah

L'aviation israélienne a bombardé, dimanche 8 juillet, des positions du Hezbollah pro-iranien dans le sud du Liban, faisant deux morts et deux blessés. Il s'agit du troisième raid aérien israélien au Liban en trois jours : les deux précédents, vendredi, avaient visé des bases palestiniennes (le Monde du 7 juillet).

Six chasseurs-bombardiers ont pénétré des postes occupés par des hommes du « Parti de Dieu » dans les villages de Jarjouch et Ain-Bouswar, à une quarantaine de kilomètres au sud de Beyrouth.

Peu après le raid, militants du Hezbollah et de la milice Amal pro-syrienne se sont affrontés à l'arme lourde dans la région, le

Hezbollah accusant Amal de collaborer avec Israël.

Par ailleurs, deux personnes au moins ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées samedi à Saïda, chef-lieu du Liban sud, à la suite d'accrochages entre le Fatah de M. Yasser Arafat et une milice locale.

Ces accrochages, commencés en fin d'après-midi, aux abords du camp de réfugiés palestiniens d'Aïn-Heloué, entre le Fatah et l'Organisation populaire nassérienne (OPN) de M. Mustapha Sazad, qui contrôle la ville, ont baissé d'intensité en fin de soirée. Les faubourgs de Saïda abritent près de 150 000 réfugiés palestiniens. (AFP, Reuters)

Sous la pression iranienne

### Un nouvel otage occidental pourrait être libéré

Un otage occidental pourrait être prochainement relâché au Liban sous la pression de Téhéran, a-t-on appris, dimanche 8 juillet, dans les milieux libanais pro-iraniens, au lendemain de l'annonce par l'agence iranienne Irna d'une possible libération - probablement celle d'un otage européen - dans les jours à venir.

« Geste de bonne volonté »

De source proche d'une milice pro-syrienne, on précisait même qu'il pourrait s'agir de Brian Keenan, trente-neuf ans, un enseignant à la double nationalité britannique et irlandaise, enlevé le 11 avril 1986. Des contacts auraient actuellement lieu entre le gouvernement irlandais, l'Iran et la Syrie en vue d'obtenir sa libération, ajoutait-on de même source.

Pour les milieux libanais pro-iraniens cette libération serait un geste de bonne volonté de l'Iran à l'égard de l'Europe pour l'aide qu'elle lui a apportée après le tremblement de terre du 21 juin qui a ravagé le nord-ouest de l'Iran, faisant quelque quarante mille morts. (Reuters)

ARABIE SAOUDITE : le drame de La Mecque

### Les victimes d'Indonésie et de Turquie ont été les plus nombreuses

L'Indonésie et la Turquie sont les deux pays les plus touchés par l'accident provoqué lundi 2 juillet par un mouvement de panique dans un tunnel, lors du pèlerinage de La Mecque, avec respectivement 562 et 550 morts, sur un total de 1 426.

Vient ensuite la Malaisie, avec 122 morts. Les pèlerins qui ne partent pas l'Arabie se déplacent généralement en groupes par nationalité, ce qui explique le nombre particulièrement élevé de victimes parmi eux.

En compilant des informations en provenance des différents pays concernés, Reuters a établi ce bilan provisoire, réparti par nationalités : Indonésie : 562 morts ; Turquie : 550 ; Malaisie : 122 ; Pakistan : 25 ; Philippines : 22 ; Bahreïn : 11 ; Bangladesh : 7 ; Inde : 5 ; Liban : 4 ; Egypte : 3 ; Koweït : 3 ; Jordanie : 2 ; Nigéria : 1 ; Australie : 1.

(Publicité)

MONDE ARABE : LA GUERRE DE L'EAU

Des rives de l'Émirate aux bords du Nil et du Sénégal, en passant par le Jourdain et le Liban, le contrôle et l'exploitation des fleuves vont être la source de multiples conflits. A moins que...

Dans le numéro double de juillet-août d'Arabes en kiosques et en librairie 78, rue Joffroy 75017 Paris (Tél. : 46.22.34.14)

DERNIER VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE



# ÉLECTROCARDIOGRAMME D'UN CHEF D'ENTREPRISE EUROPÉEN.



Le dollar est encore la monnaie de référence dans le monde. Toutes les économies occidentales dépendent de ses fluctuations.

Travaillant sur les principales places financières mondiales, les AGF étudient et anticipent quotidiennement les courbes de parité des monnaies.

Ainsi, les AGF sont à même de mieux conseiller leurs clients - entreprises ou particuliers - en matière d'assurance, d'épargne et de placement.

**PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.**

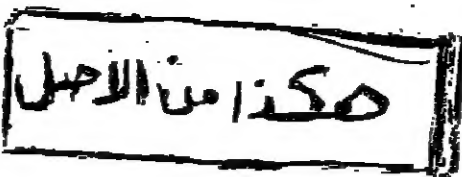


avec vous



مكتبة من الامم





## EUROPE

### POLOGNE

#### M. Tadeusz Mazowiecki a rencontré M. Lech Walesa

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, et le président de Solidarité, M. Lech Walesa, se sont rencontrés, samedi 7 juillet, à proximité de Varsovie, pour chercher à régler leur différend. Au terme de ce tête-à-tête qui s'est tenu « dans la plus grande discrétion », les deux leaders polonais ont déclaré vouloir « continuer leur coopération » pour « faire progresser la démocratie en Pologne ».

M. Lech Walesa s'est borné à déclarer : « Nous avons constaté tous les deux que notre erreur a été de savoir seulement comment lutter contre le communisme, et non pas comment s'en sortir. » Les deux hommes ne seraient pas parvenus à niveler leurs divergences de fond.

Des pourparlers entre représentants des organisations paysannes et des responsables gouvernementaux se sont ouverts le même jour dans la capitale. Le gouvernement a offert aux paysans des crédits à un taux préférentiel, mais il a refusé le concept de prix garantis comme « contraire à l'esprit » de son programme économique.

Alors que ces rencontres avaient lieu, plusieurs centaines d'agriculteurs manifestaient dans les rues de Varsovie en portant à bout de bras un cercueil noir symbolisant la mort de l'agriculture polonaise. Ils réclamaient notamment que le président de Solidarité rurale, M. Gabriel Janowski, devienne ministre de l'agriculture. — (AFP)

### BULGARIE

#### Poursuite de l'agitation

La première séance de l'Assemblée constituante bulgare, qui s'ouvre mardi 10 juillet, devrait rapidement désigner un successeur au président démissionnaire, M. Petar Mladenov. Plusieurs candidatures sont envisagées dont celles de MM. Petar Dertliev, président du Parti social-démocrate, Andreï Loukanov, premier ministre, Victor Valkov, président de l'Union agrarienne, ainsi que celles de personnalités indépendantes. Si certains dirigeants écu-

dians ont annoncé, samedi 7 juillet, la fin de leur manifestation, qui durait depuis près d'un mois, un millier d'opposants, essentiellement des intellectuels, ont décidé de poursuivre leur sit-in devant le Parlement pour obtenir le procès public de l'ancien dirigeant du pays Todor Jivkov. Celui-ci est accusé d'abus de pouvoir, de détournement de propriétés de l'Etat et d'incitation aux affrontements ethniques. « Nous voulons la démocratie et un procès équitable pour les responsables de l'actuelle situation tragique de la Bulgarie », ont déclaré les manifestants, qui exigent que l'Assemblée soit saisie de leur demande d'écarter du pouvoir les responsables ayant occupé des postes dirigeants sous l'ancien régime renversé en novembre dernier. La direction du Parti socialiste (ex-communiste), réunie en session extraordinaire samedi à la suite des manifestations, a promis d'importants changements au sein du parti lors de son congrès en octobre. — (AFP, Reuters)

□ Grande-Bretagne : un policier grièvement blessé en Irlande du Nord. — Un policier a été grièvement blessé par balles, dimanche 8 juillet, à Dungannon (ouest de Belfast) à la suite d'une attaque terroriste. Une bombe avait explosé la veille dans un autobus dont tous les passagers venaient d'être évacués par les policiers. Le ministre britannique à l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, a accordé, samedi, un délai de trois semaines aux responsables protestants et catholiques pour qu'ils jettent les bases de négociations sur l'avenir de leur province. — (AFP)

## AFRIQUE

#### La guerre civile au Libéria

Suite de la première page

Des éléments du premier bataillon du NPFL, venus du port minier de Buchanan, situé à 100 km à l'est de Monrovia, se sont violemment accrochés avec les soldats gouvernementaux dans la zone portuaire de la capitale. Juste avant les deux points qui mènent au centre-ville où se trouve le palais présidentiel.

Les citoyens se barricadent chez eux. Plus de six mille membres des ethnies Gio et Mano, originaires du comté de Nimba d'où est partie, en décembre dernier, la rébellion dirigée par M. Charles Taylor, se sont réfugiés dans cinq églises de Monrovia sous la protection du Comité international de la Croix rouge. Ils craignent, en effet, des représailles de la part des soldats gouvernementaux qui, comme le président Samuel Doe, appartiennent à l'ethnie Khran.

La stratégie du NPFL consiste à couper les militaires loyalistes de leurs postes de ravitaillement en munitions. Les maquisards ont ainsi attaqué, samedi 7 juillet, le camp de Scheiflin, situé à 20 kilomètres à l'est de la capitale, sur la route de l'aéroport international de Robertsfield. L'objectif des

hommes de M. Charles Taylor est de neutraliser le boulevard circulaire qui entoure Monrovia.

Les rebelles arrivent, parfois, à capturer des soldats. L'un d'eux, âgé de vingt-six ans, a été pris, samedi soir, errant sans armes dans la brousse près de Paynesville. Bon nombre de ses compagnons, jugeant la partie perdue, choisissent de désertir, vêtus en civil. Ils n'ont pas d'autre choix, car ceux d'en face ne font pratiquement pas de prisonniers.

A la périphérie de Monrovia, à quelques kilomètres de Paynesville, le drapeau américain flotte sur la station Omega. Ce centre radio de navigation aérienne et maritime a été envahi par plusieurs milliers de réfugiés. Dans le bâtiment principal, à côté des pupitres de relais, un enfant dort sur un matelas.

#### Dissensions entre rebelles

Dans une minuscule dépendance, des pagnes séchent sur les résistances électriques géantes. Au sol, une quinzaine de femmes allongées blottissent leurs nouveaux nés sur leur poitrine. « En trois

□ ALGERIE : vols d'explosifs. — En moins de deux mois, deux importants vols d'explosifs ont été commis en Algérie le 17 mai, sur un chantier près de Jijel, à 350 km à l'est d'Alger. 450 kg de gélignite, un explosif de type brisant ont été volés. L'un des agresseurs, qui serait proche des milieux islamistes, a depuis été arrêté. Le 3 juillet, dans une carrière située près de Tlemcen, dix à quinze hommes armés ont emporté 350 kg d'explosifs. Un gardien a été blessé et un autre a disparu, vraisemblablement enlevé par les voleurs. — (Corresp.)

jours, nous avons eu onze naissances », raconte un technicien de la station. Dans un couloir voisin, quatre personnes s'affaiflent autour d'un blessé. Les seules fournitures médicales disponibles : de la gaze et de l'alcool.

A l'extérieur, les hommes transportent des branches de palmiers raphias. On se hâte pour construire un abri de fortune avant l'orage. La nourriture fait défaut. Heureux sont ceux qui ont pu transporter leur sac de riz dans la tourmente. « La situation est dramatique ; les gens continuent d'affluer », affirme M. Jean Chahine, coordinateur bénévole de Médecins sans frontières (MSF). Samedi, une équipe de cette organisation humanitaire a tenté, depuis le centre-ville, de traverser la ligne de front. « Malgré un laissez-passer officiel, nos deux voitures ont été mitraillées par des militaires », déplore M. Chahine. L'équipe médicale a donc dû rebrousser chemin.

D'autres réfugiés se sont installés sur le campus universitaire de Fendell. « Le règne de Doe est terminé », assurent les maquisards qui ont pourtant du mal à cacher une certaine inquiétude. Combien de temps durera encore cette épreuve de force ? Retraqué dans son palais, le chef de l'Etat dispose encore de 1 000 à 2 000 soldats bien armés parmi lesquels 500 membres de sa redoutable garde personnelle.

La bataille de Monrovia risque de durer, à moins que le président Doe accepte de lâcher le pouvoir. De leur côté, les forces du NPFL doivent faire face à la dissidence d'un de leurs chefs, M. Prince Johnson, qui les combat derrière leurs lignes et vient de prendre le contrôle des mines du comté de Bong, à une soixantaine de kilomètres au nord-est de la capitale.

ROBERT MINANGOY

### URSS : le congrès du Parti communiste

#### L'hypothèse d'un coup d'Etat militaire commence à être prise au sérieux par les partisans de M. Gorbatchev

Le futur chef du Parti communiste aura le titre de secrétaire général selon le projet d'une nouvelle fois amendé des statuts du PC soviétique distribué lundi 9 juillet. Cette version réintroduit la notion de centralisme démocratique comme règle de fonctionnement du parti sans y apporter le moindre amendement, comme l'avait proposé M. Mikhaïl Gorbatchev. Le numéro soviétique avait réussi, samedi, à faire annuler une motion votée le matin par le congrès du PC soviétique (par 2 557 voix pour et 1 393 contre) et qui

exigeait que les délégués se prononcent sur les activités de chaque membre du bureau politique. « Si vous voulez faire éclater le parti, si vous voulez l'enterrer, alors vous êtes sur le bon chemin, a dit le secrétaire général. On ne va pas donner des notes à chacun, moins 3 à celui-là et plus 2 à un autre. » Samedi également, le Parlement d'Ukraine avait ordonné le rappel « immédiat » de tous ses membres présents au congrès du PC, en raison de la grève des mineurs et du calendrier des travaux du législatif ukrainien. Parallèle-

ment, M. Rykov, premier ministre, a fait savoir qu'il dirigera le groupe des négociateurs soviétiques chargé de rencontrer les émissaires de Vilnius pour discuter de l'indépendance de la Lituanie, mais que la république devra organiser un référendum sur ce sujet et qu'il lui paraît « douteux » que la population se prononce pour l'indépendance. Selon M. Prunskiene, chef du gouvernement lituanien, les pourparlers entre Vilnius et Moscou pourraient s'ouvrir le 11 juillet.

### MOSCOU

de notre correspondant

La crainte d'un classique coup d'Etat militaire a désormais pris le pas en URSS sur celle d'un renversement de M. Gorbatchev par l'appareil communiste. Parallèle à l'explosion de rage conservatrice à laquelle donnent lieu les débats du vingt-huitième congrès, cette évolution dit à elle seule l'ampleur de l'affaiblissement du parti.

Les bureaucrates ont beau éruer et s'en prendre directement à l'équipe de M. Gorbatchev, ils n'arrivent plus à impressionner. C'est bon signe, mais on ne peut s'en réjouir que si la peur d'un Pinochet était aussi peu fondée que ne l'était, hier, celle d'un retour de Staline. Or, en ouvrant, samedi 7 juillet, le Treizième Micro, les délégués réformateurs ont eu un frisson.

Diffusé au congrès par la rédaction des Nouvelles de Moscou, ce petit journal, ainsi baptisé parce qu'il n'y a que douze micros dans la salle, s'est, en effet, livré à une « analyse comparative » de deux réquisitoires anti-perestroïkistes récemment lancés par deux généraux de l'armée soviétique.

Le premier, signé par le général Rodionov — l'homme qui commandait les troupes du Caucase quand, au printemps 1989, l'armée a tué à coups de pelle des manifestants pacifiques dans les rues de Tbilissi, — a été récemment adressé, par la poste, à de nom-

breux régiments et journaux militaires.

C'est la première fois qu'on entend parler alors que le second, prononcé, il y a trois semaines, de la tribune du congrès du PC de Russie par le général Makachov est, lui, très connu. Entendu par tout le pays, puisque retransmis par la télévision, il avait provoqué plusieurs contre-attaques spectaculaires, dont une de M. Gorbatchev lui-même, lundi dernier, dans son rapport d'introduction au congrès du Parti soviétique.

Ce qu'on ignorait cependant, et que prouve la publication d'un extrait des deux textes sur deux colonnes parallèles du Treizième Micro, c'est que le général Makachov n'avait nullement cédé à son humeur. A quelques variations syntaxiques près — un défaut de mémoire sans doute, — il avait purement et simplement repris dans son intervention le tract du général Rodionov.

Ici, un « seulement » est oublié, là un « considérons que... » rajouté, mais les deux textes n'en font qu'un, et pas des plus sympathiques. « De toutes les structures de la société, y lit-on, seules l'armée et la flotte sont par essence et par structure les symboles les plus entiers de l'Etat. Qui veut détruire l'Etat jusqu'à son fondement commence par détruire les forces armées. Seuls nos cultivateurs caquetants vont répétant que quelque n'a l'intention de nous attaquer. C'est une idée faite pour les simples

d'esprit. L'armée est la structure sociale la moins défendue de la société, celle qui a été la plus sacrifiée lorsqu'elle couvrait de ses corps les réacteurs mortifères de Tchernobyl, mourrait dans le Karabakh et au-delà de l'Hindoukouch » (autre-ment dit en Afghanistan).

« Contact ? Il y a contact ! », titre donc le Treizième Micro, car, si ce n'est pas un complot, c'est tout comme : une faction au minimum, et qui vient donner un poids singulier à la lettre ouverte par laquelle quarante-sept personnalités politiques de premier plan avaient pressé la semaine dernière M. Gorbatchev d'interdire d'urgence toute activité politique dans les régiments (Le Monde du 7 juillet).

#### La « dépolitisation » des forces armées

Cette exigence de « dépolitisation » des forces armées ne cesse d'ailleurs de croître dans tout le pays. Reprise, vendredi, de la tribune du congrès par M. Eltsine, elle va de toute évidence constituer l'un des grands thèmes de bataille des mois à venir. Toutes les forces démocratiques y poussent. Toute la hiérarchie militaire, totalement soutenue en cela, par l'appareil conservateur, dénonce également la revendication, une tentative de subordonner l'armée aux « forces antisocialistes ». L'équipe Gorbatchev, pour sa part, louvoie tant bien que mal.

Proche du président, le ministre

### GRÈCE

#### Signature d'un nouvel accord sur les bases américaines

ATHÈNES

correspondance

Un nouvel accord de coopération militaire régissant la présence des bases américaines sur le territoire hellénique, a été signé dimanche 8 juillet à Athènes en présence du secrétaire américain à la défense, Richard Cheney. Il devrait être approuvé sous une dizaine de jours par le Parlement grec. Cet accord règle, pour huit ans au moins — il est aisément reconductible — la question, traditionnellement sensible en Grèce, des bases américaines à un moment où les relations entre Athènes et Washington se sont considérablement réchauffées, avec l'arrivée au pouvoir, il y a trois mois, du gouvernement conservateur de M. Mitsotakis.

L'accord précédent, conclu en 1983 par les socialistes, qui avaient rompu l'année dernière les discussions sur son renouvellement, portait pour cinq ans sur quatre bases principales (deux en Crète, et deux près d'Athènes), plus une vingtaine d'installations annexes. Le nouvel accord nettement plus restrictif, ne concerne plus, outre quatre installations auxiliaires, que les bases crétoises de Gournes, chargées des écoutes en Méditerranée orientale,

et de Souda, un important point de ravitaillement de la VI<sup>e</sup> flotte. Les Etats-Unis ont en effet décidé en janvier dernier, de fermer la base aérienne d'Hellenikon, et celle de Nea Makri. La première pourra poursuivre son activité pendant encore un an, la deuxième fermera le 30 septembre 1990, ce qui devrait entraîner le départ d'un bon nombre des quelque quatre mille soldats stationnés en Grèce.

Certaines fonctions de la base d'Hellenikon seront transférées à Souda, dont une partie des installations pourront être modernisées, et d'où pourra s'effectuer également le ravitaillement d'avions en mission. Décision qui revient à faire de la Crète une « forteresse américaine » a affirmé l'opposition, qui, entre autres critiques, reproche à l'accord de ne pas stipuler assez clairement que les bases ne seront pas utilisées pour des opérations militaires contre des pays tiers, notamment les pays arabes.

Enfin, au cours d'une conférence de presse dimanche, le ministre grec des affaires étrangères, M. Samaras a précisé que l'équilibre des forces dans la région (entre la Grèce et la Turquie) serait « sauvegardé et pris en compte par le nouvel accord ». — (Interim.)

#### L'HERMÈS Editeur

13, rue Séguier, 75006 Paris. Tél. : (1) 46-34-05-25

droit, économie, gestion, langues des affaires

Diffusion exclusive :

MEDILIS SA, 9, rue Séguier, 75006 Paris. Tél. : (1) 46-34-07-70

EDILIS SARL, 29, rue Garibaldi, Tunis. Tél. : 216-1-363796

#### SCIENCES-PO

Neuilly ou Courcouronnes

CLASSE PRÉPARATOIRE

Admission sur dossier

CEPES

57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly  
47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

#### Les attaques contre M. Iakovlev

Parallèlement, le ton est encore monté, samedi, au congrès, où l'appareil s'en est pris avec une rare violence aux hommes du président, notamment MM. Medvedev et Iakovlev. Le second s'est ainsi vu reprocher sa « connivence avec le séparatisme dans les Républiques baltes », la « désorganisation du COMECON et du traité de Varsovie », la « perte de l'Europe de l'Est » et, plus personnellement, son « hypocrisie » et sa « malhonnêteté ».

L'atmosphère était tendue, lourde, car le parti des réformateurs, minoritaire au congrès communiste, forme parallèlement un gouvernement de Russie radical et dynamique. Chaque jour qui passe montre à quel point cet assaut conservateur tient du combat d'arrière-garde. Mais, outre la nouvelle hypothèse militaire, la capacité de nuire de l'appareil demeure considérable.

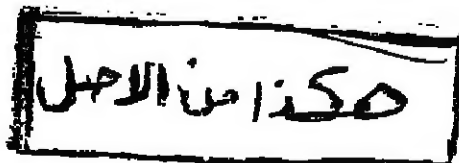
C'est donc à quel point, dent pour dent qu'on répondit MM. Iakovlev et Medvedev. « Si des peuples tournent le dos aux partis communistes (cela montre) qu'ils ne considèrent pas que la politique de ces partis soit la leur », a, par exemple, lancé le premier, ajoutant qu'« aucune décision du comité central ne peut annuler le fait que la production industrielle de la Corée du Sud est dix fois supérieure à celle de la Corée du Nord et que le niveau de vie de l'Allemagne de l'Ouest est largement supérieur à celui de l'Allemagne de l'Est ».

Il y a une semaine seulement, au début de ce congrès, M. Iakovlev ne se serait pas exprimé aussi directement et n'aurait sans doute pas confessé non plus la « honte » que le pays avait envoyée à Prague, en août 1968, en même temps que les chars. Accusé d'avoir personnellement détruit l'idéologie depuis qu'il en est en charge, M. Medvedev a rétorqué, de son côté, en demandant : « Quelle sorte d'idéologie est-ce là si une seule personne a pu la détruire en si peu de temps ? »

Deux mondes s'affrontent. Aux points.

BERNARD GUETTA







# POLITIQUE

Les relations entre la droite et le Front national

## Les adhérents directs de l'UDF sont divisés sur « l'affaire Gaudin »

Les adhérents directs de l'UDF ont réuni, du 5 au 7 juillet à Arles, un forum de réflexion sur le désintérêt des Français pour la politique. A cette occasion, ils ont évoqué les relations entre la droite et le Front national et les remous provoqués à l'UDF par les prises de position de M. Jean-Claude Gaudin.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Objet de plusieurs sondages d'opinion et de glosses diverses, le désintérêt des Français pour la politique était l'un des thèmes de réflexion du forum de formation des adhérents directs de l'UDF qui s'est tenu à Arles (Bouches-du-Rhône), du 5 au 7 juillet. Au cours des débats, les parlementaires du mouvement ont volontiers consenti à battre leur coulpe. « Les hommes politiques, de droite comme de gauche, n'ont plus rien à dire de profond et de fort », a notamment reconnu M. Michel Finton, député national de l'UDF à la prospective. M. Pierre-André Wiltzer, député de l'Essonne, a également admis qu'ils devaient faire preuve de plus de « franchise et de rigueur » dans l'expression de leurs opinions tout en se prononçant pour la promotion des valeurs de solidarité et en souhaitant que de « nouveaux horizons » soient proposés à la jeunesse.

Pour M. Paul Girod, président des Adhérents directs et sénateur de l'Aisne, « il suffit de parler aux Français de choses simples avec des mots simples et de choses sérieuses avec un langage sérieux ». La solution passe, selon lui, « par la conjonction de deux verus : l'humilité et la volonté ».

Invité du Forum et mis sur la sellette en qualité d'animateur de la France unie, M. Patrick Devéjan, député (RPR) et maire d'Antony, s'est défendu en soulignant que le « rôle d'aiguillon » de ses amis avait été « utile » et qu'il fallait « aller plus loin » que l'UDF qui n'est « pour le moment qu'un condominium entre deux hommes ». M. Philippe Mestre, député de la Vendée, s'est particulièrement félicité, de son côté, de l'organisation, au sein de l'opposition, de « primaires à la française » pour l'élection présidentielle, en se déclarant partisan du même système pour les élections législatives dans les circonscriptions tenues par la gauche.

On a abordé, aussi, le problème des relations entre la droite et l'extrême droite illustré, la veille, par l'élection, au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'un vice-président Front national. Dans son discours de clôture, M. François Bayrou, député (CDS) des Pyrénées-Orientales et délégué général de l'UDF, a exprimé, à ce sujet, sa philosophie personnelle. « Je fais partie, a-t-il notamment déclaré, de ceux qui se sont engagés au nom d'un certain humanisme et qui ne peuvent pas laisser des courants politiques faire leur fortune ».

### M. Séguin « gêné »

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, s'est déclaré, lundi 9 juillet à Europe 1, « gêné » par les propos de M. Jean-Claude Gaudin. « Même si, électoralement, sur place, on a intérêt à certains accords, a-t-il indiqué, même si, à l'évidence, ces accords n'ont pas la portée qu'ils auraient au niveau national, il faut quand même être cohérent sinon l'opinion ne s'y retrouve plus ».

Le Parti radical et les Jeunes démocrates sociaux (JDS) ont demandé samedi 7 juillet, qu'il soit mis fin aux fonctions de M. Gaudin à la tête de la commission électorale de l'UDF. Selon le président du Parti radical, M. Yves Galland, « M. Gaudin, en choisissant ce qu'il croit être son avenir régional avec le FN (...), s'est interdit d'exercer toute responsabilité nationale ».

Dans un télégramme adressé à M. Valéry Giscard d'Estaing, les JDS observent pour leur part que « l'UDF n'a qu'une parole, elle ne peut y manquer ». « Quelle crédibilité peut avoir le président de la commission électorale de l'UDF, Jean-Claude Gaudin, vis-à-vis de nos partisans du RPR, s'interroge les JDS, lorsqu'il est le premier à ne pas respecter l'un des principes constitutifs de l'Union pour la France, le refus de toute alliance avec le Front national ? »

sur l'exclusion de l'autre (...). Mais nous avons aussi le devoir de ramener à nous les hommes et les femmes qui ont égaré leur voix. Pour cela, il ne faut pas multiplier les injures. Nous devons nous tenir sur une ligne de crête difficile que je résumerai dans cette formule : « pas de concession sur le fond et, parallèlement, pas de provocation dans la forme qui exclurait ceux qui ont été trompés ».

Interrogé sur « l'affaire Gaudin », M. Bayrou nous a confirmé qu'il souscrivait à la demande de « clarification » demandée par M. Méhaignerie (le Monde daté 8-9 juillet). « Il y a, dans les statuts de la confédération RPR-UDF, un article parfaitement net qui doit être appliqué. Donc, il y aura une réponse à la question posée par M. Méhaignerie lors de la prochaine réunion du bureau politique de l'UDF. En cette matière, il faut donner la priorité aux principes. Mais, dans la décision qui sera prise, si la rigueur doit avoir sa place, l'amitié aussi. »

### L'élection et la gestion

Interrogés sur le même sujet, les autres parlementaires présents ont réagi de façon divergente. Selon M. Mestre, « il n'y a pas d'affaire Gaudin ». Il y a un problème de gestion de la grande région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et Jean-Claude Gaudin est mieux placé que quiconque pour le traiter. Par conséquent, je commence, a priori, par lui faire confiance. J'ai pu voir, à travers l'action qu'il a menée, tant au niveau national que régional, qu'il trouvait les bonnes solutions. L'application de la proportionnelle dans sa région est tout à fait nouvelle. »

Pour M. Paul Girod, il s'agit, aussi, « d'une histoire locale. Je constate simplement, nous-a-t-il déclaré, que plusieurs élus FN du conseil régional ont quitté leur parti après s'être confrontés aux réalités de la gestion. Ce n'est pas donc pas une si mauvaise méthode. Les principes, cela se vit au quotidien et je ne veux pas porter de jugement sur M. Gaudin ». M. Wiltzer, « pas très au courant », s'est borné à constater que, « si la charte de l'UDF est claire pour les élections, on est là dans un cas tout à fait différent d'alliance pour constituer une majorité de gestion ». « C'est aux partis politiques, a-t-il estimé, de se prononcer sur ce point. » Quant à M. Christine Boutin, députée centriste des Yvelines, si elle « aime beaucoup M. Gaudin », elle « ne peut approuver son attitude. Il faut faire très attention à nos alliances et nous ne pouvons pas brouiller de façon continue le message que nous avons à faire passer. Les questions de principe doivent l'emporter sur le réalisme électoral. On ne peut pas, au plan national, dire qu'il n'y aura pas d'alliance avec le Front national et faire le contraire au niveau local. Si les Français se désintéressent de la politique, c'est peut-être aussi, à cause de ce genre d'ambiguïtés. »

GUY PORTE

Devant l'université d'été qui rassemblait ses partisans

## M. Fabius affirme que l'écologie peut modifier la conception que le PS a du socialisme

POITIERS

de notre envoyé spécial

Tout en assurant que « le souci de réduire les inégalités et le souci de prendre en compte plus qu'aujourd'hui les problèmes d'écologie sont absolument liés », M. Laurent Fabius dénonce le « décalage » actuel entre « une préoccupation réellement fondamentale » et sa prise en compte « marginale » par les acteurs politiques, les électeurs écologistes étant jugés eux aussi « marginaux ». Le président de l'Assemblée nationale considère que « si la politique juge comme marginale des questions essentielles, c'est le politique qui, à son tour, se marginalise ».

Il juge qu'une prise de conscience écologique a « des conséquences politiques majeures », qui peuvent aller jusqu'à la modification de l'approche même du socialisme par le PS français. M. Fabius s'est forgé ce sentiment, dit-il, au cours de conversations avec M. Mikhaïl Gorbatchev, avant et après la catastrophe de Tchernobyl. Il ajoute que l'émancipation des pays de l'Est a souvent commencé avec des revendications écologiques, mais que si « l'écologie a été le déclencheur dans beaucoup de cas, (...) il a fallu que la politique prenne le relais pour que le mouvement prenne corps ».

D'où la nécessité, pour le PS français, de rapprocher socialisme et écologie. Dans cette optique, « la question n'est pas d'abord celle des

alliances électorales ». « Si nous raisonnons comme cela, continue M. Fabius, il n'y a aucune chance » pour que l'électorat écologiste s'intéresse au PS. En revanche, sur le fond, M. Fabius distingue « aux moins deux convergences potentielles très fortes » entre socialistes et écologistes : « l'exigence de démocratie (...) le refus de la toute-puissance du marché, de sa dimension exclusivement de court terme et de profit ».

### Du collectivisme à l'individu

Sur ce second point, le PS doit montrer qu'il se place plus dans le cadre d'« une économie avec marché que d'une économie de marché », car le marché, s'il est « incontournable », ne doit être qu'un « élément » de la vie économique et sociale. Dans le même ordre d'idées, le PS doit « montrer que l'écologie dite de droite ou d'aucun parti rencontre assez vite ses limites » en expliquant qu'il est impossible d'évacuer du raisonnement écologique les rapports sociaux ou en soulignant que la société « ultra-libérale » rend impossible la résolution des problèmes Nord-Sud. Quant à l'écologie d'extrême droite, il faut en dénoncer « l'imposture ».

Cela suppose, pour le PS, « au moins trois évolutions dans son approche contemporaine du socialisme ». Il doit expliquer que la gauche, « longtemps collectiviste »,

doit aujourd'hui « tenir compte davantage de l'individu ». Selon le raisonnement de M. Fabius, l'appropriation collective des moyens de production n'était qu'un moyen de lutter contre « une exploitation éhontée », mais ce moyen ne s'est pas révélé très efficace et « s'est transformé lui-même en objectif ». Pour les socialistes, qui ont désormais « une approche de type mixte », « ce n'est de nouveau la finalité humaine qui doit prendre le dessus ». « Si on donne tout au collectif, rien à l'individu, résume M. Fabius, c'est le totalitarisme (...). Si on donne tout à l'individu, rien au collectif (...), c'est l'ultra-libéralisme. »

Le PS doit aussi développer la dimension internationale : « L'internationalisme a été longtemps proclamé, il nous faut maintenant l'appliquer (...). La perspective du socialisme moderne rejoint dans bien des cas le socialisme des origines ». La gauche, qui a été longtemps « productiviste », doit enfin devenir davantage « écologiste ». Historiquement, le productivisme a été une nécessité, mais ne peut plus être une finalité, ce qui ne revient pas à souhaiter la « croissance zéro », car « la croissance durable, c'est le chômage dur », il faut donc parvenir à « une restructuration écologique de la société industrielle », faire en sorte que « le fondement de la démocratie socialiste redevienne de trouver un mode de développement moins soumis à l'économie ».

### Budget écologique de la nation

M. Fabius formule des propositions sur trois points : la pratique démocratique, l'entreprise et les relations sociales, les déchets industriels. Sur le premier point, il s'agit d'associer les populations aux décisions, sans remettre en cause la démocratie représentative. Il propose que le Parlement soit saisi chaque année d'« un budget écologique de la nation » qui puisse être discuté et amendé au même titre que le budget proprement dit.

M. Fabius souhaite que les entreprises aient à dresser « un bilan écologique », comme elles dressent déjà « un bilan social ». Il suggère également que les missions des comités d'hygiène et de sécurité (CHS) soient étendues aux questions écologiques si les syndicats le souhaitent. Il propose de tenir compte de l'écologie dans la fiscalité et souhaite notamment un crédit d'impôt qui ne touche plus seulement la recherche mais qui soit étendu aux investissements et aux aménagements en matière d'écologie.

Enfin, à propos des déchets industriels, il juge que la France est frappée de « paralysie ». Aucun site de stockage n'a été ouvert depuis cinq ans, dit-il, et « l'essentiel des sites actuels de déchets industriels seront saturés dans deux ans ». C'est pourquoi il faut « tirer la sonnette d'alarme » sur un problème dont le Parlement et le gouvernement devront, selon lui, se saisir « dans les tout prochains mois ».

J.-L. A.

### Après la démission du ministre du tourisme

### Polémique entre M. Stirn et un stagiaire

M. Olivier Stirn a rejeté, dimanche 8 juillet, sur un stagiaire du ministère du tourisme, M. Philippe Le Bourbouach, la responsabilité de l'appel à des « figurants » pour remplir les rangs du public lors du colloque de l'association Dialogue 2000. Dans un communiqué, M. Stirn affirme que M. Le Bourbouach, qui « travaillait à l'essai depuis trois à quatre semaines au service de presse du ministère du tourisme », a pris « l'initiative de téléphoner à l'agence de figurants A suivre ».

Une version des événements démentie par M. Le Bourbouach, selon lequel « cette initiative appartient à la femme de M. Stirn, chargée de la communication pour son mari au ministère ». M. Stirn invente depuis mardi les versions les plus fautiveuses pour disculper son épouse, a indiqué M. Le Bourbouach. (...) On a trouvé un brave lampiste dans cette affaire ».

Depuis la découverte de cette affaire de figurants qui a entraîné son départ du gouvernement, mercredi 4 juillet, M. Stirn a multiplié les déclarations pour nier sa responsabilité dans la mise en œuvre de ce subterfuge.

A. R.

## Plan « Verts »

par Jean-Louis Andréani

tés personnelles, surtout entre MM. Fabius et Rocard, ne sont jamais très loins...

Pour M. Fabius, le « plan vert » de M. Lalonde est un bon texte. L'ancien premier ministre juge toutefois, en privé, qu'il faut des garde-fous, face à la tentation, qu'il décline, de déposséder les élus au profit des « experts ». Le président de l'Assemblée nationale pense aussi que l'efficacité d'un ministre de l'environnement dépend plus de son poids politique dans le gouvernement que de ses moyens budgétaires. M. Fabius se demande enfin si l'action de M. Lalonde peut suffire à convaincre les électeurs écologistes de voter pour le pouvoir en place. Il pense que, pour cela, il faut des actions très fortes, d'où ses propositions, volontairement spectaculaires.

Matignon raisonne en termes plus directement politiques, et plus positifs pour M. Lalonde. Le premier ministre a un plan « Verts ». Si, après l'affaire de Vieux (1), il a bien été obligé d'adresser une remontrance à son secrétaire d'Etat, Matignon juge que, dans l'opinion, M. Lalonde est en train de « faire le trou » face à M. Antoine Waechter. Pour accen-

tuer cette avance supposée, l'entourage du premier ministre ne verrait pas d'un mauvais œil, après un renouveau qui finira bien par arriver, un ou plusieurs secrétaires d'Etat du mouvement de M. Lalonde, Génération Ecologie, faire leur entrée au gouvernement.

M. Rocard aimerait bien gagner les élections législatives. Il n'en est pas sûr. Mais, lorsque les collaborateurs du premier ministre voient les dirigeants du PS reculer face aux initiatives d'un Brice Lalonde, ils ne peuvent s'empêcher de penser - en accord avec l'Elysée, ajoutent-ils - « S'ils croient qu'ils vont gagner tout seuls... ». Au fond, MM. Fabius et Rocard peuvent être d'accord : le premier ne veut pas commencer par les alliances électorales ; le second semble souhaiter que la majorité soit assez large et pluraliste pour que la question des Verts de M. Waechter n'ait même pas à être posée.

(1) Entre les deux tours de l'élection municipale partielle de Vieux (le Monde du 26 juin), M. Lalonde était allé apporter son soutien à M. Jean Rousseau, socialiste dissident, qui l'a emporté face à une liste de l'union de la gauche.

### La mort de Paul Laurent

## L'homme tranquille du PCF

Paul Laurent, membre du secrétariat et du bureau politique du Parti communiste français, conseiller municipal de Paris, ancien député, est mort, dimanche 8 juillet, au centre anticancéreux René-Huguenin de Saint-Cloud. Il avait soixante-cinq ans. Le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, dont il était l'un des amis les plus proches, s'est déclaré « bouleversé » par cette « perte très cruelle ». « Paul Laurent était un des tout premiers dirigeants du parti », a souligné M. Marchais. Sa contribution à l'effort de renouvellement que nous conduisons depuis une vingtaine d'années a été éminente. »

Paul Laurent était l'homme tranquille du Parti communiste français. Son allure débonnaire, son humeur toujours égale, sa courtoisie discrète, sa placidité naturelle, son sourire triste en avaient fait l'une des figures les plus attachantes de son parti, et pendant longtemps il incarnera une certaine

volonté d'ouverture. Mais c'était aussi un militant imperturbable, méticuleux, tenace, difficile à fléchir dans les discussions, quand les intérêts du PCF étaient en jeu, et pendant longtemps il fit figure de dauphin de M. Marchais en compagnie duquel il était entré au comité central, en 1956.

Né le 1<sup>er</sup> mai 1925 à Gélénard (Saône-et-Loire), ce fils d'ouvrier ajusteur, membre du PCF depuis l'âge de vingt ans, avait déjà une longue pratique militante quand il apparut sur le devant de la scène publique lors de la conclusion de l'accord entre le PS et le PCF pour un programme commun de gouvernement, en juin 1972. Les deux affrontements sociaux de l'année 1952 lui avaient valu quelques jours d'emprisonnement avec plusieurs de ses amis, puis, promu secrétaire général du Mouvement des Jeunes Communistes, de 1954 à 1962, il avait farouchement mené campagne pour la paix en Algérie, ce qui lui avait attiré des poursuites judiciaires pour « démolition de l'armée ».

La direction du parti ne lui avait pas tenu rigueur, ensuite, de son manque de zèle au moment des purges antikrouchtchéviennes de 1960 décidées par Maurice Thorez,

ni de son travail peu orthodoxe à la tête de la fédération de Paris, où il avait introduit une pratique de la discussion et de la libre expression qui n'allèrent pas sans étonner, et parfois même inquiéter le reste du parti. Fidèle de Waldeck Rochet, après le décès de Maurice Thorez, il s'était déclaré partisan d'une réforme du parti en profondeur et opposé, en vain, à la candidature de Jacques Duclos à l'élection présidentielle de 1969, mais il avait été élu député de la capitale en 1967, réélu en 1973 et en 1978.

### Réputation rénovatrice

C'est donc un militant procédé d'une réputation rénovatrice, entré au secrétariat de son parti en 1973, alliant un grand pragmatisme à une fermeté résolue, que les dirigeants socialistes découvrirent, au début des années 70. Un partenaire sympathique, doué d'un humour froid, qui devint dès lors, avec M. Marcel Debarge, son alter ego socialiste, l'un des principaux artisans de l'union de la gauche.

A partir de 1973, l'ascension de Paul Laurent avait d'ailleurs semblé irrésistible. Chargé, en 1976, de la section « organisation » du parti,

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA



# POLITIQUE

## La franc-maçonnerie ressuscite à l'Est

Le Grand Orient et la Grande Loge de France contribuent à la libéralisation des pays de l'Est en favorisant la résurgence de loges maçonniques, notamment en Tchécoslovaquie et en Hongrie

L'événement est passé inaperçu et pourtant il revêtait une signification historique. C'était en avril dernier, à Prague. Emissaire d'une société secrète honnie par tous les régimes communistes, un homme - un Français - était reçu par les autorités locales - le premier ministre, le vice-président de l'Assemblée nationale, le maire de la capitale - avec les égards habituellement réservés aux grands visiteurs officiels. La télévision lui consacra une longue émission, en direct, à une heure de grande écoute. Et l'événement mérita d'autant plus d'être rapporté que la visite de ce dignitaire habitué à plus de discrétion précédait de quelques jours celle de l'un de ses adversaires les plus résolus, le pape en personne...

M. Jean-Robert Ragache en souvenir encore. Cet homme, c'était lui, le grand maître du Grand Orient de France (GODF), la principale obédience maçonnique française, venu en Tchécoslovaquie pour prendre sa part à l'une des conséquences les moins spectaculaires mais pas la moins originale ni la moins importante pour l'avenir, des bouleversements survenus dans les pays de l'Est : la résurrection de la franc-maçonnerie partout où celle-ci avait été jugulée par le communisme. « A Prague, nous avons retrouvé vingt-quatre frères maçons qui n'avaient pratiquement plus de relations entre eux depuis la fin de la dernière guerre », raconte M. Ragache avec émotion. Ce sont tous de vénérables septuagénaires, mais avec eux, et avec les concours

de leurs frères qui vivaient en exil chez nous, nous allons aider au mouvement des libertés dans leur pays. C'est un test de démocratie. »

Le lendemain de son passage à la télévision tchécoslovaque, où il avait expliqué que les idéaux maçonniques, hérités des valeurs vénérées au Moyen Age par la confrérie des bâtisseurs de cathédrales, sont la tolérance, la liberté, la justice et la fraternité, M. Ragache reçut près de mille deux cents demandes d'adhésion à la première loge, aussitôt installée à Prague. Une autre le sera bientôt à Brno. Ainsi sera renoué un vieux fil.

Ce n'est pas un hasard, en effet, si le regain de la tradition maçonnique de l'Europe orientale commence en Tchécoslovaquie, c'est-à-dire dans un pays où la mémoire collective n'a pas oublié que avant l'ère communiste, franc-maçonnerie rimait déjà avec nationalisme. Le grand maître du Grand Orient de France a été accueilli avec beaucoup de sympathie à Prague parce que, aux yeux de Vaclav Havel et de ses amis, il incarnait un message des idéaux qui furent ceux de deux autres frères maçons illustres : Edouard Benes, président de la République tchécoslovaque, démissionnaire après les accords de Munich, en 1938, et son prédécesseur, le père de Jan Masaryk, ministre des affaires étrangères du gouvernement tchécoslovaque en exil, à partir de juillet 1940, qui se suicida après l'occupation de son pays par les troupes soviétiques.

Mais l'intervention du Grand Orient de France, voulue par une poignée de Tchécoslovaques exilés à Paris, se limitera à un parrainage spirituel. Dès que les loges locales seront assez nombreuses elles constitueront une obédience autonome.

### Des loges à Prague et à Budapest

A Budapest, où l'on conserve pieusement le souvenir de Geza Supka, le grand maître de la franc-maçonnerie hongroise, qui se donna la mort en 1950 pour échapper aux persécutions communistes, c'est l'autre branche française, la Grande Loge de France (GLF), qui s'est manifestée la première. Il y a quatre mois, par l'intermédiaire de l'un des acteurs de la révolte de 1956 réfugié en France, la fondation d'une première loge à Budapest sera suivie d'une deuxième implantation dans le sud du pays, à Szeged.

Les deux principales obédiences françaises veulent ainsi contribuer à perpétuer une tradition qui remonte au dix-huitième siècle, à l'époque où les francs-maçons de Bohême et de Hongrie, souvent formés dans le giron de l'Eglise réformée, apparaisaient comme les champions du progrès social dans leurs combats contre la tuberculose, la variole, l'illettrisme, la misère et, en certains endroits de

Roumanie, contre l'esclavage des Tziganes. Une loge est également en voie de constitution en Yougoslavie, à Belgrade, sous les auspices conjoints de la Grande Loge de France et de la Grande Loge unie d'Allemagne.

Dans les autres pays de l'Est, la résurrection de la franc-maçonnerie sera plus difficile. En Pologne, l'influence de l'Eglise catholique et son allergie à toute concurrence spirituelle maintiennent un climat dissuasif que les dissensions de la Solidarité ne font qu'alimenter. Le courant syndical qui conteste aujourd'hui les orientations personnelles de Lech Walesa « est dénoncé comme une gauche laïciste », souligne le grand maître du GODF. La suspicion empiète sur les francs-maçons, sur fond d'antisémitisme, n'est donc pas dissipée. Si la franc-maçonnerie polonaise, naguère florissante, renaît de ses cendres ce sera d'abord sous une forme relativement clandestine. Certaines sources affirment même que c'est déjà fait.

### Les « puces » de Khrouchtchev

En Roumanie, une telle perspective reste, pour l'instant, franchement inconcevable. Pour des raisons que les dignitaires de la franc-maçonnerie française ont encore du mal à comprendre mais qui tiennent sans doute, là aussi,

au discours véhiculé par les opposants catholiques à l'ancien régime, franc-maçon demeure synonyme de diable pour la plupart des Roumains. « On a même raconté que Ceausescu était mort en portant sur lui un grand cordon maçonnique ! » affirme M. Ragache. Ce serait criminel de pousser à la création de loges dans ce pays. L'attitude des nouvelles autorités politiques à l'égard des minorités est de nature à renforcer ce sentiment.

En revanche, même si le grand maître du Grand-Orient de France ou celui de la Grande Loge de France semblent avoir peu de chances d'être très prochainement invités en grande pompe au Kremlin, l'URSS se montre beaucoup plus aimable qu'hier avec les francs-maçons qu'elle pourchassait il n'y a pas si longtemps. Un représentant de l'ambassade soviétique à Paris s'est rendu récemment au siège du GODF, rue Cadet, pour y expliquer la politique gorbatchévienne. Il a transmis à Moscou une demande officielle de création d'une loge en territoire russe. Celle-ci a été enregistrée par le Kremlin qui a toutefois subordonné sa décision à une future réglementation des associations. Le temps n'est plus où les francs-maçons étaient tous assimilés aux contre-révolutionnaires tsaristes ou aux suppôts du capitalisme international, mais, de toute évidence, les dirigeants soviétiques ne sont pas pressés de se départir de la circonspection de Khrouchtchev. A un ancien grand maître du Grand Orient, qui lui demandait pour-

quoi il refusait le rétablissement des loges maçonniques en URSS, le prédécesseur de Gorbatchev répondit un jour : « Vous voudriez que j'aie un boisseau de puces sous ma chemise ? » ...

« Puces » ou pas, les représentants de la franc-maçonnerie française se disent décidés à agir, de façon concertée, avec les autres obédiences de l'Europe des Douze, pour favoriser, dans tous les domaines, l'émancipation politique des pays de l'Est. Les deux principales obédiences françaises y sont d'autant plus enclines qu'elles assistent à la baisse de leur influence en Afrique noire, où les mésaventures du « frère » Omar Bongo illustrent jusqu'à la caricature les déviations perverses d'une franc-maçonnerie post-coloniale dont les loges ont pour la plupart revendiqué, à l'égard des branches françaises, l'indépendance. Tandis que, en Afrique du Nord, la fièvre islamiste rend illusoire tout espoir de recruter une franc-maçonnerie arabo-berbère dont les ultimes survivants s'enorgueillissent de compter parmi eux, en France, l'un des petits-fils d'Abd El-Kader et évoquent avec solennité l'existence, en un lieu d'Algérie tenu secret, d'un vieux « frère » qui veille, solitaire, sur les vestiges d'un temple abandonné...

ALAIN ROLLAT

### L'élection cantonale partielle de Romans

## Le FN progresse plus que le PS

Le premier tour de l'élection cantonale partielle de Romans-sur-Isère (Drôme), a été marqué, dimanche 8 juillet, par une forte abstention. Si le candidat du PS frôle la barre des 50 %, c'est le représentant du FN qui enregistre la plus forte progression.

Inscr., 11 371 ; vot., 3 486 ; abst., 69,34 % ; suffr. expr., 3 435. MM. Gérard Chaumontet, PS, 2<sup>e</sup> adjoint au maire de Romans, 1 705 voix (49,63 %) ; Louis-Paul Bossan, UDF-PR, 954 (27,77 %) ; Bernard Pinet, FN, 558 (16,24 %) ; M<sup>me</sup> Françoise Marie, PC, 218 (6,34 %). Il y a ballottage.

[Conseiller général depuis 1971, Edouard-Jean Lapasset (PS), décédé le 16 juin, avait en avril dernier conduit au succès la liste qu'il menait face à deux listes, l'une d'union de la droite, l'autre du FN au second tour d'une partielle organisée à la suite de l'annulation du scrutin de mars 1989.]

Trois mois plus tard, la gauche fait mieux que se maintenir et le FN confirme son implantation, tandis que la droite classique régresse.

Par rapport aux précédentes cantonales de 1988, le PS gagne 2,71 points de pourcentage mais perd 477 voix. Le candidat UDF fait moins bien que le total de la

droite : -7,32 points et -5,5 points. Le FN gagne 181 suffrages et 8,13 points, tandis que le PC régresse (-186 voix et -2,35 points). En 1988, Edouard-Jean Lapasset avait été élu au second tour avec 3 061 voix (59,79 %) contre 2 058 (40,20 %) à M. François Dubernet de Bass, dir. dr. Il y avait eu 5 119 suffrages exprimés et votants (soit 54,47 % d'abstention) sur 11 585 inscrits.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 11 582 ; vot., 4 768 ; abst., 57,49 % ; suffr. expr., 4 648 ; Edouard-Jean Lapasset, 2 181 voix (46,92 %) ; M. Dubernet de Bass, 1 065 (22,91 %) ; M<sup>me</sup> Gisèle Teimon, RPR, 621 (13,36 %) ; M<sup>me</sup> Elie Belle, PC, 404 (8,69 %) ; Bernard Pinet, FN, 377 (8,11 %).

M. Pierre Joxe et les « idées de violence ». - Le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a dénoncé, dimanche 8 juillet, à Léon (Landes), « les idées de violence qui se retournent toujours contre les violents » et a jugé que le PS était la seule force politique en face de l'extrême droite. « Il faut faire comprendre aux jeunes que les idées de haine développées par les fascistes français sont de ces idées qui ont conduit à la guerre », a-t-il déclaré à l'occasion de la Fête de la rose de la fédération landaise du Parti socialiste.



**EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA**

1629 Pine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109

### MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, association une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

### Master of Business Administration

with an emphasis in international management A.C.B.S.P.

### FILIERES D'ADMISSION

3<sup>e</sup> CYCLE Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2<sup>e</sup> CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cours équivalents à deux années universitaires

Informations et sélections : European University of America 17125 rue de Chailot (métro Mairie), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America - San Francisco - California - Programmes associés en Europe, Asie : Tak Ming - Hong Kong, et aux USA : P.H.D.

## CLIFFORD CHANCE

annonce l'ouverture

de son bureau à Francfort

en conjonction avec

**GLEISS, LUTZ, HOOTZ, HIRSCH & PARTNERS**

Querstrasse 8-16

6000 Frankfurt / Main 1

Téléphone 49 69 245 52 02

Télécopie 49 69 245 52298/245 52299

Télex 41 42 92 GLHCC

ASSOCIES DETACHES A FRANCFORT:  
PETER EDWARDS RAJIV PARKASH

SOLICITORS (IPRES) DE LA COUR SUPREME D'ANGLETERRE ET DU PAYS DE GALLES  
MITGLIEDER DER RECHTSANWALTSKAMMER

**CLIFFORD CHANCE**

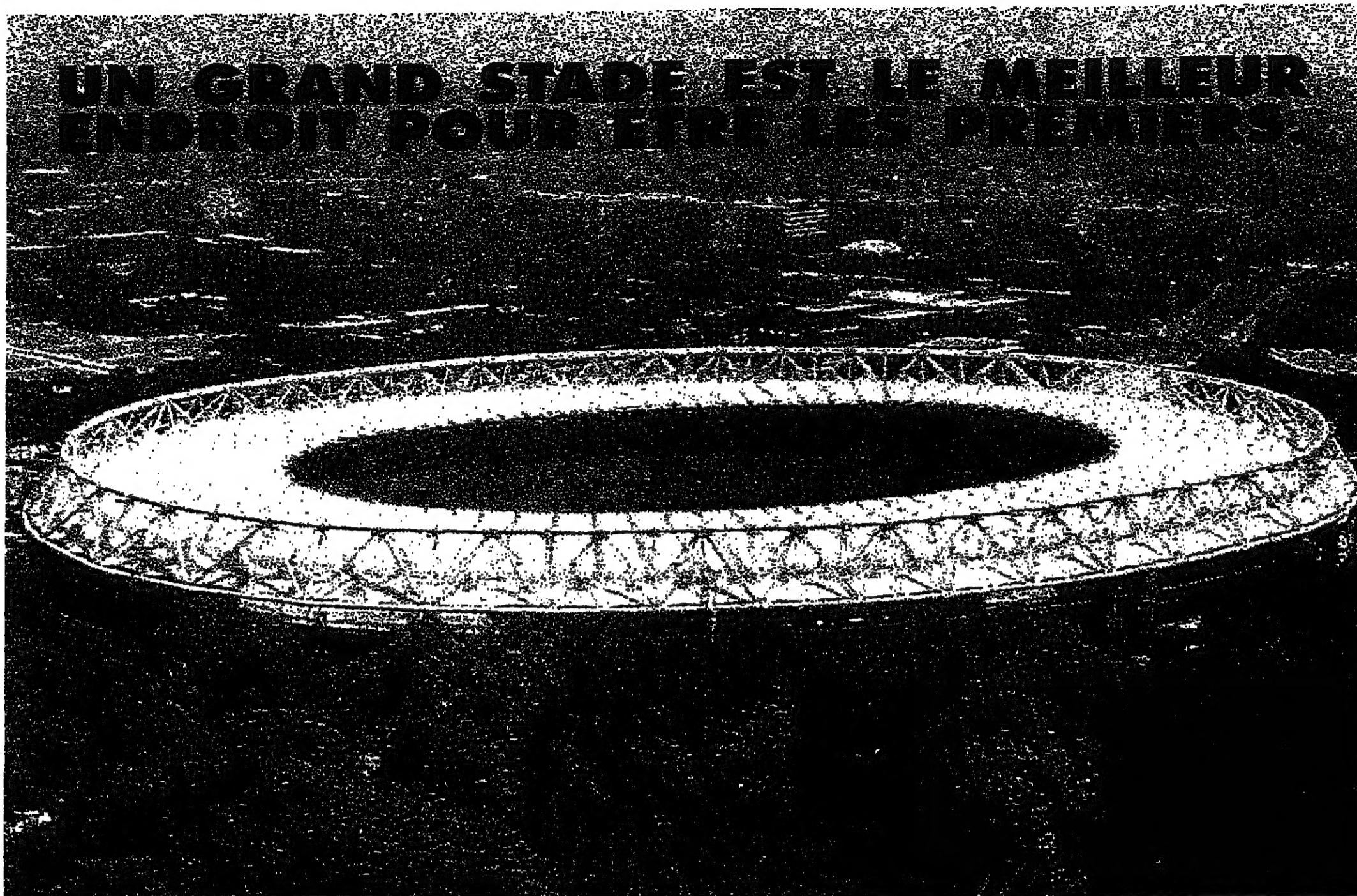
AMSTERDAM BRUXELLES FRANCFORT HONG-KONG LONDRES MADRID NEW-YORK PARIS SINGAPOUR TOKYO EMIRATS ARABES UNIS  
BUREAU ASSOCIES BANJAYN ARABIE SAOUDITE

هذا من الاجل



هكذا من الاحل

10 Le Monde • Mardi 10 juillet 1990 •••



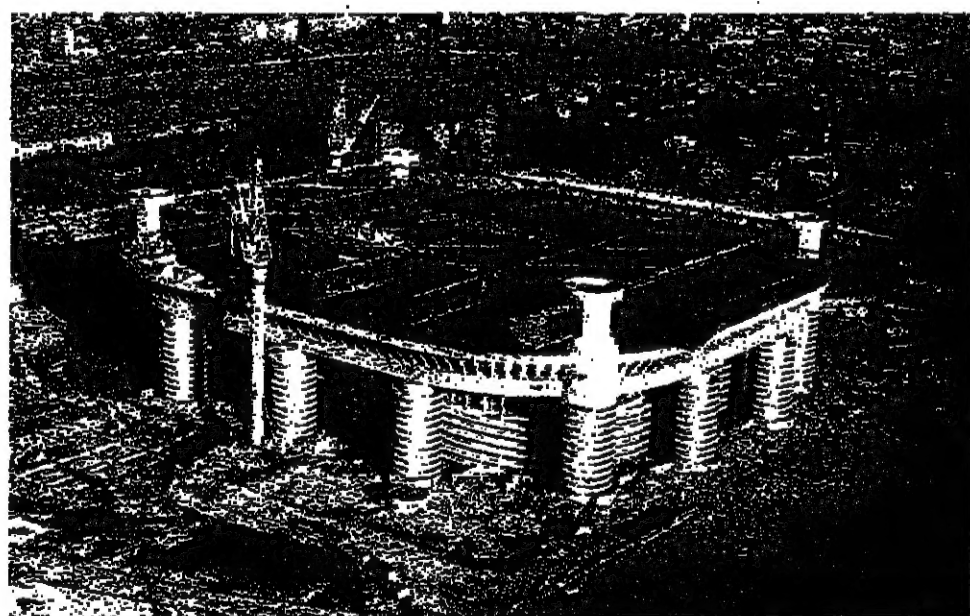
Stade Olimpico de Rome

# **COMMENT PORTER AU TOP, 40.000 TONNES ET LE LEADERSHIP D'UN GRAND GROUPE.**

Le nouvel aspect des stades de Rome, et de Milan est l'histoire d'un défi technologique qui a été relevé et gagné par un grand Groupe, leader dans le monde de l'ingénierie des grands projets: le Groupe Belleli.

Les techniques de pré-assemblage total en chantier et les systèmes de soulèvement avancés à l'aide de grues automatisées, ont permis au Groupe Belleli, en collaboration avec Cogefar- Impresit pour le Stade Olimpico de Rome et avec l'IRSS pour le Stade San Siro de Milan, de gagner aussi cette épreuve contre les délais prévus très courts et les conditions logistiques exaspérées dues à l'étroitesse des espaces.

Ces points de force et ces leviers technologiques permettront au Groupe Belleli d'intervenir avec succès dans la réalisation de grands projets d'installations internationales.



Stade San Siro de Milan

La compétition continue.



GRUPPO

**BELLELI**

MANTOVA, Italie - tel. +39/376/3331

Les mau

LE VOILE  
ET LA BANNIERE



17 La foire nicoise de l'art contemporain  
18 La bataille du copyright

15 Football : la fin de la Coupe du monde  
16 Arles : les puzzles de la mémoire

Le garde des sceaux au « Club de la presse » d'Europe 1

## A Lyon, une étude épidémiologique sur la santé des détenus

moyenne), moins de 5 % entretiennent de « mauvaises ou très mauvaises relations » avec leurs codétenués; qui changent très fréquemment (jusqu'à vingt-cinq fois en quatorze mois), 32 % à 44 %; selon les périodes, se disent « gênés par l'odeur des autres » etc.

Mais les réponses aux questionnaires fournissent aussi certaines révélations, brutales illustrations de la détresse carcérale : 37 % des personnes écrouées n'ont reçu aucune visite après quatre mois de détention et, dans ce même délai, un tiers n'a pas rencontré d'avocat. Au bout de quatorze mois, 17 % attendent encore un premier visiteur. Dans 60 % des cas, le père de famille n'est jamais venu au par-

ration de leur cellule. Enfin, 70 % des détenus de Lyon affirment souffrir de « l'inactivité physique », alors que ce pourcentage tombe à 53 % pour la prison de Varcès.

Pour certains psychiatres, l'émergence de ces symptômes anxieux pourrait bien masquer un « syndrome dépressif inavoué ». Surtout si l'on observe que les idées de suicide, chez près d'un quart des périodes actuelles, concernent que 12,6 % des patients libres. Le sentiment quasi permanent de dévalorisation personnelle, une angoisse diffuse et durable, qui se soupçoie parfois à d'autres échelles de souffrance psychique ju gués à les occulter, incitent c rimes spécialistes, confortés p leur expérience clinique, à évoquer des « dépressions masquées ».

Si la prise excessive de tranquillisants constitue un problème majeur dans les prisons françaises, l'étude aura le mérite de le chiffrer et de le relativiser. Alors que 15 % des détenus utilisent ce type de médicaments avant leur incarcération, la proportion grimpe à 24 % après quatre mois de détention puis reste stable avant de retomber à son niveau initial (14 %) au bout de quarante mois.

Ce « pic » dans le recours, avoué, à « la fiole » (en jargon de prisons : la dose) médicamenteuse distribuée quotidiennement par les surveillants) pourrait, selon certains psychiatres, s'expliquer par une poussée de stress liée à l'attente d'un jugement ou à une confrontation plus aisée avec la « faute ». Ensuite, on faisait abstraction de l'automédication clandestine, la chimie « lueuse d'angloise » serait moins indispensable pour supporter une vie en voie de « normalisation »... carcérale.

**ROBERT BELLERET  
et GÉRARD CLAVAIROLY**

Interrogé, dimanche 9 juillet, au cours du « Club de la presse » d'Europe 1, le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a évoqué à plusieurs reprises l'éventualité, passée ou future, de sa démission. Visible-  
ment, par les crité-

la République la liste de ses projets, sans attendre que lui soient remis les deux rapports importants qu'il avait commandés aux commissions chargées de réfléchir sur l'aide légale et sur la réforme de la procédure pénale.

ment très éprouvé par les critiques suscitées par l'amnistie des crimes et délits liés au financement des partis politiques, le garde des sceaux a expliqué qu'il n'aurait pas été « supportable que les parlementaires » s'amnistient eux-mêmes. Le ministre a tenu à préciser qu'il ne se sentait pas « impliqué dans cette affaire » n'ayant eu « aucun rôle à jouer sur le plan législatif ». M. Arpe-lange, qui a dénoncé « les mauvais procès fait au gouvernement, à la classe politique et au Parlement », a précisé que pour lui, « la solidarité gouvernementale est sacrée ».

Le garde des sceaux, dont on annonce le départ depuis des mois, et de façon plus insistante depuis quelques semaines, a expliqué qu'il n'est pas « facile » d'être ministre de la justice. Une nouvelle fois, son départ a été évoqué à propos du budget de l'année prochaine : M. Arpallange compte sur un « budget historique », faute de quoi, il « n'hésiterait pas » à démissionner.

Interrogé sur les réformes annoncées, il a expliqué qu'il avait, dès le mois de février 1990, transmis au président de

A propos de cette dernière, dont le ministre a jugé les propositions intéressantes, il ne semble pas être question de retenir l'idée de donner des garanties supplémentaires d'indépendance au parquet : « Il y a longtemps que le ministère public, composé de magistrats particulièrement éminents et disponibles, a fait ses preuves. » Le ministre estime qu'un projet de réforme de l'instruction, actuellement en cours de rédaction, pourrait être présenté au conseil des ministres dans quatre à six mois.

Quant à la réforme du statut des magistrats, elle devrait être remise dans les prochains jours au président de la République, et devrait faciliter l'avancement des magistrats, en dissociant le grade et l'emploi. Ce projet arrive à son temps. Je suis là depuis deux ans et n'ont restés plus longues et n'ont pas fait cas réformes », a dit le ministre en visant implicitement M. Robert Badinter. Il ne semble pas être question d'aller jusqu'à une réforme du Conseil supérieur de la magistrature, tant une réforme constitutionnelle est difficile.

Un policier ré-inculpé après une annulation de procédure

## Un « privilège » bien encombrant

Cinq ans après la révélation d'une série de vols commis au commissariat du quartier de la Chaussée-d'Antin, à Paris, un ancien officier de police judiciaire, qui avait bénéficié en tant que « personne protégée » d'une annulation de la procédure menée contre lui, vient d'être à nouveau inculpé sur la base des mêmes faits.

Un officier de police judiciaire, un préfet ou un magistrat ne sont pas des justiciables comme les autres. Dès que leur nom — et surtout leur qualité — apparaît dans une procédure où ils sont « susceptibles d'être inculpés », le procureur de la République où lieu doit « sans délai » saisir la chambre criminelle de la Cour de cassation afin qu'elle désigne une juridiction de jugement.

Cette disposition prévaut par les articles 679, 681 et 687 du code de procédure pénale constituée, dans le langage des juristes, en « *privilège de juridiction* » applicable aux « *personnes protégées* ». Ces termes semblent avoir été choisis avec une souplesse de maladresse car il n'est pas rare de constater que l'application de ce principe des textes procède d'une réinterprétation à cette intention édictée. Pourquoi s'agissait en fait d'un officier du police, un préfet ou un magistrat, une juridiction si elle n'est contestable par une demande en annulation dans la ville de Cour de cassation. Mais le Conseil absolu de la loi exige un respect absolu de la loi. Ainsi, les juges suprêmes ne tolèrent pas le moindre retard dans la requête qui doit leur être présentée par le procureur de la République.

C'est dans ces conditions que l'ancien Georges Cosimi avait été nommé le 1 mars 1985, avec six autres magistrats du commissariat du neuvième arrondissement.

dissement parisien. Un inspecteur avait confié à l'inspection générale des services (IGS) que, depuis 1984, certains de ses collègues emportent chez eux des marchandises sans que quand il s'agit de caméras, d'appareils photo ou de magnétoscopes. Parfois, des objets plus modestes étaient dérobés lors de perquisitions, ou même dans des conditions plus sordides, car il arrivait que des fonctionnaires chapardent quelques pièces ou un billet de 100 francs en visitant le domicile d'un défunct, mort sur la voie publique.

La justice s'ébranla. Elle fonctionna jusqu'au début de l'année 1987 en renvoyant sept policiers devant la dix-septième chambre correctionnelle. Elle marqua un temps d'arrêt et l'audience fut reportée quatre fois. Enfin, le 24 mars 1988, on plaida... sur la procédure. Le 21 avril 1988, la machine judiciaire se bloquait. Le tribunal venait de s'apercevoir qu'au début de l'instruction, le parquet avait saisi le cour suprême du cas de M. Cosimi un lundi, au lieu de le faire le samedi précédent. La procé-

dure était donc annulée. Pourtant, dans un dernier soubresaut, la justice tentait, un an plus tard, de juger les six autres policiers. Une tâche impossible car la loi interdit aux magistrats (sous peine de forfaiture) d'évoquer un document annulé et la procédure suivie contre les six fonctionnaires était inséparable de celle concernant l'agent. Elle fut donc annulée aussi.

« Pourquoi le parquet n'a-t-il pas ouvert une nouvelle information judiciaire contre M. Cosimi ? », demandait le président du tribunal, M. Claude Grellier, à la parait de « situation grotesque » à l'audience du 29 juin 1989. Il n'a pas eu de réponse. Mais le parquet a dû avoir longtemps réfléchi, a dû en avoir eu assez, car il n'a rien fait, est resté oisif, a laissé passer le temps, a laissé passer le jour, le mois, l'année, la cassation en... février 1990. N'était-il pas trop tard ? Quel qu'il en soit, M. Cosimi a été inculpé une deuxième fois la semaine dernière par le juge parisien de Thierry Malletier. Ce magistrat d'avis des faits vieux de six ans, a constaté que les faits de l'inculpation ne comportent pas tous les risques que comporte ce dossier ainsi vicié par la procédure.

MAURICE PEYROT

896 détenus dont 29 femmes

Pour mener à bien leur étude, les docteurs Daniel Golin, psychiatre et ancien médecin-chef des prisons de Lyon, Pierre Barlet, responsable du service de médecine pénitentiaire de Lyon-Sud, Bruno Gravier, psychiatre au Service médico-psychologique régional (SMPPR) de Lyon, et Pascale Chevry, épidémiologiste au SMPPR, chargée du traitement informatique des données, ont élaboré une série de questionnaires semi-directifs qui ont été systématiquement distribués aux « ramiers entrants » des maisons d'arrêt de Lyon (quartiers Saint-Paul, Saint-Joseph et Nemours) et de Varces (Isère) au cours du premier trimestre 1988. Ainsi 896 détenus, dont 29 femmes, ont été interrogés par écrit sur leur « état de santé subjective » au moment de leur incarcération puis, par vagues successives – après quatre mois, huit mois et quatorze mois –, sur leurs « conceptions de vie en détention », leurs habitudes et les

« symptômes somatiques, neu-  
rosensoriels et psychiques »  
— ils pouvaient éprouver.

Parallèlement, d'autres questionnaires étaient remplis par le personnel soignant des établissements pénitentiaires livrant ses observations sur les « détenus-patients » demandeurs de soins.

Les deux terrains d'observation choisis présentaient des caractéristiques complémentaires. Les quartiers Saint-Paul et Saint-Joseph, implantés en centre-ville, tout partie des établissements pénitentiaires les plus vétustes et les plus surpeuplés de France (les détenus s'y entassaient à trois, voire à quatre dans des cellules de 9 mètres carrés) tandis que la prison de Varcès, près de Grenoble, de taille moyenne, bien aérée et construite voilà vingt ans en zone rurale, offrait des conditions d'accueil convenables.

R. B. et G. C. L.

R. B. et G. CL.

## Dépressions masquées

La partie de l'étude consacrée aux problèmes d'ordre psychique révèle que plus de 60 % des détenus souffrent d'un « sentiment de solitude » et, dans des proportions voisines, d'un « manque d'énergie » chronique. Des manifestations fonctionnelles de l'anxiété, large-


□ Création d'un Cercle d'études et de recherches sur la justice et le droit, dont le Cercle d'études et de recherches sur la justice et le droit, association créée par le ministère de la Justice avec la collaboration du ministère de la recherche, a tenu, le jeudi 5 juillet, à Paris, son assemblée constitutive sous la présidence du garde des sceaux, M. André Aron. Le conseil d'administration de cette association, dont le but est de favoriser les échanges entre chercheurs et professionnels de la justice et du droit, est composé notamment de MM. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, Marcello Longo, vice-président du Conseil d'Etat, Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, et André Châmademagor, premier président de la Cour des comptes.

[illegible]

# LE VOILE ET LA BANNIÈRE

HACHETTE 160 pages 69 F.

LES **E**SSAIS DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE  
H A C H E T T E



"Je suis né dans un village où l'on rossait celui qui souillait l'eau de la fontaine. En revanche, le musulman rompant avant l'heure le jeûne du Ramadan ne faisait l'objet que de moqueries. Quant aux femmes, elles vivaient et circulaient à visage découvert. Aujourd'hui, parmi ceux qui exigent la mort pour le non-jeûneur et la claustration absolue pour le deuxième sexe, je reconnais parfois, à la télévision, des visages d'amis d'enfance..."

*Slimane Zégbidour*

هكذا من الاحمل



# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

A Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône)

### Cambriolage chez l'un des inculpés de l'affaire de la Société générale

Huit individus armés et portant cagoule ont fait irruption, vendredi 6 juillet au soir, au milieu d'une réception donnée par M. Jean-Pierre Peyraud dans son mas de Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône) et se sont emparés d'un butin estimé à plusieurs millions de francs. Banquier, ancien directeur de la Banque Rivaud, M. Peyraud, âgé de soixante-dix-huit ans, a été inculpé, le 15 juin, de délit d'initié dans l'affaire de la Société générale. Les cambrioleurs se sont enfuis à bord de deux voitures volées sur place après avoir pris un couple en otage, coupé le téléphone et enfoncé les portes de leur

vingtaine d'invités dans la bâtisse. Les malfaiteurs ayant contraint M. Peyraud, à ouvrir le coffre de la propriété, les enquêteurs ont d'abord émis l'hypothèse que des documents concernant l'affaire de la Société générale avaient pu faire partie du butin. Il n'en est rien, selon M. Peyraud qui a déclaré, dimanche 8 juillet, sur RTL : « Ils nous ont fait ouvrir le coffre et ils ont pris les bijoux de ma femme et un petit peu d'argent. Mais il n'y avait pas de documents sauf notre contrat de mariage, nos livres de famille et nos passeports. Il n'y avait aucun document au sujet de la Société générale. »

Après le suicide d'un adepte

### Inculpation de six responsables de l'Eglise de scientologie

Le président de l'Eglise de scientologie de Lyon, M. Jean-Jacques Mazier, a été inculpé d'exercice illégal de la médecine et d'escroquerie par M. Georges Fenech, juge d'instruction à Lyon, et écroué, vendredi 6 juillet. M. Alain Barou et M<sup>me</sup> Corinne Medallin, le trésorier et la secrétaire du Centre de diététique de Lyon (une filiale de l'Eglise de scientologie), avaient déjà été inculpés de tentative d'escroquerie et d'exercice illégal de la médecine, le 28 juin, à la suite d'une plainte déposée contre ce centre par M<sup>me</sup> Nelly Vick. Celle-ci affirme que son mari, qui s'est suicidé en mars 1988, se trouvait dans un état dépres-

sif depuis son entrée au Centre de diététique. La poursuite de l'enquête a entraîné l'interpellation à Paris, vendredi 6 juillet, de trois responsables nationaux de l'Eglise de scientologie de France : la présidente, M<sup>me</sup> Danièle Gounord, le comptable, M. Jean-Paul Chappolet, et le président du Celebriety Center, filiale du centre, M. Yves Veau. Placés en garde à vue et transférés à Lyon dimanche 8 juillet, ils ont été à leur tour inculpés par le juge Fenech. M. Veau a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire; M<sup>me</sup> Gounord et M. Chappolet ont été écroués.

## ENVIRONNEMENT

Réunis à Strasbourg

### Les spécialistes des sciences de la Terre se mobilisent pour une meilleure gestion de la planète

Trois cents spécialistes, travaillant dans les nombreuses disciplines relevant des sciences de la Terre, aussi bien dans les organismes de recherche que dans l'industrie pétrolière, se sont réunis du 3 au 5 juillet à Strasbourg pour réfléchir aux orientations scientifiques et aux choix stratégiques concernant leurs disciplines.

#### STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Le colloque de Strasbourg, clôturé par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a été une occasion inhabituelle de rencontre entre spécialistes s'intéressant aussi bien à la recherche fondamentale qu'à ses applications. Les idées, les suggestions, les souhaits des uns et des autres ont été rassemblés dans quatre « ateliers », centrés chacun sur un grand thème : océan-atmosphère, croûte-intérieur de la Terre, surface de la Terre, matière. Les synthèses de ces travaux ont été présentées à M. Curien.

Les satellites sont, de plus en plus, les outils indispensables d'observation de notre planète et des phénomènes de tous ordres qui s'y produisent. L'information est omniprésente dans toutes les disciplines étudiant la Terre : sans elle, il serait impossible de traiter le volume, toujours plus énorme, des données qui sont recueillies. Mais les sciences de la Terre, s'intéres-

sent de plus en plus à la gestion des ressources de la planète, d'autant plus nécessaire que d'ici à dix ans la population sera de six milliards d'êtres humains.

Cette nouvelle finalité des sciences de la Terre est évidente. L'eau est vitale dans tous les sens du terme. Il faut donc la gérer, la protéger. Ce qui suppose la compréhension des milieux poreux dans lesquels est stockée ou circule l'eau des aquifères des grands bassins sédimentaires. Dans ces bassins, se trouvent aussi les gisements d'hydrocarbures et de nombreuses autres ressources minérales dont l'homme a de plus en plus besoin.

#### La machine des climats

Il faut donc bien connaître les structures sédimentaires et étendre à l'ensemble de ces bassins, puis à la croûte et même au manteau terrestre, les techniques de l'imagerie sismique à trois dimensions, utilisée couramment, mais à bien plus petite échelle, dans l'exploration pétrolière. Un tel système suppose un énorme réseau de sismographes, dont le coût est estimé à quelque 120 millions de francs. Il serait dans ces conditions raisonnable d'étudier la réalisation et la mise au point d'un tel réseau dans le cadre d'une coopération européenne.

Bien gérer la planète c'est aussi traiter les problèmes d'environnement. L'étude de l'atmosphère et de l'océan, qui constituent la

machine des climats, reste donc au premier rang des préoccupations des spécialistes des sciences de la Terre, même si les programmes en cours ou en projet, déjà intégrés aux grands programmes internationaux, sont très coûteux, puisqu'ils sont fondés sur l'usage des satellites et des bateaux. Pendant la prochaine décennie, la France dépensera 10 à 13 milliards de francs pour les satellites et 2 milliards pour sa flotte océanographique (1).

Autre facette de la gestion de la Terre : la prévention et la prévention des séismes, dont la réalisation implique obligatoirement la compréhension de la tectonique actuelle et récente de notre planète. Ici encore les fluides, jouent un rôle important. Et on revient aussi aux satellites, dont la précision permet déjà de mesurer les déplacements relatifs des plaques constituant la surface de la Terre, et dont les futurs développements permettront bientôt de détecter les déformations internes des plaques.

Dans ces domaines prioritaires, et dans tous les autres évoqués à Strasbourg, la modélisation prendra de plus en plus d'importance. D'où les besoins croissants en très bons mathématiciens et en ordinateurs puissants même si plusieurs équipes doivent impérativement se partager l'usage de ceux-ci. Dans certains domaines, il ne faut pas négliger la modélisation analogique (on pourrait dire sur maquette), beaucoup moins coûteuse.

Il ne faut pas non plus négliger l'observation directe des phéno-

mènes de surface grâce à laquelle l'œil exercé des géologues et des géophysiciens de terrain peut déceler des renseignements que ne soupçonne pas la théorie pure, détachée du concret.

Quatre autres colloques thématiques de prospective sont déjà programmés : Géographie (Paris, 12-13 décembre); Sciences de la cognition (Paris, 28-31 janvier 1991); Science et droit (Paris, printemps 1991); Gérer les ressources technologiques (Lyon, 18-19 juin 1991). Cette liste n'est pas exhaustive : d'autres colloques de ce type sont déjà en préparation. Ainsi, peut-on espérer avoir, à la fin de 1991, un bon éclairage de la science française et être en mesure d'organiser la stratégie d'un champ disciplinaire, de favoriser l'émergence d'un domaine nouveau, résultant de la confluence de plusieurs disciplines, d'élaborer un mode nouveau de relations entre la recherche et les enjeux fondamentaux économiques et sociaux.

YVONNE REBEYROL

(1) La France consacre cette année à l'ensemble de la recherche environ 130 milliards de francs, dont 45 milliards pour la recherche publique civile, et 30 milliards pour la recherche militaire. Le reste est constitué par la recherche de l'industrie.

## RELIGIONS

Un « trombinoscope pour évêques »

### Caricatures mitrées

L'humour est une dentée trop rare dans l'Eglise pour bouter ce « trombinoscope pour évêques » qui vient de publier la revue d'un groupuscule de catholiques de gauche lyonnais, appelé *Golias* (1) du nom d'un évêque non-conformiste du Moyen Age. Dans ce *Michelin* de la hiérarchie française, où les mitres remplacent les étoiles, les 109 évêques en activité sont classés selon leur plus ou moins grande ouverture d'esprit, leur fidélité au concile Vatican II, leur indépendance par rapport à Rome et à Jean-Paul II.

De l'évêque « conciliaire battant » — comme Mgr Gaillet, premier de la classe avec cinq mitres — aux « traditionnels à la limite de l'intégrisme », en passant par les « incassables » — comme Mgr Lustiger « l'évêque qui terrorise » (trois mitres) — défilent les portraits et les pages d'un palmarès totalement subjectif et arbitraire.

Amusant parfois, provocant souvent, l'exercice, truffé d'erreurs, de ragots, de coups de porte-méchant, se révèle dans l'ensemble consternant. L'impression qui se dégage est celle d'un évêque peureux, fatot, aligné, sans envergure, ni charisme, ni courage, en un mot inexistant. Les prélat ne sont plus ce qu'ils étaient, ils ne ressemblent pourtant pas à ces caricatures mitrées. Golias ou... Guignol? Drôle d'humour lyonnais.

H. T.

(1) *Golias*, n° 22, juin-juillet, 281, cours E. Zola, 69100 Villeurbanne, 60 F.

La tournée de la chanteuse Madonna en Italie

### Tickets pour l'Enfer

#### ROME

de notre correspondant

Bras-bas de combat dans les paroisses ! La Madonna doit apparaître à Rome. Pas le vrai, l'autre. Et voilà les grenouilles de bénitiers qui montent à l'assaut. Menaces et insultes pleuvent par avance sur la star et son spectacle. « Honteux, blasphématoire, infâme et immoral ! » Médiateurs dans l'âme, elles ont trouvé les mots-chocs pour un concert-rock. Les agents de la blond plénière peuvent dormir tranquilles sur leurs matelas de dollars, les retardataires de l'inquisition s'occupent de la promotion-pub de leur jolie petite vache à lait.

De Rome à Turin, de la très officielle conférence épiscopale aux associations familiales catholiques en passant par un mouvement monarchique du Nord et un ministre en exercice, celui de l'instruction publique, les bien-pensants de Transalpe ont entamé une véritable guerre sainte contre l'hérétique « chanteuse porno ». Manifestes furieux, pétitions indignes et lettres comminatoires s'annoncent sur les bureaux de l'autorité civile et ecclésiastique.

« Les pasteurs catholiques doivent intervenir vigoureusement pour empêcher à tout prix la diva du porno » de se produire en Italie, exigent de leur côté les traditionalistes

du centre « culturel » de Lepanto. Gare, les branches ! La grande prêtresse de l'éroico-mysticisme à cent sous est menacée d'excommunication. Avec « ses chansons blasphématoires » et ses attachements masturbatoires, avec ses similitudes sur commande, ses crucifix, ses candélabres et autres objets du culte brandis dans la lumière comme autant d'impuretés, la blonde Madonna du stress se livre rien moins qu'à une sorte de culte satanique. Or on ne mélanges pas ainsi impunément « aux portes de Saint-Pierre » le sacré et le profane. « Vade retro, Madonna ! » Prière muette : ne viens pas polluer l'âme pure de nos blâmes chrétiens.

#### L'appui de la Cicciolina

Trop tard ! Dix-huit mille tickets d'entrée en Enfer ont déjà été vendus pour la représentation du 10 juillet. Vous êtes minoritaires. D'ailleurs la Cicciolina, authentique enfant du porno celle-là et, malgré tout, député, a fait part de sa solidarité avec le bon sens persévérant. « Le ministre de l'éducation ferait mieux de s'occuper de l'éducation sexuelle à l'école », a-t-elle fait observer. « Et l'épiscopat ferait bien de se demander pourquoi les jeunes préfèrent cette Madonna-là à la leur. »

Mais voilà bientôt que la politique s'en mêle. La maire socialiste de Pecento, une petite bourgade oubliée des Abruzzes, a, en effet, pris sur lui, au grand dam de ses collègues, d'organiser le 9 juillet une réception de la chanteuse avec fanfare, chefs de la ville et tous les honneurs. Motif : M<sup>me</sup> Luiza Veronica Ciccone, alias Madonna, est presque une petite-fille du « paese », puisque c'est d'ici, il y a bien longtemps, que les parents de la sulfureuse émigrèrent aux Amériques. Le souvenir, quand ça peut rapporter un peu de pub, c'est se célèbre partout.

A ce jour, en tous cas, les deux grands notables de la très ancienne capitale de la « dolce vita » n'ont pas encore émis leur avis sur les poutrelles sexy de la demoiselle du kitch. Le premier, Franco Carro a beau être maire, il a ses propres goûts et ne les affiche pas. Rome n'est pas Paris, et d'ailleurs là, Carro vient d'être élu. La saison de la pêche aux voix est encore loin. Le deuxième homme public, lui, n'a pas ce genre de préoccupation et il a le sens du ridicule. Le 10 juillet, justement, l'évêque de Rome, plus connu sous le nom de Jean-Paul II, s'en va faire de l'apôlisme dans les Alpes du Val d'Aoste. Pour prendre un peu de hauteur, sans doute...

PATRICE CLAUDE

## ESPACE

### Des satellites américains pourront être mis en orbite par des lanceurs soviétiques

L'administration américaine vient d'autoriser le lancement de satellites privés américains par des fusées soviétiques, à partir d'un pas de tir australien.

Le club très fermé des marchands de services de lancement de satellites et des fabricants de fusées occidentales, trois firmes américaines et une européenne (Arianespace), n'a sans doute pas fini de s'interroger sur la dernière prise de position du gouvernement américain dans le domaine spatial.

Selon les informations fournies, dimanche 8 juillet, par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, une société australienne, la Cape York Space Agency, devrait s'associer à une filiale de la firme américaine United Technologies pour faire fonctionner ladite base de lancement à partir de laquelle décollera, au plus tôt en 1995, une fusée soviétique Zenit (SL-16) porteuse d'un satellite américain.

Voilà déjà longtemps que les Soviétiques frappaient à la porte de l'administration américaine pour obtenir un tel droit.

En vain. Pas question en effet pour les Américains de laisser « sans soins et sans surveillance » sur un pas de tir soviétique, un satellite dans la construction duquel entraient des composants et des sous-systèmes jugés sensibles

par l'administration américaine. Pas question non plus de laisser les Soviétiques pénétrer, puis envahir le marché des services de lancement avec des tarifs de mise en orbite dérisoires, inférieurs, disent certains, de 20 % à 30 % aux meilleures offres occidentales (1), à l'heure où la compétition dans ce secteur s'annonce plus vive encore, en raison notamment de l'arrivée prochaine des Japonais avec leur lanceur H-2.

Bien sûr, le gouvernement américain a pris ses précautions en ne faisant qu'entrouvrir la porte, puisque ce projet, d'une valeur de 500 millions de dollars (2,85 milliards de francs), ne concerne qu'un satellite à lancer « vers 1995 ».

En outre, l'autorisation accordée implique que les Soviétiques fassent leur part du chemin en acceptant d'exporter leurs lanceurs pour qu'ils soient tirés, en dehors du territoire soviétique, depuis un centre spatial unique supposé plus sûr par les Américains.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Signe du dégel des relations avec les Soviétiques, les Américains ont installé, en décembre 1989, une unité de fabrication de cristaux sur le satellite soviétique Progress N-2. Par ailleurs, l'administration américaine a donné récemment son accord pour le lancement de trois satellites américains — dont deux pour l'Australie — par des fusées chinoises Longue Marche.

**Le Monde**  
**DE L'EDUCATION**

DOSSIER SPÉCIAL JUILLET/AOÛT

**S'INSCRIRE EN PREMIÈRE ANNÉE DE FAC**

- Paris/Province : où et quand s'inscrire ?
- Les pièges à éviter.
- Et, en exclusivité, le taux de réussite au DEUG, fac par fac.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**MÉDECINE**

□ Mort du plus jeune transplanté cardiaque du monde aux Etats-Unis. — M. Michael Drummond, trente ans, est mort samedi 7 juillet, alors qu'il vivait depuis quatre ans et demi grâce au cœur d'un jeune homme de dix-neuf ans décédé dans un accident de moto. Selon les médecins, le malade souffrait d'une infection du sang, de défaillances rénales et de problèmes pulmonaires. M. Drummond avait subi, en août 1985, une greffe temporaire de cœur artificiel du type Jarvik-7 (*Le Monde* du 10 septembre 1985), remplacé neuf jours plus tard par un cœur humain. C'était la première fois que le Jarvik-7 était utilisé de manière temporaire dans l'attente d'un donneur compatible. — (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
**SCIENCES ET MÉDECINE**

**jusqu'au 11 juillet**

**150 PEUGEOT sélectionnées à enlever, en livraison immédiate**

**205, 309, 405, 605 PRIX RÉDUITS !**

**NEUBAUER PEUGEOT**

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21



## SOCIÉTÉ

### DÉFENSE

Les conséquences du plan Armées 2000

# M. Chevènement évalue à 35 000 hommes la baisse des effectifs militaires avant 1995

Au « Forum RMC-Libération », le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, après avoir indiqué qu'il ne prévoyait pas de départ des forces françaises d'Allemagne avant quatre ou cinq ans, a annoncé une diminution de l'ordre de 6,4 % des effectifs militaires globaux d'ici à 1995, soit 35 000 hommes. Par ailleurs, il n'est pas opposé à une réduction de deux mois de la durée du service militaire si des mesures vigoureuses sont prises pour encourager le volontariat pour un service « allongé », de dix-huit à vingt-quatre mois.

Pour la première fois, le ministre de la défense M. Jean-Pierre Chevènement, a chiffré avec précision la diminution des effectifs militaires telle qu'elle devrait résulter de l'application de son plan Armées 2000 de réorganisation des forces françaises, décidé l'an dernier par le gouvernement.

Au « Forum RMC-Libération », dimanche 8 juillet, il a indiqué qu'il faudrait s'attendre à une baisse de 35 000 hommes d'ici à 1995, notamment dans les rangs de l'armée de terre à laquelle il promet quatre divisions de chars Leclerc en l'an 2000, au lieu de six divisions blindées actuelles. C'est ce que le ministre appelle « un resserrement du format » des armées, qui concernerait moins, à l'en croire, l'armée de l'air et la marine nationale.

« Le président de la République », a expliqué M. Chevènement, « n'a pas annoncé une décision concernant le

rapatriement de nos forces d'Allemagne, mais sa fonction est d'anticiper. Cela ne se fera pas en moins de quatre ou cinq ans. Cela suppose aussi le retrait des troupes soviétiques, cela implique concertation avec nos alliés et, d'abord, avec le gouvernement allemand. Nous nous trouvons dans la situation d'une personne qui s'attendait à ce qu'on lui demande de partir et, maintenant, nous sommes dans la situation d'une personne à qui on peut demander de rester. C'est tout à fait différent (...). Cette orientation serait cohérente avec le resserrement du format de nos armées. J'ai proposé une réduction de 35 000 hommes sur quatre ans, d'ici à 1995. Une telle décision serait cohérente avec l'ensemble des réorganisations entreprises depuis un an et connues sous le nom de plan « Armées 2000 ». Un certain resserrement est tout à fait envisageable. Il y a en France des casernes qui doivent être réhabilités ou, pour un certain nombre, construits. Cela permettrait par exemple de développer des bases terrestres que nous les avons prévues » dans le cadre du plan dit Orion de réaménagement de l'infrastructure militaire.

#### Quatre divisions de chars Leclerc

Après avoir rappelé que le plan Armées 2000 réduit de six à trois le nombre des régions militaires et de vingt-deux à neuf celui des circonscriptions de défense, M. Chevènement a précisé : « On ne fera pas un centime d'économies sur la dissolution. La marine est en dehors des négociations de Vienne et il se peut même qu'on fasse de plus en plus appel à elle. L'armée de l'air est loin de son plafond, tel qu'il se dessine à

Vienne. » C'est donc dans l'armée de terre que la réorganisation se fera le plus sentie, avec notamment un corps blindé limité à quatre divisions de chars Leclerc, au lieu des six divisions actuelles de chars AMX-30. « Dans l'armée de terre, a ajouté le ministre, il faudra favoriser tout ce qui est capacité d'observation spatiale, renseignement, surveillance et tout ce qui est mobile - hélicoptères, porte-chars, blindés légers - pour pouvoir avoir une force d'intervention pour des crises éventuelles ».

#### Un plan de modernisation du service national

A propos des « discussions budgétaires très serrées » qui opposent, chaque année, le ministère de la défense à celui de l'économie et des finances, M. Chevènement a rappelé que la programmation militaire 1990-1993, qui fixe les dépenses annuelles d'équipement et qui a été promulguée le 12 janvier dernier, a déjà été révisée en baisse de 10 %.

« Si on avait dû rester sur la loi de 1987, a-t-il indiqué, l'annuité, cette année, aurait été de 122 milliards de francs, alors qu'elle a été de 109. J'ai déjà supprimé des programmes et j'en ai créé beaucoup d'autres. La programmation militaire concerne des programmes qui ont été lancés longtemps avant moi et qui s'exécutent sur dix ans. Si on diminuait de 7 milliards de francs l'an prochain, en réalité, sur dix ans, on va diminuer à hauteur de 80 à 90 milliards de francs. Il faut donc avoir l'honnêteté de dire à quels programmes on veut renoncer, au porte-avions, au char, au Rafale, à l'hélicoptère. J'ai une responsabilité à l'horizon 2000. » Concernant le service militaire, M. Chevènement a

insisté sur le fait que « dans aucun pays, sa durée n'est inférieure à douze mois » et que « s'il est envisagé une réduction, celle-ci ne pourrait être qu'assez faible, de l'ordre de deux mois, et ne pourrait pas intervenir si des mesures très énergiques n'étaient pas prises pour favoriser le volontariat-service long, dix-huit ou vingt-quatre mois de service ».

Après avoir rappelé que la durée du service national en France a déjà été « modulée » et qu'il existe des formes « diversifiées » de service civil, il a conclu : « C'est une décision lourde, qui mérite d'être réfléchie, car il ne faut pas laisser à penser que nous nous dirigeons vers l'armée de métier, qui coûterait beaucoup plus cher selon moi ».

Concrètement, M. Chevènement a demandé au premier ministre de décider « un plan de revalorisation et de modernisation » du service national. « Dans l'immédiat, des mesures concernant la vie quotidienne ont été prises, a-t-il annoncé, par exemple l'accès des appelés au TGV, l'octroi d'une carte de téléphone gratuite, la création de cellules-emploi pour faciliter la reconversion des recrues dans le civil ».

Enfin, le ministre de la défense a été conduit à commenter le récent sommet de l'OTAN à Londres. « C'est une certaine consolidation, voire un renforcement du leadership américain », a déclaré M. Chevènement. La France s'est dissociée de la parole militaire de la déclaration (...) parce que l'intérêt de la France est de ne pas adhérer à cette idée qu'on utiliserait les armes nucléaires en dernier ressort ».

#### M. Fabius :

« Il serait raisonnable de ne pas augmenter les crédits militaires »

A l'université d'état de ses partisans au sein du PS, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, est revenu, dimanche 8 juillet à Poitiers, sur la question des crédits militaires pour 1991, qui avait été à l'origine d'une première polémique, au début de juin, avec le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement (le Monde du 13 juin).

« S'agissant du prochain budget, a expliqué M. Fabius, la question posée, contrairement à ce qui est parfois dit, n'est pas celle de la baisse des crédits militaires. La question est de savoir s'il faut augmenter, comme certains le proposent, nos dépenses militaires. Je pense personnellement qu'il serait raisonnable de ne pas les augmenter ».

Les partisans de M. Fabius devraient se réunir, cet hiver, à l'occasion d'une nouvelle université de leur courant au sein du PS, pour réfléchir sur les questions de défense, de désarmement et de sécurité.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA SÉCURITÉ CIVILE

La protection des personnes et des biens

Avec la participation de :

- Pierre ANPAILLAGE

- Georges DUFOIX

- Pierre JOYE

- Henri NALLET

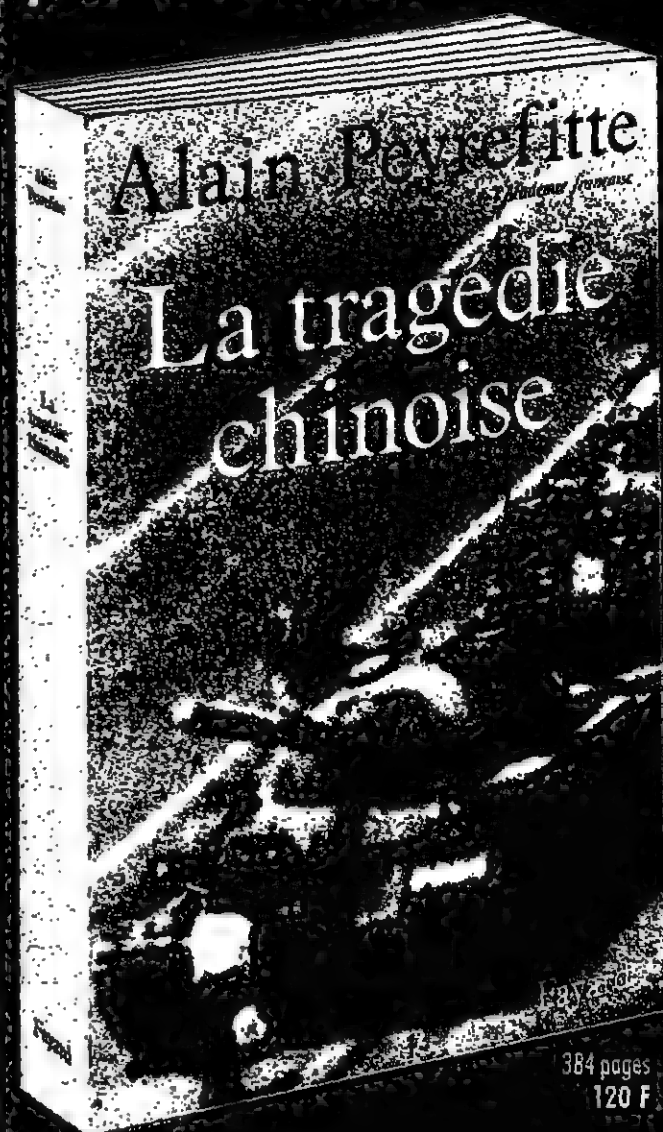
- René VIE LE SAGE

Envoyer 50 F (tarif de 2 F en chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dulac, 75014 Paris, en indiquant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

## Alain PEYREFITTE

de l'Académie française

Pour comprendre ce qui s'est passé et ce qui va se passer en Chine.



384 pages  
120 F

Véritable enquête d'historien, si dense, si lourde de réflexions, guide très précieux à la compréhension de la Chine du printemps perdu, mais aussi de la Chine de demain.

Hélène Carrère d'Encausse, le Figaro Littéraire

Peyrefitte, après avoir été le seul à annoncer la répression du « printemps de Pékin », est allé au bout de sa réflexion. Cela nous donne un livre très fort.

Favilla, les Echos

Le meilleur ouvrage de Peyrefitte sur la Chine. Une courageuse enquête à contre-courant.

Gilles Morin, Valeurs Actuelles

Tocqueville à Pékin : même curiosité de voyageur, même rigueur scientifique. Il maîtrise l'art de passer de l'événementiel à l'universel... Il a l'immense mérite de ne pas s'abandonner à la mode.

Guy Sorman, le Figaro Magazine

FAYARD

### Pour le défilé du 14 juillet à Paris

## Le corps d'armée de France en vedette sur les Champs-Élysées

Créé au début de ce mois, le corps d'armée de France, dont le PC est à Lille, et qui est fort de 45 000 hommes, sera la vedette du défilé militaire du 14 juillet à Paris. A sa façon, la composition de ce nouveau corps d'armée traduit, dans les faits, la volonté du gouvernement de remanier l'armée de terre sur le modèle du plan Armées 2000 qui anticipe le résultat des discussions de Vienne sur une réduction des armements classiques Est-Ouest en Europe.

Le défilé du 14 juillet réunira, au total, 7 000 hommes autour de 600 véhicules (dont 340 blindés), 33 avions de l'armée de l'air, 17 de l'aéronavale et 44 hélicoptères. Pour le public, le « clou » de ce défilé devrait être les détachements du corps d'armée de France créé le 1<sup>er</sup> juillet, introduit le 13 juillet par le général Gilbert Forray, chef d'état-major de l'armée de terre. Cette grande unité interarmes est l'ancien 3<sup>e</sup> corps d'armée qui a été renforcé et qui est, désormais, la seule formation de ce type à être stationnée en France, dans le quart nord-est.

#### 45 000 hommes en temps de paix

Cette dénomination propre aux responsables de l'état-major de l'armée de terre est une application du plan « Armées 2000 » défini l'an dernier par le gouvernement. Ce plan de réorganisation des trois armées et de leurs services vise, en ce qui concerne la France, à prendre en compte les discussions de Vienne en matière de réduction des forces est-ouest en Europe.

Plus particulièrement, ce plan cherche à dégraisser le corps de manœuvre - c'est-à-dire le gros de l'armée de terre - de tout ce qui l'alourdit dans son organisation territoriale actuelle, pour permettre d'allier des unités à la fois plus mobiles et plus opérationnelles.

Ainsi, le nouveau corps de manœuvre sera constitué de deux unités (le corps d'armée de France et le 2<sup>e</sup> corps d'armée en Allemagne) au lieu de trois, et de la Force d'ac-

tion rapide (FAR) qui peut travailler avec eux, de façon autonome ou en liaison avec les forces alliées en Centre-Europe. De ce nouveau dispositif, en cours de mise en place, a disparu l'état-major du corps d'armée précédemment installé à Metz.

Depuis son PC de Lille sous les ordres du général Jacques Codet, le corps d'armée de France réunit 45 000 hommes en temps de paix et 65 000 en période de conflit. Il comprend la 8<sup>e</sup> division d'infanterie (à Amiens), la 3<sup>e</sup> brigade logistique (à Beauvais), la 2<sup>e</sup> division blindée (à Versailles) et deux autres unités qui ont été prélevées à partir des formations constituant antérieurement le corps d'armée de Metz, à savoir la 7<sup>e</sup> division blindée (à Besançon) et la 10<sup>e</sup> division blindée (à Châlons-sur-Marne).

Ce corps d'armée de France dispose de 19 000 véhicules (soit une moyenne de trois véhicules pour trois combattants) pour sa mobilité, parmi lesquels on compte surtout 370 chars, 1 850 blindés, 198 pièces d'artillerie, 341 postes de tir de missiles antichars et 64 hélicoptères.

Avec le corps d'armée stationné outre-Rhin, cette unité principalement basée dans le quart nord-est de la France est subordonnée au commandement de la 1<sup>re</sup> armée dont le PC, installé précédemment à Strasbourg, a été transféré à Metz. Outre

le corps d'armée de France, les Parisiens devraient voir défiler pour la première fois des batteries de missiles sol-air Mistral, un détachement du service militaire adapté (SMA) venu de l'île de la Réunion et des éléments de l'école de défense nucléaire, biologique et chimique installée à Caen.

C'est le 51<sup>e</sup> régiment d'artillerie de Wüllich, en Allemagne, qui présentera ses missiles Mistral de défense aérienne à courte portée, montés sur des véhicules légers P4 Peugeot. Le missile Mistral est un concurrent du missile Stinger que les Américains avaient livré aux Afghans dans leur lutte contre les avions et les hélicoptères soviétiques.

Au sein du défilé des troupes à pied, deux détachements devraient d'ailleurs retenir l'attention. D'abord, deux compagnies de jeunes appelés de la Réunion et de Mayotte, qui, dans le cadre d'un service militaire adapté aux DOM-TOM, reçoivent une formation professionnelle dans les domaines du bâtiment et des techniques agricoles. Ensuite, une compagnie de l'école de défense nucléaire, biologique et chimique de l'armée de terre qui, à Caen, assure un entraînement de protection contre ces nouveaux risques de guerre (dite NBC) au profit des unités de la FAR et du corps d'armée de France.

### ALTERNATIVES ECONOMIQUES

n°79  
été 90

### ENQUÊTE : Les Français et leur culture

### INNOVATION : Loger les sans-ressources

17 F

Alternatives Economiques 80 30 97 76

سكزا من الاجل



# SPORTS

TENNIS : la victoire de Stefan Edberg aux Internationaux de Grande-Bretagne

## Le match dont personne ne voulait

Le Suédois Stefan Edberg a remporté, dimanche 8 juillet, la finale du tournoi de Wimbledon en battant en 5 sets l'Allemand Boris Becker. Pour la troisième année consécutive, les deux champions se retrouvaient opposés à ce stade du tournoi. Edberg l'avait emporté en 1988, laissant la victoire à Becker l'an passé.

Dans la finale femmes, samedi 7 juillet, Martina Navratilova a facilement remporté son neuvième titre féminin en s'imposant en deux sets face à l'Américaine Zina Garrison.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Il y avait les matches qu'on ne voulait pas perdre. Ces longs marathons sur terre battue dans lesquels la balle passait et repassait incessamment au-dessus du filet au grand désespoir des spectateurs. Dimanche 8 juillet 1990 restera peut-être gravé dans les mémoires comme la date de naissance d'un nouveau genre : le match qu'il ne faut pas gagner.

Près de trois heures durant, Stefan Edberg et Boris Becker ont successivement dominé la partie, chacun semblant refuser de porter l'estocade finale, éprouvant un malin plaisir à laisser l'autre refaire surface au moment même où il aurait dû définitivement sombrer. A croire qu'ils se sentaient bien sur ce Central enfin ensablé après plusieurs jours de pluie et de froid. Non contents de s'être déjà rencontrés vingt-deux fois en tournoi du Grand Prix (beaucoup plus en réalité), ils semblaient avoir décidé que ce match-là ne serait pas comme les autres.

Stefan Edberg lança ce drôle de face-à-face. Pendant deux manches, le Suédois continua le festival commencé en demi-finale

face à Ivan Lendl. Enchaînant services-volées comme on enfle des perles, passant pratiquement toutes ses premières balles, ne commettant aucune erreur, il ne laissait pas à Becker la moindre occasion de lui ravir son service. Un Becker qui semblait presque s'ennuyer sur ce pré qui, l'an passé encore, constituait son jardin favori. « J'étais fatigué physiquement et mentalement après six tours tous très difficiles », expliquera-t-il. Pour sortir de sa torpeur il essayait bien de pousser quelques cris : « Lauf! » (cours), mais rien ne semblait devoir y faire. Le tenant du titre était trop lent, trop lourd.

« La plus mauvaise place »

« Trop facile! », pensa sans doute Edberg. Le Suédois se lança alors dans une véritable opération de sauvetage. Son adversaire, toujours aussi maladroit en coup droit, commençait-il à réussir ses revers? Edberg ne servit plus que sur ce coup retrouvé, et se fit passer d'abord une fois, puis deux, puis régulièrement. Les retours en finesse empoisonnaient l'Allemand. Edberg se mit à les frapper, s'exposant aux volées d'un Becker qui, au jeu du plus puissant, est souvent le plus fort. Tout content de découvrir qu'il pouvait marquer des points, même sur le service de son adversaire, Becker retrouva sa confiance et la direction de la partie. De deux sets zéro, il revint, sans jouer merveilleusement bien, à deux sets partout.

Lequel des deux joueurs allait réussir à perdre ce cinquième set? Edberg sembla d'abord bien parti. Mais à ses doubles fautes dans le deuxième jeu, Becker répondit par deux retours dans le filet et un dans les nuages. Au quatrième jeu, en revanche, les deux nouvelles doubles fautes du Suédois prirent de court l'Allemand, qui menait trois jeux à un mais se rattrapa dans la foulée en portant son ser-

vice sur une volée facile expédiée une nouvelle fois dans le filet. Restait quatre jeux pour conclure ce match. Edberg, moins souvent acculé par les contraintes de la victoire, céda peut-être par gentillesse. À moins que ce ne fut pour faire plaisir à Annette, qui, de la tribune d'honneur, attendait la victoire de son champion. C'est en tout cas lui qui, sous les acclamations d'un public qui, depuis 1982, n'avait plus assisté à une finale en cinq sets, dut sourire aux photographes et porter la coupe.

Pendant la conférence de presse, Boris Becker avoua qu'il n'était pas trop déçu car il avait déjà gagné trois fois le titre, ce qui n'était pas si mal. Stefan Edberg confiait qu'il avait trouvé de la force dans le cinquième set pour ne pas être deuxième car c'est la plus mauvaise place.

Il faisait bien de le préciser. A certains moments de la partie, quelques-uns s'étaient mis à en douter.

NATHANIEL HERZBERG

## Le neuvième sacre de Navratilova

LONDRES

de notre envoyé spécial

On n'empêche pas une reine de monter sur son trône. Tout juste peut-on la regarder, l'admirer à s'essouffier et l'applaudir. Samedi 7 juillet, Zina Garrison a vite compris que personne ne pouvait priver Martina Navratilova de sa neuvième victoire à Wimbledon. Depuis trois ans, elle attendait de pouvoir battre le record d'Helen Wills-Moody (huit titres), mais à chaque fois elle butait en finale face à Steffi Graf. « Je savais que c'était pour cette année, je me sentais tellement bien. » Et avant même d'entrer sur le court, Martina commençait à savourer chaque moment, « même le petit coup de poigne rituel d'avant le match ».

Tout alla très vite. Quatre minutes, cinq tout au plus. Une balle de break ratée dans le deuxième jeu et Zina Garrison ne fut plus jamais dangereuse. Pendant les deux sets - en quinze jours elle n'en a pas perdu un seul - et l'heure et quart que dura la partie, Martina Navratilova joua sur un nuage. Jamais, sans doute, elle n'avait atteint un tel niveau. Même à y a cinq ans, lorsqu'elle survolait le tennis féminin, elle ne donnait pas ce sentiment de facilité, d'aisance, de détermination et de calme.

Samedi, sur le central, elle ne courait pas, elle planait. Elle ne frappait pas dans la balle, elle la caressait. Jonglant avec les lignes, variant sans cesse les effets de ses coups, montant sur toutes les balles un peu

courtes de Garrison, voléant à la perfection avec un sens de l'anticipation à faire pâlir d'envie les extraterrestres, Martina Navratilova semblait avoir oublié que son adversaire avait éliminé successivement Monica Seles et Steffi Graf, ses deux plus sérieuses rivales.

Une leçon pour Garrison

On ne peut même pas dire que Zina Garrison fut déçante. Fidèle à son habitude, elle s'accrocha sur tous les points, tenta de rendre coup pour coup et de prendre le filet chaque fois qu'elle le pouvait. Puis elle essaya de changer de tactique, de ralentir le jeu en envoyant des balles plus molles. Avec sa démarche de collégienne, ses hochements de tête et ses sourcils froncés, il fallait bien se rendre à l'évidence : Zina Garrison prenait une leçon.

Mais qui se plaindrait d'un tel professeur? Qui ne serait ému par cette femme de trente-trois ans, d'habitude si respectueuse du cérémonial de Wimbledon, qui, pour une fois, craqua avant la remise du trophée, court vers la tribune d'honneur, escalade les gradins et embrasse en pleurant famille et entraîneurs? Qui, recevant pour la neuvième fois le plateau d'argent, le secoue encore pour bien se persuader qu'il est là, dans ses mains? Qui, enfin, ne sachant résister à l'appel de la foule, court aux quatre coins du terrain pour présenter sa récompense?

N. H.

AUTOMOBILISME : Grand Prix de France

## Le « professeur » de la Scuderia

vainqueur du Grand Prix de France pour la troisième année consécutive et la cinquième fois de sa carrière, Alain Prost a signé, dimanche 8 juillet au Castellet (Var), la centième victoire de Ferrari dans les grands prix de formule 1 automobile.

LE CASTELLET

de notre envoyé spécial

Chaque fois qu'il revient au Castellet, Alain Prost porte son regard vers un petit bâtiment blanc, au bout de la ligne droite des stands, qui abrite l'école de pilotage Winfield. C'est là qu'il a obtenu son premier passeport pour la compétition en remportant le volant Elf, en octobre 1975. Depuis, le pilote français a accumulé les victoires (quarante-deux) et les titres mondiaux (trois). Il vient d'écrire l'un des plus beaux chapitres de l'histoire de Ferrari en signant au Castellet la centième victoire de la Scuderia. Mais le titre dont il est le plus fier est peut-être celui de « professeur » qui lui est décerné dans le milieu de la formule 1.

Dimanche, Alain Prost faisait sans doute ses adieux à ce public varié venu plus nombreux que jamais (quatre-vingt mille spectateurs) pour le vingtième anniversaire de ce circuit Paul Ricard qui va sans doute perdre le Grand Prix de France au profit de Magny-Cours (Nièvre), mais sa carrière est, semble-t-il, loin d'être terminée.

A trente-cinq ans, le triple champion du monde ne peut prétendre faire jeu égal en vitesse pure avec Ayrton Senna. Moins que jamais, il paraît décidé à prendre les mêmes risques que Nigel Mansell ou Gerhard Berger pour gagner. Mais sa science de la course et sa maîtrise des réglages d'une formule 1 lui permettent encore de rivaliser avec les meilleurs et expliquent surtout le renouveau de la Scuderia.

Quelques mois après son transfert mouvementé de McLaren chez Ferrari, l'hégémonie exercée par l'écurie britannique et le motoriste Honda paraît aujourd'hui menacée. L'intense travail hivernal effectué par Alain Prost avec les ingénieurs de Ferrari commence à porter ses fruits, et le pilote français, agacé par les bruits de transferts à l'arrière, est le premier à se recueillir.

Au Mexique, Alain Prost avait magistralement su jouer sur les réglages de sa monoplace afin de privilégier sa vitesse de pointe pour les dépassements en ligne droite et gagner après être parti en septième ligne (le Monde du 26 juin). Au Castellet, il a donné une leçon de tactique de course en

négoçant au mieux ses changements de pneumatiques.

Le Grand Prix de France n'avait, en effet, pas bien commencé pour le pilote de la Scuderia. Très rapide dans les parties sinueuses, il était handicapé en ligne droite par des problèmes de mauvaise carburation et de coupures électriques à l'accélération. Difficile, dans ces conditions, d'espérer doubler l'Italien Riccardo Patrese, qui le précédait pour la cinquième place.

Un changement de gomme très réussi

Au lieu de ronger son frein et d'user ses pneumatiques dans le sillage de la Williams, Alain Prost a anticipé le changement de gomme prévu au vingt-septième des quatre-vingt tours. La virtuosité de ses mécaniciens dans cet exercice (7 s 64 contre 16 s 62 pour ceux de Senna) lui a permis de se retrouver bien vite à la troisième place après l'arrêt de tous les grands à leur stand.

Une deuxième course commençait alors, derrière les surprises de Leyton House (Judd du Brésilien Mauricio Gugelmin et de l'Italien Ivan Capelli). Très basses et très fines, les deux monoplaces de l'homme d'affaires japonais Akira Akagi n'avaient pu se qualifier sur le circuit bosselé de Mexico, mais s'adaptèrent à merveille au nouveau revêtement, lisse comme un billard, du Paul-Ricard, au point d'épargner à leurs pilotes de changer de pneus.

Soucieux de ne pas déteriorer les siens par des attaques impétueuses et surtout de ne pas risquer l'accrochage, Alain Prost usait alors de son métier pour mettre ses deux adversaires sous pression et saisir la moindre faute. Après avoir doublé le Brésilien en profitant du dépassement d'un stardard, il surprenait l'Italien à la corde dans le double virage à droite du Bousset. Il ne lui restait plus alors que deux tours à couvrir en tête pour justifier son titre de professeur sur ce circuit où il avait fait ses premières classes de pilote.

GÉRARD ALBOUY

GRAND PRIX DE FRANCE DE F1  
1. Prost (Fra., Ferrari), 1 h 33 min 29 s (moyenne 195 km/h); 2. Capelli (Ita., Leyton House Judd), à 8 s; 3. Senna (Bré., McLaren-Honda), à 11 s; 4. Piquet (Bré., Benetton Ford), à 41 s; 5. Berger (Aut., McLaren-Honda), à 42 s; 6. Patrese (Ita., Williams Renault), à 1 min 9 s.

Classement provisoire du championnat du monde des pilotes.  
1. Senna (Bré.), 35 pts; 2. Prost (Fra.), 32 pts; 3. Berger (Aut.), 25 pts; 4. Piquet (Bré.), 16 pts; 5. Alesi (Fra.), et Mansell (G.-B.), 13 pts.

ESCRIME : les Championnats du monde à Lyon

## Le Français Philippe Omnès a remporté son premier titre

Le fleurettiste Philippe Omnès a remporté son premier titre mondial, dimanche 8 juillet, à l'issue de la deuxième journée des championnats du monde d'escrime à Lyon. Il a battu en finale l'italien Andrea Borella (5-0; 1-5; 5-2).

La veille, l'Allemande Anja Fichtel avait survolé le fleuret féminin ne perdant qu'une seule manche au cours du tournoi. En finale, elle s'est imposée contre l'italienne Giovanna Trillini (5-2; 5-2). Philippe Omnès avait accédé à la finale après les repêchages.

LYON

de notre envoyé spécial

Le néophyte se perd dans les dédales des repêchages des tournois d'escrime. Les responsables fédéraux, soucieux de la médiatisation de leur sport, se prennent à songer à la logique de l'élimination directe. « Nous y viendrons tôt ou tard », estime M. Gilbert Lefin, directeur technique national. Cela nécessite cependant un allongement des matches (deux manches de cinq touches à Lyon) pour que les meilleurs aient le temps de construire leur jeu, qu'ils ne disparaissent pas pour une seconde d'inattention ou une erreur d'orthographe.

Les escrimeurs sont réticents face à une évolution qui bouleverserait leurs habitudes de préparation. Les fleurettistes masculins ont spectaculairement exposé leur point de vue aux championnats du monde de Lyon : les quatre premiers - par ailleurs les quatre premiers de la Coupe du monde - ont gagné leur place dans le tableau final grâce aux repêchages.

Retours de situations

Philippe Omnès, trente ans, savoure tout particulièrement cette facilité de retourner les situations désespérées. Dominé dès son second match par le modeste Hongrois Robert Gatai (3-5; 5-3; 5-1), il a englobé ensuite tous les repêchages : débordé en demi-finale par le flegme Thorst Weidner (RFA), il est parvenu à accélérer pour prendre son adversaire à

son propre jeu (1-5; 5-1; 5-3). Seule la finale justifiait une entorse à ses mauvais départs. Et Omnès d'infliger d'emblée un 5-0 à Andrea Borella.

Mais son retournement le plus impressionnant Philippe Omnès l'a joué sur un lit de douleur et non une piste d'escrime. En octobre dernier, la lame de son copain d'entraînement Youssef Houcine s'est brisée et a pénétré dans le cou. Tout près de la carotide. Quinze jours et une délicate opération plus tard, Philippe Omnès revenait à l'INSEP un fleuret à la main.

« Philippe m'a demandé de tirer le premier avec lui pour tout effacer », dit Youssef Houcine. S'il n'avait pas pu repartir, je crois que j'aurais arrêté l'escrime. Et la thérapie a marché. Au point de lui offrir le sacre en individuel qui manquait à son palmarès.

Fichtel intouchable

A dix-huit ans, elle remportait le championnat du monde; à vingt ans, elle s'imposait aux Jeux olympiques de Séoul : Anja Fichtel a aujourd'hui vingt-deux ans et les victoires lui plaisent toujours autant. Samedi 7 juillet, elle n'a jamais laissé planer le moindre doute sur l'issue des championnats du monde de fleuret féminin.

Seule la Soviétique Olga Velitchko, victorieuse l'an dernier, a pu lui prendre une manche. Ses adversaires peuvent cependant se rassurer, Anja Fichtel a déjà annoncé qu'elle quitterait le circuit après les Jeux Olympiques de Barcelone en 1992. Marie-Hortense Wurtz, vingt ans et remarquable sixième, songe certainement à la relève.

CHRISTIAN DE CAEVEL CLASSEMENT

1. Omnès (France); 2. Borella (Italie); 3. Chevchenko (URSS); 4. Weidner (RFA); 5. Wendi (Autriche).

Fleuret féminin. - 1. Fichtel (RFA); 2. Trillini (Italie); 3. Velitchko (URSS); 4. Szabo (Roumanie); 5. Bortolozzi (Italie).

Classement des Français. - 6. Wurtz; 7. Meygret; 9. Vétu; 20. Modaine; 36. Spennato.

CYCLISME : le Tour de France

## L'Allemand de l'Est et le Mexicain

L'Allemand de l'Est Olaf Ludwig a remporté au sprint dimanche 8 juillet la huitième étape du tour de France Epinal-Besançon. La veille, le contre-la-montre Vitte-Epinal avait été marqué par l'exploit du Mexicain Raul Alcala. Au classement général, Steve Bauer est toujours en tête.

BESANÇON

de notre envoyé spécial

La pluie, toujours la pluie. Les gouttes, qu'elles soient fines, comme dimanche 8 juillet, ou violentes, comme la veille, n'épargnent pas les concurrents de l'épreuve. « Il faut faire avec », maugréent les coureurs, enveloppés dans des ponchos transparents, publicité oblige. Alors ils baissent la tête, ces cavaliers des charges humides, pour offrir le spectacle de leurs chevauchées irrelles à une public stoïque, pour aller toujours plus loin vers ce Sud où on leur promet enfin le soleil.

De l'eau à Vitte, de la brume mouillée sur les forêts vosgiennes, de la pluie encore sur la Haute-Saône. Et pourtant les coureurs auraient certainement apprécié d'entrevoir les berges de la Cône, cette rivière qui serpente entre les contreforts du canal de l'Est. Ils auraient aimé ces villages de Vouilliers ou d'Amance, aux solides bâtisses rectangulaires entourées de tas de bois. Mais, hélas, sous les gouttes d'eau, la vision devient trouble et le paysage disparaît.

Il ne reste aux travailleurs du dimanche qu'à appuyer sur les pédales, qu'à oublier toutes les interruptions pour ne penser qu'à la course, pour ne rêver qu'à une victoire. Et dans ce peloton devenu réellement cosmopolite, deux étrangers souhaitent épinglez leurs noms à la Grande Boucle. L'un, venu de l'Est, a réalisé son vœu dimanche lors du sprint final de l'étape Epinal-Besançon. Cette journée, marquée par l'échappée de 119 kilomètres aussi héroïque qu'inutile du Belge Michel Vermote, Olaf Ludwig, l'Allemand de l'Est (le Monde du 5 juillet), l'a fait sienne. Pour la première fois, un coureur issu des amateurs de feu les pays de l'Est, s'est illustré dans le Tour de France.

Un nouveau prétendant au titre

Mais, à côté de cette belle victoire au sprint, l'exploit réalisé samedi 7 juillet par le Mexicain Raul Alcala est d'une autre importance. Le petit homme de Monterrey s'est tout simplement imposé lors de l'épreuve individuelle du contre-la-montre, disputée entre Vitte et Epinal, devant ainsi le pion à tous les témoins du genre, qu'ils s'appellent Greg LeMond ou Miguel Indurain.

Cette étape devait relancer la compétition et permettre aux leaders d'effacer une hémorragie commise le premier jour. Elle n'aura pas rempli cette mission, mais au contraire introduit, aux côtés de Steve Bauer toujours maillot jaune et de Ronan Pensec toujours en

forme, un nouveau prétendant au titre final. Voilà Raul Alcala propulsé à la cinquième place du classement général, à sept minutes dix-neuf secondes du premier, voilà un jeune homme à la grande allure prêt à tenter son jardin privé, la montagne.

Chef de file de la formation PDM, l'homme à l'accent chantant n'est pas un inconnu des habitués du Tour. Meilleur jeune de l'épreuve en 1987, il a fait connaissance avec le podium l'an dernier en remportant la troisième étape Luxembourg-Francorchamps. Cette première victoire d'un Mexicain avait forcé l'admiration, mais avait été aussi vite oubliée. Raul Alcala ne se propulsait plus sur le devant de la scène.

« Je n'étais alors qu'un équipier au service des Hollandais Steven Rooks et Gert-Jan Theunisse », plaide le coureur en ajoutant que ces vedettes ne l'ont jamais aidé et que, cependant, il a fini le Tour à la huitième place. Cette année, les deux acolytes du plat pays ont quitté l'équipe et notre homme s'est retrouvé promu au premier rang de la formation néerlandaise. Pour ce Tour qui le fascine depuis son enfance - « Pour moi c'était la lune, et je rêvais d'y aller » - il s'est préparé méthodiquement. Il a surtout cherché à améliorer ses points faibles, comme l'effort solitaire. Un entraînement intensif à 3 500 mètres d'altitude, dans les montagnes de son pays, lui a fourni ces forces supplémentaires qui lui faisaient encore défaut l'an passé.

Une victoire mûrement calculée dans le Tour de Trump, - une course par étapes aux Etats-Unis, au mois de mai, - une autre lors du Tour des Asturies où il avait confirmé que son organisme était prêt à tenter la grande aventure. Celui que ses compatriotes appellent « El Duende », le lutin, a donc choisi de se montrer dans l'épreuve chronométrée. Tête baissée, forçant le vent et la pluie, il a bousculé les chronométristes en reléguant l'Espagnol Miguel Indurain à une minute et vingt-quatre secondes et l'Américain Greg LeMond à plus de deux minutes.

A peine surpris du temps qu'il avait réalisé, Raul Alcala s'est contenté d'expliquer à l'arrivée qu'il possédait « un bon moral qui lui avait permis de faire le maximum ». A vingt-six ans, le Mexicain résidant en Suisse souhaite que son nom soit aussi connu dans son pays que celui de l'avant-centre du Real Madrid, Hugo Sanchez. Un pari possible, selon lui, puisque l'heure de retransmission télévisée quotidienne commence à familiariser le public de Mexico avec le cyclisme.

« En montagne, Alcala ne va pas suivre les autres coureurs mais essayer de les précéder », affirme Jan Giebers, le directeur sportif de PDM. Et le petit champion au visage tout rond acquiesce, répétant qu'il veut « gagner encore une étape ou même plus ». Alors il faut suivre Greg LeMond lorsqu'il déclare que « l'homme à battre c'est Alcala, car c'est lui maintenant le plus dangereux ».

SERGE BOLLOCH







PHOTOGRAPHIE

# Les puzzles de la mémoire

Frédéric Brenner a parcouru les diasporas juives du monde entier

Frédéric Brenner est fasciné par la diaspora, par la diversité des visages, des paysages, des modes de vie des exilés juifs. Agé de trente ans, voilà plus de dix ans qu'il s'est lancé avec son appareil photo à la recherche des diverses communautés juives immergées parmi tant de nations, pour arracher à l'oubli les morceaux épars d'une histoire en marge de l'histoire. Pour reconstituer le puzzle des exils. Un travail de reconstitution d'autant plus difficile que l'échantillon de population est très réduit. Se réduit d'une année à l'autre. Et dont ne restent que des photos.

« Il y a une véritable urgence, explique Frédéric Brenner. Toutes ces communautés disparaissent. Quand j'ai commencé ce travail, j'ai eu immédiatement l'intuition que tout allait s'évanouir: déjà, elles n'existaient plus que comme survivances. »

« Je ne me suis pas dit: je vais photographier tous les juifs dans le monde. C'est petit à petit que l'idée de ce puzzle est née. Après Jérusalem, où j'ai fait mon premier album Mea Shearim (1), je suis allé à Djirba, en Inde, en Éthiopie, au Yémen, et à partir de ces voyages j'ai su que je voulais rassembler les morceaux d'Israël. Quand je suis allé pour la première fois en Asie centrale, il y a six ans, j'ai été subjugué par Boukhara, Samarcande, la vallée de Fergana et le paysage humain de ce nouveau terrain presque inaccessible. J'y suis déjà retourné six fois, après de longues négociations avec l'agence Novosti. Il se trouve que l'URSS est un modèle réduit de ce que j'ai glané dans le monde. Non seulement un puzzle d'images, mais aussi un puzzle d'émotions. Un puzzle dans le puzzle. »

« Mea Shearim, le dernier « Shtetl »

« Je n'ai pas du tout une approche passiviste. Ce qui m'intéressait au Yémen, ce n'était pas « les derniers juifs », mais cette façon qu'ont eue les juifs occidentaux de maintenir pendant deux mille ans une tradition. Chaque fois, je suis arrivé au dernier moment. Les juifs de Pologne, aujourd'hui, ne m'intéressent pas: ils ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils ont été. Je n'ai pas besoin d'aller photographier en Pologne, en Hongrie ou en Roumanie. Qu'est-ce qu'on y apprend, sinon que ce sont les derniers? »

« Ce que je veux montrer, c'est un



Grand-père et petit-fils - Le combattant de Stalingrad et le pionnier - Vallée du Fergana - Fête des Cabanes 1986

modèle d'acculturation en terre étrangère à travers l'infinie diversité des visages et des cultures. Lorsque je montre Mea Shearim, je montre ce qu'était l'Europe centrale il y a deux siècles. Mea Shearim ne m'intéressait que dans la mesure où cela me permettait de restituer le « shtetl » disparu (la bourgade juive ashkénaze). De montrer comment les juifs ont recréé la vie en Europe centrale. Comment ils vivent en diaspora en plein cœur d'Israël. Je suis allé en Hongrie, en Roumanie, en Pologne, en

Ukraine. Mais je peux affirmer que c'est à Jérusalem que survit le dernier shtetl. »

En Russie, en Union soviétique, Frédéric Brenner est parti à la recherche des restes d'une diaspora: les juifs d'Ukraine, de Biélorussie, de Moldavie, mais aussi les Boukhariotes, les Géorgiens, les Tatars du Daghestan, les juifs des montagnes, ceux d'Azerbaïdjan, et aussi ceux du Birobidjan, cet Etat fantôme qui se vide de ses juifs arrivés pleins d'idéal, il y a cinquante ans, pour

construire le communisme. Ce qu'on sent du travail de Frédéric Brenner, l'homme pressé toujours entre deux trains, deux avions, deux métros, deux communautés oubliées, c'est l'urgence. Comme lorsque vont brûler les bibliothèques, et que plus personne ne sera là pour garder la mémoire de ce qui a été. Pour restituer à chacun son histoire. Monde ashkénaze, Yéménites, falachas, juifs d'Inde, marranes du Portugal, juifs d'URSS. « De ces diasporas, dit-il, je n'ai rencontré que des communautés démembrées et moribondes. » Frédéric Brenner, chaque fois, est arrivé au dernier moment.

« L'histoire est en train de basculer. Je crois que j'ai vécu les derniers moments des communautés en diaspora. A Djirba en 1981, il y avait deux mille cinq cents personnes. Ce qui était peu, mais on avait encore un modèle réduit de ce qu'a été la vie dans la Hara... Quand j'ai filmé les marranes de Tras-O-Montes, au nord du Portugal (2), ils continuaient à pratiquer clandestinement leur religion comme s'ils se cachaient encore de l'Inquisition: maintenant, ils vont choisir d'être chrétiens ou juifs, mais la communauté qui avait survécu pendant cinq siècles n'existe déjà plus. »

Il reste à Frédéric Brenner à glaner les autres morceaux du puzzle. Et aussi l'Occident, la France, l'Angleterre, l'Italie, les Etats-Unis, l'Amérique du Sud... Comme pour reprendre possession de toutes ces vies. Comme pour rassembler des morceaux de soi-même. « Je suis convaincu qu'on a autant d'histoires que de lieux investis et que l'on est concerné par toutes ces façons d'être homme en diaspora. Je suis convaincu que j'ai été un jour ce juif yéménite et ce juif éthiopien. Quand je me réveille sur le quai de la gare de Derbent devant cette famille avec ses valises à la main, je sais que j'ai été un jour cet homme avec ses valises. Les photos sont les seules preuves tangibles des instants de vie que j'ai partagés ici et là. »

NICOLE ZAND

« Visages juifs d'Union soviétique. » Rencontres internationales de la photographie d'Arles. Espace des arènes. Tous les jours, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 août.

(1) Jérusalem. Instants d'éternité (Denoit).  
(2) Frédéric Brenner a réalisé en 1989 son premier film, Les Derniers Marranes. Ce document de soixante-dix minutes sera programmé à la rentrée sur FR3.

ARTS

## Maître Torres-Garcia

Où l'on vérifie que Joachim Torres-Garcia fut un peintre remarquable et l'un des esprits les plus pénétrants du siècle

Si l'on se fiait à sa biographie, telle que la racontent brièvement les dictionnaires, Joachim Torres-Garcia, né en 1874 à Montevideo - comme Lautréamont - et établi à Paris en 1926 après un long séjour à Barcelone, ne serait que l'un des fondateurs du groupe Cercle et Carré qui prit en 1930 la défense de l'abstraction géométrique selon Mondrian et Vantongerloo. On le prendrait ainsi pour l'un de ces adeptes de l'angle droit et du rectangle, aux œuvres d'ordinaire aussi ennuyeuses que leur philosophie.

La vérité est à l'inverse. Alors qu'il s'engageait publiquement du côté du néo-plasticisme et signait manifestes et articles en compagnie d'Hélion, d'Ozenfant et de Le Corbusier, Torres-Garcia peignait et dessinait dans un style absolument singulier. A partir de la fin des années 20, il introduit dans une composition de type « abstrait », quadrillage, division de la toile en carrés et rectangles, des signes graphiques, des mots, des morceaux de paysages et d'objets. Indifférent aux orthodoxies, il parvient à associer une construction rigide et une figuration imprévisible tant elle compte de modes et de manières. L'exposition de toiles et dessins, exécutés entre 1928 et 1948, qu'a rassemblés Marwann Hoss est donc aussi instructive que séduisante, d'une richesse et d'une qualité proprement exceptionnelles. Elle rend justice à l'artiste en le plaçant à son rang, très près du premier.

Chercher des précédents à cet exercice de synthèse est de peu d'intérêt. Sans doute repère-t-on des réminiscences de cubisme, reconnaissables à l'emploi de capitales d'imprimerie et à des effets de faux collages qui s'inspirent, lointainement, des toiles de Picasso et Braque des années 1913 et 1914. Mais le coussinage est trop incertain pour tenir lieu de généalogie. Il n'explique ni l'élégance des tableaux, ni leur légèreté, ni la perfection des harmonies chromatiques en brun et rouge, ni la grâce détachée des croquis. L'un d'eux, divisé en registres et compartiments, réunit un poisson, dessiné un peu à la façon des Marquisiens, un soleil enfantin, un homme à demi aztèque, un marteau de char-

pentier, une étoile, une flèche et une croix. Juxtaposés, les symboles perdent leur sens, il n'en reste que les fantômes, presque invisibles, de religions, de civilisations, de pays et de souvenirs intimes.

Torres-Garcia a le génie du vide, qu'il suggère tantôt, par le trop-plein tantôt par l'élimination, par la superposition des tons ou le blanc qui, par derrière, fait mine de ronger les formes qu'il supporte.

Forme savante et voluptueuse

Dans ses toiles les plus chargées et complexes, la matière demeure si fine, les gris si évanescents, que la disparition semble le vrai sujet du tableau. Dans nombre d'entre elles apparaît le cadran d'une horloge, manière discrète de renouveler le genre de la vanité. Les titres, inscrits en majuscules noires sur la toile, relèvent du même regret retenu.

Elles se nomment la Panne, ou, avec ironie, Art universel. Cet universel est celui d'une mémoire surchargée d'un savoir que Torres-Garcia décline sans trop y croire, inventant une forme voluptueuse et savante de mélancolie.

Voluptueux parce que le peintre appartient au très petit nombre des maîtres qui savent résister à leur virtuosité et tordre le cou à l'éloquence des gens qui menacent l'excès et le mensonge. Aussi peint-il toujours « juste », simplement, avec une désolante et une naïveté - délibérée naturellement - qui rappellent celles, plus gracieuses, moins profondes souvent, de Paul Klee, le seul de ses contemporains avec lequel Torres-Garcia puisse se comparer.

Savante parce que cet art de rapprochements étranges et de collages culturels se fonde sur une connaissance encyclopédique de l'histoire et de la géographie. Sur un dessin de 1936 est inscrite une maxime latine, *Arts sine scientia nihil est* (l'art sans la science n'est rien). Dans l'époque actuelle, qui croit qu'il n'est de véritable artiste qu'ignare et un peu fou, cette profession de foi fait du bien.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Marwann Hoss, 12, rue d'Alger, jusqu'au 20 juillet.

CINÉMA

## Images caraïbes

Un festival qui veut rassembler par l'image les artistes des îles Caraïbes

Pendant huit jours au début juin, le Festival Images Caraïbes a réuni à Fort-de-France les cinéastes et les professionnels de la vidéo des départements français d'Amérique (DFA) et d'autres, venant des Antilles anglophones et hispanophones, ou d'Amérique centrale, ainsi que des Caraïbens vivant en Europe ou en Amérique du Nord. Tous, surtout ceux des îles, souffrent des mêmes maux et d'abord d'un manque cruel de produits audiovisuels faits chez eux et par eux. Les rares œuvres nationales sont très peu diffusées, et pratiquement jamais hors de leur île d'origine, alors que, depuis la banalisation des satellites, la consommation d'images étrangères, importées légalement ou non, est de plus en plus massive. Et pourtant, malgré la proximité, on ne se connaît pas.

Cette ignorance du voisin et, à l'inverse, le plaisir de la rencontre ont été mis en évidence, en 1988, au cours du premier festival, créé par Suzy Landau, déléguée générale de l'association Images Caraïbes, pour sortir de cet isolement, parler des problèmes communs et réfléchir aux stratégies à mettre en œuvre.

Depuis deux ans, quoi de neuf? Quelques films de plus (le festival en a présenté une cinquantaine, longs et courts métrages, contre quarante environ en 1988), presque tous réalisés dans les pays qui ont mis en place des structures de production (Cuba, Porto-Rico, Venezuela, Brésil) ou par des cinéastes de la diaspora. Davantage de programmes de télévision ou vidéo. Mais, surtout, de la part

des professionnels présents (réalisateurs, comédiens, scénaristes, quelques acheteurs de programmes pour les réseaux câblés...), une volonté affirmée de s'organiser.

Accéder au marché international

Les débats ont permis aux intervenants de faire le point sur chaque pays caribéen (structures, équipements, production, distribution...) et de décrire les opérations, réussies ou non, tentées pour sortir du marasme. La confrontation des expériences confirme la critique de la situation. Peu de pays possèdent les outils de production. Économiquement, le marché est insuffisant (les îles sont si petites...) et ne peut suffire à rentabiliser un investissement en équipements. Le seul espoir réside dans la coproduction qui accroît les moyens et les débouchés et peut faciliter l'accès aux aides disponibles dans le cadre de la convention entre la CEE et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique).

Mais on comprend mal quelle logique justifie le statut des DFA, qui, en matière de cinéma, ne sont ni vraiment français ni tout à fait étrangers. Par exemple une maison de production installée en Martinique ne peut pas solliciter les aides accordées par le Centre national de la cinématographie, sauf si elle s'installe en métropole. Côté diffusion, les films projetés dans les DFA relèvent de la vente à l'étranger. Pourtant, si une production veut obtenir l'aide de la CEE, la demande doit être appuyée par un Etat caribéen indépendant.

Le plus souvent trop démunis pour avoir accès au cinéma, les réalisateurs des Caraïbes ont multiplié les efforts pour occuper la télévision (1) et organiser la vente de leur production vidéo. Des collectifs indépendants se sont constitués: Banyan à Trinidad, Sistren à la Jamaïque... Un organisme de diffusion, Caribbean Broadcasting Union, s'est mis en place à la Barbade. CBU propose régulièrement à ses dix-huit abonnés - télévisions publiques ou privées, surtout anglophones - des programmes comme *Caribscope* ou *Gayelle*, deux magazines produits par Banyan. L'un d'information régionale, l'autre culturel.

Sur ce terrain-là également les DFA ne sont pas très avancés. Pour répondre aux exigences techniques de Radio France Outre-mer (RFO), seul mais très rare diffuseur local, les producteurs indépendants doivent travailler en Bétacam, un standard de haute qualité mais dont le prix de revient très élevé interdit les ventes sur le reste du marché caribéen.

Tout le monde, en conclusion, s'est déclaré convaincu de la nécessité d'une coopération inter-Caraïbes pour développer la production d'images locales et accéder au marché international. Dans cette perspective, les participants ont décidé de créer une Fédération des professionnels de l'audiovisuel de la Caraïbe (FEPACV).

THÉRÈSE-MARIE DEFFONTAINES

(1) Ce que les cinéastes africains - représentés à Fort-de-France par le secrétaire général de leur fédération, la FEPACI, et par celui du Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (FESPACO) - n'ont pas encore réussi à faire.

## Classiques sur cassettes

Un Renoir et cinq Dreyer dans une nouvelle collection d'art et essai et sept Caméras d'or chez Fil à film

Le marché du film s'étend de plus en plus. Des films nouveaux appartenant pour la plupart au cinéma commercial sont mis en circulation. Mais l'initiative qui vient de prendre K-Films est bien particulière. Elle ne concerne qu'un secteur déterminé, cinématographique, culturel.

K-Films est une petite maison de distribution dirigée par Hans-Jürgen Gerké, qui travaille avec acharnement à la diffusion en salles de films d'art et d'essai, ignorés, sinon rejetés, par les circuits traditionnels (ainsi, récemment, *Cœurs flambés*, de la Danoise Helle Ryssing). La création du département K-Films vidéo devrait permettre de revoir des classiques inaccessibles et de fournir une audience plus grande à ce cinéma aujourd'hui négligé. Henri-François Imbert a étudié et réalisé le projet, avec le concours d'autres distributeurs de la même spécialité: Les Grands Films classiques, Panda Films et Neuf de cœur.

K-Films vidéo vient de viser juste en lançant trois collections, différentes de celles qui existent déjà chez Fil à Film, aux Éditions Montparnasse et chez René Château vidéo, sur les rayons « histoire du cinéma ».

Les « classiques »: pour commencer cinq Dreyer et un Renoir, la Règle du jeu, dans sa version intégrale reconstituée dans les années 60 par Jean Gaboret et Jacques Marchal, fondateurs de la société Les Grands Films classiques. La Règle du jeu, le génie de Renoir.

De Carl Dreyer, voici Pages arrachées du livre de Satan. Fresque de 1919 en quatre récits, qui doit bien quelque chose au Griffith d'Intolérance; le Maître du logis,

(1925), revendication d'une femme étouffée à son foyer par son mari. Et puis les chefs-d'œuvre parlant: Jour de colère (1943), histoire d'un procès en sorcellerie; Ordet, (1954), « résurrection » d'une femme morte en couches dans une ferme du Jutland; et Gertrud, (1964), œuvre intime dont Jean-Luc Godard disait qu'elle était « égale en folie et en beauté aux dernières œuvres de Beethoven ».

« Versions originales » est la collection des films d'auteurs contemporains. Elle débute avec le *Chemin du serpent*, de Bo Widerberg, *Heat and Sunlight*, de Rob Nilsson, *Dans les montagnes sauvages*, de Yan Xueshu, et *Ange gardien*, de Goran Paskaljevic.

La troisième collection, « Documentaire », offre des portraits de Romain Gary, Yilmaz Guney, cinéaste turc, Lee Konitz, musicien de jazz, et le grand documentaire *Ararat*, de Pea Holmquist, consacré au massacre des Arméniens en Turquie, à la diaspora arménienne et au rêve du retour.

On peut, dans cet ensemble, avoir une préférence pour les classiques. Le pari pris de grande diffusion fait l'événement. C'est un acte de sauvegarde, en quelque sorte. Le report en vidéo est très soigné (on a un faible pour le noir et blanc des Dreyer), aucun film étranger n'est doublé, chose rare en vidéo, et chaque cassette, ornée d'une reproduction d'affiche, est accompagnée d'une fiche technique. Le prix de vente chez K-Films vidéo est de 149 F, ce qui correspond au prix moyen des cassettes « cinématographiques » de Fil à film et des éditions Montparnasse.

C'est vrai, se constituer une cinémathèque personnelle avec les meilleurs films de chaque éditeur

revient cher, mais il en va de même des livres et des disques compacts. En tout cas, il est stupide autant qu'inutile de refuser ce mode de reproduction des films (même s'il est, effectivement, dommageable au format Cinemascope par exemple). La culture et le spectacle passent par là.

En publiant, au mois de mai, vingt films récompensés par la Palme d'or du Festival de Cannes, Fil à film s'était heurté au problème des sous-titres et avait placé dans les grands points de vente *Othello*, le *Guépard*, le *Tambour*, *Paris, Texas*, *Pelle le conquérant*, et les autres, en version doublée. Seul un petit nombre de cassettes a été diffusé en v.o. Encore n'est-il pas facile de se les procurer.

Avec sa nouvelle collection, « Caméra d'or » (sélection des premières œuvres couronnées chaque année à Cannes), Fil à film a changé de politique. C'est donc en version originale sous-titrée que vous trouverez *Stranger Than Paradise*, de Jim Jarmush, *Orlans*, drame vénétien fort envoiement de Finna Torres, la *Princesse*, de Pal Erdos, *Robinsonade*, fantaisie géorgienne de Nana Djordjadze, et *Mon vingtième siècle*, autre fantaisie, hongroise, de Lido Enyedi. Cette première sélection comprend deux films français, *Histoire d'Adrien*, de Jean-Pierre Denis, et *Noir et blanc*, de Claire Devers, promesses des années 80. Et la rentrée sera, paraît-il, chargée.

JACQUES SICLIER

► K-Films vidéo, 111, rue Saint-Maur, 75011 Paris. Tél.: 43-57-65-15.

► Fil à film, BP 120, Champenard, 27000 Gaillon. Tél.: 32-52-40-74.



# CULTURE

## ARTS

### Art Jonction International à Nice : le malaise

La foire niçoise de l'art contemporain fête ses cinq ans. Tant bien que mal

L'« affaire Médécine » (le boycottage de l'inauguration du musée de Nice, le 20 juin) a fait du tort à « Art Jonction », la jeune foire de l'art contemporain qui se tenait du 6 au 9 juillet. Les galeries parisiennes qui, jusque-là, se faisaient un peu tirer l'oreille, mais finissaient par se décider à y participer, cette fois ne sont pas venues. Ni Yvon Lambert, ni Pierre Nahon, ni Léo Castelli, ni Michèle Chomette, pour ne citer que quelques-uns dont on avait remarqué les stands lors des dernières éditions, ne sont là pour soutenir l'entreprise qui, même si elle veut se développer autour de la très jeune création, a bien besoin de présences de ce calibre pour asseoir sa réputation.

A vrai dire, l'une des rares galeries parisiennes ayant quelques poids qui n'ait pas boudé Nice, celle d'Enrico Navarra, a simplement décidé de changer son fusil d'épaule : au lieu d'exposer, comme prévu, des dessins russes contemporains, elle a réuni sur son stand des « propres d'artistes contre le racisme », qui ne sont pas à vendre. On y trouve, entre autres, un tableau-écritures de Ben, des pan-

neaux de Louis Cane établissant un pourcentage entre le Front national, Jacques Médécine et la démagogie, une sorte d'autel de Charlemagne Palestine mêlant des objets populaires de toutes confessions, une carte noire de Georges Nèl, la main de « touche pas à mon père » peinte en jaune sur fond de graffiti par Kleson. A deux exceptions près — une peinture de Télémaque de 1985, où, parmi les objets et les images découpés, figure en première ligne le « y'a bon » de la publicité que l'on sait, et un tableau de Jean-Michel Basquiat de 1981 — toutes les œuvres ont été faites, à l'évidence, pour la circonstance.

Cette initiative n'arrange pas vraiment les affaires des organisateurs de la foire, initiative privée, mais qui ne peut prétendre se développer sans le feu vert de la municipalité. Ne serait-ce que parce qu'elle se tient au palais des expositions, un bâtiment de la ville.

Art Jonction, qui se veut une grande foire européenne, a invité, cette année, un ensemble de galeries de Barcelone, comme l'année dernière elle l'avait fait pour Milan. Le coin ne manque pas d'intérêt. On y découvre en effet deux ou trois artistes prometteurs, comme le sculpteur Pep Domenec, avec des cylindres grillagés à mi-chemin de l'objet technique et du totem, et le peintre Xavier Puigmarí, dont les brossages aérés prennent la tournure de vieilles poteries.

Ailleurs, ce qui est proposé n'est pas très stimulant, malgré plusieurs bons stands de galeries de province (par exemple Jacques Girard de Toulouse, avec Deuze, Dolla, Thupinier et Traquandi, ou « l'Oeil Ecoute » de Lyon, avec Pat Andrea). Quant aux galeries de Nice, dont le nombre a doublé en une dizaine de mois, l'approche de l'ouverture du musée, quant aux autres galeries de la Côte, ne peut pas dire qu'elles se mon-

trant beaucoup dans la foire. Comme si personne n'y croyait plus vraiment.

GENEVIÈVE BREERETTE

## DANSE

### La colère des corps

La peur et l'angoisse dansées au Festival de Montpellier

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

Attention fragile ! Les chorégraphes souffrent. Dominique Bagouet et François Verret viennent de donner deux créations de crise. L'humour exalté du premier, l'humour exalté du second n'y changent rien : les corps crient l'angoisse et refusent, au bout du compte, de se laisser mettre en scène.

Pour Dominique Bagouet, créer, c'est mettre de l'ordre dans l'univers. Que le chorégraphe traverse une période de doute artistique, et le geste approuvé, civilisé, vole en éclats, et le corps se montre à nu, blessé. *Strange days*, sa dernière création sur une musique des Doors, aurait pu jouer l'air de la mécanique à l'indien qu'il sait si bien rendre à l'envers, elle broie du noir. Danse du souvenir et du regret d'un temps où les corps savaient se rejoindre, se toucher, s'aimer, sans les interdits d'aujourd'hui, la peur du sida : ce qui nous vaut quelques beaux moments sur le désir déformé, bloqué. La jeunesse des danseurs n'atténue pas l'angoisse du propos. Au contraire. Pas plus que les costumes baroques.

Le lendemain, Jean-Paul Montanari, directeur du festival, organisait une rencontre publique sur le sida et la danse. Le milieu chorégraphique est touché. La liste des morts s'allonge. La précarité d'emploi des danseurs oblige à une meilleure organisation sociale et humaine de la prise en charge de la maladie... Avant de continuer ce cycle de l'angoisse avec François Verret, faisons une pause chorégraphique en compagnie de deux artistes de Montpellier invités cette année au festival : Didier Théron et Jackie Tassanel. Didier Théron nous raconte les mésaventures d'un homme qui essaie de se glisser dans le jeu très organisé de trois chiens. Les rôles des danseuses sont écrits avec une légèreté qui s'efface dès que le chorégraphe entre en scène. Le poids du masculin face à la coquetterie féminine ? Trop facile ! C'est bien là notre avis.

François Verret, à l'instar de

Dominique Bagouet, chorégraphe depuis dix ans. Il est aujourd'hui artiste associé au projet artistique du Théâtre national de la Danse et de l'Image de Châteaufort. Son *Doc-teur Faustus* est un objet suspect, à la recherche d'une forme qui aurait aujourd'hui la même efficacité artistique et politique que celle du cabaret allemand lors de la montée du nazisme : un lieu de résistance et de dénonciation des totalitarismes et des exclusions. On pense à *1924 du serpent*, le film de Bergman. Traversé, burlesque et obscurité, sont convoqués sur le plateau où Alain Rigout, comédien, mène la danse d'une bande d'artistes en quête d'auditions et de métamorphose. Frédéric Leidgens, Eulenne Oumedjane, Tomco Verses, Ghedalia Tazartes, le musicien du spectacle.

Robe en tulle, gitanes de fête foraine, matelets, accordéonistes à perrière blonde : les hommes changent d'identité et Anne Koren, seule danseuse, s'écroule en écuylère désarticulée face à ses partenaires masculins qui se voulaient autres. La pièce est un appel à la liberté d'être : un refus de tout pacte aliénant dans lequel on se jette pour faire taire son angoisse : le propos devient clair quand une espèce de Néron commence à déclamer en allemand un discours prononcé en 1937 par Hitler sur l'art « dégénéré » et l'interdiction du doute chez l'artiste.

La succession de numéros, intimes, secrets, qui clôt *Doc-teur Faustus* est une dialectique entre le désespoir, avec le poème *la Nausée* de René Daurial, chanté par Ghedalia Tazartes, et l'espoir, distillé par Alain Rigout comme une déli-vrance, un message d'amour sur voix de haute-contre : il s'agit d'un poème de Catherine Pozzi, *Très haut amour*.

Il faudrait de toute urgence éditer la bande de l'intervention du psychanalyste Daniel Sibony, enregistrée lors du colloque « Le corps des autres ». Il est irrésistible quand il parle de la danse orientale, des mathématiques et de ses soirées dans les boîtes de nuit.

DOMINIQUE FRETARD

## MUSIQUES

### Rachid Taha, ode à Barbès

Sortie du premier album solo du chanteur de Carte de séjour

Rachid Taha n'a jamais vécu à Barbès. « Nous habitons dans l'Est avant de nous installer à Lyon. La première fois que je suis venu à Paris avec mon père, on est arrivé gare de l'Est, on a pris le métro jusqu'à Barbès. On n'allait pas à Paris, on allait à Barbès. C'était quelque chose de noir, de sordide. Mais c'est aussi un morceau de Paris qui est en train de disparaître. »

Rachid Taha, chanteur du groupe Carte de séjour. Oranais de Lyon et d'autres lieux, a donc choisi d'appeler son disque *Barbès* en hommage à l'époque finissante où le quartier était l'un des hauts lieux du Maghreb.

L'idée première était de réaliser un album selon les méthodes en vigueur en Algérie : « Les cassettes de rap sont enregistrées en trois jours et quatre jours plus tard elles sont dans les magasins. » Finalement, seules les maquettes ont été empruntées à Oran, et Rachid Taha est revenu à Paris après s'être assuré la collaboration de Godwin Logie, producteur britannique qui a déjà travaillé avec les Christians et Grace Jones.

Le résultat n'est pas d'une nouveauté radicale : toujours le même « mélange de rap, de funk, de soul, de James Brown et de Fairouz, d'Abdel Halim et de rap » qu'au temps de Carte de séjour. La production de Logie, aux normes européennes, mais respectueuse de la couleur de la voix et des mélodies, donne aux oreilles néophytes.

Le restaurant du Théâtre des Champs-Élysées devant la cour d'appel. — La cour d'appel de Paris doit décider le 11 juillet du maintien ou de la destruction du restaurant aménagé sur la terrasse du Théâtre des Champs-Élysées, un procès exceptionnel opposant les défenseurs du « droit moral » d'un architecte à ceux de la rentabilité d'une institution culturelle. La procédure a connu de multiples rebondissements, des conclusions

la cité de cette musique immédiate, pop méditerranéenne chaleureuse. Après dix ans passés avec Carte de séjour, Rachid Taha a perdu quelques-unes de ses illusions. Pour lui, « les chanteurs arabes en France donnent soit dans le folklore, soit dans le cas social ». Carte de séjour l'embarquait dans la seconde catégorie, embarqués un peu malgré eux dans l'aventure de SOS-Racisme. « Nous existions avant SOS, l'un de nos premiers concerts avait été organisé dans le cadre de Rock against Peyrefitte, début 1981. »

« Se souvenir du pays »

La musique du groupe s'est trouvée masquée par ses tribulations politico-médiatiques qui ont culminé avec l'intronisation de Charles Trenet au rang d'hymne à l'intégration. Aujourd'hui, coïncidence ou emprunt conscient, de Jimmy Olin à la Mano Negra, il n'est pas rare de surprendre des échos de Carte de séjour sur scène ou sur disque.

Pessimiste déclaré, Rachid Taha est redevenu ce qu'il voulait être avant tout, un chanteur, de ceux que l'on entend dans les bars. « C'est là que les gens venus d'ailleurs, les Algériens et les Bretons, les Corses et les Marocains se retrouvent pour se souvenir du pays. »

THOMAS SOTINEL

► Disque, CD, cassette Barclay.

# JEAN-MICHEL JARRE PARIS-LA DEFENSE

## LE 14 JUILLET ECOUTEZ LE CONCERT

### EN DIRECT AVEC LE PROGRAMME EUROPE 2



LE 15 JUILLET 1990 A 18H.  
DEDICACE EXCEPTIONNELLE  
AU VIRGIN MEGASTORE  
52/60 AV. DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
OUVERT TLJ JUSQU'À MINUIT

PROGRAMME  
**Europe 2**  
LE MEILLEUR DE LA MUSIQUE

سكننا من الامم



هكذا من الاجل

## COMMUNICATION

La convention de Berne contre le copyright

### Les auteurs américains et européens exigent le respect de leur « droit moral » aux Etats-Unis

Des créateurs américains et européens ont exigé, jeudi 5 juillet à Genève, le respect par les Etats-Unis du « droit moral » des auteurs, droit codifié par la convention de Berne à laquelle Washington a adhéré il y a deux ans. Venus de Hollywood comme de la plupart des pays européens, ces créateurs s'exprimaient à l'occasion d'une session de travail de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), qui se déroule du 3 au 13 juillet. Une bataille à l'issue incertaine et aux enjeux économiques importants.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Depuis deux siècles, deux conceptions du droit d'auteur s'affrontent. Celle anglo-saxonne, du « copyright », est née du Queen Anne's Act qui, en 1710, donne pour la première fois aux imprimeurs anglais la propriété des livres qu'ils éditent. L'autre, européenne et continentale, est née du siècle des Lumières et de la Révolution française. La première, pour simplifier, assimile l'œuvre à une « marchandise » dont le créateur est dépossédé lorsqu'il la cède. La seconde accorde à l'auteur des droits moraux inaliénables sur le fruit de son travail.

La différence n'est pas de pure forme. Le copyright, dont les Etats-Unis se font depuis toujours le chantre, fait la puissance des producteurs d'Hollywood. A eux d'autoriser l'interception des films par les messages publicitaires. A eux de donner leur feu vert pour le raccourcissement des longs métrages en fonction de contingences horaires, leur recadrage et remontage éventuels. A eux, enfin, de décider ou non de la colorisation par ordinateur d'un long métrage tourné en noir et blanc pour faciliter sa programmation à la télévision. Ce qu'ils font, bien sûr, au mieux de leurs intérêts.

« Qui a vu Frank Capra, alors âgé de quatre-vingt-dix ans, pleurer parce qu'il venait d'apprendre qu'un de ses films, *Le vieil homme et la mer*, allait être colorisé, ne peut oublier », s'indigne aujourd'hui encore le cinéaste américain Elliot Silverstein, venu à Genève à la tête de la délégation américaine de la Directors' Guild. C'était en 1986, et Frank Capra, malgré ses actions en justice et la solidarité des plus grands metteurs en scène américains, a perdu son combat. Il n'est pas le seul.

En 1988, pourtant, l'impensable arriva. Les Etats-Unis ratifièrent la convention de Berne et adhèrent à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), une structure administrative de l'ONU chargée de veiller à son application. Ratification et adhésion d'autant plus surprenantes que l'article 6 bis de la convention, directement issu des traditions européennes, est totalement contraire aux intérêts des producteurs américains.

« Indépendamment des droits patrimoniaux d'auteur, et même après la cession desdits droits, affirme ainsi le texte, l'auteur conserve le droit de revendiquer la paternité de l'œuvre et de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de cette œuvre, ou à toute atteinte à la même œuvre, préjudiciable à son honneur ou à sa réputation. »

#### Un marché de dupes

« Nous pouvions nous croire les hommes les plus heureux de la Terre, ironise le metteur en scène allemand Peter Fleischmann, fondateur de la Fédération européenne des réalisateurs de l'audiovisuel (FERA). « L'OMPI accueillait dans ses rangs le premier producteur mondial d'images au moment même où l'organisation commençait à travailler à la modernisation et à l'actualisation de la convention de Berne, texte dont les fondements remontent à 1886. »

L'adhésion américaine devait se révéler, aux yeux des auteurs, un véritable marché de dupes. Si les dispositions d'un traité international s'imposent aux lois nationales dès sa ratification, il n'en va pas de même aux Etats-Unis, où leur entrée en application doit être sanctionnée par une nouvelle législation. Celle adoptée après la signature de la convention de Berne ignore, purement et simplement, les conséquences du fameux article 6 bis. Farouchement défendu par les « majors » compagnies et les grands groupes de communication, le copyright est sorti intact de l'épreuve. Mieux, il semble avoir de beaux jours devant lui.

Apparemment déconcertante, l'attitude américaine a pourtant sa logique. « Le droit d'auteur n'est plus aujourd'hui la seule affaire des spécialistes », explique M. Hubert Astier, délégué général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD). « C'est un enjeu économique mondial. De plus en plus de secteurs industriels utilisent cette notion pour se protéger de la concurrence. C'est bien sûr le cas de l'audiovisuel, mais

aussi de l'informatique, du design. » L'adhésion des Etats-Unis à l'OMPI leur permet donc de participer aux travaux de modernisation de la convention de Berne pour mieux la faire évoluer dans un sens favorable à leurs intérêts.

La bataille des droits d'auteur ne fait donc que commencer, relayée par des négociations au sein du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) englobant la propriété intellectuelle et par la course-poursuite que se livrent Américains et Européens auprès des pays de l'Est. Les Etats-Unis multiplient les accords bilatéraux. George Bush met le copyright au menu de sa dernière rencontre avec Mikhaïl Gorbatchev, tandis que le ministre français de la culture, M. Jack Lang, patronne, en mars dernier, un Forum Est-Quest des réalisateurs organisé par la FERA.

Chaque pays choisit son camp. Le Canada se rapproche de l'Europe, le Royaume-Uni choisit plutôt l'Amérique. Les réalisateurs et scénaristes réunis au sein de l'Association internationale des auteurs de l'audiovisuel (AIDA), se mobilisent. La SACD française ou la Société suisse des auteurs lancent des pétitions pour que le « droit moral » des auteurs soit respecté outre-Atlantique. Reçu avec une délégation de la FERA et de l'AIDA, au Parlement européen, le réalisateur néerlandais Wim Verstappen suggère de faire pression sur les Etats-Unis en appliquant en matière de droits d'auteur une stricte réciprocité.

« L'intérêt des créateurs américains n'est bien évidemment pas de mettre les majors d'Hollywood en difficulté », explique M. Silverstein de la Directors' Guild of America. « Plus ils sont prospères et plus ils nous font travailler. Mais les intérêts économiques doivent être rééquilibrés par ceux de la création. La campagne que nous menons avec la Writers' Guild n'a d'autre but que d'empêcher la dénaturation des œuvres. Comment peut-on coloriser un film tout en laissant figurer au générique le nom de son directeur de la photographie qui avait été justement primé pour son travail en noir et blanc, comme cela s'est vu récemment ? Le droit moral est une nécessité. Les Etats-Unis ont signé la convention de Berne, ils doivent la respecter. »

PIERRE-ANGEL GAY

Selon le vice-président de Gostéléradio

### La télévision soviétique veut lancer une chaîne payante avec Canal Plus

Gostéléradio, la radio-télévision publique soviétique, envisage de lancer une chaîne payante avec Canal Plus. Dans un entretien accordé au magazine *CB News* du 9 juillet, M. Valentin Lazoukine, vice-président de l'organisme d'Etat, chargé des relations internationales, révèle que le projet a été évoqué avec M. André Rousselet, PDG de la télévision cryptée française, dès mars 1989 et que la par-

tie soviétique y travaille avec « un certain enthousiasme ».

« Les propositions sont nombreuses de la part des Américains, de l'Europe continentale, de la Scandinavie et du Japon, précise M. Lazoukine. Mais il n'y a eu aucune enchère car nous avons été intéressés dès le départ par les sévères propositions d'André Rousselet. La question de chercher un autre projet ne se posait donc pas ».

M. Rousselet confirme avoir proposé aux dirigeants de Gostéléradio une collaboration sur une chaîne payante : « Il y a un an, explique-t-il au *Monde*, certains Soviétiques jugeaient le projet trop élitiste, comme certains Français lors du lancement de Canal Plus. Depuis, la libéralisation aidant, l'idée a fait son chemin et je constate avec plaisir que l'enthousiasme a remplacé les réserves. Il faut maintenant commencer les études sur la viabilité économique d'une chaîne cryptée. »

Dans le même entretien, M. Lazoukine se dit très satisfait du lancement d'Europa Plus, le réseau de radio créé avec Europe 2, M. Georges Polinski, la Caisse des dépôts et le groupe Ouest-France. Mais il ajoute : « Nous ne cherchons pas à augmenter le nombre de radios étrangères dans notre pays. Du fait de la reconnaissance du multipartisme, toutes sortes de mouvements ou de formations sociales ont besoin de s'exprimer. Il faut leur en laisser la possibilité, et les fréquences qui relèvent de la souveraineté nationale ne sont pas illimitées. »

### RFI sur le câble néerlandais

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le service mondial en français de Radio-France internationale (RFI) a fait son entrée sur le réseau câblé des Pays-Bas. Un contrat-cadre a été signé à cet effet avec l'Association des câblo-distributeurs (VECA), et l'organisation Burma, l'équivalent néerlandais de la SACEM, a donné son feu vert à la diffusion du programme de la chaîne française. Pour commencer, RFI devrait pouvoir être captée à partir par les 35 000 abonnés du réseau de Gouda.

L'implantation néerlandaise de RFI témoigne avant tout de sa volonté de profiter de la montée sur le satellite TDF-1 pour renforcer sa présence en Europe. L'Allemagne et la Grèce sont en cours de prospection. L'initiative de RFI pourrait aussi « ouvrir la voie à d'autres programmes français », tels ceux de Radio-France (Hector et Victor).

C. Ch.

### C.F.P.A.

Préparation intensive 27 août au 22 septembre

80 % à 90 % DE REÇUS chaque année

CEPES

32, rue Charles-Laffitte, 92200 Nanterre  
Tél. : 47-45-08-19 ou 47-22-94-94.

## AGENDA

### CARNET DU Monde

#### Naissances

Jean-François DOBELLE et Elisabeth SIGAUD-DOBELLE laissent à Raphaël la joie d'annoncer la naissance de Inès, Myrtille, à Amman, le 30 mai 1990.

BP 374, Amman (Jordanie).

#### Mariages

Le docteur Max BOURGEOIS et M<sup>me</sup>, née Albertin sont heureux d'annoncer le mariage de leur fils

Jean-Baptiste avec Samira,

filles du docteur Paul THEVENIN et de M<sup>me</sup>, née Eichenbaum.

La bénédiction nuptiale leur a été donnée le 23 juin, en l'église d'Hen-daye.

Rue Haute, 39140 Arlay.

#### Décès

M. Joaquim Oliveira Martins a le chagrin de faire part du décès de son père,

M. Alberto MARTINS OLIVEIRA,

survenu le 2 juillet 1990.

Les obsèques ont eu lieu à Paris, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. André Rebou, son épouse,

le docteur François Rebou, son fils,

M<sup>me</sup> Sylvie Zimra, sa fille,

le docteur Zimra, son gendre,

Lionel Zimra, son petit-fils,

M<sup>me</sup> Madeleine Rebou, la famille André et Huguette Denney,

Danielle Roux, sa cousine,

ont le devoir de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Denise REBOURG,

survenu le vendredi 6 juillet 1990, à l'âge de soixante-quatre ans, au terme d'une vie pleinement accomplie.

Ils seront sensibles à ce que sa famille, ses amis et ses proches s'associent à leur peine, en se retrouvant à l'office religieux qui sera célébré le mardi 10 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Orages, 81, rue Haxo, Paris-20.

Ni fleurs ni couronnes.

Vos dons sont à adresser à : ARC, BP 300, 94803 Villejuif Cedex, CCP 909 U Paris.

### CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-34

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 9 h

au siège du journal,

16, rue Falguière, 75016 Paris.

Tél. : 206 806 F.

Télécopieur : 45-66-77-13.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnés et actionnaires : 77 F

Communications diverses : 90 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Un appel des médecins iraniens en France. Les médecins iraniens de France lancent un appel pressant en faveur des victimes du tremblement de terre en Iran. Ils invitent à verser les dons au compte CCP 1144 Z (Opération Iran), ouvert à cet effet auprès de Médecins du Monde, 67, avenue de la République, 75011 Paris.

Collectif médical d'aide aux sinistrés d'Iran. 3, rue Galvani, 75017 Paris.

#### Anniversaires

A l'occasion du premier anniversaire de la disparition de

Jean COMES SERAS, architecte,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

10 juillet 1971-10 juillet 1990.

Une pensée est demandée pour le docteur Etienne GRANOTIER.

Il y a vingt ans, le 10 juillet 1970, disparaissait

André PHILIP

dans la paix de son Seigneur.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et restent fidèles à son souvenir.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du *Carnet du Monde*, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Sa famille, Ses amis, Et les collaborateurs de la société Crea productions, dont il était président-directeur général, ont le deuil de faire part du décès de

Adolphe VIEZZI,

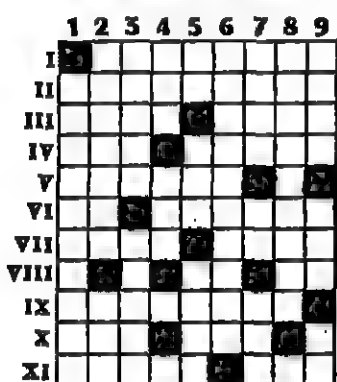
survenu le 1<sup>er</sup> juillet 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le mercredi 4 juillet, en l'église Saint-Philippe-du-Roule.

Sa famille, Ses amis, Ses collaborateurs, remercient tous ceux qui se sont manifestés en cette occasion.

### MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 5299



#### HORIZONTALEMENT

I. Sont encastrés dans des arcades. - II. On peut y voir des gens pendus. - III. Ce qu'on a en main quand on tient le manche. Une mesure d'autrefois. - IV. Mot qui indique que le service est terminé. Forme des taches. - V. Cria qui s'élevaient devant le feu. - VI. Se dit souvent à un ami. Nom qu'on peut donner à tout ce qui fait face. - VII. Réunit tous les autres. Se servir. - VIII. Est parfois sur les dents. Préposition. - IX. Qu'on trouve dans l'intérieur. - X. D'un audiaire. Direction. - XI. Bien vrais. Un coup d'épée peut tout juste un peu le troubler.

#### VERTICALEMENT

1. Un homme souvent à la tâche. - 2. Quand il grossit beaucoup, doit

veiller à ne pas se couper. A l'état naturel. - 3. Un nœud sur l'As. Peut être un piège à loup. - 4. Pas vilains. Donne des fleurs jaunes. - 5. Abréviation pour désigner un morceau. Circulant en Roumanie. Malmesbury, mais autrefois. - 6. Peuvent durer plus longtemps quand on y met les formes. - 7. Vaut arriver quand il est jeune. Circulaient à Rome. Donne généralement de bons mois. - 8. On l'on peut voir de nombreux moutons. - 9. Au nord d'Alençon. On peut en faire un plat. Cours élémentaire.

Solution du problème n° 5298

#### Horizontalement

1. Hériter. Taloches. - II. Aser. Runes. Us. - III. Is. Acarâtre. Is. - IV. Née. Ri. Ensilé. - V. Entourage. Sen. - VI. Unah. Vu. Pa. - VII. Si. Homestead. GB. - VIII. Easton. An. Sape. - IX. Sloop. Gha. Léss. - X. U. Orne. Etain. - XI. Reluire. Intégrer. - XII. Asile. Gale. Ré. - XIII. Loup. Mol. Pl. - XIV. Darné. Ernie. Oris. - XV. Esse. Osé. Ennuis.

#### Verticalement

1. Haineuses. Raide. - 2. Essentielles. As. - 3. Se. Eta. Toiliers. - 4. Ira. Oh. lo. Il. Ne. - 5. Cru. Hop. Uté. - 6. Epail. On. Or. - 7. Ain. Grégues. - 8. Ring. Nain. Apre. - 9. Tux. Eventail. - 10. Ante. Ut. Némésis. - 11. Lerne. Es. Et. - 12. Osés. Psalterion. - 13. Ise. Pégase. Rai. - 14. Hülle. Gésir. Pil. - 15. Essencé. Aneries.

GUY BROUTY

interflora

CHEZ VOTRE FLEURISTE OU AVEC NOTRE

NUMERO VERT 05 203 204

Avec Le Monde sur Minitel

Admission CESTI

36.15 LE MONDE

Tapez RES

Locations de voitures en

FLORIDE

TARIFS PRE-PAYES EN FRANCS GARANTIS

SERVICE AUX AEROPORTS

KILOMETRAGE ILLIMITE

AIR CONDITIONNE

GRAND CHOIX DE VEHICULES

RESERVATIONS (1) 40 44 62 03

COMPACT 500 F/sem. 130 F/jour

NOUS LOUONS DES VEHICULES DE MARQUE CHRYSLER

INTERMEDIAIRE 575 F/sem. 145 F/jour

GRANDE 830 F/sem. 180 F/jour

DELUXE 1,470 F/sem. 235 F/jour

DOLLAR

PREMIUM 1,280 F/sem. 220 F/jour

MINI VAN 1,725 F/sem. 290 F/jour

MAIA - TAMPA - ORLANDO - FT. LAUDERDALE - FT. MYERS - TALLAHASSEE - PALM BEACH - KEY WEST - JACKSONVILLE - SARASOTA

Prague

Après 40 ans de mauvais rêves, secrets et métamorphoses.

Dirigé par Petr Král et Xavier Galmiche

232 pages, 89 F.

En librairie.

autrement



# AGENDA

LUNDI 9 JUILLET

## CINÉMA

### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le Cinéma des pays nordiques : l'étang de la mort (1958, v.o. s.t.), de Kare Bergstrom, 14 h 30 ; Il était une fois la guerre (1969, v.o. s.t.), de Palle Kjaerulff Schmidt, 17 h 30 ; Gilles (1975, v.o. s.t.), de Roy Andersson, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

**AFFAIRES PRIVÉES (I) (A, v.o.)** : UGC Emileage, 8 (45-63-16-16).  
**ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr. Eg. v.o.)** : Max Linder, Panorama, 8 (48-24-88-88).  
**ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A, v.o.)** : UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount, 12 (47-42-56-56) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**ALWAYS (A, v.o.)** : Miramar, 14 (43-20-89-52).  
**APARTMENT ZERO (Brit. v.o.)** : Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).  
**ATTACHE-MOI ! (Esp. v.o.)** : Gaumont Opéra, 2 (40-26-12-12) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-52) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**BEAUFORT (A, v.o.)** : UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A, v.o.)** : UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**BLUE STEEL (A, v.o.)** : Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).  
**LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.)** : Saint-André-des-Arts, 1, 8 (43-26-48-18).  
**LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A, v.o.)** : UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOULERAS PAS (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS D'AUTRUI (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 10, TU NE TUERAS PAS (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 11, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 12, TU NE TUERAS PAS (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 13, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 14, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 15, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 16, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 17, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 18, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 19, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).  
**LE DÉCALOGUE 20, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol. v.o.)** : 14 Juillet Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pegode, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

## AIX FESTIVAL D'AIX EN PROVENCE 12-29 juillet

### OPÉRA

Nouvelle production

### LES INDES GALANTES

RAMEAU

Chénier, Arias, Piate, Les Arts Florissants, Ris et Danceries

Coproduction Opéra Montpellier

Parrainage

SPIE BATTIGNOLLES

Nouvelle production

### L'ENLEVEMENT AU SÉRAIL

MOZART

Kaimar, Lavelli, Pace, Sinfonietta Varsovie, Chœurs du Festival, Coproduction Opéra, Lyon-Montpellier, Parrainage

ACTION MUSICALE SEITA

### DON PASQUALE

DONIZETTI

Ferro, Gracis, Onsmann, Hendricks, Bacquard, Sinfonietta Varsovie, Chœurs du Festival, Coproduction Opéra, Lyon-Montpellier, Parrainage

LA LYONNAISE DE BANQUE

### 28 CONCERTS ET RECITAUX

Parrainage La Fondation FRANCE TELECOM

### LOCATION OUVERTE

Programme/dem.

(16) 42.23.11.20

### CHARLIE (A, v.f.) : Club Gaumont

(Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97) ; Danfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

### CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR (A, v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

### CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES BOSSSES (A, v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Danfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

### CHET BAKER, LET'S GET LOST (A, v.o.) : 14 Juillet Parnassiens, 6 (43-20-89-52).

### CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).

### CŒURS FLAMMÉS (Dan., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

### CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (48-33-97-77).

### CRIMES ET DÉLITS (A, v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8 (45-74-94-94).

### CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Emileage, 8 (45-63-16-16) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-42-56-56) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-46).

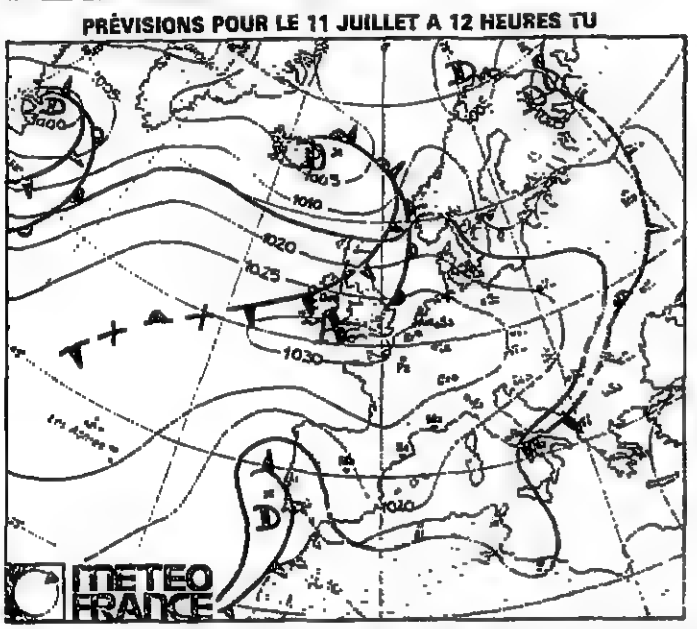
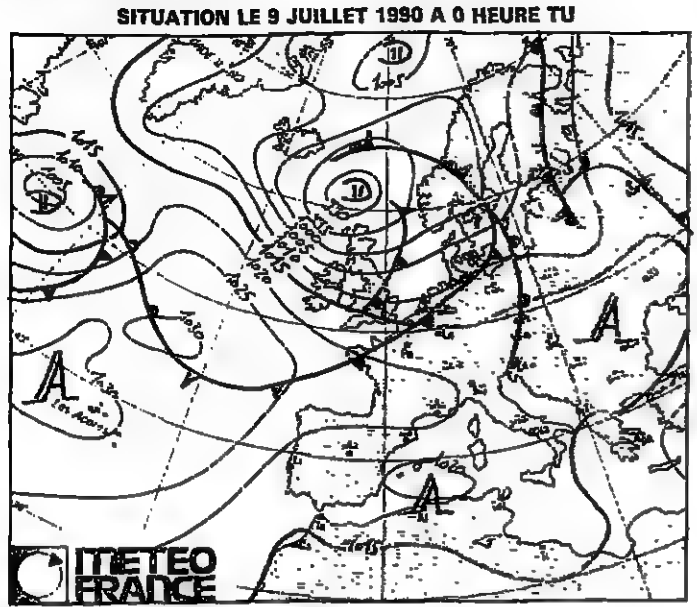
### JE T'AIME A TE TUE (A, v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (47-



هكذا من الاجل

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 9 juillet à 0 heure et le mardi 10 juillet à 24 heures.

Situation générale et évolution : Ce début de semaine sera marqué par l'amélioration du temps sur la France. En effet, l'anticyclone des Açores viendra protéger le pays et des nuages persisteront uniquement sur les régions du nord-est. Ailleurs, le temps sera bien ensoleillé.

Mardi 10 : nuageux au nord-est, soleil ailleurs.

Sur le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, la Champagne-Ardenne, la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté, le ciel restera très nuageux et le soleil ne fera que de timides apparitions. Sur ces régions, on ne sera pas à l'abri d'une averse.

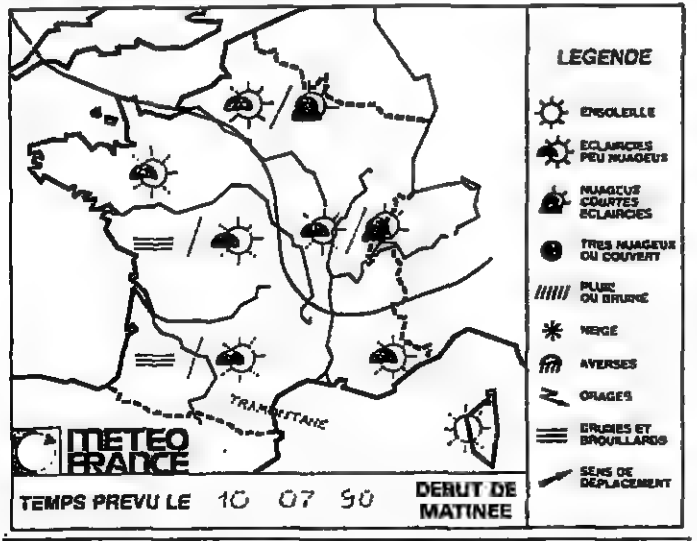
En Corse, quelques nuages instables pourront se développer en cours de journée et une averse locale est possible en fin de soirée.

Parcours ailleurs, soit de la Bretagne au Massif central, au Sud-Ouest et au Sud-Est, après dissipation des brumes matinales, les éclaircies seront présentes dès le matin, même si les nuages sont encore assez abondants de la Normandie à la Bourgogne. Au fil des heures, l'amélioration se poursuivra et on pourra profiter de belles périodes ensoleillées, surtout de la Bretagne au Massif central, aux Alpes, aux Pyrénées et à la Méditerranée.

Les températures matinales seront comprises entre 10 et 12 degrés sur une moitié nord du pays, 13 à 15 degrés sur une moitié sud, 18 à 20 degrés près de la Méditerranée. Les maximales, quant à elles, avoisineront les 19 degrés près des côtes de la Manche et des frontières du nord et de l'est. Ailleurs, elles sont de 20 à 23 degrés sur le nord-ouest du pays, 23 à 25 degrés sur le Sud-Ouest, atteignant 27 à 30 degrés sur le Sud-Est et la Corse.

Un mistral et une tramontane souffleront dès le matin, devenant plus forts l'après-midi pour atteindre 50 km/h.

Le vent de nord-ouest soufflera près des côtes de la Manche jusqu'à 40 km/h.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé									
Valeurs extrêmes relevées entre le 8-7-90 à 6 heures TU et le 9-7-90 à 6 heures TU									
le 9-7-90									
<b>FRANCE</b>			<b>TOUTES</b>		17	P	<b>LOS ANGELES</b>		
VACCO	17	11	C	TOULOUSE	17	P	17	11	N
BARBITZ	17	11	C	POINTE-A-PITRE	17	A	17	11	N
B.2.ELZEL	17	11	C	<b>ÉTRANGER</b>			17	11	N
BOURGOS	17	11	C	ALGER	17	A	17	11	N
CHARENTAIS	17	11	C	ATHENS	17	C	17	11	N
CHEN	17	11	C	ATLANTA	17	C	17	11	N
CHERBOURG	17	11	C	BANGKOK	17	C	17	11	N
CLERMONT-FR.	17	11	C	BARCELONE	17	C	17	11	N
DAUEN	17	11	C	BELGRADE	17	C	17	11	N
GREENSBORO	17	11	C	BELIN	17	C	17	11	N
LILLE	17	11	C	BIRKENHEAD	17	C	17	11	N
LYONS	17	11	C	LE CAIRE	17	C	17	11	N
MARSEILLE-MAR	17	11	C	COPENHAGEN	17	C	17	11	N
NANCY	17	11	C	DALLAS	17	C	17	11	N
NANTES	17	11	C	DELHI	17	C	17	11	N
NICE	17	11	C	DIJON	17	C	17	11	N
PARIS-MONTM.	17	11	C	GENEVE	17	C	17	11	N
PERP.	17	11	C	HONGKONG	17	C	17	11	N
PERPIGNAN	17	11	C	ISTANBUL	17	C	17	11	N
RENNES	17	11	C	JERUSALEM	17	C	17	11	N
ST-ETIENNE	17	11	C	LISSABON	17	C	17	11	N
STRASBOURG	17	11	C	LONDRES	17	C	17	11	N
<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>	<b>N</b>	<b>O</b>	<b>P</b>	<b>T</b>	<b>*</b>	
avancé	brûlé	ciel couvert	ciel dégagé	nué	orage	pluie	tempête	neige	

(Document fourni aux services de presse de la Direction Générale de l'Armement)



23 à 26. Champs économiques  
27 Régions

36 Marchés financiers  
37 Bourse de Paris

## Après le rachat d'Adidas, numéro un mondial des articles de sport

### Coup de poker

Trois milliards de francs : c'est la somme que devra mettre sur la table Bernard Tapie pour finaliser l'acquisition d'Adidas, le leader mondial des articles de sport, dont la taille est de quinze fois supérieure à celle de la holding du député de Marseille. Le patron de l'OM a annoncé en plein Mondiale son acquisition, sans toutefois fournir de détails sur les conditions de financement de cette opération. Il y a une semaine à peine, lors de l'assemblée générale des actionnaires, les dirigeants de Bernard Tapie Finance faisaient état de comptes 1989 bien peu flamboyants. Avec un résultat net de 27 millions de francs en 1989, Bernard Tapie Finance affichait un bénéfice en baisse de 54 % par rapport à l'année précédente. Lors de la même réunion, M. Tapie clamaient haut et fort son intention de changer de stratégie, en expliquant que la politique d'acquisitions de BT « ne sera plus axée sur des canards boiteux ». Affaire prestigieuse, véritable symbole en Allemagne, Adidas peut difficilement être rangée dans cette catégorie. Pour autant, la firme de Bavière est loin d'être profitable. Et même si ses 300 millions de francs de pertes — en grande partie concentrées sur les États-Unis — seront probablement réduites à la faveur d'une reprise en main sévère des activités sur le territoire nord-américain (la réorganisation a commencé sous la houlette de Peter Ueberroth, l'ancien organisateur des Jeux olympiques de Los Angeles devenu actionnaire d'Adidas USA), nul doute qu'une réorganisation générale s'impose. Au ticket d'acquisition pourraient donc s'ajouter des frais de restructuration. De quels moyens dispose Bernard Tapie pour mener à bien son coup de poker ? L'homme d'affaires a annoncé qu'il allait céder les activités les plus importantes de son groupe, c'est-à-dire essentiellement la branche pesage, dont il peut espérer tirer environ 700 millions. La Vie claire (diététique), dont Bernard Tapie cherche à se débarrasser depuis plusieurs mois, ne trouve en effet pas preneur en raison de ses pertes. La moitié du coût de l'acquisition ne peut donc être financée que par recours au crédit bancaire (notamment auprès du Crédit lyonnais, son partenaire traditionnel) ou appel à ses actionnaires. Parmi eux : le Crédit agricole, une filiale du Crédit lyonnais, le GAN et les AGF, qui sont autant d'investisseurs institutionnels publics...

## Le groupe Tapie acquiert une dimension européenne

Après l'annonce du rachat par le groupe Tapie de la société allemande Adidas, la cotation du titre Bernard Tapie Finance à la Bourse de Paris a été suspendue dès l'ouverture du second marché, lundi 9 juillet, en raison d'offres d'achat trop abondantes. Le titre — qui a clôturé vendredi 6 juillet à 144,50 francs — a bouclé ces derniers temps par les investisseurs, bénéficie ainsi d'un attrait nouveau. Discret sur le front des affaires depuis l'introduction en Bourse de son holding industrielle en novembre dernier, Bernard Tapie a décidé de signer son retour par un coup d'éclat. Le patron de l'OM a profité de sa présence au Mondiale pour annoncer depuis Rome, samedi 7 juillet, que son groupe avait pris le contrôle de

la société ouest-allemande Adidas, numéro un mondial des articles de sport. L'opération est d'envergure. La célèbre firme bavaroise, dont les trois bandes ornent notamment les maillots de l'équipe de France de football, a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de près de 5 milliards de francs (avec le produit des licences), soit environ 17 milliards de francs, c'est-à-dire une somme quinze fois supérieure au 1,05 milliard de francs enregistré la même année par Bernard Tapie Finance. L'acquisition devrait par ailleurs redonner substance à la branche sport du groupe, réduite au fabricant de raquettes Donnay (160 millions de francs de chiffre d'affaires en 1989) depuis la cession juteuse des fixations Look en septembre dernier. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. Selon des sources alle-

mandes, Bernard Tapie aurait proposé entre 3 milliards et 3 milliards et demi de francs pour acquérir 80 % du capital du groupe, à l'issue de neuf mois de négociations avec la famille Dassler, qui contrôle le capital d'Adidas. Le député de Marseille, qui affirme avoir remporté l'affaire en dépit d'offres supérieures de concurrents japonais et allemands, compte financer son acquisition pour moitié par prêts bancaires (le Crédit lyonnais, partenaire traditionnel de Bernard Tapie Finance et actionnaire du holding, devrait être mis à contribution) et par la vente des activités les plus importantes de son groupe. Les cessions devraient en bonne logique toucher en priorité la branche pesage, la plus rentable du groupe, avec Terraillo-Hanson, dont l'actif net est évalué à 550 millions de francs par les analystes

financiers, et Testut, dont le chiffre d'affaires l'an passé s'élevait à 230 millions de francs. Reste que le pari est très risqué. Adidas n'est pas vraiment une société florissante. La firme bavaroise, qui affiche 100 millions de DM de pertes (environ 335 millions de francs) pour le seul exercice 1989, sort de trois années de restructurations intenses qui ont réduit du tiers ses effectifs (la société emploie aujourd'hui 9 500 salariés contre plus de 12 000 en 1986). Plus généralement, Adidas, jugée par un spécialiste « plutôt conservatrice dans ses méthodes de gestion », souffre du marasme général sur le marché de la chaussure de sport et n'a pas su inventer des produits nouveaux pour la clientèle « yuppie », la différence de Nike et de Reebok, ses deux grands rivaux américains.

CAROLINE MONNOT

### Prudence en Alsace

STRASBOURG

de notre correspondant

Mille six cent quarante Alsaciens changent de patron avec l'acquisition du groupe Adidas par Bernard Tapie. Le fabricant d'articles de sport a, en effet, son siège social à Landersheim (Bas-Rhin), ainsi que des établissements à Dettwiller et La Weick. Dans les trois communes, la surprise a été grande et si les cadres d'Adidas-France se refusent à toute déclaration, les élus locaux restent prudents. Adidas vient en effet, de subir un coup sur coup trois vagues de suppressions d'emplois, en 1988, 1989 et depuis mai dernier. Cette dernière réduction d'effectifs touchant trois cent vingt personnes dont soixante-cinq dans les unités alsaciennes, avait notamment restructuré l'équipe des représentants de Landersheim, la firme travaillant surtout dorénavant avec les grandes surfaces. L'incertitude demeure donc dans une société concurrencée par la Sud-Est asiatique, et qui a choisi elle-même de « délocaliser » une part importante de sa production pour pouvoir trouver des niveaux de prix qui lui permettent notamment de regagner des parts sur le marché américain où la bataille est rude avec le géant Nike. La CFTC, premier syndicat dans l'entreprise, avait suscité des manifestations à Landersheim lors de la première restructuration, en 1988, mais ne les avait pas renouvelées ensuite, le ton étant plutôt à la résignation.

L'arrivée du président de l'OM à la tête d'Adidas change quand même les cartes, reconnaît-on en Alsace. Pourtant qu'un employeur allemand très discret, surtout depuis la décade de Horst Dassler, peut compter dans l'avenir, il vaut mieux un patron français médiatique prêt à engager beaucoup d'argent dans le contrôle de la firme. Les élus locaux souhaitent en tout cas que le passage de Bernard Tapie ne soit pas éphémère. Ils ne voient pas très bien comment le nouveau patron d'Adidas pourrait empêcher que se poursuive la « descente aux enfers » de la firme et éviter ainsi de nouvelles suppressions d'emplois. Le maire de La Weick, M. Ernie Schott, qui utilise cette formule, sait de quoi il parle : c'est dans sa commune qu'Adidas a conçu et fabriqué le ballon de la Coupe du monde, mais onze postes viennent d'être supprimés dans l'établissement.

JACQUES FORTIER

### Un symbole allemand

FRANCFORT

correspondance

La firme familiale bavaroise Adidas s'est acquise, depuis sa fondation en 1948, par Adi Dassler, une réputation à l'étranger aussi solide que celle du fabricant d'automobiles Mercedes. Cette renommée, qui remonte à la première victoire de l'équipe allemande dans la Coupe du monde de football, en 1954, dont les joueurs étaient déjà tous équipés aux couleurs d'Adidas, s'est, paradoxalement, achevée à la veille d'une autre victoire allemande, cette fois-ci contre l'Argentine. On comprend donc l'émotion suscitée par l'annonce, depuis Rome, le samedi 7 juillet, du rachat de 80 % des parts d'Adidas par le Français Bernard Tapie, qui est tombée comme une bombe outre-Rhin, même si l'on n'a pas eu pour l'instant de réaction officielle. Pourtant, les difficultés d'Adidas, comme celles de son concurrent et compatriote, Puma, étaient connues depuis longtemps. Après de longs mois de silence, la firme a finalement annoncé en juin un chiffre d'affaires consolidé, pour 1989, de 3,2 milliards de francs (10,7 milliards de francs), pour 1,4 milliard de francs pour l'exercice de licences, avec une perte globale estimée à 120 millions de francs. Ce déficit, qui est dû avant tout aux difficultés rencontrées par Adidas sur le marché américain, où la firme a enregistré un net recul l'an dernier par rapport à d'autres marques, n'a pas pu être résorbé, malgré l'engagement à la tête de la filiale américaine de Peter Ueberroth, l'or-

ganisateur des Jeux olympiques de 1984 à Los Angeles. Par ailleurs, les dissensions parmi les héritiers d'Adidas — un fils et quatre filles —, particulièrement depuis la mort de Horst Dassler il y a trois ans, n'ont pas non plus arrangé les choses. Ce dernier a laissé, à son tour, deux enfants, Adi et Suzanne, qui détiennent 20 % des parts de la société, les 80 % restants ayant été cédés par leur tante à Bernard Tapie pour un prix resté secret.

En mai, le fondateur du géant de la multistriktion, Metro, M. Otto Beisheim, avait laissé entendre qu'il pourrait prendre le contrôle d'Adidas. Mais, grâce à l'aide du directeur général d'Adidas, M. René Jaggi, avec lequel le président de l'OM était en pourparlers depuis neuf mois, Bernard Tapie a coiffé la millionnaire suisse sur le poteau, ainsi que de nombreux autres éventuels rivaux, parce qu'il correspond le mieux au profil du fondateur de la société — s'étant, comme lui, fait tout seul —, ainsi qu'à la tradition familiale de l'entreprise.

Malgré les réticences traditionnelles de nos voisins à se faire racheter par des Français, surtout quand il s'agit d'un honneur aussi visible qu'Adidas, Bernard Tapie, toutefois, semble susciter respect-Rhin admiration et en raison de son passé et de son expérience. Même si l'assainissement d'Adidas va entraîner de nouvelles suppressions d'emplois : actuellement l'entreprise emploie 9 500 personnes, dont 2 500 en RFA.

CH. HOLZBAUER-MADISON

### Retrouver les faveurs de la Bourse

Bernard Tapie Finance (BTF) va-t-il retrouver une nouvelle santé boursière à la faveur du rachat d'Adidas ? Présenté comme « une machine à plus-values » lors de son introduction en Bourse, le titre a, depuis, quelque peu déçu les investisseurs, las d'attendre des « coups » qui ne sont pas venus. A la veille de l'annonce mirifique du président de l'OM, la valeur Bernard Tapie Finance clôturait à 144,50 francs sur le second marché, ne dépassant que très légèrement le cours de 142 francs inscrit le premier jour de la cotation, le

21 novembre dernier. Les cinquante mille petits porteurs (10 % du capital du groupe) qui avaient acheté le titre sur la personnalité du très médiatique député de Marseille pouvaient, à juste raison, estimer que la valeur n'avait pas tenu toutes ses promesses. Dans ce contexte, l'acquisition d'Adidas est à double tranchant. Avec cette opération d'ampleur, Bernard Tapie sort BTF de sa torpeur. Mais à moyen terme le parcours boursier de la valeur sera essentiellement influencé par les résultats enregistrés dans la remise à flot de la firme allemande.

### En marge du sommet des sept pays industrialisés

#### Sortie de crise pour le Texas

En désignant Houston pour accueillir les représentants des sept pays industrialisés, le président Bush a voulu favoriser une ville qu'il connaît bien. Et mettre en avant le redressement économique incontestable de tout un Etat longtemps englué dans la crise pétrolière, puis immobilière, mais aujourd'hui éblouissant par le scandale des caisses d'épargne.

DALLAS

de notre envoyé spécial

« Vous êtes dans un Etat où les hommes sont des hommes et les femmes des femmes... » Visiblement, Annette Strauss, maire de Dallas, est contente de son petit effet. Au-delà de cette plaisanterie d'usage, elle tient réellement à souligner qu'au pays des cow-boys, de plus en plus de femmes coiffent désormais le steeple. A San Antonio, à Corpus-Christi, à Galveston, d'autres femmes occupent la mairie. Y compris, bien sûr, à Houston, l'éternelle ville rivale, où Kathryn Whitmire accueille George Bush et les six autres représentants des grands pays industrialisés, venus ausculter l'économie mondiale sur le campus de la Rice University.

Le chef de la Maison Blanche l'a voulu ainsi. En choisissant le Texas et son gouverneur républicain, M. Bush savait qu'il ferait plaisir à l'aile droite de son parti. Désigner Dallas, avec une démo-crate à la mairie, aurait été une faute de goût. Ce sera donc Houston, où l'actuel président, natif du Maine mais texan d'adoption, a passé plusieurs années de l'industrie pétrolière, notamment à la tête de la Zapata Petroleum Corp, une entreprise spécialisée dans les forages offshore. Et ce n'est qu'en 1980 que les Bush ont vendu leur maison de Houston.

Ce passé, Annette Strauss le connaît fort bien. Son présent, à elle, tient en une seule page couleur : la « une » du magazine économique Fortune sacrant Dallas première ville américaine pour les affaires, devant Atlanta et Kansas-City. Aucune trace de Houston parmi les dix premiers.

De fait, la métropole Dallas qui englobe Fort-Worth, située à une heure de route, englobant 4,1 millions d'habitants, a su tirer parti de la bonne fortune de Houston sans trop pâtir de ses revers

pétroliers et immobiliers. Grâce à un portefeuille d'activités plus étoffé, « cette ville sortie de terre sans raison d'être géographique est avant tout un grand centre commercial pour tout le sud-ouest des Etats-Unis », rappelle M. Jim Bullington, directeur des affaires internationales à la municipalité.

Par la suite, le pétrole, la finance et la technologie sont venus se greffer sur cet emplacement doté d'un aéroport par lequel transitent 50 millions de passagers par an jusqu'à en faire la troisième plus grande concentration de sièges sociaux des entreprises américaines, après New York et Chicago. Aujourd'hui, les ventes de gros et de détail, d'une part, les services de l'autre, représentent chacun un quart de l'activité. L'industrie manufacturière, les transports/communication, la construction et les activités financières se partagent le reste.

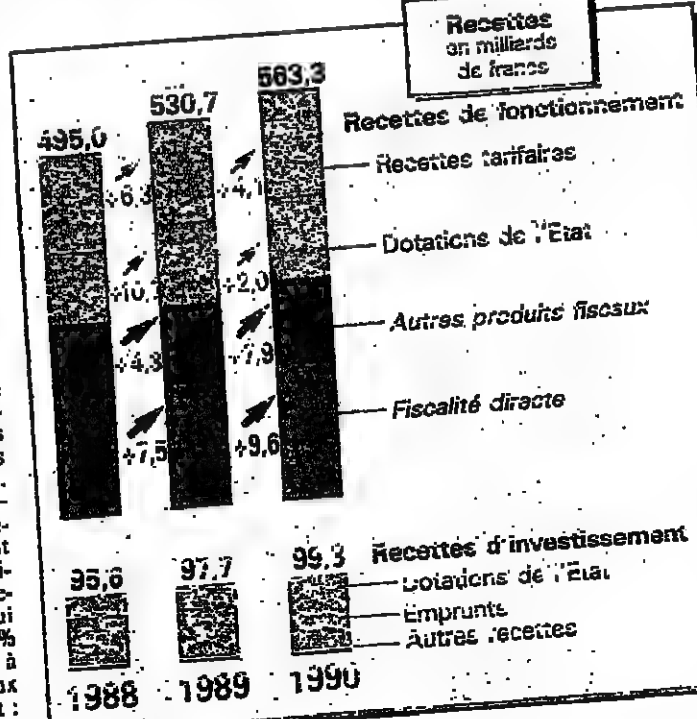
SERGE MARTI

Lire la suite page 22

### En raison des efforts d'investissements

## Forte hausse du produit des impôts locaux

Selon la note de conjoncture publiée par le Crédit local de France, le produit des impôts locaux aura fortement augmenté en 1990. En volume, c'est-à-dire sans tenir compte de la hausse des prix, la progression sera de 6 % au lieu de 2,9 % en 1989. Le « dérapage » est sensible puisque, en moyenne de 1985 à 1989, la hausse a été de 3,5 % par an. Le produit des impôts locaux résulte de la combinaison des assiettes fiscales, qui s'accroissent sensiblement à cause de la bonne conjoncture économique, et des taux des impôts. La fiscalité augmente beaucoup plus vite dans les budgets régionaux que dans les communes et les départements. Mais ce sont aussi les régions qui accroissent le plus leurs efforts pour les investissements, notamment dans le domaine scolaire. Pour financer leurs équipements, les collectivités locales ont de plus en plus recours à l'autofinancement. La part des investissements financés par l'emprunt, qui était de 70 % en 1978 et de 55 % en 1988, tombe cette année à 32 %, et le marché des prêts aux collectivités locales est stagnant : 53 milliards de francs en 1990 contre 51 en 1989.



### CONCOURS ISG 1990

RESERVES AUX ETUDIANTS EN B.T.S., I.U.T., D.E.U.G., MATH SUP/SPE, KHAGNE, CES CONCOURS ADAPTES A VOTRE CURSUS ET VOTRE NIVEAU D'ETUDES, VOUS PERMETTENT D'ACCEDER A UNE FORMATION A LA GESTION DISPENSEE DANS LES CENTRES ISG DE PARIS, NEW YORK & TOKYO.

DATE LIMITE DE DEPOSIT DES DOSSIERS : 30 JUILLET 1990



UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION  
Bâtiment Ligne d'Enseignement Supérieur  
123, rue de Longchamps - 75116 Paris  
Téléphone : 46 63 60 00  
Directeur : BERNARD MONTIEL 30 10 1986

هذا من الاجل



حکومتی اہل

## ÉCONOMIE

### ÉTRANGER

#### A la conférence de Noordwijk

### Le moratoire sur la pêche commerciale à la baleine n'est pas remis en cause

Cinq jours durant, sur le front de mer venteux de Noordwijk (près de La Haye), la modeste bannière vert et blanc de Greenpeace a crânement flotté parmi les drapeaux des vingt-neuf pays participant à la réunion annuelle de la commission baleinière internationale (IWC). A la satisfaction des écologistes et de la délégation française, cette réunion s'est conclue le 6 juillet sur la prorogation de facto du moratoire sur la pêche commerciale des mammifères marins, toutes espèces confondues.

NOORDWIJK (Pays-Bas)

de notre envoyé spécial

Décidé par l'IWC en 1982, ce moratoire était entré en vigueur

entre 1986 et 1988. Il devait faire cette année l'objet d'une évaluation : le comité scientifique de la commission était chargé de présenter un rapport permettant de mesurer les effets de l'option zéro sur la population des baleines et, éventuellement, d'attribuer des contingents de pêche.

Dans cette perspective, l'Islande, la Norvège et le Japon — pays de tradition baleinière — étaient venus à Noordwijk avec des demandes de quotas commerciaux, portant sur l'espèce dite « orque » (qualifiée de « baleine » par les pêcheurs). Mais ils sont repartis les mains vides : une majorité des Etats membres a refusé de remettre en cause le moratoire. Les experts scientifiques n'ayant pas achevé leur travail.

La suspension de la pêche commerciale s'est ainsi trouvée reconduite sans qu'aucun temps minimum d'application ait été stipulé, comme en 1982. La France, notamment, a

renoncé à présenter une résolution prévoyant que l'option zéro « couvrirait jusqu'à l'an 2000. Le moratoire a, en conséquence, un caractère paradoxal : il est illimité, mais susceptible d'être attaqué chaque année par les puissances baleinières. Les écologistes — une cinquantaine d'organisations non gouvernementales étaient présentes aux Pays-Bas — craignent d'ailleurs que le Japon, la Norvège, et l'Islande ne repassent à l'offensive en 1991.

Mais « l'essentiel était de ne pas toucher au moratoire et à ses acquis », se félicitait Katia Kanas, l'initiatrice française d'un Appel pour les Baleines (signé par Léon Zitron). Les membres de l'IWC ont demandé à la Norvège et au Japon de « reconsidérer » leur décision d'attribuer des permis de pêche à des fins scientifiques. Les deux pays ont capturé 270 animaux à ce titre au cours des deux dernières saisons

halieutiques, et 305 autres sont menacés par leurs projets actuels. Mais la commission n'a aucun pouvoir réglementaire en la matière, et sa résolution n'a valeur que de recommandation. De même n'a-t-elle pu « encourager » les pays voulant faire des recherches sur les baleines à ne pas mettre celles-ci à mort.

Cet encouragement a été prodigué à l'initiative de la France, qui a également joué un rôle moteur dans l'adoption d'une résolution sur les petits cétacés, Dauphins, marsouins, orques, belugas : 500 000 de ces mammifères marins sont capturés chaque année, victimes notamment du moratoire en vigueur sur les espèces supérieures. Le Japon pousse encore la chasse au harpon des marsouins « afin de continuer à alimenter le marché de la viande de cétacés ». Le comité scientifique de l'IWC a été officiellement saisi de ce dossier.

CHRISTIAN CHARTIER

Restent quelques points noirs pour cet Etat : un puzzle bancaire et financier encore très fragile et un marché de gros et de biens de consommation tributaire d'une demande en baisse. L'autre difficulté viendra des réductions de dépenses militaires qui auront des répercussions immédiates sur les entreprises de la région de Dallas-Fort Worth (10 000 pertes d'emplois à brève échéance). Un tribut à verser pour avoir la paix.

SERGE MARTI

#### Ancien secrétaire d'Etat américain

### M. Kissinger va conseiller le gouvernement du Venezuela pour les investissements

Après s'être assuré, en avril, les services du PDG de la multinationale pétrolière Nestlé, le président Carlos Andrés Pérez vient de recruter M. Henry Kissinger comme conseiller du gouvernement vénézuélien pour les investissements.

Si la nomination à une fonction similaire de M. Helmut Maucher, patron d'origine ouest-allemande du géant suisse de l'industrie alimentaire, n'avait généralement pas soulevé d'objection à Caracas, le choix de l'ancien secrétaire d'Etat américain n'est nettement moins bien accueilli.

La nomination de M. Kissinger coïncide avec la reconversion du président social-démocrate « aux vertus du capitalisme ». Ce revirement est d'autant plus remarquable que, durant son premier mandat, « CAP », comme l'appellent familièrement ses compatriotes, était parti en guerre contre « la dictature des multinationales » et s'était fait le champion d'une Amé-

rique latine maîtresse de ses ressources.

Or le même M. Pérez, qui nationalisa l'industrie du pétrole en 1976, ne fait pas mystère, depuis son retour au pouvoir en février 1989, de son intention d'ouvrir le pays aux compagnies étrangères, notamment dans les secteurs du gaz, de la pétrochimie et du charbon.

Un premier pas vers le retour des multinationales au Venezuela a été accompli fin juin, quand la société d'Etat Lagoven a annoncé la signature d'un accord d'association avec Shell, Exxon et Mitsubishi pour l'exploitation des gisements de gaz naturel de la péninsule continentale du nord-est du pays. Mais, devant le tollé que cette perspective a suscité dans les milieux nationalistes, le président de la compagnie nationale des pétroles a nié le 2 juillet, toute remise en question de la politique pétrolière.

JEAN-CLAUDE BUHRER

### INDUSTRIE

#### Après cinq acquisitions importantes

### Siemens donne désormais la priorité à la « croissance interne »

« Notre priorité est désormais d'intégrer nos acquisitions aux activités existantes. Dans les années à venir, l'essentiel de notre développement se fera par croissance interne », a affirmé M. Karl Heinz Kaske, président du directoire de Siemens AG, lors d'une conférence de presse réunie à Londres le samedi 5 juillet.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Après dix-huit mois d'acquisitions ponctuelles par cinq opérations majeures (achat de Bendix à Allied Signal, reprise de la société française IN2 en décembre 1988, OPA conjointe avec GEC sur le britannique Plessey, acquisition de l'américain Rolm Systems, puis du constructeur informatique allemand Nixdorf), M. Kaske a confirmé que son groupe, septième constructeur électrique et électronique mondial, entendait observer une pause.

Non faute de moyens : le géant de Munich, deuxième puissance industrielle de RFA, dispose encore au 31 septembre 1990, terme de l'exercice en cours, de liquidités abondantes — 20 milliards de marks (environ 68 milliards de francs), estime M. Kaske, soit à peine un milliard de moins qu'en 1<sup>er</sup> octobre 1989.

Le problème pour Siemens est désormais, d'une part, d'obtenir une rentabilité satisfaisante. En dépit d'une augmentation de 4 % du chiffre d'affaires du groupe sur les huit premiers mois de l'exercice 1989-1990, les dirigeants ne

l'attendent guère à une vive progression de leur bénéfice net, qui s'élevait à 1,58 milliard de DM (6,3 milliards de francs) l'an passé. Et surtout, d'autre part, d'offrir un visage cohérent à la suite de ces acquisitions en rafale. « C'est un véritable défi qui nous est posé », a précisé M. Kaske. « Nous n'hésiterons pas à céder les activités où nous ne sommes pas en position de force et pour lesquelles aucune alliance — est envisageable », a-t-il ajouté.

Pour les dirigeants de Siemens, l'ère est davantage aux rapprochements stratégiques qu'aux rachats purs et simples. Le virage n'est pas facile à négocier pour le groupe ouest-allemand, réputé partenaire peu flexible. La presse britannique a récemment fait état de désaccords entre Siemens et GEC, associés dans GPT, ancienne filiale de télécommunications de Plessey. M. Karl Heinz Kaske s'est employé à dissiper cette image. Les dirigeants de Siemens se sont également montrés catégoriques quant à l'avenir de la joint-venture créée en avril 1989 avec le fabricant français de réacteurs nucléaires Framatome. « Les modifications de l'actionnariat de Framatome n'ont aucune incidence sur ce partenariat », ont-ils assuré.

Même souci de calmer le jeu dans le domaine des semi-conducteurs. L'état-major de Siemens a confirmé que les négociations en vue d'une collaboration plus poussée se poursuivaient avec le franco-italien SGS Thomson. « Les modalités de cette coopération sont loin d'être arrêtées. Nous ne sommes pas pressés », ont indiqué les dirigeants.

C. M.

#### Les négociations de l'Uruguay Round

### Les patrons du textile défendent les intérêts des Européens

A la veille des séances de négociation des 10, 12 et 13 juillet qui se tiendront à Genève dans le cadre de l'Uruguay Round, les patrons européens du textile, fortement agacés par les Français, multiplient les actions pour faire pression sur les négociateurs. Il est vrai que l'intégration inéluctable des pays de l'Est au système européen les rend encore plus rétifs à une disparition sans conditions de l'accord multi-fibres qui régle-

mente les échanges avec notamment les pays en voie de développement.

L'ELTAC (European Largest Textile and Apparel Companies), qui réunit plutôt les grands groupes, vient d'organiser deux rencontres symboliques. La première, qui s'est tenue à Bruxelles le 29 juin dernier, était présidée par une première : patrons et salariés du Comité syndical européen du textile et de l'habillement ont rédigé ensemble un texte où ils concluent qu'« ils décident d'étudier tous les moyens d'action communs visant à s'opposer à toute politique de concessions unilatérales faites aux pays tiers au détriment de l'intérêt réel des Européens ». Près de 1 million de francs seront dépensés pour que ce communiqué soit publié dans deux journaux de chacun des pays.

Par ailleurs, les responsables de l'ELTAC ont traversé l'Atlantique pour discuter avec les représentants de l'AAMA et de l'ATMI, les organisations professionnelles du textile américain. Même si elle laisse subsister quelques zones d'ombre, cette rencontre avait surtout pour but de montrer aux autorités européennes que la position américaine dite « des quotas globaux » mérite d'être étudiée.

En effet, la mauvaise volonté de la Commission dans ce domaine irrite particulièrement les patrons français, qui estiment que la recherche d'un accord avec les Américains est indispensable pour que les industriels des pays riches conservent un minimum de protection à l'issue de cette négociation de l'Uruguay Round. Pour dire bien haut leur mécontentement des dernières positions de la Commission, qu'ils jugent trop libérales, les responsables de l'UIT (Union des industries textiles) et de l'UIH (Union des industries de l'habillement) ont obtenu une réunion extraordinaire de Comitextil, leur correspondant européen. Elle se tiendra le 11 juillet à Strasbourg où une rencontre est par ailleurs prévue avec les parlementaires européens.

FRANÇOISE CHIROT

### Sortie de crise pour le Texas

Suite de la page 21

Dans le même temps, plus de six cents compagnies pétrolières (dont Mobil Oil, le plus gros employeur de la ville) sont toujours présentes ; mais les effectifs de cette industrie (18 000 personnes) ne représentent plus que 2 % de l'ensemble des salariés travaillant dans l'agglomération de Dallas.

Les autres sont sous bannière IBM, GTE, Fujitsu, Bell Helicopter, Aerospaciale (française) ou encore Texas Instruments ; autant de raisons sociales qui illustrent une présence dans le domaine de la haute technologie, des composants, de la défense ou de l'aviation.

« Ce sont là des valeurs sûres pour une ville qui, tout en étant moins à la remorque du pétrole que Houston, a aussi beaucoup souffert de la surproduction d'immobilier de bureaux », explique un industriel local. Le secteur médical — on compte ici trois Prix Nobel de moins de cinquante ans — est aussi un atout. En revanche, le secteur financier est mal en point et la crise des caisses d'épargne ne va pas améliorer la situation. Dallas accueillait depuis le début du siècle l'une des douze banques régionales de la Réserve fédérale. La sphère financière s'est très vite développée. Trop vite, peut-être.

Sur les 302 faillites comptabilisées depuis 1984 sur l'ensemble du Texas, la moitié concernait la région de Dallas. Les 8,2 milliards de dollars (46 milliards de francs) injectés par le gouvernement fédéral n'ont pas suffi et de grands noms, dont NCNB Texas, Texas Commerce Bancshares, Bank One ou encore First Interstate, ont été rachetés par des établissements venus d'autres Etats. Et c'est le même scénario qui est en train de se reproduire à propos des Savings and Loans, autre lourd dossier à mettre au passif du Texas (voir encadré).

« Mais tous n'ont pas sombré, loin s'en faut. Il reste encore de belles fortunes, comme un observateur de longue date des marchés locaux, Les Texans sont des gens agréables, simples et sans problèmes. De franches crapules, aussi, mais tout le monde est averti ! De plus, ils ont une capacité à rebondir assez extraordinaire. »

De rebondir, il en est surtout question à Houston, une ville qui tire encore 60 % de ses ressources du pétrole, de la pétrochimie et des services parafinanciers (contre 80 % précédemment). Dans cette métropole où, tout comme à Dallas, les Hispaniques, Noirs et Asiatiques sont devenus majoritaires par rapport au reste de la population, le taux de chômage, qui atteignait 12 % au plus fort de la crise, en 1986, est redescendu à 4,9 % ces derniers mois, en dessous de la moyenne nationale. Les 200 000 emplois perdus de 1982 à 1987 ont été pratiquement retrouvés et Houston a créé au cours des deux dernières années plus du tiers de l'ensemble des emplois regagnés au Texas.

Pour parvenir à ce résultat, la municipalité et l'Etat ont payé leur écot. Tout comme Dallas, la ville de Houston ne prélève pas d'impôt municipal sur le revenu des sociétés ou des personnes physiques. De plus, les taxes locales ont été réduites au minimum.

Enfin, pour tenter d'enrayer un marasme immobilier qui allait croissant, les promoteurs ont cassé les prix. Résultat : en deux ans, le taux de bureaux inoccupés dans le centre-ville est tombé de 32 % à 17 %. A tel point que de nouveaux projets ont surgi, tel celui de bâtir le plus haut gratte-ciel jamais construit dans le downtown. Gros pourvoyeurs d'emplois, la NASA et le Texas Medical Center ont su créer des activités annexes, tel le Space Center de Walt Disney, qui constitue une

### Le naufrage des caisses d'épargne

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

« Aujourd'hui, ça a été un record, on en a fait quinze dans la journée ! », s'exclame Catherine Spears, l'un des responsables de la communication de la Resolution Trust Corporation (RTC), l'organisme fédéral créé en août 1989 pour aider au financement et à la restructuration des caisses d'épargne en faillite. Rien que le 29 juin, quinze affaires de mise sous séquestre ou de vente d'actifs pour l'une ou l'autre de ces institutions ! Un volumineux dossier, chaque jour plus épais, puisque sur les quelques deux mille cinq cents institutions d'épargne recensées aux Etats-Unis, dont les deux tiers sous forme de caisses (Savings and Loans), plus de la moitié de ces dernières sont en dépôt de bilan.

Depuis sa création, la RTC a tranché quatre cent cinquante-six cas, dont deux cent sept mises en liquidation pure et simple. Aucun Etat n'y échappe. Le Texas a vu la RTC prendre en charge, le 29 juin, la Texas Savings de San Antonio, tout en revendant la Valley Federal Savings Association, un établissement de McAllen, à l'International Bank of Commerce dont le siège est à Laredo. Dans les deux cas, l'ampleur du désastre ne dépasse pas les 500 millions de dollars. Mais l'ardoise totale est impressionnante.

Sur les deux cent quarante-neuf

institutions en faillite (représentant trente-huit Etats) gérées à ce jour par la Resolution Trust Corp., le Texas emporte haut la main la première place avec soixante-cinq établissements (représentant 18 milliards de dollars d'actifs réduits à néant), devant la Californie (quinze institutions mais... 23,5 milliards de passif). Ces caisses d'épargne en déconfiture depuis que la déréglementation financière de 1982 leur a permis de se lancer dans des placements hasardeux, jusqu'alors interdits, auront tout connu : de mauvais gestionnaires et de francs escrocs. Car au hit parade de la fraude et des malversations, c'est encore le Texas qui tient le pom-pom, devant la Californie. Au fond du coffre, percé, on a trouvé de tout : des « junk bonds » en pagaille, des contributions illicites à des campagnes électorales, des signes de coke et des réseaux de call-girls qu'il fallait bien payer. Enfin, les trains de vie somptueux de certains dirigeants, aujourd'hui incrimés pour avoir trop souvent mis la main à la caisse. A lui seul, le Texas va coûter au contribuable américain au moins 10 % des 300 à 500 milliards de dollars (le chiffre est chaque jour révisé en hausse...) que représente le long et difficile sauvetage de l'ensemble des Savings and Loans.

S. M.

### TRANSPORTS

#### La politique de privatisations en Argentine

### Iberia, seule candidate à l'achat d'Aerolíneas Argentinas

La privatisation d'Aerolíneas Argentinas, la compagnie nationale d'aviation, prend des allures de fiasco. M. Roberto Dromi, le ministre en charge des privatisations, a annoncé la fin de la semaine dernière un sourire forcé sous le crépitemment des flashs ; il n'aurait en effet qu'une seule enveloppe d'offre d'achat, celle d'Iberia.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Aerolíneas Argentinas a trouvé un unique acquéreur, le consortium formé par la compagnie espagnole Iberia associée à sept entreprises argentines dont une compagnie aérienne locale, Austral, American Airlines, Varig et Alitalia, qui s'étaient montrées intéressées. Se sont retirées les unes après les autres pour des raisons diverses et ne se sont donc pas laissées séduire par une entreprise qui figure en trente-troisième position au classement de l'IATA, sur quelque cent vingt compagnies, avec trente appareils, environ dix mille trois cents employés et autant de lignes sur les Etats-Unis que sur l'ensemble de l'Amérique latine, sans oublier une exclusivité, une route polaire vers l'Australie.

L'offre d'Iberia et de son consortium, non encore révélée, doit respecter le minimum prévu par le

cahier des charges : un apport au comptant de 236 millions de dollars, en plusieurs paiements, et 1,5 milliard de dollars en vue de la dette extérieure argentine en valeur nominale. Le Crédit Suisse et la First Boston Bank devraient les fournir alors que la Chase Manhattan Bank assurerait une aide technique.

#### D'une entreprise nationalisée à l'autre

Paradoxe politiquement gênant pour le gouvernement argentin : sa volonté affichée de démanteler un monopole d'Etat en vendant Aerolíneas aboutirait à céder la compagnie nationale à une autre entreprise nationalisée. Iberia a un autre grave défaut : sa nationalité. Après avoir adjugé la moitié d'Entel, la compagnie nationale des téléphones, à la Telefonica espagnole, le gouvernement argentin aurait souhaité diversifier l'origine des acquéreurs de son patrimoine. Enfin, alors que le gouvernement justifie sa politique de privatisations par l'ouverture nécessaire de l'économie à la libre concurrence, le regroupement d'Aerolíneas et d'Austral créerait un monopole total du transport aérien en Argentine.

Le gouvernement fait par ailleurs face à un problème juridique délicat, la future entreprise privée décrite dans le cahier des charges ne correspondrait pas aux normes

imposées par le droit des entreprises argentin. Un député du parti péroniste au pouvoir a porté l'affaire devant la justice, celle-ci doit rendre son verdict dans les jours à venir.

Nombreuses sont les voix au sein du gouvernement qui préchent pour un délai de la privatisation d'Aerolíneas ou qui souhaitent que tout le processus soit repris à zéro. Le président Carlos Menem, qui a en grande partie bâti sa politique économique sur les privatisations, a cependant réitéré son intention de respecter le calendrier prévu.

Les responsables d'Iberia, pour leur part, ont déjà fait savoir qu'ils se retireraient si les échéances de la vente étaient repoussées, comme fut déjà le cas à trois reprises. Le gouvernement s'est donné jusqu'à la semaine prochaine pour annoncer sa décision finale.

EDITH CORON

Précision. — L'Association créée au sein du lycée d'enseignement commercial Charles-de-Gaulle et destinée à favoriser l'insertion des jeunes CAP et BEP n'est pas une Junior entreprise, contrairement à ce que nous indiquions dans l'article publié dans le supplément « Emploi » du Monde du 20 juin.

maco  
l'argent  
quille

Vive l'



## CHAMPS ECONOMIQUES

Monaco  
ou l'argent  
tranquille« Aujourd'hui on peut s'enrichir  
en dormant »

Auxerre, 29 mai 1990, François Mitterrand.]

L'E climat franco-monegasque, au beau fixe, inspire confiance à la principauté face à la perspective du marché unique européen. La situation de Monaco dans l'Europe de 1993 est entre les mains de la France, garante de notre existence, ce qui me rassure », déclarait, l'an dernier, S.A.S. le prince Rainier III, dans un entretien accordé à *Nice-Matin*.

Non signataire du traité de Rome, l'Etat monegasque n'est pas, en fait, directement concerné par l'entrée en vigueur de l'Acte unique et il est exclu, au demeurant, qu'il demande son admission dans le marché commun. Mais il sera indirectement touché par les nouvelles règles du jeu communautaire à travers le traité fondamental de 1918 et les accords bilatéraux qui régissent ses rapports avec la France. Les deux pays sont liés, en particulier, par une union douanière et monétaire ainsi que par plusieurs conventions fiscales, financières et bancaires ratifiées en 1963.

« Faudra-t-il modifier certaines lettres interprétatives d'accords, voire certains accords ? Probablement », a admis Rainier III. Mais, en attendant que les événements se précipitent, la réflexion des autorités monegasques n'a guère été poussée plus loin. « C'est la grande nébuleuse », se plaint l'Union des syndicats de Monaco, qui a demandé, sans grand succès jusqu'ici, l'ouverture d'un débat devant le Conseil économique.

Des avantages  
fiscaux

L'idée prévaut, en fait, dans la principauté que si le grand marché doit apporter des changements, ceux-ci seront peu nombreux et d'une portée limitée. L'un des seuls problèmes concrets susceptibles de se poser est celui de l'harmonisation progressive de la TVA à l'intérieur de la Communauté. Monaco, appliquant en la matière la législation française, devrait alors suivre le mouvement qui irait, en l'occurrence, dans le sens d'une réduction des taux.

A ce sujet, contrairement à une légende tenace, la principauté ne s'apparente en rien à un *Etat-casino*. Les recettes de TVA représentent, en effet, 50 % de ses ressources budgétaires, contre 4 %

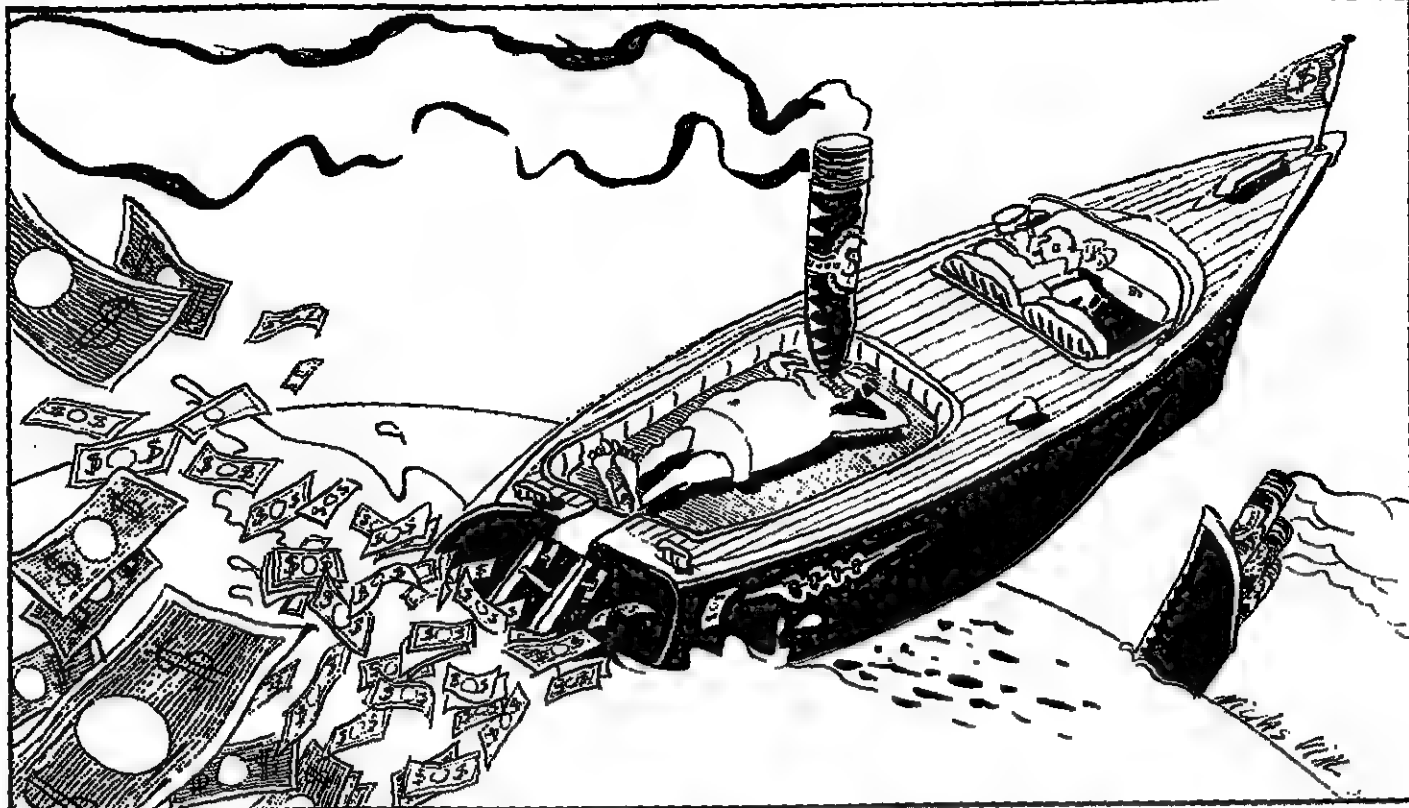
seulement, en moyenne, pour les prélèvements opérés sur les jeux. (869 millions de francs de recettes brutes pour l'exercice 1988-1989), dont la puissante Société des bains de mer (SBM) détient le monopole d'exploitation.

« On s'adaptait », déclare tranquillement Jean Pasquelli, conseiller du gouvernement pour les finances et l'économie. Sa conviction étant qu'à toute baisse de la TVA correspond un développement compensatoire des activités économiques. A l'exemple de Jean-Charles Rey, président de la commission des finances du Conseil national, on ne croit guère, d'ailleurs, en principauté que Paris s'engagera dans une politique qui le contraindrait à des coupes dans ses dépenses publiques.

On ne s'inquiète pas, non plus, d'autres projets susceptibles de toucher la fiscalité des entreprises monegasques, auxquelles sont applicables les dispositions de la convention fiscale franco-monegasque de 1963. Depuis cette date, celles-ci sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices — lorsqu'elles réalisent plus de 25 % de leur chiffre d'affaires hors de Monaco — mais elles échappent à l'impôt sur les sociétés. Un avantage propre à la principauté, qui n'a pas lieu d'être remis en cause.

L'impôt sur le revenu des personnes physiques, dont sont exonérés, depuis 1869, les sujets et résidents monegasques — à l'exception notable des Français installés postérieurement à 1957 — est, en principe, exclu du champ des directives communautaires. Mais, à terme, les pays européens pourraient décider une harmonisation de leurs législations en la matière. Les ressortissants de la CEE seraient alors placés dans la même situation que les Français et perdraient leur privilège de domicile fiscal.

Cette mesure, sans effet rétroactif, ne concernerait pas les nombreux champions sportifs et autres vedettes du *show-business* déjà résidents en principauté, lesquels, d'ailleurs, comme ceux qui les rejoindraient, sont le plus souvent des salariés de sociétés de gestion ayant leur siège hors de la Communauté. Mais elle gênerait certainement les sociétés industrielles et commerciales qui distribuent une partie de leurs bénéfices sous forme de salaires — non imposables — à leurs collaborateurs étrangers de la CEE.



La libre circulation des capitaux est regardée, en revanche, avec faveur par le secteur bancaire monegasque, qui est soumis à la réglementation française. « Le contrat de changes », explique François Robert-Gosse, président de l'Association monegasque des banques, « constitue jusqu'ici un frein psychologique à l'expansion d'une place de vocation internationale comme Monaco. Nous devrions désormais bénéficier d'un afflux supplémentaire de capitaux. »

La gestion  
des patrimoines

En réalité, le mouvement est déjà amorcé depuis plusieurs années, comme le révèle l'accroissement spectaculaire des établissements recensés en principauté. De vingt-cinq en 1981, ils sont passés à quarante en 1990, dont treize succursales de banques françaises, avec un taux record d'un guichet pour quatre cents habitants. Activités dominantes : la gestion de patrimoine et le financement des opérations immobilières. Chiffre d'affaires : plus de 4 milliards de francs en 1989 (première activité monegasque). L'encours des dépôts au 31 décembre 1989 dépassait les 42 milliards de francs, à rapprocher des 69 milliards de francs pour l'ensemble du département des Alpes-Maritimes.

Les raisons du succès de la place monegasque ? Certes, pas le statut de « paradis fiscal » qui est prêté, abusivement, à la principauté. Monaco n'est pas le Luxembourg, ni le Liechtenstein. Il n'y a pas de secret bancaire — seulement une pratique accrue de discrétion, — pas de comptes à numéros et pas davantage de sociétés « boîtes aux lettres » comme il en foisonne à Vaduz. Si l'argent va à Monaco, si, plus largement, l'économie monegasque est florissante et si, en définitive, la

principauté n'a pas peur du marché unique européen, c'est parce qu'elle a su exploiter les atouts que lui offrait sa situation géographique et politique.

Ses traditions mondaines et son protocole suranné valent encore parfois à ce micro-Etat de moins de deux kilomètres carrés — le plus petit après le Vatican, — enclavé dans le département des Alpes-Maritimes, d'être ravalé comme une « principauté d'opérette ». Une image inique et déplaçante à laquelle sont opposées les réalités du Monaco moderne, celui des industries (notamment de la chimie, de la pharmacie, de la cosmétologie, de l'électronique, de la mécanique de précision, qui représentent le quart de l'activité économique), celui des bureaux, des banques, des sociétés de service ou encore des grands équipements sportifs et touristiques.

Bien placée, politiquement stable, financièrement attrayante — elle n'est pas une place boursière mais les progrès de la télétransmission compensent largement ce handicap — la principauté est, de plus, un havre de paix sociale et de sécurité publique. Le mouvement revendicatif le plus récent, au niveau interprofessionnel, date d'avril 1988, et le dernier conflit d'envergure — justifié par une loi restreignant le droit de grève — remonte à dix ans.

Le chômage est, par définition, inexistant puisque la main-d'œuvre de Monaco est « importée ». En majeure partie, de France et d'Italie, selon les besoins. L'Union des syndicats de Monaco (2 500 adhérents à travers une trentaine de syndicats de branches) ne reste pas pour autant inactive, en se battant notamment contre la stagnation des salaires et, surtout, contre le développement du travail précaire.

Pour sa part, la sécurité, avec quatre cents policiers pour vingt-huit mille habitants et pas moins de cinquante caméras vidéo balayant en permanence tous les lieux publics,

est une des obsessions des autorités monegasques. La principauté tient par dessus tout à préserver sa réputation de tranquillité, base de sa prospérité, mais aussi de « transparence » dans les affaires.

« Les établissements bancaires dépendent des organes de l'Etat français », rappelle M. Rey. De plus, le ministre d'Etat, le procureur général, le directeur de la sûreté sont tous français. Comment peut-on imaginer qu'ils trahiraient leur pays, pour nos beaux yeux, en couvrant des opérations douteuses ? « On ne veut pas entendre parler de recyclage d'argent « sale » à Monaco... »

Marché unique ou pas, la principauté envisage donc l'avenir avec optimisme. Beaucoup moins en raison de son — relatif — attrait fiscal que parce qu'elle a, comme l'explique un avocat d'affaires monegasque, M. Georges Blot, une valeur économique intrinsèque tenant, en particulier dans le domaine immobilier, à sa « rareté ». « Nous sommes, dit-il en usant d'une jolie métaphore, les iris de l'an Gogh. »

Des gains  
immobiliers

Monaco est, en effet, un pays fini, délimité. Après la construction, dans les années 70, du terre-plein de Fontvieille (22 hectares, soit l'équivalent de la Bretagne pour la France), entièrement gagné sur la mer grâce à des travaux gigantesques, ses gains territoriaux ne peuvent être désormais qu'infimes. A moins peut-être de construire une artifice au large du Rocher, ce que, d'ailleurs, certains aménageurs n'excluent pas au début du vingt et unième siècle.

Il n'y a donc plus de terrains faciles à bâtir et, la demande ne fléchissant pas, les prix flambent... « Le marché est dynamique et les perspectives excellentes », résume un spécialiste de la gestion immobilière, Michel Pastor. « L'immobilier, lui

fait écho Marc Lanzerini, directeur général de la Banque centrale monegasque de crédit (BCMC), c'est le pétrole monegasque. » Il est vrai qu'il fournit au trésor de la principauté la majeure partie des recettes de TVA.

Un hic : la spéculation conjuguée à une loi récente libérant le prix des loyers dans le secteur ancien a créé une situation extrêmement tendue sur le marché local. L'ensemble de la population — y compris les sujets monegasques, pourtant aidés par l'Etat — est affectée, ce qui a justifié une vigoureuse campagne de l'Union des syndicats de Monaco.

Pour M. Blot, la principauté est « une mini-Suisse ensablée et au bord de la mer qui attirera toujours les milliardaires. Et ce qui prouve qu'elle a confiance en ses moyens, c'est qu'elle se lance dans d'énormes investissements publics. » Le gouvernement monegasque poursuit, en effet, un vaste programme d'équipements urbains entièrement autofinancé.

Une étude a notamment été lancée pour la construction, selon une technique d'avant-garde, d'un « digue » « transparente » de 400 mètres de long, qui permettrait de protéger et d'agrandir le port de Monaco dans la perspective d'accueillir des paquebots de croisière. Ce projet, dont l'opportunité est controversée, coûterait entre 500 millions et 1 milliard de francs.

Dans un climat aussi euphorique 1993 apparaît bien, comme le note M. Lanzerini, « un non-événement. Même en se forçant à être critique, on ne voit pas de raisons de réviser quoi que ce soit. Le rêve continué sur le rocher des Grimaldi, à travers les plus grandes chaînes, ajoute M. Blot, d'être réalité. »

de Monaco  
GUY PORTE

## DÉBAT

## Vive l'inégalité !

Une politique de transferts forcés au nom de l'égalité  
introduit l'arbitraire dans les relations humaines

par Pascal Salin

L'IDEE selon laquelle il existerait des inégalités insupportables — par exemple dans la répartition des revenus ou des patrimoines — provient d'une confusion redoutable entre un concept purement statistique et un concept moral. La notion même d'une répartition des revenus ou des patrimoines est dénuée de sens dans la mesure où l'on ne peut répartir que de qui vous appartient. Or les revenus et les patrimoines n'existent que dans la mesure où ils sont créés et ils ne sont créés que dans la mesure où ils sont possédés.

Les disparités statistiques ne sont donc que le reflet de la disparité des capacités et des préférences. Autrement dit, la dispersion statistique (des revenus ou des patrimoines) n'est que le résultat de l'activité humaine.

Certes, les hommes sont égaux dans leurs droits fondamentaux

(droit d'être libre et, donc, droit de posséder le fruit de ses activités), mais ils ne sont pas identiques et c'est cette diversité qui les rend solidaires. L'homme est fondamentalement un être social, parce qu'il nourrit sa diversité de celle des autres.

L'individualisme, auquel on reproche fréquemment de priver le repli sur soi-même, est au contraire fondé sur la reconnaissance des liens sociaux de l'individu, car il défend le caractère unique de chaque homme, en même temps que son égalité d'origine. Et ceci n'exclut pas, bien sûr, les actes de générosité volontaire comme le montre la persistance des liens familiaux.

Or, à partir du moment où l'on accepte de modifier ce qui résulte des activités individuelles, on porte atteinte à ce qui en est la source même, c'est-à-dire les droits individuels. Une politique de transferts forcés, sous prétexte d'égaliser les résultats de l'activité humaine, consiste à prendre par la force des

ressources à ceux qui les ont créées pour les donner à ceux qui ne les ont pas créées.

Contrairement à ce qui se passe dans le don volontaire ou dans l'échange libre, où les deux partenaires sont gagnants, dans le transfert forcé il y a un gagnant et un perdant et aucun critère ne nous permettra de dire s'il y a un gain social : l'évaluation de ce transfert est purement subjective et personne ne peut démontrer que la lutte contre les inégalités (statistiques) représente une amélioration. La politique de réduction des inégalités signifie donc nécessairement l'introduction de l'arbitraire dans les relations entre les hommes.

Selon la conception classique du droit, et comme l'a rappelé avec une insistance particulière Friedrich Hayek, l'égalité juridique entre les individus implique que les règles de droit soient générales, c'est-à-dire qu'elles n'imposent pas un résultat spécifique, universelles, c'est-à-dire que tous les citoyens soient égaux

devant le droit, et certaines. Dans l'Etat de droit ainsi défini — souvent invoqué, mais aussi souvent mal compris — personne ne peut savoir à l'avance quel sera le résultat précis de l'application des règles générales.

Or la revendication de l'égalité est une revendication de résultat et elle est incompatible avec cette conception de la justice. Si le jeu spontané des activités humaines dans le cadre de règles générales et universelles n'aboutit pas au résultat souhaité par ceux qui monopolisent le pouvoir de contrainte, leur intervention met en cause le caractère général, universel et certain des règles constitutives d'une société libre (libre parce que fondée sur ces règles).

Lire la suite page 24

► Professeur à l'université Paris-IX-Dauphine.

(Lire sur ce sujet des inégalités les articles d'Elie Cohen (le Monde du 5 juillet), de Patrick Jarreau (le Monde du 6 juillet) et de Jean-Charles Normand (le Monde du 7 juillet).

## Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

Vous annonce la parution des études :

## L'industrie mondiale du logiciel

- Etude du marché
- croissance du logiciel au sein du marché informatique
- facteurs d'évolution
- Etude de la mutation de cette industrie
- production et croissance de l'investissement initial
- concentration et nouvelle division internationale du travail
- Stratégies des acteurs
- stratégie des constructeurs informatiques et des firmes indépendantes
- Analyse financière de 29 sociétés (13 européennes, 16 américaines)

## La presse professionnelle en Europe

## Les caisses d'épargne face aux enjeux européens

## La transformation des matières plastiques en Europe

## La sidérurgie dans le monde

## La distribution de l'eau en Europe

## Les acteurs agro-alimentaires français :

## contexte du développement et évaluation

## Vous rappelle ses derniers titres parus :

## L'industrie de l'habillement en Europe (Europe Occidentale et Europe de l'Est)

## La vente par correspondance en Europe

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contacter : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49 24 90 50. Téléc. : 282 632

سكول الاحول



هكذا من الاجل

## CHAMPS ECONOMIQUES

# Insaisissable inégalité...

par Rémy Prud'homme

Le thème de l'inégalité est à la mode, si l'on préfère, à l'ordre du jour. Dans la France de François Mitterrand comme dans l'Angleterre de Margaret Thatcher les inégalités s'aggravent, nous dit-on. Les uns s'en inquiètent (tout haut), les autres s'en réjouissent (tout bas). Mais tous semblent d'accord sur le constat.

La notion d'inégalité, pourtant, n'est rien de moins que claire. Son ambiguïté explique d'ailleurs sans doute une bonne partie de son succès. En fait, on peut l'entendre de tant de façons que l'on peut trouver des chiffres pour dire à peu près n'importe quoi.

Inégalité de quoi, tout d'abord. Des salaires ? Des revenus ? Des avantages ? Des consommations ? Les résultats, et les évolutions, ne sont pas les mêmes. Si l'on considère que les salaires, l'inégalité a augmenté dans l'Amérique de Reagan. Mais si l'on considère les revenus, elle a diminué, du fait de la baisse du chômage, de 11 % en 1980 à 5 % en 1988.

En 1988, les chômeurs de 1980 ont un emploi : avec un salaire souvent faible, mais toujours plus élevé que les allocations de chômage. Les auteurs qui expliquent l'aggravation des inégalités dans les années 70 par l'augmen-

tation du chômage et l'aggravation des inégalités dans les années 80 par celle des salaires manquent à tout le moins de cohérence.

Il faut en outre distinguer entre inégalité avant impôt et inégalité après impôt. Cette distinction évidente n'est pas toujours faite. Notons qu'elle n'a, en toute rigueur, de sens que pour les revenus, puisque l'impôt porte sur le revenu, pas sur le salaire. L'inégalité après impôt est affectée autant par l'évolution des impôts que par celle de l'économie.

### Des choix arbitraires

De plus, bien évidemment, les emplois et les situations ne diffèrent pas seulement par le revenu monétaire. Il est plus agréable d'être rentier que travailleur, chef que subordonné, créateur qu'exécutant, dans un beau bureau que dans une vilaine usine, etc.

Les données sur les salaires, ou sur les revenus, ignorent ces différences auxquelles les individus et le marché attachent pourtant une grande importance. L'objet même de l'inégalité fait donc problème et appelle des choix nécessaires.

ment arbitraires, discutables et tendancieux.

Inégalité entre qui, ensuite. L'avantage des salaires, c'est que les bénéficiaires en sont identifiables sans ambiguïté : les salariés. Mais, s'agissant des revenus, se pose la question des ensembles, c'est-à-dire des familles ou des ménages qui en bénéficient. Va-t-on considérer la distribution des revenus des ménages, celle des revenus moyens par ménage (revenu du ménage divisé par le nombre de personnes du ménage), ou celle des revenus des unités de consommation par ménage ? La encore, selon le choix fait, l'évolution dans le temps ne sera pas la même.

Considérons un couple dont l'homme et la femme gagnent chacun 100 000 F et qui divorce : voilà un ménage à 200 000 F transformé en deux ménages à 100 000 F, et une diminution du nombre des ménages riches. Cette transformation traduit une certaine réalité, mais pas toute la réalité. Plus généralement, les changements dans la taille des ménages n'affectent pas nécessairement de la même façon riches et pauvres.

Les mesures de l'inégalité des revenus « reflètent ainsi autant la démographie que l'économie, et les « aggravations » — ou les

« réductions » — de l'inégalité peuvent refléter autant des évolutions démographiques et sociales qu'économiques. En ce qui concerne les sujets de l'inégalité, on n'échappe pas non plus à des définitions nécessairement critiques.

Quelle inégalité, enfin. La plupart des analyses et des commentaires supposent que l'on peut sans difficultés classer des répartitions par ordre d'inégalité, comparer l'inégalité en 1980 avec l'inégalité en 1990, et dire sans ambiguïté si elle s'est aggravée ou réduite. Il n'en est malheureusement rien.

Soit un pays composé de cinq personnes. Considérons les trois distributions A, B et C suivantes, que l'on peut interpréter comme des distributions à des dates différentes :

	A	B	C
Jacques.....	15	10	8
Pierre.....	15	13	23
Jeanne.....	15	20	23
Paul.....	15	23	23
Marie.....	40	30	23
Total.....	100	100	100

Laquelle est la plus inégale, ou inégalitaire ? Si l'on regarde le revenu des 20 % les plus riches, c'est la distribution A, la plus inégalitaire, suivie de B, puis de C. Si

l'on considère le revenu des 20 % les plus pauvres, l'ordre est exactement inverse.

Et si l'on s'intéresse au rapport du revenu le plus élevé au revenu le plus bas, c'est B la distribution la plus inégalitaire. Il est impossible de répondre rigoureusement à la question du degré d'inégalité et de procéder à des comparaisons dans le temps ou dans l'espace.

### Une grande méfiance

On peut bien entendu définir des critères du degré d'inégalité, et c'est ce que font les spécialistes (rapport du maximum au minimum, rapport du premier décile au dixième décile, écart-type sur moyenne, coefficient de Gini, indice de Theil, etc.). A chaque critère, un classement de nos distributions : selon le critère choisi, on pourra dire qu'entre 1980 et 1990 l'inégalité a augmenté ou au contraire diminué. L'essence même du phénomène n'est guère saisissable sans arbitraire.

Il faut donc exercer une grande méfiance à propos de toutes les mesures de l'inégalité présentées, et de toutes les évolutions « constatées ». Elles peuvent éclairer le débat, pas le conclure. Chacune apporte sa part de vérité, pas la vérité. Un phénomène aussi impor-

tant et aussi complexe — et aussi réel — que l'inégalité est aussi insaisissable qu'une coulisse.

Saurait-on définir rigoureusement l'inégalité qu'on n'en serait d'ailleurs guère plus avancé. Le passage de la constatation à la politique n'est pas aussi évident qu'on le suggère parfois. Personne ne préconise sérieusement l'égalité absolue, et que le chauffeur du président gagne autant que le président.

L'inégalité — une certaine forme d'inégalité, ou un certain degré d'inégalité — a aussi des vertus. Elle peut être considérée comme juste si elle récompense le talent et l'effort. Elle peut être considérée comme désirable si elle favorise le développement économique. Et (presque) tous ceux qui veulent plus d'égalité veulent aussi plus de développement économique.

La véritable question n'est donc pas tant de savoir si les inégalités augmentent ou diminuent, mais si leur évolution favorise le développement, ou récompense le talent et l'effort. Deux critères souvent contradictoires d'ailleurs et de mise en œuvre difficile. Décidément, le thème de l'égalité s'adresse plus au ventre qu'à la tête, et se prête davantage aux effets de manche ou de plume qu'aux analyses sérieuses. Il ne mérite pas le succès ou le traitement qu'il a.

► Professeur à l'université Paris-XII.

## Vive l'inégalité !

Suite de la page 23

Pour prendre un exemple simple, qui osera prétendre qu'il est moralement justifié de prendre à un homme qui travaille courageusement pour donner à un paresseux ? Et ne faudrait-il pas reconnaître honnêtement que le principe même de la progressivité de l'impôt est injuste puisqu'il échappe au caractère universel qui caractérise une règle de justice ?

### Des injustices immorales

Loin de réaliser l'égalité entre les hommes, la progressivité introduit des discriminations entre les hommes et donc des injustices. Elle empêche que les citoyens soient égaux devant la loi. Les gouvernements de beaucoup de pays — développés ou moins développés, socialistes ou conservateurs — ont réduit récemment la progressivité de l'impôt sur le revenu pour des raisons d'efficacité, d'ailleurs évidentes.

Mais il convient d'aller plus loin et d'en reconnaître le caractère

profondément immoral (l'inefficacité de la progressivité n'étant qu'une conséquence logique de son immoralité). Il est d'ailleurs clair que l'impôt progressif existe seulement parce que, dans un système fondé sur l'absolutisme démocratique, c'est-à-dire, en fait, sur la tyrannie majoritaire, on peut toujours trouver une majorité pour brimer une minorité et pour réaliser des transferts par la force sous prétexte de diminuer les inégalités.

Dans une société fondée sur l'échange libre, celui qui possède plus est celui qui a créé plus de valeur pour autrui. Dans une société fondée sur la violence, il n'en est plus de même et les inégalités de revenus sont en partie le produit de processus arbitraires. Il s'y développe alors un cercle vicieux : les inégalités étant de moins en moins fondées sur l'exercice des droits individuels, elles apparaissent donc de plus en plus arbitraires et de plus en plus susceptibles d'être modifiées par la force.

La notion d'égalité des résultats est réductrice : on en juge par exemple à partir du revenu monétaire. Or, si un individu préfère vivre modestement à la campagne en admirant la nature au lieu de travailler et de disposer du revenu important que ses capacités lui permettraient d'obtenir, on le considérera comme défavorisé du point de vue du critère statistique de la répartition des revenus et on forcera éventuellement d'autres individus à effectuer des transferts en sa faveur.

Mais pourquoi ne l'obligerait-on pas à transférer aux autres une partie des privilèges dont il jouit du fait de l'agrément de sa vie ? Parce que c'est plus difficile, ce qui signifie simplement que la politique d'égalité est bien sommaire par rapport à toute la subtilité des choix effectués dans chaque vie humaine.

Et si jamais on arrivait à cette égalisation des conditions de vie — ce qui fut le rêve d'utopies égalitaires — on aboutirait évidemment au totalitarisme. Il n'y a en fait aucune différence logique entre la revendication en faveur d'une plus grande égalité (de résultats) entre les hommes et la revendication éventuelle en faveur d'une société plus totalitaire. Mais, dira-t-on, il n'est pas question, lorsqu'on parle de lutte contre les inégalités, d'aller jusqu'à une égalisation forcée des conditions de vie de tous les hommes. Mais quelle est la définition du tolérable dans la voie vers le totalitarisme ? Chacun en a sa propre définition, de telle sorte que le degré d'égalité tolérable est nécessairement déterminé par des rapports de force.

Alors que l'échange libre et le don libre sont de nature pacifique, l'égalisation des ressources est nécessairement violente. Elle implique que certains puissent imposer leurs conceptions du degré tolérable de totalitarisme

aux autres. Et la violence n'en est pas moins violence parce qu'elle est légale.

L'homme a suffisamment conscience des exigences de sa propre nature pour reprouver spontanément le vol, parce qu'il est une atteinte à la liberté d'agir des individus. Comment ce vol pourrait-il devenir légitime parce qu'il est légalisé au moyen de procédures arbitraires — par exemple la règle de la décision majoritaire — au nom d'une certaine conception de l'égalité ?

Le thème même de l'inégalité n'est en fait rien d'autre que l'expression de la tyrannie démocratique. Il consiste à proclamer que certains ont des droits sur l'activité des autres au-delà de ce que ces derniers désirent donner ou échanger. Quel est le fondement éthique de cette prétention inique ? Il est inexistant.

L'obsession de l'égalité devient alors destructrice des civilisations et il ne faut pas s'étonner si les révolutions au nom de l'égalité ont conduit aux pires inégalités, celles qui proviennent des inégalités de pouvoir : l'enrichissement par l'exploitation d'autrui remplace l'enrichissement par le service d'autrui.

Il y a à deux manières de se différencier des autres, mais l'une est nuisible, l'autre non. Cela signifie qu'il est absurde de regarder le résultat du jeu social, il faut en regarder le processus et se demander si certains ont le moyen de voler autrui légalement.

### Le drame essentiel

Il ne faut pas non plus s'étonner de l'effondrement du socialisme à travers le monde. Alors que sa légitimité reposait essentiellement sur ses exigences d'égalité, il n'a pu se concrétiser que dans l'arbitraire et la tyrannie, c'est-à-dire par l'inégalité vis-à-vis des règles de droit. Et lorsqu'on apprend, presque quotidiennement, que tel ou tel pays se convertit au libéralisme, il ne s'agit pas là d'une série d'accidents historiques, mais bien de la manifestation que l'incohérence du système existant était si profonde qu'elle est nécessairement devenue intolérable.

La seule vraie inégalité c'est celle qui existe entre ceux qui vivent de leurs propres efforts et ceux qui vivent à la contrainte qu'elle soit légalisée ou non. Tel est le drame essentiel de notre époque. Par l'intermédiaire de la violence étatique, nous retournons à une situation de lutte de tous contre tous.

Le prétendu combat contre les inégalités a créé un monde arbitraire, sans règles, sans respect des autres, une énorme machine à briser les hommes, même, et peut-être particulièrement, les plus courageux, les plus honnêtes, les plus généreux. La vraie inégalité, elle est dans l'inégal droit à la liberté.

PASCAL SALIN

## BIBLIOGRAPHIE

« Les Français face à l'impôt », de Jean Dubergé

## Les coulisses de la fiscalité

QUE nul n'entre ici s'il cherche des anecdotes croustillantes sur les rapports du contribuable et du fisc. C'est l'œuvre d'un chercheur qui nous est présentée. Depuis des lustres, Jean Dubergé, conseiller honoraire à la Cour des comptes, est passionné pour la « psychologie sociale de l'impôt ». L'intérêt de son travail — les résultats d'une enquête par questionnaires et entretiens menée en 1986 sur un échantillon de Français — s'accroît du fait qu'une telle recherche avait déjà été effectuée par l'auteur trente ans auparavant pour une thèse (1).

Les comparaisons précieuses peuvent du même coup être offertes au lecteur. C'est ainsi que, malgré les efforts faits par les gouvernements pour amadouer le contribuable, les réactions antipathiques sont aussi répandues aujourd'hui qu'il y a trois décennies. Essentiellement pour trois raisons : la pression fiscale s'est accrue lentement mais régulièrement ; l'administration est mieux outillée pour contrôler les contribuables ; les cotisations sociales ont, elles, augmenté beaucoup plus vite que l'impôt, ce qui a abourdi beaucoup le poids du prélèvement global.

Jean Dubergé joue vis-à-vis du contribuable le rôle de l'entomologiste.

### Des coûts psychologiques

L'investigation porte ensuite sur les relations qui s'établissent, à l'occasion de l'impôt, entre les contribuables, entre eux et le fisc, entre les fonctionnaires des administrations fiscales ; sur les « coûts psychologiques de l'impôt », un peu réduits par la possibilité du prélèvement automatique (adopté par 35 % des contribuables), mais aggravés notamment par l'aura dramatique qui entoure aujourd'hui la vérification.

Notations intéressantes enfin sur les options relatives à la fraude (46 % des Français la condamnent) avec le portrait des

« tartarins » et des « tartuffes » en la matière ; à l'impôt de solidarité sur la fortune et aux grandes options (nos concitoyens dans la proportion des deux tiers affirmant toujours leur préférence pour l'impôt indirect).

Avec une grande modestie, Jean Dubergé tire en quelques pages seulement les leçons de ce travail de bénédictin. Il est sûr d'abord qu'une « grande » réforme fiscale serait très mal acceptée par les Français. Le recours à des retouches de détail devrait aller dans deux sens : simplification des textes (qui devraient être mis en forme par le service de la communication et des relations publiques) et instauration d'un dialogue permanent tant au sein de l'administration qu'entre les contribuables et le fisc.

Sans doute ne transformera-t-on jamais en une potion magique et délicate le broiet de l'impôt. Du moins est-il nécessaire de connaître les réactions de ses consommateurs pour qu'ils évitent de penser qu'il est un poison.

PIERRE DROUIN

► Les Français face à l'impôt. Essai de psychologie fiscale. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 320 p., 220 F.

(1) Publiée aux PUF en 1961 sous le titre La Psychologie sociale de l'impôt.

**2<sup>ème</sup> CYCLE**  
MANAGEMENT  
EUROPEEN

**LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES**

avec le centre de management aux affaires de GENÈVE

14 MOIS DE MANAGEMENT ET DE MISSIONS PROFESSIONNELLES EUROPEENNES

ADMISSION :  
Jeunes cadres,  
Licence, DEUG, DUT, BTS  
ou diplôme C.E.E.  
équivalent

**IEMI**  
INSTITUT EUROPEEN DE  
MANAGEMENT INTERNATIONAL

INFORMATION  
**(1) 42 66 66 82**  
71, rue de la Fédération 75016 Paris

**HORIZON 1992**

**L'ACTE UNIQUE EUROPEEN**  
Ed. 1989, 2<sup>ème</sup> éd. 1989, XVI + 392 p.

**LE PARLEMENT EUROPEEN**  
Ed. 1989, 1<sup>ère</sup> éd. 1989, 2<sup>ème</sup> tir. 1989, 408 p.

EN VENTE  
DANS LES  
MEILLEURES  
LIBRAIRIES

**L'ACTE UNIQUE EUROPEEN**

**LE PARLEMENT EUROPEEN**

EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES

**PCS**  
PREPARATION COMMERCIALE  
SUPERIEURE

Centre de préparation  
aux HEC et à Sciences Politiques  
créé en 1976

- Tous confirmés de réussite aux concours
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classes "billets" HEC

Conditions d'admission

- Voie générale : bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Voie économique : bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

PCS  
48, rue de la Fédération 75016 Paris  
tél. (1) 45 66 59 93  
enseignement supérieur privé



## CHAMPS ECONOMIQUES

# L'inégalité pour quoi faire ?

La croissance ne se justifie que dans la mesure où elle bénéficie particulièrement aux plus défavorisés

par René Passet

**L'**INÉGALITÉ se justifie — mais ne se justifie que — dans la mesure où la croissance dont elle est l'instrument bénéficie à tous et tout particulièrement aux plus défavorisés. Ceux-ci doivent, en fin de compte, se retrouver moins pauvres qu'ils ne le seraient dans un système égalitaire mais statique.

De ce point de vue, l'exemple des pays de l'Est a mis en lumière au moins deux choses : d'une part, un partage du travail et des revenus effectué hors de toute considération de productivité s'oppose à la formation des surplus sans lesquels il ne saurait y avoir ni investissement ni croissance ; d'autre part, que la libre initiative individuelle, génératrice d'inégalités, est un potentiel extraordinaire de créativité dont aucune société ne saurait impunément se passer. Mais jusqu'où faut-il aller ?

### Un retour des choses

Ce n'est pas par hasard si, à chaque époque, la répartition favorisée, semble-t-il, des revenus des facteurs stratégiques pour la croissance : le profit au dix-neuvième siècle — au détriment des salaires et au prix d'intolérables souffrances — trouve dans sa phase d'accumulation au cours de laquelle toute augmentation du produit passe par le développement préalable du capital ; le salaire dans les années 30 et ultérieurement, au cours des trente glorieuses, la base capitaliste que étant constituée, c'est la demande de biens de consommation durables (l'automobile, l'équipement ménager...) comme l'ont compris Ford ou Keynes, qui tire la croissance.

Aujourd'hui, l'information et l'immobilier relèvent les technologies à base énergétique comme moteurs de l'économie. Des pans entiers du capital technique, subitement périmés, se trouvent déclassés, bien avant d'avoir livré leurs fruits. La croissance passe par la modernisa-

tion de l'appareil productif. Étrange retour des choses, l'investissement reprend le pas sur la consommation, dans un contexte de compétition internationale hostile à toute concession.

Pour ne l'avoir pas compris assez vite et pour avoir pendant dix ans — de 1973 à 1983 — absorbé en consommation (+ 35 %) la totalité de l'accroissement de son produit intérieur (+ 23 %), la France se trouve ensuite condamnée aux disciplines de l'austérité et de la rigueur. C'est cela que traduit l'étude récente du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts), mettant en évidence une double évolution favorable aux revenus du travail et, au sein de ces derniers, à une ouverture de l'éventail favorable à l'investissement intellectuel (les qualifications élevées) par rapport aux tâches manuelles.

De 1982 à 1988 en effet, selon cet organisme, les revenus d'activité (salaires, revenus des travailleurs indépendants) régressent de 1,4 % en francs constants, tandis que les revenus mobiliers (caisses d'épargne, actions, obligations, SICAV) font plus que doubler. Dans le même temps, le rapport entre les 10 % des salaires les plus élevés et les 10 % les plus bas passe de 3,12 en 1985 à 3,20 en 1987.

Demain sans doute, lorsque l'essentiel de la mutation technologique sera accompli, un rapport moins défavorable aux revenus du travail se rétablira. La reprise récente de l'investissement de capacité pourrait fort bien traduire l'émergence progressive d'une telle situation.

Cette reprise se vérifie dès 1983 en Allemagne, où on voit passer cet investissement de 25 % de la FBCF (formation brute de capital fixe) des entreprises cette année-là, à 46 % en 1989. Un mouvement identique se produit avec un certain décalage temporel en France où le même ratio s'élève de 30 % en 1986 à 43 % en 1989.

Cependant, il est faux, comme on le prétend parfois, qu'il suffirait de « laisser faire » pour que l'inégalité s'établisse spontanément au niveau le plus favorable à la croissance.

L'intérêt même des chefs d'entreprise les conduirait, nous dit-on, à ne pas franchir les limites inférieures d'un salaire dit « d'efficience » au-dessous duquel l'effort des travailleurs se trouverait découragé.

Mais on s'interrogera sur le niveau de ce salaire d'efficience en des temps où la pression du chômage transforme en une chance d'occuper un emploi en une chance d'occuper presque à elle-même. Et qui se suffirait presque à elle-même. Et qui ne se laissera pas dire que les employeurs, conscients de leurs responsabilités sociales, exploitent rarement à plein ce rapport de forces qui leur est favorable. Cela est souvent vrai, mais c'est sur le libre jeu des intérêts égoïstes et non sur la vertu des hommes qu'on tend à fonder la logique du système.

### Des fractures sociales

Au demeurant, l'inégalité n'est pas un phénomène unidimensionnel. Strictement monétaire. Multidimensionnelle, elle concerne aussi les patrimoines, les modes de vie, les comportements, l'accès aux études supérieures, la santé, les perspectives de vie... En un mot, elle est un phénomène social générateur de fractures sociales.

Dans sa relation avec l'appareil productif, elle reflète une mutation marquée par une double rupture des liens qui relient traditionnellement la production à l'emploi et ce dernier à l'attribution d'un revenu. La machine se substitue durablement aux hommes et, contrairement à ce qui se passait précédemment, ne recrute pas au stade de sa fabrication les emplois qu'elle supprime au stade de son utilisation.

Si les Projections 1985 établies vingt ans plus tôt par l'administration du Plan anticipaient correctement une multiplication par 2,5 de la consommation par tête, elles n'avaient pas prévu — ne pouvaient pas prévoir — que, dans le même temps, le chômage serait multiplié par dix. Aujourd'hui encore, malgré la reprise de l'investissement de capacité, la production s'accroît plus

par les gains en productivité — et les « dégraissages » (cf. Michelin à Clermont) — que par l'extension de l'emploi.

Simultanément — à côté du chômage persistant — se développe une sorte de tertre à « résiduel », non plus moteur de la croissance, mais réceptacle d'une main-d'œuvre en mal d'occupation : petits boutlets dits de « fast-food », caractérisés par leur précarité, leur faible productivité, la modicité des rémunérations qu'ils dispensent. Une société « à deux vitesses » s'établit entre une minorité dynamique et une masse improdutive poussée vers les voies de garage.

Paradoxalement, la rupture avec la productivité, quoique différente, n'est pas moins nette du côté de ceux qui œuvrent dans les secteurs en flèche. Les nouveaux déterminants de la croissance — formation, recherche, logiciels, organisation — se situent massivement en amont du processus de fabrication. Ce sont des systèmes intégrés, préalablement constitués qui, tous facteurs confondus, produisent.

Un supplément de fabrication ne s'obtient plus en augmentant « à la marge » — comme disent les manuels d'économie politique — la quantité de facteurs utilisés, mais en activant la marche de l'ensemble pour un supplément de coût pratiquement nul. La productivité ou les coûts marginaux d'un facteur de production pris isolément n'ont plus de sens.

D'une part, donc, des hommes sans emploi et des travailleurs relégués dans des activités faiblement productives ; d'autre part, dans les branches dynamiques, des hommes dont la productivité ne peut être déterminée ; il faut pourtant écarter les productions. Comme le faisait remarquer, dans les années 50, un syndicaliste américain en réponse à un journaliste qui lui faisait visiter les ateliers automatisés de Ford : « bien sûr, les machines ne coûtent pas au syndicat, mais ce ne sont pas elles non plus qui achètent les automobiles ».

La répartition se déplace alors nécessairement du terrain de la justice commutative (la rémunération

contrepartie du produit créé par chacun) à celui de la justice distributive : une fraction croissante du revenu se forme indépendamment de toute participation à l'effort productif. Ainsi s'explique le développement d'un revenu déterminé selon des critères personnels, familiaux ou sociaux, dont la part dans les revenus des ménages, qui était de 19 % en 1959, a doublé en trente ans.

Ce n'est pas non plus par hasard qu'émerge avec insistance la question du revenu minimum garanti, dont le RMI (revenu minimum d'insertion) constitue une première ébauche. Cette évolution ne résulte pas d'une quelconque socialisation marchande des appareils productifs, elle découle directement de la transformation même de ces derniers.

### Le milieu humain

La croissance constitue le moyen et non la fin. Au-delà — et sans entrer dans les subtilités des distinctions académiques — se pose la question du développement. La première mesure par l'augmentation des biens et des services produits. Puis, à l'extrême, sa logique de l'inégalité détruit ses propres fondements.

Ainsi en est-il lorsque le théoricien contemporain de l'offre, Gilder, reprend le vieux discours par lequel Daunoy, au milieu du dix-neuvième siècle, entendait justifier « l'enfer de la misère » conçu comme une sorte d'harmonie supplémentaire, obligeant les hommes à se bien conduire et à travailler dur pour faire tourner le système. « Imposer davantage les richesses, affirmer Gilder, c'est affaiblir l'investissement ; parallèlement, donner davantage aux pauvres, c'est réduire les incitations au travail. De telles mesures ne peuvent que diminuer la productivité » (Richesse et pauvreté, traduction française, A. Michel, 1981). Extraordinaire retour de bâton : l'appareil économique, dont on nous assure qu'il est fait pour assurer le bonheur des hommes, fonde sur leur malheur une efficacité qui, dès lors, n'a plus de raison d'être.

Multidimensionnel, en revanche, le développement replace la croissance dans les milieux humains et naturels qui la portent, il soulève, inéluctablement la question du sens. Trois séries de conclusion en découlent.

● L'inégalité comme moyen et fin. L'inégalité de la croissance ne saurait être entièrement extirpée des sociétés. Elle résulte d'une liberté qui est, une valeur en soi. Comme l'écrit Hayek — que l'auteur de ces lignes prend rarement comme maître à penser, — dans une société libérale, « le pauvre est quand même plus libre qu'une personne disposant d'un plus grand bien-être matériel dans un autre genre de société ». Mais il importe de faire aussi qu'il soit moins pauvre que dans cet « autre genre de société » et qu'il puisse échapper à sa condition.

● L'inégalité comme phénomène social appelle une politique sociale à moyen et long terme et portant sur un ensemble de déterminants à la fois économiques et sociaux. En ce domaine, les politiques monétaires unidimensionnelles à court terme ont toujours échoué. C'est ce qu'on voit de beaucoup de ses propres amis politiques le gouvernement semble avoir compris.

● La lutte contre les inégalités suppose une concertation internationale, et ce indépendamment du sous-développement dont il n'est pas question ici. C'est la compétition effrénée des nations qui impose à chacune de transformer ses gains de productivité en nouveaux gains de productivité au lieu d'en faire bénéficier les hommes. Une politique nationale peut modérer les effets de cette tendance mais non la renverser. Où cela mène-t-il ?

Rien de plus exaspérant que ce culte de l'efficacité pour l'efficacité que l'on voit s'afficher sur les écrans et sur les murs. Port droit, regard tranchant, de petits héros d'entreprise déboulant sur la pelouse des compétitions « Dieu que la lutte est jolie... ». Mais pour quoi faire ?

► Professeur à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

s de la fiscalité

## Le Monde

### ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)	Nbre de n°
2 semaines	100 F	165 F	13
3 semaines	150 F	245 F	26
1 mois	180 F	310 F	52
2 mois	290 F	550 F	78
3 mois	400 F	790 F	

\* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

PAYS \_\_\_\_\_

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

● N° CB \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Expte à fin \_\_\_\_\_

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

## ALTERNATIVES ECONOMIQUES n°79 été 90

Le casse-tête des inégalités

Le Mark nouveau est arrivé

17 F Alternatives Économiques 80 30 97 76

(Publicité)

## EURECOLE

enseignement supérieur

B.T.S. action commerciale commerce international publicité et communication

2 orientations : Programme initial, stages à l'étranger.

Programme en alternance, rémunéré par une entreprise.

EURECOLE 5, rue de Lübeck 75116 PARIS

Tél. : 40-70-12-81

## MBA UNIVERSITY

L'Excellence Franco-Américaine

■ Créé en 1986 par l'Institut Franco-Américain de Management et développé avec des universités américaines et canadiennes réputées.

■ Un Master in Business Administration en 11 mois : octobre à janvier (Paris), janvier à août (USA ou Canada).

■ Admission : étudiants diplômés des grandes écoles ou de l'université. Cadres des affaires et organisations. Renseignements, documentation :

MBA University

19 rue de Cépès, 75015 Paris

Tél. : (1) 42 73 26 63

Enseignement supérieur privé

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle

Adresse \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Niveau d'études actuel \_\_\_\_\_

Indiquez les filières qui vous intéressent :

Formation en Alternance

Formation Continue

Formation Financière

Gestion de Personnel

Hôtellerie, Restauration

Informatique

Ingénieur Aéronautique/Automobile

Ingénieur Chimiste

Journalisme

Logistique Production

Maintenance d'Ordinateurs

Management Hôtelier

Marché de l'Art

Paramédical

Prépa Ecoles de Journalisme

Prépa Saint-Cyr

Prépa Sciences Po

Professionnel Dentaire

Recherche Scientifique

Régime de Baccalauréat

Secteur Administratif

Stylisme de Mode

Tourisme, Accueil

Transports

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille

75008 Paris (réponse par courrier uniquement)

ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

سكزا من الامثل



صلى الله عليه وسلم

## CHAMPS ECONOMIQUES

### CHRONIQUE

PAUL FABRA

## Les fils spirituels américains de Jacques Rueff

C'EST une information apparemment d'intérêt purement local qu'on pouvait lire dans le *Wall Street Journal* du 3 juillet : Lewis Lehman quitte les fonctions qu'il occupait chez Morgan Stanley, une banque d'affaires de Wall Street, pour prendre la présidence d'un cabinet de prévisionnistes financiers dont le siège est à Washington (côté Etat de Virginie) et qui, pour l'occasion, ajoute le nom de son nouveau « chairman » à son ancienne raison sociale pour s'appeler désormais : Lehman Bell Mueller Cannon, Inc. La constitution de cette équipe pourait toutefois contribuer, dans les mois et les années à venir, à changer le ton, l'orientation, la substance des analyses tarifées nombreuses et concurrentes mais, en général, terriblement uniformes dans leurs modes de raisonnement et de (représentation de la réalité et qui, ensemble, concourent à façonner l'opinion du « marché ». En résumé, Lehman Bell Mueller Cannon, de par leur formation intellectuelle, leur esprit d'indépendance, peut-être aussi qu'il faut de goût pour la provocation, ont des chances sérieuses de jouer un rôle de briseur de « consensus », avatar occidental, démocratique et capitaliste de la langue de bois.

Invité, le 23 février dernier à Paris, à prendre la parole devant un « business forum » restreint organisé par Jacques Raimon, président de GSI (une filiale de la CGE spécialisée dans l'informatic des entreprises) et naguère conseiller, Rue de Rivoli, d'Edouard Balladur, l'économiste en chef de notre firme, John Mueller, avait ouvert son exposé sur le rôle du dollar par ces mots : « Il est quelque peu ironique que je sois invité en France à expliquer des idées auxquelles, à l'origine, j'ai été amené à m'intéresser par la lecture d'un auteur français, Jacques Rueff. » Aîné d'une quinzaine d'années de John Mueller, Lewis Lehman (cinquante ans) a personnellement connu le grand économiste français (1896-1978). L'Institut Lehman, qu'il avait fondé au début des années 70 à New-York, avait pris l'initiative de l'édition des œuvres complètes de Rueff (chez Plon). Du temps où il était étudiant d'histoire à Yale, Lehman avait été frappé par la lecture de *L'Ordre social*.

Pour comprendre tout l'insolite et l'intérêt de la modeste initiative prise il y a deux ans par Mueller et ses amis, à savoir construire un modèle prévisionnel basé sur les relations causales mises en évidence par Rueff, il convient de rappeler que ce dernier s'était en son vivant distingué de la plupart des autres économistes les plus réputés des deux côtés de

l'Atlantique par la justesse de ses pronostics. Du temps où les esprits les plus sérieux dissertaient à perte de vue sur le « dollar gap » - c'était pendant les années 50 - le Français avait seul prédit que cette pénurie prétendument structurelle disparaîtrait comme neige au soleil le jour où les monnaies européennes redevenaient convertibles.

En 1958, contre l'avis de pratiquement toute la haute administration française, il soutint que rien ne vouait la France à un déficit extérieur chronique et qu'il convenait, sans plus attendre, d'ouvrir les frontières. Les mesures qu'il avait préconisées ayant été adoptées grâce à de Gaulle, le franc, de monnaie malade de l'Europe, se mua en une des devises fortes du continent, jusqu'au printemps de 1968.

Outre les inévitables dévaluations du dollar et hausse de l'or, Rueff, encore, annonça dans le scepticisme général la récession qu'entraînerait la crise du dollar bien avant qu'on essaye - une des grandes mystifications de l'histoire économique, qui en fait sonnoit - de l'habiller en « choc du pétrole ».

Il faut supposer que dans nos chers pays libéraux, démocratiques et capitalistes la force des idées reçues, baptisées « consensus » en latino-anglo-américain, soit puissante pour qu'aucun économiste, fut-il friand de succès intellectuel et autre, n'ait eu jusqu'à une époque récente l'idée de darder le pion aux autres « prévisionnistes » en suivant les enseignements de celui qui avait partout et toujours été contredit par les hommes, mais jamais démenti par les événements. Voilà ce que Mueller et ses amis, tardivement mais encore les premiers, ont commencé à faire il y a deux ans, en Virginie. Non sans succès : leurs premières prévisions ont très bien tenu la route, sur l'inflation, le dollar, les taux d'intérêt, le niveau de l'activité. Mais il est trop tôt pour en tirer des conclusions sur ce qui est dû à la chance et ce qui est dû au savoir. Voyons plutôt leurs méthodes.

Le modèle prévisionnel repose essentiellement sur le concept de « base monétaire en dollar du monde » (world dollar base). Sa définition précise est un « secret jalousement gardé », mais le principe en est « extrêmement simple ». Théoriquement, « la base monétaire en dollars du monde » est composée de tous les actifs libellés en dollars (sous forme, comme on le sait, de

titres de la dette publique américaine) détenus par les banques centrales, y compris l'Institut d'émission des Etats-Unis (Réserve fédérale). « Cette base monétaire », explique Mueller, joue un rôle très semblable à celui que jouait le stock d'or monétaire sous le régime classique du gold standard. » Cependant, l'économiste américain pousse plus loin l'analyse et, rejoignant la pensée de son maître français, décrit, par une analogie saisissante, la particularité d'une monnaie nationale, telle le dollar, remplissant la fonction d'instrument de réserve international.

« Imaginez, dit-il, pour un instant que toute personne que vous rencontriez accepte en paiement les chèques tirés par vous. Ajoutez à cela que tous les bénéficiaires de vos chèques ainsi répartis à la ronde omettent de les encaisser et s'en servent en guise de monnaie pour régler leurs propres dépenses. Cela aurait, sur vos finances à vous, deux importantes conséquences. La première serait que si, tout le monde acceptait vos chèques, vous n'auriez plus besoin de vous servir vous-même de monnaie ; votre carnet de chèques suffirait. La seconde conséquence serait qu'en prenant connaissance à la fin de chaque mois de votre relevé de compte, vous auriez la surprise d'y découvrir un solde monétaire supérieur au montant de la somme non dépensée par vous. Pourquoi ? Pour le motif exposé plus haut, à savoir que ces chèques tirés par vous circuleraient, sans jamais être encaissés, passant incesamment d'une main dans l'autre. Quant au résultat pratique, ce serait de mettre à votre disposition plus de ressources pour consommer et pour investir. Plus les autres feraient usage de vos chèques comme monnaie, plus abondantes seraient les ressources supplémentaires dont vous disposeriez ».

TRANSPOSÉ dans le monde réel, le schéma présenté sous la forme de la métaphore précédente signifie ceci : d'abord, les Etats-Unis peuvent faire une importante économie en monnaie ; cela, selon Mueller, leur permet sans doute d'économiser quelque 60 à 100 milliards de réserves en devises étrangères par rapport au total des réserves qu'ils devraient conserver si le dollar n'était pas pour les autres pays, un instrument de réserve. C'est autant de plus que la Réserve fédérale

peut accorder en crédit aux emprunteurs nationaux. A cela s'ajoutent les quelque 340 à 400 milliards de dollars (les estimations varient) que les banques centrales étrangères détiennent précisément à titre de réserve et donc de contrepartie de la monnaie nationale qu'elles émettent (une partie des francs en circulation est la contrepartie des dollars figurant à l'actif de la Banque de France). Comme je l'ai souvent rappelé dans ces colonnes, et comme Mueller l'a écrit expressément, « ces réserves en dollars détenues à l'étranger sont en définitive une dette du Trésor américain : elles sont du reste le plus souvent placées en bons et obligations dudit Trésor ».

Et notre économiste de formuler l'évidente conséquence : « Le Congrès découvre confusément - il ne comprend pas la véritable raison de ce phénomène - qu'il peut dépenser, sur une base cumulative, quelque 500 milliards de dollars (100 + 400) de plus que les ressources qu'ils tirent de l'impôt payé par les contribuables américains ou des emprunts souscrits par les épargnants privés, nationaux ou étrangers. » Cet excès de pouvoir d'achat, reconnaît encore Mueller, est aussi à l'origine du déficit extérieur, qu'il est vain de chercher à résorber par la baisse du dollar.

Pour beaucoup d'autres phénomènes que la théorie économique conventionnelle n'explique pas, le concept de « base monétaire en dollars du monde » fournit le clef. Par exemple, les experts ont pris l'absurde habitude de calculer le taux d'inflation hors prix de l'énergie et hors prix des produits d'alimentation parce que, dans leurs schémas de pensée, les cours du pétrole, et des denrées sont censés être à la fois « imprévisibles » (dépendant de circonstances extérieures telles que le climat ou la volonté de l'OPEP) et incontrôlables.

Or les transactions sur ces produits sont le plus souvent réglées sur des prix fixés en dollars « tant et si bien que, pour ce vaste compartiment de l'économie, tout se passe comme si on était toujours en régime d'étalon dollar ». Quand la « base monétaire en dollars du monde » grossit, les liquidités deviennent plus abondantes et la demande, l'OPEP éventuellement, profite de ces circonstances favorables pour augmenter le prix de l'or noir. Il se révèle, en définitive, que les prix réputés tributaires de « chocs » aléatoires sont en réalité les plus prévisibles

qui soient. Tout un pan de la fragile construction théorique des experts baignant dans le consensus s'écroule.

Le propre des explications données par les experts est de tourner autour du pot. Fort de sa filiation intellectuelle, un Mueller ne tombe pas dans ce travers. Dans une analyse consacrée à la réunification allemande, il n'hésite pas à poser en termes clairs la question du chômage en Allemagne de l'Est. La plupart des économistes ne s'intéressent qu'à la relation avec le taux de change alors que celle-ci est ambiguë : si le taux est surévalué par rapport à la différence de productivité avec l'Allemagne de l'Ouest, le résultat risque en effet d'être le sous-emploi. Mais ne serait-ce pas aussi le cas si le taux se révélait sous-évalué ? Dans cette hypothèse, les salariés de l'ex-RDA n'auraient-ils pas intérêt, plutôt que de se contenter de salaires jugés trop bas, à bénéficier des allocations de chômage très généreuses accordées par le système social de la RFA ? (Encore les analyses de Rueff !). En définitive, le niveau du chômage dépendra de la somme que la RFA voudra bien consacrer pour l'indemniser.

A propos de l'Allemagne, John Mueller apporte encore au débat une autre remarque importante et presque toujours perdue de vue : le deutschemark est devenu au fil des ans - et contre la volonté de la Bundesbank - une monnaie de réserve à son tour. Cela signifie que l'Allemagne bénéficie aussi d'une marge supplémentaire, à la manière (décrite plus haut) du Congrès des Etats-Unis. Cette faculté pourrait se révéler bien utile au vu de l'accroissement des dépenses budgétaires, que Mueller juge devoir être plus important que prévu. Précisons pour notre part que, même en tenant compte de la différence d'échelle, l'Allemagne tire sans doute un avantage moindre que les Etats-Unis du rôle d'instrument de réserve de sa monnaie. Cela tient au fait que la Bundesbank, plus scrupuleuse, détient du montant de ses réserves celui des avoirs en DM détenus par des banques centrales étrangères et considérés comme autant de dettes. En outre, les avoirs étrangers en DM ne sont pas non plus systématiquement placés en titres d'emprunts du Trésor allemand.

### POINT DE VUE

## Pour une dynamique du territoire

Coincé entre les clochers et Bruxelles, l'Etat a fixé des modalités plus que des priorités

par Claude Neuschwander et Hugues Sibille

UNE politique nationale d'aménagement du territoire aura-t-elle sa place dans les années 90 ? La question est pertinente si l'on se retourne sur la difficulté conceptuelle qui a caractérisé l'aménagement du territoire au cours des années 80. Il est vrai que l'Etat est pris dans la tentation de politiques régionales décidées à Bruxelles (financées par les fonds structurels) et de politiques locales issues du mouvement décentralisateur.

Ainsi, coincé entre le supra et l'infra-national, l'Etat s'est efforcé de renouveler ses modalités d'action, notamment par la contractualisation (contrats de plan Etat-région, contrats Etat-ville). Mais du coup il a proposé davantage des procédures que d'objectifs, fixés des modalités plus que des priorités. Pourtant, plus que jamais, aménager c'est choisir. Face aux chocs considérables que doit affronter notre territoire, maintenant et demain, il est utile de replacer la circulation des hommes, des idées, des marchandises, des capitaux qu'encourage l'Acte unique, dans une histoire des flux européens.

Celle de la concurrence que se livrent depuis des siècles trois isthmes : l'isthme slave de la mer du Nord à la Baltique, l'isthme germanique du nord de l'Italie à Hambourg, ou aux Pays-Bas. L'isthme français enfin par le sillon du Rhône prolongé soit vers le Rhin, soit à travers la Champagne vers l'Angleterre et la vallée de la Seine.

Une stratégie de reconquête pour l'isthme français peut inspirer une grande politique d'aménagement du territoire. La nécessité et l'opportunité militent en ce sens. La nécessité tient à l'éveil de l'Europe de l'Est, avec le risque pour la France qu'il accroisse sa marginalisation géographique par rapport à la dorsale de l'Europe lotharingienne celle qui revint à Lothaire

lors du partage de l'Empire de Charlemagne au traité de Verdun en 843.)

Il leur faut pour cela du volontarisme et les moyens de l'Etat. L'opportunité, c'est le tunnel sous la Manche et le développement de la Catalogne (après celui de la Lombardie), qui font de l'arc nord-est français et du sillon rhodanien des « territoires-flux », leur ouvrant pour quelques années à nouveaux les portes de l'histoire.

Si l'on admet cette priorité du renforcement de l'isthme français, il nous paraît possible de dynamiser l'aménagement du territoire autour de quatre grands objectifs :

#### Un scénario mononucléaire

• La requalification et le rayonnement d'un territoire-masse, la région parisienne. - Il s'agit d'améliorer l'offre qualitative de notre région-capitale, sur le plan international et de desservir sa masse quantitative vers d'autres villes, notamment les villes que le TGV met à une heure de Paris. Contrairement aux idées reçues, la capacité internationale de Paris reste faible : entre 1984 et 1989, l'île-de-France n'a attiré que 14 des 136 sièges sociaux américains ou japonais qui se sont implantés en Europe. Dans quelques années Berlin fera sentir une nouvelle concurrence.

Face à la faiblesse qualitative et à l'engorgement quantitatif, le Livre blanc de l'île-de-France reste aujourd'hui sur un scénario mononucléaire de croissance de la population (+ 500 000 en 25 ans), des étudiants (100 000 à 250 000 en 10 ans), des voitures (3,8 à 5 millions en 10 ans), du bâti (35 000 à 50 000 ha en 25 ans). Il nous paraît plus pertinent de renforcer la capacité internationale de Paris par un système efficace de transport, d'accès aux aéroports et gares

TGV, de télécommunications, de services internationaux... Et dans le même temps, de délocaliser, par un rayonnement polyadactyle vers quelques villes, des universités classiques, des bureaux, des logements, des activités économiques. Sans volontarisme, l'on risque de transformer Le Mans, Tours, Reims... en quasi-villes dortoirs.

• La valorisation des deux territoires flux que sont l'arc Nord-Est et la région Rhône-Alpes. - A travers ces deux régions, la France peut exploiter un potentiel nouveau de relations internationales fortes avec la dorsale européenne,

ce qui implique une optimisation de l'outil TGV, notamment dans la concurrence avec l'isthme allemand. A cet égard l'organisation des liaisons Lyon-Genève, Lyon-Turin, Lyon-Barcelone sont essentielles, de même que la connexion aéroport-TGV, prévue pour Sathonay, mais pas à Lille-Lesquin.

Cela implique ensuite que ces régions développent l'arsenal structurant et attractif que sont les technopoles, technoparc, téléports, du type World Trade Center, centre quaternaire, en liaison avec

Paris et avec une forte capacité de prospection internationale.

Abandonnons les technopoles en rase campagne et les qualificatifs usurpés de villes au cœur de l'Europe, mais là où ces mots ont un sens, transformons-les en actes. Enfin cette valorisation des territoires flux implique une clarification sur les droits et devoirs entre une métropole régionale (surtout pas une capitale !) et les villes qui l'entourent. Cela vaut pour Lille et pour Lyon.

L'avenir du Nord-Pas-de-Calais passe par la définition des complémentarités entre Lille et Dunkerque, entre Lille et le bassin minier. Celui de Rhône-Alpes par la recherche de synergies entre Lyon-Saint-Etienne-Grénoble-Chambéry-Valence, etc. Il faut souvent pour cela abattre des murs. L'Etat peut et doit y contribuer.

• La structuration de deux triangles interrégionaux à fort potentiel, le Grand Delta et le Grand Ouest. - Le Grand Delta, c'est le triangle Avignon-Marseille-Montpellier, qui ouvre le couloir rhodanien sur la Méditerranée et relie les zones à fort développement de l'Europe du Sud, la Catalogne et la Lombardie. Le Grand Ouest, c'est le triangle Rennes-Angers-estuaire de la Loire (Nantes-Saint-Nazaire), qui devrait pouvoir bénéficier d'un véritable aéroport interrégional (permettant des liaisons internationales), relié au TGV, et de l'achèvement de l'autoroute Centre-Europe-Nantes.

Ce triangle nous paraît beaucoup plus prometteur que le concept actuellement à la mode d'arc atlantique, qui réunit dans un intérêt commun Lisbonne, La Rochelle, Nantes, Plymouth, sous prétexte d'une façade atlantique commune. Appuyés par l'Etat, poussés par lui, ces deux triangles doivent articuler leurs universités, coordonner leurs stratégies internationales, décliner leurs pôles d'excellence, organiser des réseaux d'acteurs.

• La désaturation du maillage urbain des villes moyennes. - Pour cela il faut élaborer un plan (transports qui aille beaucoup plus loin que le schéma autoroutier, mais articule une réflexion TGV (choix des lignes, des fréquences, politiques de valorisation des gares), avec des dessertes routières à grande circulation et des structures d'accueil économique.

L'effet réseau implique de passer d'une culture de contrepoint à une culture de « dynamique territoriale ». Là où la querelle de clocher perdure, c'est à l'Etat de prendre l'initiative, d'inciter par ses moyens à un aménagement concerté du territoire.

#### Trois nouveaux impératifs

Ces objectifs sont brossés à traits rapides. Ils soulignent trois impératifs nouveaux : l'optimisation de l'outil TGV comme structurant majeur de l'aménagement du territoire ; la reconnaissance du rôle des villes pour l'aménagement, dans un pays où la culture rurale reste déterminante ; l'émergence pour la France du besoin de réseaux de villes à l'instar de la région Rhin-Rhône (Düsseldorf-Cologne) ou du Randstad (Amsterdam-Rotterdam-La Haye) qui soient plus des réseaux d'acteurs que des jumelages de villes.

Afficher des priorités stratégiques, c'est préciser des objectifs, mettre le territoire en relief, éviter le saupoudrage, diversifier les solutions aux problèmes posés. Ce n'est certes pas abandonner des pans de notre territoire. Les relations entre métropoles régionales, villes moyennes et espaces ruraux intermédiaires deviennent déterminantes, dans ce que l'on peut appeler la dynamique territoriale. L'ensemble des acteurs locaux, politiques, socioprofessionnels, universitaires... peuvent et doivent être les artisans de cette dynamique nouvelle.

► Respectivement président et directeur général du groupe de conseil TEN.

eslsca

3<sup>e</sup> CYCLE SPÉCIALISÉ

### « MANAGEMENT DES ENTREPRISES »

Formation intensive de haut niveau à la gestion d'entreprise et au management général des organisations. Des techniques de gestion à l'audit et à la politique générale d'entreprise.

Admission sur titre :

Médecins, Pharmaciens, Ingénieurs, Architectes, Maîtrises, IEP, Expérience professionnelle

Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ECOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - Reconnue par l'Etat

1, rue Bouguinville, 75007 Paris - Tél. : (1) 45-51-32-59



هكذا من الاحل



هكذا من الاجل

12

28 Le Monde • Mardi 10 juillet 1990 •••

Le Monde

## Des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

REPRODUCTION INTERDITE

### DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Nous sommes l'un des plus importants quotidiens régionaux français et avec nos différentes activités, notre Groupe représente plus de 1000 personnes.

Le Directeur des Ressources Humaines et de la Communication que nous recherchons est rattaché au Directeur Général du Groupe. Il est membre du Comité de Direction et supervise l'intégralité de la fonction Personnel. Il assure la conception, la mise en application et le suivi de la politique sociale du Groupe. Sa fonction est stratégique dans notre secteur d'activité.

Le candidat que nous recherchons est âgé d'au moins 30 ans. Il est diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4 minimum) et a acquis une expérience de la fonction Personnel à un niveau de Direction, avec une bonne pratique des relations sociales et d'excellentes connaissances en Droit du Travail. Méthodique et rigoureux, c'est un homme de contact, avec un bon sens de la négociation.

Ce poste se situe dans une grande métropole du Sud de la France.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 024.01 en écrivant à Marc SIBOLD - COFROR MANAGEMENT - 20, Place de l'ins La Défense 2 - 92400 COURVEVOIE.

KPMG Cofror

Important GROUPE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS dont l'activité internationale représente plus de 50 % de son chiffre d'affaires recherche son

Pour succéder à l'actuel responsable appelé à d'autres fonctions au sein du Groupe. Rattaché à la Direction Générale, il dirige un service de 10 personnes. Il a en charge tous les aspects du développement commercial international, la relation et l'animation du réseau d'agents et licenciés, le développement des nouveaux marchés (particulièrement à l'Est), la recherche de nouveaux accords avec des firmes étrangères. Le poste s'adresse à un professionnel expérimenté de l'International Pharmaceutique, ayant une connaissance privilégiée des marchés anglosaxons, rompu aux négociations et accords (incluant les aspects juridiques et financiers). De culture, voire, de nationalité anglosaxonne. Anglais et français courants sont le minimum exigé. Le poste est basé en France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence 1606 à Sources - 108 rue Saint Honoré - 75001 Paris., qui transmettra en toute confidentialité.

Directeur de Export et des sciences

Notre Groupe est devenu l'un des leaders de la distribution en Europe, avec des hommes, une stratégie, des capitaux, des clients.

### Responsable Logistique

OPTIMISER LE FLUX DES PRODUITS DES PRODUCTEURS JUSQU'AUX POINTS DE VENTE

Animer

Coordonner

Former

Optimiser

Innover

La logistique recouvre toute l'activité d'approvisionnement, de stockage et de livraison des produits aux points de vente. Vous optimisez l'organisation, la rentabilité, et animez vos 500 collaborateurs sur nos sites de la région Rhône-Alpes (+ de 50.000 m<sup>2</sup>, épicerie et produits frais) avec l'objectif permanent de la satisfaction de nos clients.

Force de proposition et novateur, vous agirez sur toute la chaîne et ferez évoluer notre logistique au rythme de notre développement. Des milliers de collaborateurs fédérés autour d'un projet de groupe, la reconnaissance de valeurs... des armes essentielles pour gagner.

35/45 ans, Ecole de Commerce ou Ingénieur, vous maîtrisez la logistique, de préférence dans le domaine de la grande distribution.

Notre conseil Hervé ROCHE, attend avec intérêt votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous la réf. RL/HR à : RPC - 21, bd Vivier-Marie - 69427 LYON cedex 03.



Raymond Poulain Consultants

### DIRECTEUR GENERAL

Notre société réalise un C.A. dépassant le milliard de francs, dans des activités industrielles et de création.

Le directeur général devra, auprès du président, définir la stratégie à moyen terme et mettre en place les moyens pour y parvenir : industriels, financiers, sociaux et commerciaux.

Vous avez une formation supérieure, une expérience de direction, vous avez vous-même mis en place avec succès un plan d'investissements industriels, vous aimez les challenges et vous avez le goût des relations humaines et le sens de la négociation.

Adresser votre C.V. avec photo et une lettre manuscrite à : L.M. ANGAUD - 36, rue Coquillière, 75001 PARIS.

Nous sommes une PMI d'environ 200 personnes, installée en Bretagne, filiale d'un groupe européen spécialisé dans la transformation du film polymère expansé.

nous recherchons notre

### DIRECTEUR GENERAL

Il doit assurer la direction opérationnelle de l'entreprise dans le cadre de la stratégie définie par le Président Directeur Général auquel il est directement rattaché. Il participe à la définition de cette politique et à sa mise en œuvre.

C'est un manager généraliste d'entreprise, possédant des qualités de commerçant, de gestionnaire, de meneur d'hommes et d'animateur.

Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 206 à : HAP BP 369 - 44816 ST-HERBLAIN Cedex qui transmettra

### Directeur adjoint

PARIS

400-500 KF

LA SOCIÉTÉ : Principale branche commerciale (CA 1 200 MF) d'un groupe français international dans le secteur électronique.

LE POSTE : Véritable bras droit du Directeur, vous assurerez toutes les fonctions entourant l'activité commerciale : contrôle de gestion, administration commerciale, informatique, contrôle de crédit, marketing, communication.

LE CANDIDAT : De formation supérieure, vous avez une expérience d'au moins 7 ans en gestion administrative et recherchez maintenant un poste plus polyvalent et très axé "business" dans un environnement dynamique.

Les candidats intéressés sont priés de contacter leur ALEX au (1) 42.89.09.17 ou lui adresser un CV complet avec photo sous référence 1241-AM à NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu - 75008 PARIS.

Norman Parsons  
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Le Monde des Juristes

CERTAINS LISSENT L'AVENIR  
DANS LE CIEL

NOUS PRÉFÉRONS L'ÉCRIRE

### JURISTE

La SNECMA recherche un juriste pour la Direction des Approvisionnements.

De formation juridique supérieure (DESS, DEA), vous possédez une expérience de 3 ans minimum.

Au sein de la Direction des Approvisionnements, située sur notre centre d'Evry-Corbail, vous participerez à l'élaboration et la négociation des contrats conclus avec les fournisseurs français et étrangers, vous suivrez tous les problèmes juridiques, fiscaux et douaniers liés aux approvisionnements et aux litiges.

L'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions sous réf. BT/IR ou Groupe SNECMA Direction de l'Encadrement - 2, Bd du Général Martial Valin - 75724 Paris cedex 15.



La SNECMA a su mobiliser les intelligences et les énergies pour se hisser parmi les leaders mondiaux dans les domaines de la recherche, de la conception, du développement et de la production des moteurs d'avions tant civils que militaires.

GROUPE SNECMA

Société de Conseil en forte croissance  
affiliée à un important groupe bancaire  
et une société financière internationale  
recherche :

### JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

Directement rattaché au Secrétaire Général, il sera en charge des questions juridiques liées aux filiales françaises et étrangères, vie sociale (secrétariat juridique), création de société « ad hoc », contrats entre filiales, participations aux opérations d'acquisition et de restructuration...

Le ou la candidate, âgé(e) de 27 ans minimum, est titulaire d'une maîtrise droit des affaires, a 3 à 5 ans d'expérience au sein d'un cabinet ou d'un groupe. Anglais nécessaire. Espagnol serait apprécié.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V. + photo + prétentions sous référence AM à AIM, Département juridique - 6, rue Paul-Baudry, 75008 PARIS.

### JURISTE

Maîtrise en Droit  
DESS ou DEA apprécié

3 à 5 années d'expérience en Service  
Juridique d'Entreprise ou en Cabinet

Il devra notamment :  
• être familiarisé avec le droit des affaires et le droit des sociétés,  
• assurer le secrétariat social des sociétés (AG, CA, publicité...),  
• prendre en charge directement une partie importante des problèmes juridiques de la maison-mère et/ou des sociétés-sœurs,  
• travailler en étroite collaboration avec la Direction Comptable et, de ce fait, comprendre et étudier les documents comptables de base,  
• suivre le contentieux privé et administratif, faire des études et rédiger les synthèses, rédiger les contrats et protocoles en tout domaine.

Salaires annuels bruts proposés : 150 à 200 KF sur 13 mois selon qualité de la formation antérieure.

SEPARFIMO

Envoyer CV, photo et prétentions à l'attention de Mlle DA BOCCA : SEPARFIMO - 46, rue de la Tour 75016 PARIS





Filiale du groupe POLIET, la société LAPEYRE (3000 pers., 3,1 Milliards de C.A.) occupe la première place dans le domaine de la Menuiserie Industrielle. Ses résultats, sa croissance, ses projets assurent un avenir de premier plan à un

## Juriste d'entreprise

Au sein de la Direction Administrative et Financière de la Société Mère, vous mettez en place la fonction, avec un rôle d'assistance et de Conseil auprès de l'ensemble des filiales : Droit des sociétés, Contrats, Assurances, Réglementation Economique, Droit Immobilier, Droit Social...

30 ans environ, vous possédez une solide formation juridique (Maîtrise, D.E.S.S...) conjugée à une expérience de 7 ans minimum de préférence en entreprise.

Rigoureux, Imaginatif, votre crédibilité technique, votre sens de l'écoute et du dialogue vous permettront d'être un interlocuteur reconnu et sollicité, dans un contexte très autonome et innovateur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. LM 146 A à ARCO - 18 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

PARIS / RHÔNE-ALPES

ARCO

## IMPORTANTES SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES

appartenant au

**Groupe Crédit Foncier**

implantés en proche banlieue sud recherchent dans le cadre de leur développement un

CADRE

JURIDIQUE

Rattaché au Directeur Administratif, vous assurez une mission de conseil permanente auprès des directions et des services du Groupe.

Vous assurez la défense des intérêts du Groupe en liaison avec les avocats et les conseils extérieurs.

Vous êtes responsable du suivi foncier des affaires immobilières et de la gestion administrative des prêts accession à la propriété, pour lesquels vous êtes assisté par deux personnes.

Si vous pouvez faire état d'une formation supérieure (DESS de droit immobilier), d'une expérience de 3 ans minimum de la fonction en entreprise, de qualités de rigueur et d'analyse, de pragmatisme et de qualité d'écoute.

merci d'adresser votre candidature avec CV, photo et lettre manuscrite sous réf. "Recrutement LM/146 A"

**Groupe Foncier Habitat**  
BP 135 - 94230 Cachan



Spécialisé dans le secteur des produits d'hygiène grande consommation (hygiène bébé, hygiène féminine), et les produits d'incontinence adulte (C.A. 2 milliards de F, 2600 personnes), recherche pour son siège, situé à Linselles (59), son:

## Juriste d'entreprise H/F

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'environ 30 ans, titulaire d'un second cycle (Licence/Maîtrise), conforté de connaissances et d'expérience juridiques (de 3 ans au moins en entreprise industrielle), principalement en droit des sociétés, droit commercial, droit des assurances, et, accessoirement, en droit de la concurrence, droit de la promotion, droit social et droit immobilier. La pratique courante de l'anglais et la connaissance de la micro-informatique seront nécessaires.

Veuillez adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo, et prétentions) sous la référence LM/90759 à Intuitu Personae, Conseil en Recrutement Juridique, 19 avenue de Messine, 75008 Paris.

**IP**  
**INTUITU PERSONAE**  
CONSEIL EN RECRUTEMENT JURIDIQUE

## URGENT SOCIÉTÉ DE PRESSE IMMOBILIÈRE recherche JURISTE

spécialiste de droit immobilier

- pour conseils téléphoniques aux particuliers ;  
- consultations juridiques ;  
- rédaction d'articles spécialisés.

130 à 160 KF

Envoyer candidature à J.M. GUÉRIN,  
8, rue du Général Delestraint,  
75016 Paris.

## IMPORTANT CABINET JURIDIQUE INTERNATIONAL PARIS

### LAWYERS

Vous alliez une solide formation universitaire à une expérience d'au moins 3 ans, venez mettre en valeur votre compétence, votre professionnalisme et votre enthousiasme au sein d'un cabinet de renommée internationale.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 071 à notre Conseil ReyLoService Département ReyLawSearch 2 bis, rue Jules-Breton, 75013 Paris.

Filiale française d'un important Groupe International de l'informatique recherche son

## Responsable Juridique

Paris

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous aurez en charge l'ensemble des affaires juridiques de la société (suivi des contrats, gestion du contentieux, conseils aux opérationnels, droit des affaires).

Vous serez assisté dans votre mission par un juriste junior, et reporterez directement au General Counsel aux Etats-Unis.

Agé de 28 à 35 ans, doté d'une bonne formation juridique, maîtrise de droit privé, 3e cycle droit des affaires, et nanti d'une expérience de plusieurs années (4/5 ans) en entreprise ou en cabinet.

vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans une société très dynamique. Votre sens des affaires, votre pragmatisme ainsi que votre connaissance de la langue anglaise vous permettront de réussir à ce poste et d'intégrer le comité de direction.

Contactez Thierry Virol, au 1 42 89 30 03 ou adressez CV + photo + n° tel + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. TV5422MO.



**Michael Page Tax & Legal**

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

## JURISTE EN DROIT DES AFFAIRES-IMMOBILIER D'ENTREPRISE 200 - 250 KF

Vous : 27 - 35 ans, de formation supérieure en Droit des Affaires (Immobilier d'Entreprise), exerçant actuellement vos compétences au sein d'une étude notariale, d'une société investisseurs ou crédit bail ou d'un cabinet juridique, vous souhaitez aujourd'hui évoluer vers une fonction à responsabilités, opérationnelle et évolutive.

Mission : au sein d'une petite structure à teneur très fortement commerciale, en liaison avec notre Directeur Juridique vous : • montez et contrôlez les dossiers juridiques relatifs aux processus d'acquisitions de nos terrains • suivez nos dossiers clients de vente et de réalisation de programme en étroite collaboration avec nos responsables d'opérations, auprès de qui vous jouez en permanence le rôle d'un conseil.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle, sous la référence 663940 LM, portée sur la lettre et l'enveloppe à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo - 92563 RUEIL MALMAISON CEDEX.

**Mercuri Urval**

## uriste international

Dans le cadre de son développement, notre Cabinet est à la recherche d'un juriste, possédant une expérience d'au moins cinq ans, acquise dans un cabinet de Conseils Juridiques et Fiscaux ou au sein du Service Juridique d'une grande entreprise.

Le candidat devra avoir une solide formation en droit des affaires, particulièrement en droit des sociétés, et parler couramment l'anglais.

Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions d'adresser votre dossier (CV, photo et prétentions) à l'attention de Madame N. BRUNO, KPMG - FIDAL PEAT INTERNATIONAL 47, rue de Villiers - 92200 Neuilly sur Seine

**KPMG Fidal Peat International**

## Cabinet d'avocats et cabinet de conseils juridiques grande ville attractive de l'Ouest

SIÈGE COUR

RECHERCHENT

FISCALISTE

ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle, au Barreau, dans grand cabinet fiscaliste ou dans l'administration, chargé comme avocat ou conseil juridique de créer Département Fiscal commun.

Perspective d'association à bref délai. Rémunération en conséquence. Adressez C.V., photo, prétentions sous le n° 8777 LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

## ORGANISME NATIONAL PROFESSIONNEL

recherche

Pour sa Division Juridique et Fiscale un

## JEUNE JURISTE

Titulaire d'une maîtrise en Droit des Affaires, vous avez éventuellement acquis une première spécialisation en Droit de la Construction au cours d'un DESS ou d'un DEA, vous disposez, si possible de 2 à 3 ans d'expérience dans le secteur Immobilier, et vous êtes prêt à vous investir dans une fonction qui requiert rigueur, esprit de synthèse et des qualités rédactionnelles.

Au sein du Service des Affaires Commerciales et Immobilières, vous prendrez plus particulièrement en charge le traitement de consultations écrites et orales relatives au Droit Commercial et au Droit des Sociétés.

Votre capacité d'adaptation, votre curiosité d'esprit et vos qualités de contact, vous permettront d'être rapidement opérationnel.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 257 à CK - 23, bis rue Pierre Guérin - 75016 PARIS



**Chantal Kenwyn**



L'un des tout premiers groupes français d'assurance en Europe (quarante deux milliards de F de C.A.), recherche pour son siège à Paris un

## Juriste confirmé (H/F)

en droit des affaires et principalement en droit des sociétés (DEA, DESS, DCE). Une formation complémentaire en gestion (IAE, ISA, ISG) serait un atout. Une pratique juridique d'au moins 3 ans, de préférence en cabinet, est indispensable. Le candidat fera preuve d'adaptation pour proposer les solutions juridiques optimales.

Adressez votre dossier sous réf. LM/90658 à Intuitu Personae, Conseil en Recrutement Juridique, 19 avenue de Messine, 75008 Paris. Confidentialité assurée.

**IP**  
**INTUITU PERSONAE**  
CONSEIL EN RECRUTEMENT JURIDIQUE

502 من الاحل



هكذا من الاجل

12

30 Le Monde • Mardi 10 juillet 1990 •

Le Monde

G de la  
Gestion

REPRODUCTION INTERDITE

Coordonner, Planifier, Gérer ...

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

**DURAVIT**

Nous sommes une PME en pleine expansion, filiale d'un groupe allemand, spécialisée dans la production d'appareils sanitaires en porcelaine. Rattaché au Directeur Général, le candidat a pour mission d'animer les services comptables et de développer la comptabilité analytique et le contrôle budgétaire ; il assure la gestion du personnel et supervise les achats et l'informatique.

Nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent (DECS appréciée). Responsable Administratif et Financier en PME ou Cadre financier à fort potentiel (expérience d'au moins 5 ans en entreprise ou en cabinet), il a acquis de préférence une solide pratique en milieu industriel. La maîtrise parlée de l'allemand est nécessaire.

Basé près de STRASBOURG, ce poste s'adresse à un candidat motivé par une fonction diversifiée dans un environnement dynamique ; la rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 63/3116 A à :

**EGOR REGION EST**

18, rue Auguste Lamey - 67082 STRASBOURG CEDEX

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

## Contrôleur de Gestion et bientôt... Directeur Administratif et Financier.

Notre société fait partie d'un groupe international. Elle conçoit, produit et commercialise dans le monde entier 190 % de notre CA à l'export des produits de haute technicité.

Dans un milieu aussi attentif aux problèmes de production et de commercialisation, le contrôle de gestion a toute son importance.

Après du Directeur Administratif et Financier, en attendant de lui succéder, vous affinez les outils existants, vous concevez, et mettez en place les systèmes et tableaux de bord nécessaires aussi bien aux commerciaux qu'à la production. En somme, vous développez les analyses pour permettre à chacun la meilleure information. Et aussi, bien sûr, vous participez au reporting.

Pour ce poste, évolutif, nous souhaitons un homme jeune de formation supérieure (Universitaire ou Ecole) bénéficiant d'une expérience de gestion vécue si possible dans un milieu de production, possédant une bonne pratique de la micro-informatique et l'usage courant de l'anglais. C'est l'ouverture vers une intéressante évolution de carrière.

Le poste se situe dans une ville proche de la Loire et dans une région où l'art de vivre n'est pas un vain mot.

Merci d'adresser votre candidature à SEFOP, notre Conseil, sous réf. MCG 765 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

**SEFOP**

MEMBRE DE SYNTec

## RANK XEROX

ROUEN

## JEUNE PATRON <sup>HF</sup> des services administratifs et financiers

Vous êtes responsable de la génération et du recouvrement du chiffre d'affaires mais aussi de l'optimisation des résultats financiers.

Vous dirigez et animez en fonction d'objectifs, une équipe de 8 à 10 personnes et disposez de moyens informatiques en temps réel.

Homme d'action, vous êtes ouvert au dialogue avec les autres fonctions de l'Agence. Vous justifiez d'une formation supérieure

en gestion et d'une expérience de 3 à 5 ans. La réussite dans cette mission vous ouvrira les meilleures opportunités d'évolution dans nos structures fonctionnelles ou opérationnelles.

Salaire environ 230 à 250 Kf/an.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. G.L.M.193 à Véronique FERRY, RANK XEROX, DRH, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

Une banque parisienne très active dans le domaine financier, filiale d'un groupe européen à vocation internationale recherche pour développer l'activité de son

DEPARTEMENT INGENIERIE FINANCIERE

un des axes prioritaires de la banque

## PRATICIEN DES OPERATIONS FINANCIERES

En coopération avec les autres collaborateurs du Département, il interviendra comme le spécialiste de la conception et du montage de ces opérations : augmentations de capital, émissions obligataires etc...

Ce poste peut motiver particulièrement un candidat de formation supérieure d'environ 30 - 35 ans souhaitant utiliser la technicité acquise au cours de plusieurs années d'expérience dans ce domaine pour

s'affirmer d'une manière plus personnalisée au sein d'une petite équipe très active.

De nature essentiellement technique, le poste implique néanmoins de nombreux contacts internes et externes et donc une bonne capacité relationnelle.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 341304 à : CONTESSE PUBLICITE 38 rue de Villiers 92332 LEVALLOIS-PERRET cedex, qui transmettra.

CONTESSE

Le CEPME  
recherche

## L'Adjoint du Responsable de son Back Office Devises

Vous aurez pour mission :

- la gestion administrative et comptable des opérations en devises de toute nature (prêts, emprunts, swaps, options, terme...),
- l'animation d'une équipe jeune et motivée de 4 personnes,
- la participation à la définition de procédures comptables nouvelles et à leur mise en place dans le cadre d'outils informatiques performants.

Agé de 28/35 ans, homme ou femme, vous avez acquis une bonne expérience dans ce domaine et justifiez de connaissances comptables de haut niveau (DECS...). Vous maîtrisez bien l'anglais, l'informatique, vous êtes imaginatif et vous souhaitez rejoindre une structure évolutive et dynamique.

Merci d'adresser sous réf. BR votre dossier de candidature ou mentionnant vos prétentions au CEPME, Monique Danion, DRH, 14, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS.



**Crédit d'équipement des PME**

L.B.V.

## Jeune Chef de Personnel... DRH dans 18 mois.

Votre expérience de plusieurs années en milieu industriel, vous permet de maîtriser l'ensemble des aspects de la fonction : recrutement, formation, évaluation, relations et négociations avec les partenaires sociaux, etc. Aujourd'hui, vous aspirez à plus d'autonomie et souhaitez définir vous-même la politique de personnel.

Notre société, n° 1 Européen du contrôle industriel, appartient à un Groupe Mondial, 3 établissements, plus de 120 ingénieurs, une organisation décentralisée et une croissance supérieure à 15 % vous offre cette opportunité.

Dans un premier temps et sous l'autorité de notre DRH, vous vous familiariserez à notre culture et serez le Chef de Personnel de notre principal établissement ; au niveau de la société, le maître d'oeuvre de notre politique de recrutement et formation.

Vous prendrez tout naturellement notre Direction des Ressources Humaines et, sous l'autorité du Directeur Général, vous serez l'inspirateur de notre politique de personnel en vous appuyant sur des outils modernes de gestion.

A ce poste situé en proche banlieue Sud de Paris, nous souhaitons un homme de contact, de formation supérieure (DESS de Gestion du Personnel, ESC, Droit, etc.)

Merci d'adresser votre candidature sous réf. CRH 766 M à SEFOP, notre Conseil.

**SEFOP**

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec

## ANALYSE FINANCIERE ET CONTRÔLE DE GESTION

KIMBERLY CLARK SOPALIN, filiale française du Groupe international KIMBERLY CLARK Corporation souhaite intégrer un Analyste Financier pour les marchés Français, Italien et Espagnol de sa Division Industrie et Collectivités.

Dans un contexte de développement rapide des activités et des marchés de cette Division, vous assurerez l'établissement des prévisions, l'analyse et le suivi des résultats. Vous appuierez les Responsables du Marketing et des Ventes. Vous serez l'interlocuteur de vos homologues dans les autres filiales européennes du Groupe (quelques déplacements à l'étranger).

Diplômés d'une grande école de Commerce, vous avez 2 à 3 ans d'expérience du Contrôle de Gestion.

Votre maîtrise de l'anglais, vos qualités de contact et d'implication vous permettront de réussir dans ces fonctions et d'évoluer à terme vers des responsabilités élargies.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence, LM/007, à :

François ROBERT



**Kimberly-Clark Sopalin**

Bureaux de la Colline  
92313 Saint-Cloud Cedex

Sopalin

Kleenguard

Kleenex

Kimwipes

Kimtex

## Le Contrôle de Gestion Industriel outil clé de notre performance...

SUD-EST

Important groupe agro-alimentaire national, nous recherchons, dans le cadre du développement de notre professionnalisme industriel, notre

## CONTRÔLEUR DE GESTION CENTRAL INDUSTRIEL 250KF + Réf. 260

Intégré au service Contrôle de Gestion Central Société, il sera animateur et leader fonctionnel d'une équipe décentralisée dans les usines. Ses fonctions couvriront :

- l'élaboration des plans et budgets,
- le contrôle budgétaire : évolution des procédures, collecte et analyse des informations de performance (productivité, coûts matières et heures...), tableaux de bord,
- le calcul de prix de revient,
- les Etudes prévisionnelles de faisabilité économique de projets industriels.

De formation Agro-économique (type ENSAA + IAE) ou financière (DESCAF...), l'intéressé aura évolué 3 ans en milieu industriel (expérience d'organisation en flux tendus appréciée).



Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et prétentions à :  
LG Conseil  
18, rue Edouard-Delangle, 13006 MARSEILLE.



Pour gérer sa croissance importante (CA : + 25 % par an), une filiale du groupe  
REVLON recherche son

## Controller

200/220 KF

### Paris

Sous la responsabilité du Directeur Général, vous occupez un poste très autonome et très complet comprenant le suivi de l'activité de la filiale, l'établissement des budgets, l'analyse des écarts, l'élaboration du reporting suivant les principes US. Par ailleurs, vous contrôlez le crédit clients, assurez la gestion de trésorerie et développez les outils informatiques de gestion. De formation supérieure (ESG ou maîtrise de gestion), vous bénéficiez d'une première expérience

de 1 à 2 ans au sein du service gestion-finances d'une entreprise de préférence anglo-saxonne. Un bon niveau d'anglais est exigé.

Contactez Pascale Gutton au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. PG5934MO.



**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier

Groupe international leader de très forte notoriété recherche pour sa filiale française  
(CA : + 5 MdF) son

## Directeur Organisation

400 KF + voiture

### Paris Nord

A la tête d'une équipe de 50 personnes et rattaché au plus haut niveau, vous prendrez en charge d'une part le département organisation et stratégie de la fonction administrative commerciale et logistique dont vous aurez les grands projets et d'autre part les services centraux de l'administration commerciale du groupe. Vous travaillerez en très étroite collaboration avec la direction informatique, la direction financière, les sociétés de financement et les diverses unités opérationnelles commerciales. De formation supérieure (grande Ecole d'ingénieur ou de Commerce), âgé de 32 à 40

ans, d'une forte culture système, vous aurez une expérience d'organisation très opérationnelle soit en cabinet soit en entreprise. Un anglais courant est nécessaire. Des candidats de haut potentiel pourront évoluer rapidement au sein du groupe.

Contactez Gilles de Montque, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. GM 5945MO.



**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier

Association culturelle internationale d'origine américaine recherche pour son  
siège européen basé à PARIS un jeune :

## Directeur administratif et financier

qui sera chargé de superviser la fonction comptable, budgétaire et financière, assurer le reporting vers les Etats-Unis mais également s'impliquer dans la fonction personnel, l'informatique et les services généraux.

A 30 ans, votre formation de type ESC + DECS et votre expérience de 3 à 5 ans dans un environnement anglo-saxon de préférence vous ont permis de prouver une bonne compétence technique en matière comptable, financière et de gestion. Vous maîtrisez l'anglais et possédez l'ouverture d'esprit nécessaire pour réussir dans une fonction très complète.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manus., C.V. et prêt.) à notre conseil COR'EX - 11 avenue Myron T. Herrick 75008 PARIS sous la référence DFIM

**COR'EX**  
Conseil Recrutement  
Exclusives

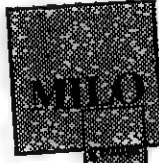
## RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER DANS UN GROUPE INDUSTRIEL AMBITIEUX

1800 personnes, 14 sociétés, 1,2 milliard de francs de C.A., nous sommes un des groupes leaders en Europe dans notre secteur et notre stratégie internationale est déjà bien engagée.

Pour prendre en charge, au côté de notre Président Directeur Général, l'ensemble des responsabilités comptables, financières, juridiques et administratives du Groupe, pour assister nos filiales dans ces domaines et pour assurer directement la Comptabilité Siège, nous recherchons un professionnel aussi ambitieux que nous.

Diplômé d'une Grande Ecole ou titulaire d'un DECS/DECF, vous avez acquis une solide expérience comptable, financière et administrative en milieu industriel. A 40 ans environ, vous vous sentez prêt à vous impliquer totalement dans les stratégies d'un Groupe en forte expansion.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous la référence M/210/L à notre Conseil.



**MILO RH.**  
3, avenue des  
Ternes  
75017 PARIS

Nous sommes une Mutuelle Nationale de 400 personnes,  
250.000 adhérents, notre développement constant  
nous amène à créer le poste de :

## Directeur administratif et financier

Vous avez 28/35 ans, le DECS, une ouverture à la gestion, la maîtrise de l'informatique (matériel Bull DPS6), une expérience de 5 ans environ qui s'avère positive... mais vous souhaitez gravir un échelon.

Nous vous demandons de monter notre système d'information de gestion, de prendre la responsabilité de notre service comptable et financier. Pour réussir, il vous faut rigueur, sens de l'animation, créativité.

Merci, si vous vous sentez impliqué, d'envoyer votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite) sous référence B/0701 à notre Conseil Béatrice Galievsky FAVEREAU CONSULTANTS - 52, rue de la Fédération 75015 PARIS



**ABG-SEMCA**

## CONTROLEUR DE GESTION (H/F)

A 35 ans environ, de formation Grande Ecole ou Université (Bac+5) option gestion, vous avez déjà appréhendé la fonction en milieu industriel.

Homme de communication, votre force de conviction allée à vos qualités d'analyse et de synthèse vous permettent d'élaborer les budgets, d'analyser les résultats avec les responsables opérationnels et d'intervenir pour mettre en place, avec eux, les actions correctives.

Tenace et ambitieux, nous vous offrons l'opportunité de relever le défi : développer la fonction Contrôleur de Gestion dans une entreprise en très forte expansion. Vous êtes parfaitement bilingue Allemand (de préférence) ou Anglais.

La rémunération sera à la hauteur de vos capacités et de vos ambitions. Envoyez CV + photo + rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 18, rue Lafayette 31000 TOULOUSE, s/réf. 48.3786 LM, portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

**Mercuri Urval**

IMPORTANTE BANQUE  
AU CENTRE D'UN GROUPE DE TAILLE NATIONALE

## EXPLOITANT GRANDES ENTREPRISES

Vous serez chargé d'entretenir et de développer un portefeuille de clientèle de grandes entreprises.

Vous réaliserez des montages de crédits complexes nécessitant la connaissance des différentes techniques de financement. Créatif, vous serez auprès de nos clients le représentant de l'ensemble des services offerts par la Banque.

A 30/35 ans environ et de formation supérieure, vous avez une expérience réussie des relations avec les grandes entreprises. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, manus. + C.V.) sous la référence 6851/LM, à MEDIA PA 50/54 rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

هذا من الاجل



هكذا من الاجل

## Contrôleur de gestion au GAN, une assurance de réussite.

Nous réalisons le quart de notre chiffre d'affaires à l'étranger. Le développement de nos activités internationales nous permet de proposer aujourd'hui une opportunité nouvelle à un :

### Contrôleur de gestion

En étroite relation avec nos intermédiaires financiers et nos contrôleurs de gestion à l'étranger, vous assumerez une double mission :

- participation au suivi des activités de nos filiales,
- détection et évaluation des sociétés étrangères susceptibles de faire l'objet d'une acquisition.

Pour chacune de nos implantations étrangères, vous analyserez donc et interpréterez le reporting. Vous étudiez et appréciez plus largement les dossiers d'acquisition qui parviennent à la Direction Internationale, déterminez nos cibles sur le marché étranger. Enfin vous élaborez les dossiers d'évaluation.

A 30 ans environ, issu d'une formation supérieure en gestion, idéalement complétée par le DECS, vous justifiez impérativement d'une première expérience significative de l'analyse de comptes et du contrôle d'activité.

A l'aise avec la micro-informatique, vous maîtrisez l'anglais ainsi qu'une seconde langue et êtes parfaitement disponible pour de fréquents déplacements à l'étranger.

De vos nombreux contacts tant en France qu'à l'étranger, vous acquerez une solide connaissance de nos activités qui pourra vous permettre de prendre, à moyen terme, des responsabilités opérationnelles au sein d'une de nos filiales étrangères.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. M/ED/51 à EMPLOI et CARRIÈRES, 2 rue Pillel-Will, 75448 Paris Cedex 09.

L'énergie de tous les projets



## ONLY COMPAGNIE AERIEENNE responsable comptable niveau expertise

En forte croissance, cet important transporteur aérien structure son groupe et cherche le CHEF COMPTABLE de sa société d'exploitation CA 1,2 milliards. Ce poste convient à un chef comptable de niveau expertise, pratiquant l'anglais, ayant plus de 5 ans d'expérience de l'établissement de bilans dans des sociétés internationales. Basé à Orly, animant une équipe dynamique, il évoluera dans un groupe de professionnels reconnus et entreprenants.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous référence 23849/M à Marie-José FOURNIAT CEGOS Département Recrutement Tour Vendôme, 92516 BOULOGNE

cegos

Bruxelles • Lisbonne • Londres • Madrid • Milan • Paris

## DIRECTEUR DE LA MEDECINE DU TRAVAIL Aix-en-Provence

Notre organisation interprofessionnelle s'adresse aux 5.600 entreprises adhérentes représentant plus de 45.000 salariés. Rattaché au président, vous serez responsable de l'administration générale, depuis la gestion financière jusqu'à la mise en place de procédures de gestion de personnel. Vous participerez à la création de nouveaux centres. Vos capacités relationnelles seront pleinement mises en valeur dans votre rôle de communication vis-à-vis des entreprises : organisation d'expositions, édition de plaquettes concernant la médecine préventive... De formation supérieure, vous êtes âgé d'au moins

37 ans. Votre expérience professionnelle vous a conduit à exercer des fonctions de gestion et de management dans la direction de cliniques, par exemple, ou de secrétaire général dans d'autres structures. Homme de dialogue et de concertation, votre autorité naturelle vous permettra de réussir pleinement dans ces missions. Le salaire annuel est de l'ordre de 286.000 francs. Ecrire à Sophie COHEN en précisant la référence A/X5182M - PA Consulting Group - 11 Cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72. (PA Minitel 36.15 code PA).

PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

## UN POSTE TREMPLIN... AUDITEUR CONFIRME

Le Holding du Groupe USINOR-SACILOR (7,9 milliards de résultat net en 1989; 84 milliards de chiffre d'affaires) renforce son Département Audit Interne et souhaite intégrer deux Auditeurs Confirmés qui prendront part à des missions opérationnelles visant à apporter un appui aux Directions Générales des sociétés du Groupe.

Bien plus qu'une approche "contrôle", nous avons développé une approche "conseil" auprès de diverses fonctions et mis au point une méthodologie et des techniques d'audit originales et performantes reconnues au niveau de la profession.

Aujourd'hui, vous souhaitez valoriser une expérience de 2 à 3 ans en cabinet et/ou en milieu industriel. Vous avez une solide formation comptable et financière et maîtrisez l'outil informatique (WORD, MULTIPLAN, EXCEL). La connaissance de 2 langues étrangères : anglais, allemand, italien ou espagnol sera indispensable pour évoluer dans le groupe.

Votre sens de l'analyse, votre rigueur, ainsi que vos qualités relationnelles seront particulièrement appréciés.

Trois ans environ dans cette fonction vous permettront de prendre la mesure du Groupe qui offre de larges perspectives de carrière.

Merci d'adresser CV + photo + prêt. s/réf. AUDIT à M. MAUBERT - GRH HOLDING USINOR-SACILOR - Cedex 33 Immaubert Ile-de-France 92070 PARIS LA DEFENSE

Acier  
USINOR SACILOR  
Premier industriel européen de l'acier  
Numéro deux mondial

## ALCATEL CUIVRE

ALCATEL CUIVRE, filiale de l'un des plus grands groupes industriels français, notre société bénéficie d'une avance technologique qui la place parmi les leaders européens de fils de cuivre émaillés et tressés. Diplômé d'une ESC et bénéficiant si possible d'une première expérience dans l'audit ou le contrôle de gestion, vous voulez évoluer au sein d'un groupe industriel de dimension internationale connaissant un fort développement. Pour vous permettre d'acquies une bonne connaissance de notre activité et de nos différents établissements, nous vous confierons dans un premier temps la mission de réorganiser et d'informatiser notre service Achats Industriels (management d'une petite équipe, gestion d'un budget important). Ayant fait la preuve de votre efficacité opérationnelle et de votre potentiel, vous poursuivrez ensuite votre carrière au sein du contrôle de gestion ou des départements financiers de notre société ou du groupe. Anglais indispensable. Localisation 100 km au nord de Paris.

## CONTROLEUR DE GESTION

OPTIMISER NOTRE SERVICE ACHATS

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 1679 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

ALCATEL CABLES

Le CIC-PARIS, c'est :

- la 1<sup>re</sup> Banque du Groupe CIC,
- 116 agences à Paris et en Région Parisienne,
- 4000 collaborateurs,
- une clientèle de 40 000 entreprises et de 250 000 particuliers.

## Chargés de clientèle débutants particuliers ou entreprises

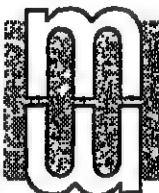
CIC Paris

De formation supérieure (IEP, ESC, DESS ou maîtrise...), vous voulez intégrer le milieu bancaire pour une carrière dynamique et évolutive. De fort tempérament commercial, attiré par le conseil, vous souhaitez valoriser votre savoir-faire et être jugé sur vos résultats.

Après une formation complète, nous vous confierons, dans le cadre d'une très large délégation de responsabilités, le développement et la gestion d'un portefeuille de clients.

Nous saurons vous offrir une rémunération motivante ainsi qu'une rapide évolution de carrière à la hauteur de votre potentiel.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. LM/70 à Christine BONHOURE - PHL Conseil 114 rue de la Boétie - 75008 PARIS.



Groupe les mutuelles du Mans assurances

## Concevoir gérer animer

Tel est le challenge que nous proposons à de Jeunes Diplômés Grandes Ecoles d'Ingénieur de Commerce et de Gestion.

Notre groupe (chiffre d'affaires de 15 milliards de francs), présent dans plus de 22 pays, se dote de tous les moyens pour se positionner en tant que grand groupe européen de l'assurance.

Votre potentiel nous intéresse...

Nous vous offrons les moyens d'une progression personnelle et d'évolution de carrière.

Après une formation à notre siège du Mans (55 mn de Paris par T.G.V.), vous devrez rapidement vous montrer capable de prendre des responsabilités opérationnelles de direction d'équipes de dix à trente personnes au Mans ou dans nos délégations régionales. De l'organisation du travail à la gestion du personnel en passant par le suivi rigoureux de la gestion de votre secteur, vous prouverez vos qualités de manager.

Mobilité géographique et bonne maîtrise d'une langue étrangère, de préférence l'anglais, seront appréciés.

Nous souhaitons vous rencontrer. Merci d'adresser votre candidature sous référence MANMO à Hervé ARNOULD VARIANT GROUPE PLEADE 7, Av. de la Préfecture 72000 LE MANS Consultez 3616 UCE\* Pleadé

Variant

## L'ECUREUIL



## PERFECTIONNE SES OUTILS D'ANALYSE FINANCIERE

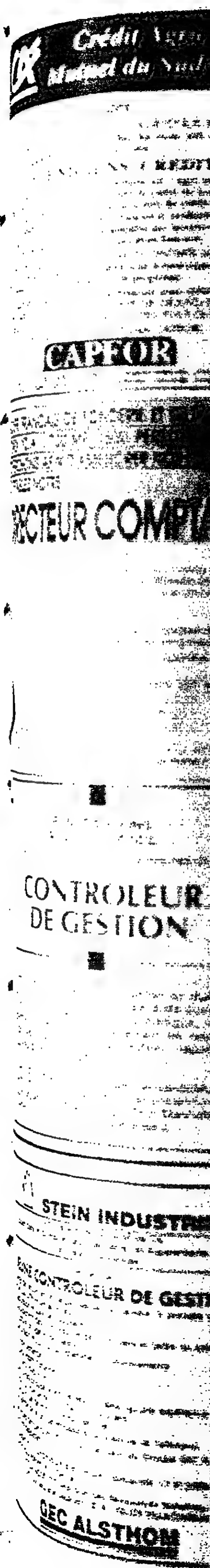
Le Centre National des Caisses d'Épargne et de Prévoyance (CENCEP) prépare l'écureuil à l'extension de son champ de compétence. Dans ce contexte passionnant, la Direction de l'Organisation Financière recrute une(s) :

### CHARGÉ(E) D'ÉTUDES FINANCIERES

Vous participerez au sein de l'équipe chargée des analyses et prévisions financières du chef d'un réseau d'établissement de crédit à la gestion de systèmes de centralisation des données financières du Réseau : depuis la rédaction du cahier des charges jusqu'à l'exploitation des informations.

De formation supérieure type ingénieur (plus gestion ou économie) ou diplômé d'une école de commerce, vous avez une première expérience acquise de préférence dans un établissement financier et vous avez évolué dans un contexte d'informatique de gestion. Vos études porteront sur l'activité et sur l'organisation financière des établissements du Réseau. Elles pourront s'appuyer sur des modèles de simulations et de prévisions. Ce poste comprenant également une large fonction de communication, correspond à votre sens relationnel et à votre goût de l'initiative.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature au Centre National des Caisses d'Épargne et de Prévoyance (CENCEP) M. Jacky GAUVIN, 29, rue de la Tombe-Issoire, 75014 PARIS.





# Le Monde de la Gestion

REPRODUCTION INTERDITE

## Crédit Agricole Mutuel du Sud Ouest

**Landes**  
Notre Caisse Régionale de CREDIT AGRICOLE MUTUEL du SUD OUEST (700 personnes) recherche pour son siège situé à AIRE SUR L'ADOUR (50 Kms de PAU) des

**TECHNICIENS CREDIT**  
Rattachés aux services du financement de l'agriculture ou des professionnels, ils seront chargés, dans le cadre de leur délégation administrative, économique, financière et juridique, de rechercher les solutions adaptées aux besoins de la clientèle en conformité avec la réglementation bancaire.  
Diplômés d'enseignement supérieur en ECONOMIE ou GESTION, Bac + 4/5, vous avez une première approche économique et financière de l'entreprise, et vous avez l'ambition de progresser.  
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence C 90 55 à notre Conseil : Evelyne REDON - CAPFOR GRAND-SUD OUEST, "Communic", 2, rue Emile Pelletier - 31082 TOULOUSE CEDEX.  
Informations Minitel 3615 code CAPFOR.

**CAPFOR**

PARIS - AIX - MARSEILLE - ANGERS - BORDOIX - BREST - CLERMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NICE - NIMES - ORLANS - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES

## DIRECTEUR DU CONTROLE DE GESTION

► 11 TITRES FRANCAIS DIFFUSES A PLUS DE 500000 EXEMPLAIRES ► EUREXPANSION, UN RESEAU D'UNE TRENTAINE DE TITRES ECONOMIQUES ET FINANCIERS, IMPLANTE DANS 11 PAYS D'EUROPE ► 830 PERSONNES ► 1,2 MD DE CA.

Notre Directeur Financier compte sur la qualité de votre reporting pour prendre ses décisions...

Responsable de l'établissement du reporting des divisions, c'est vous qui centralisez les travaux des contrôleurs budgétaires, commentez et mettez en forme les résultats. Intérieur privilégié des directeurs de divisions, vous les conseillez et les assistez dans la gestion de leur produit. Pour la partie budgétaire, vous produisez les analyses sur les exercices écoulés et vous intervenez activement au niveau de la consolidation des comptes de gestion.

Avec l'aide d'un contrôleur budgétaire, vous suivez également le budget des frais de structures du groupe, analysez les écarts, en recherchez les causes et, bien sûr, vous proposez des solutions.

Superviseur de l'audit, vous mettez en place les procédures de contrôle interne et veillez à leur application. En charge de missions ponctuelles, à la demande du Directeur Financier ou à votre propre initiative, vous êtes également à l'écoute de l'ensemble des services comptables.

Agé de 28/30 ans, de formation supérieure Ecole de Commerce ou de Gestion, vous possédez environ 3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou américain. Fort d'un esprit d'analyse et de synthèse, de rigueur, d'aisance relationnelle et de disponibilité, votre personnalité et votre capacité à savoir prendre du recul sauront nous convaincre.

Merci d'adresser votre candidature sous référence M0907 au GROUPE EXPANSION, Direction des Ressources Humaines, Le Ponant, 25 rue Leblanc, 75042 Paris Cedex 15.

**GROUPE EXPANSION**

## Responsable des affaires sociales H/F

**PECHINEY - CA 85 11MF**  
et 70 000 collaborateurs, est aujourd'hui le n°1 mondial de l'emballage, le n°3 mondial de l'aluminium et l'un des leaders des composants industriels.

De formation supérieure juridique, gestion du personnel... ou équivalent, avec une 1<sup>re</sup> expérience vous allez à vos qualités d'animation et d'innovation, le sens de la rigueur et de l'organisation.

En relation étroite avec le Directeur de l'établissement, vous mettez en œuvre une véritable politique sociale, élément déterminant de la compétitivité de l'entreprise. Vous intervenez également, dans les relations du travail et

l'administration du personnel (droit du travail, recrutement, gestion prévisionnelle, rémunération...). Homme de dialogue, vous animez les actions nécessaires à la bonne circulation des informations au sein de cette unité à taille humaine.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous référence P.Y. à PECHINEY - Service du Recrutement - CEDEX 68 - 92048 PARIS-LA DEFENSE.

PECHINEY  
CEDEX 68  
92048 PARIS LA DEFENSE

Stages, 1<sup>er</sup> emploi : 3614 code PECHINEY

**PECHINEY**

## ERNST & YOUNG AUDIT ET CONSEIL recherche pour ses services internes un CONTROLEUR DE GESTION

Votre formation (maîtrise de gestion ou diplôme d'école de commerce), alliée à de bonnes connaissances en micro-informatique, vous permettront d'assumer rapidement les responsabilités essentielles de la fonction : reporting, tableau de bord, budget.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Loïc Malet - Ernst & Young - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris-La Défense 2.

## STEIN INDUSTRIE

1400 personnes, 2 MDSF de CA.  
Leader dans le domaine des chaudières et équipements pour centrales thermiques

### JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Chargé de seconder le Responsable du Service, il prendra une part active aux différentes activités :  
- Elaboration et suivi des budgets  
- Etablissement des comptes de gestion dans le cadre du système de reporting de type Anglo-Saxon  
- Elaboration et suivi du programme d'investissements

Ce poste demande :  
- rigueur, esprit d'analyse,  
- bon sens relationnel  
- une formation supérieure de gestion ainsi qu'une expérience d'audit et/ou contrôle de gestion d'au moins 2 ans,  
- une pratique de la micro-informatique,  
- la maîtrise de la langue anglaise et si possible de l'allemand  
De réelles perspectives d'évolution au sein du Groupe GEC ALSTHOM sont envisageables.

Adressez votre candidature avec lettre manuscrite, CV et prétentions + photo sous référence JCDAF à  
STEIN INDUSTRIE, Direction des Ressources Humaines,  
19/21 Av. Morane Saulnier 78141 VELIZY VILLACOUBLAY.

**GEC ALSTHOM**

X, Centrale... HEC, ESSEC...

## Financer des Grands Projets

Nous sommes la filiale bancaire d'un des plus puissants groupes financiers français. L'une de nos principales activités est de monter les financements d'opérations complexes dans le domaine d'infrastructures publiques ou privées, pour le compte d'industriels ou de concessionnaires des grands projets. Il est aujourd'hui nécessaire de renforcer le département concerné, en recrutant

### Un Senior

De formation supérieure (Ecole d'Ingénieur ou Ecole de commerce), 35 ans environ, il a 5 à 7 ans d'expérience du financement financier. Il rejoindra une petite équipe pour participer à la modélisation financière de projets et à l'analyse de leur faisabilité. Il sera également associé au fur et à mesure à la vie du projet et aux négociations offertes. (réf. JUIM)

### Un Junior

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Ingénieur ou commercial), avec au minimum quelques stages à dominante financière, il rejoindra une petite équipe pour participer à la modélisation financière de projets et à l'analyse de leur faisabilité. Il sera également associé au fur et à mesure à la vie du projet et aux négociations offertes. (réf. JUIM)

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais et de l'outil de travail informatique sont nécessaires.  
De fréquents déplacements en Province ou à l'étranger sont à prévoir.  
Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à notre Conseil COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS sous la réf. choisie

**COR'EX**

## Chargé(e) d'études de gestion conjuguez productivité et rentabilité

A 25-30 ans vous avez une formation supérieure en gestion (ESC, IEP éco fi, ...) que vous avez éventuellement complétée par une première expérience du contrôle de gestion ou équivalent.

Fort de cette compétence, vous souhaitez aujourd'hui rejoindre un groupe bancaire innovateur.

Au sein de la Direction du Contrôle de Gestion dont la mission est de concevoir et de mettre en place des outils de gestion destinés à l'ensemble du management du groupe CCF, vous aurez à réaliser des études portant sur l'évolution des frais généraux, la productivité et la rentabilité des activités.

Ces différentes missions vous conduiront à être en contact permanent avec

les autres services du contrôle de gestion ainsi qu'avec l'ensemble des Directions du CCF.

Si vous associez à vos compétences, créativité, rigueur, goût de l'analyse et sens du contact, nous saurons vous faire évoluer au sein de ce service en fort développement ou vers d'autres directions opérationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence CCG à notre Conseil

Christiane Montell  
17 rue Gallilée  
75016 Paris.

**CCF**

سكزا من الاجل



هكذا من الاعمال

12

34 Le Monde • Mardi 10 juillet 1990 •••

## Le Monde de la Gestion

REPRODUCTION INTERDITE

### De la Banque à la Chasse de Têtes... Une voie de réussite...

Vous êtes banquier expérimenté (5 à 15 ans) et exercez vos talents au sein d'un grand réseau, d'une banque performante ou d'une Institution Financière. Les structures hiérarchiques vous pèsent et vous ressentez le besoin de vous investir pleinement dans une activité qui vous permette à la fois de couvrir un champ beaucoup plus vaste (cf. Banque, Bourse et Assurances) et d'exprimer totalement, en plus de vos qualités techniques, vos potentialités personnelles : autonomie, capacité de dialogue, force de conviction, sens de l'éthique. Nous vous offrons l'opportunité de nous rejoindre en qualité de

### Directeur Associé

Après une période d'adaptation et de formation vous mettrez en oeuvre les moyens nécessaires pour assurer la développement du Département Banque, Bourse et Assurances dont vous serez le Dirigeant et principal animateur. Notre image de marque, nos outils et notre savoir-faire vous aideront à réussir dans cette nouvelle voie qui s'offre à vous. Raymond POULAIN, recevra personnellement et en toute confidentialité votre résumé de carrière sous la référence T/BANQ/LM.

RPC - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS



**Raymond Poulain Consultants**

### Responsable finance et gestion à La Réunion

Solidement implanté sur l'île de La Réunion, notre Groupe est présent dans plusieurs secteurs industriels majeurs et dans la Grande Distribution. En constante progression sur nos différents marchés, nous désirons unifier notre structure financière, comptable et de gestion.

Rattaché au Président, nous vous confierons l'expertise de nos différentes sociétés, avec pour objectif la mise en œuvre des outils de gestion appropriés. A l'aide des tableaux de bord que vous concevrez, vous proposerez toutes mesures correctives, optimiserez les moyens informatiques, formez le personnel comptable et financier.

30 ans environ, vous avez une formation supérieure Grande Ecole de Commerce ou Université, êtes titulaire d'un DECS, complété d'un 3<sup>e</sup> cycle de Gestion. Vous avez quelques années d'expérience en milieu industriel, appuyée par un passage éventuel dans une société d'audit. Organisateur, connaissant bien les mécanismes bancaires et financiers, nous vous offrons de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre, c.v., photo sous référence 481/2 LM (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83, rue Baudin 92309 Levallois-Perret Cedex.



**BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES**

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

### COMPTABLE EXPERIMENTE

L'Air Liquide, 30 milliards de chiffre d'affaires et 2 milliards de bénéfice net, vous propose de rejoindre au Siège à Paris sa Direction des Services Comptables.

Vous y serez responsable de l'établissement des comptes de L'Air Liquide S.A., de la préparation des déclarations fiscales et de la comptabilité des opérations financières.

De formation comptable supérieure, vous possédez une expérience significative au cours de laquelle vous avez fait preuve d'un esprit de synthèse.

**L'AIR LIQUIDE**

Votre motivation étant pour nous un gage de votre adaptabilité, merci de nous faire part de votre intérêt en adressant votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. CE à L'AIR LIQUIDE - Direction des Ressources Humaines - 75, quai d'Orsay - 75321 Paris Cedex 07.



Filière d'un groupe international, un des premiers producteurs de revêtements de sols et de murs, notre société commercialise ses produits sous les marques Mayfair, Kingfisher, Contour, Oslo.

Afin de renforcer l'équipe de notre Direction Administrative et Financière, nous recherchons un

### Assistant Contrôleur de Gestion H/F.

Diplômé d'une école supérieure de commerce ou MSG, vous participerez aux différentes étapes du contrôle de gestion (recueil des données, contrôle des procédures, élaboration du budget, réalisation et suivi des tableaux de bord, analyse et reporting).

Vous serez en contact permanent au sein d'une équipe jeune et dynamique avec les services Marketing, Ventes, Logistique. La maîtrise de l'anglais est indispensable et la connaissance de la micro-informatique très appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 5025 à SCOTI - 175 ter rue de Tolbiac - 75013 Paris.

**SCOTI consultants**

### Responsable du Reporting et de l'Audit Groupe

Notre stratégie de croissance dans les systèmes d'équipements nous fait évoluer, en France, vers une constitution de groupe composé d'entreprises de pointe.

Elle doit s'appuyer sur des systèmes comptables performants : vous en serez l'auditeur en regard des normes anglo-saxonnes et françaises. De plus vous assurerez le reporting comptable mensuel US ainsi que les déclarations fiscales.

L'anglais, la disponibilité pour des missions, mais surtout votre formation ESC, DECS, votre expérience en cabinet et vos qualités d'organisateur vous ouvrent les voies d'un groupe international.

Merci d'envoyer votre dossier à :  
Sie HOBART - J.R.H. - BP 88  
77312 MARNE LA VALLÉE Cedex 2.

### HOBART

La référence mondiale  
qualité, technologie, gamme  
pour l'équipement professionnel  
de cuisine.

**ADZ**  
GROUPE FRANK-ADZEMA

A Cluses (74), PME en fort développement (160 MF de CA), pour renforcer nos équipes, nous cherchons notre

### controller

A 30 ans, DECS ou équivalent, venez développer cette fonction sous l'autorité de notre DAF en prenant en main notre contrôle de gestion, nos comptabilités et l'évolution de notre système informatique.

Homme de PME industrielle, vous savez communiquer. Vous avez l'esprit d'équipe et le goût de la réussite.

Ecrivez à Christine MARTY (réf. 3988 LM)

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
96, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE  
PARIS - LYON - NANTES - LILLE  
TOULOUSE - BORDEAUX - STRASBOURG

### Banque d'Affaires Internationale

recherche

### N°2 de la Comptabilité (250 KF±)

Chargé de la production et de la surveillance des états comptables (états de synthèse, annexes mensuels, bilans, déclarations CB et BDF), entièrement informatisés, il encadre une équipe de 7 personnes et s'attache particulièrement au contrôle de la qualité des états comptables (explications des variations, ratios...) à l'aide de tableaux de bord et participe à la mise en place du nouveau plan comptable.

Riches d'une première expérience en cabinet ou dans une banque (comptabilisation des opérations, principes d'évaluation), habitués à l'informatique, esprit méthodique, analytique et rigoureux, vous souhaitez valoriser votre acquis dans une fonction d'encadrement.

Merci d'adresser - ou de faxer au +7 04 95 38 - dossier de candidature + lettre actual, sous réf. LM/06, à **ARCOS & PARTNERS** - Liliane GAUBERT, 6 avenue d'Eylau 75116 PARIS.

**Arcos & Partners s.a.**

### Cabinet d'audit et commissariat aux comptes Membre du réseau international RECHERCHE

### ASSISTANTS CONFIRMÉS

(1 à 3 ans d'expérience en cabinet)

Adresser C.V., photo et prétentions à :  
M. de Roussen, 105, rue de Sèvres, 92100 Boulogne.

**Coopers & Lybrand associés**

Executive  
Selection  
3, av. Percier  
75008 Paris.

**C&L**

QUESTIONNAIRE  
DES CREDITS

Chef Comptable  
dynamique pour  
une Performance

BANQUE DE FRANCE

Année 1990

Chef-Comptable

le 20 octobre



REPRODUCTION INTERDITE

## AVENUE BANQUE AB

Jeune banque à vocation multiple, renforce ses équipes et recherche :

### GESTIONNAIRE DES CREDITS

Agé de 24/25 ans et de formation Bac + 2, vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans dans une banque ou un établissement financier.

Votre esprit d'équipe, votre dynamisme et votre goût pour l'informatique seront des atouts pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser CV manuscrit, photo et prétentions à la Direction des Ressources Humaines, Avenue Banque, 128 rue de la Boétie 75008 PARIS.



# 1000 & 1 M E T I E R S

Au sein de notre Direction des Assurances Collectives, vous prendrez la responsabilité des opérations de réassurances et de co-assurances pour notre clientèle Grands Comptes. Après avoir mis en place de nouvelles procédures informatiques, vous contrôlerez les résultats comptables et financiers ainsi que les analyses d'écarts de ces opérations. En relation avec nos interlocuteurs nationaux ou européens, associé aux négociations et à l'élaboration des nouvelles conventions de réassurance, vous prouverez faculté d'anticipation et d'innovation.

Jeune diplômé d'une école de commerce, de gestion ou 3<sup>e</sup> cycle universitaire (DESS Gestion, Statistiques...) débutant ou 2 ans d'expérience, vous maîtrisez l'outil informatique (connaissance API appréciée). Votre réussite dans cette création de poste vous permettra d'évoluer vers des responsabilités d'animation d'équipe en France comme à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre, photo, prétentions) à Jacqueline Prince, UAP, Service Recrutement et Gestion des Carrières, Tour Assur 5F, 92083 Paris-La Défense.

## CONTROLEUR DE GESTION

DEBUTANT/PREMIERE EXPERIENCE

## UAP

35 000 collaborateurs dans plus de 60 pays, un CA de 64,5 Mds de F dont 36 % réalisés à l'international, font de l'UAP le N°1 français de l'assurance et le N°2 en Europe. 1 000 et 1 métiers nous animent. Autant de spécialités, d'opportunités d'évolution à la hauteur de notre ambition : être l'assureur européen de référence.

## Chef Comptable dynamique pour Société Performante

Filière d'un des grands de l'électronique américaine, nous avons conquis le marché français de la micro-informatique professionnelle (1 milliard de CA) et connaissons une forte croissance annuelle. Nous étendons notre structure et recrutons notre Chef Comptable.

A la tête d'une équipe de 5 personnes, et dans un environnement fortement informatisé, vous répondrez au Contrôleur pour les comptabilités générale, fournisseurs, interco jusqu'au bilan, les déclarations fiscales et sociales, la paie et la gestion des immobilisations. En outre, vous participerez au reporting mensuel et contribuerez à l'amélioration de l'outil informatique.

Ce poste, situé à la Défense, s'adresse à un(e) diplômé(e) de formation supérieure (ESG + DECS...) possédant une expérience de 5 ans environ de la fonction, éventuellement dans un contexte anglo-saxon. La connaissance de l'anglais sera un précieux atout.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite + salaire actuel) à Liliane GAUBERT sous réf. LM/05, Arcos & Partners S.A., 6 Av. d'Eylau 75116 PARIS.

Arcos & Partners S.A.

LE CREDIT AGRICOLE CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES : PREMIERE BANQUE EUROPEENNE, 5700 GUICHETS, 73000 SALAIRES.



Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

## RESPONSABLE DE MARCHÉ JUNIOR (PME-PMI)

Vos études supérieures (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion ou équivalent) vous ont permis d'acquérir de solides connaissances en marketing et de vous passionner pour le développement des entreprises.

Débutant ou possédant une courte expérience, de préférence bancaire, l'occasion s'offre à vous d'intégrer la Direction des Entreprises de la Caisse Nationale du Crédit Agricole pour exprimer votre force de proposition et de réalisation, dans le cadre d'une petite équipe dynamique, sur un marché porteur mais concurrentiel.

Pour cela, vous devez en permanence surveiller et analyser ce segment de marché, proposer aux Caisses Régionales les moyens et les actions les plus adaptés à leurs besoins dans le cadre d'une politique globale et participer activement à l'élaboration du Plan Marketing.

De nombreux contacts avec les Caisses Régionales sont à prévoir ainsi que des déplacements fréquents.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Corinne d'ARGIS, Caisse Nationale de Crédit Agricole, Réf. 5307, Direction des Ressources Humaines, 83 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

## BANQUE DE FRANCE

Au centre du système bancaire monétaire et financier.

La Banque de France recrute par concours le 20 octobre 1990 environ 150 secrétaires-comptables qui seront affectés (e)s au siège ou dans les agences.

Vous vous verrez confier des missions très variées : activités bancaires, gestion de fichiers, élaboration de statistiques et travaux d'études, secrétariat, dactylographie, pour lesquelles vous utiliserez l'informatique et le bureautique. Après un an, votre salaire atteindra 115.000 F brut. Notre politique de formation et de promotion interne vous donnera la possibilité d'accéder à des fonctions d'encadrement.

Vous êtes de nationalité française. Au 1<sup>er</sup> janvier 1990, vous aviez 18 ans et moins de 28 ans. Vous êtes titulaire du BEP-BEP, Baccalauréat, DUT-DEUG ou tout autre diplôme de niveau équivalent.

Dépôt des candidatures du 2 juillet au 21 août 1990. Pour tous renseignements, contactez la Banque de France Direction Générale du Personnel Service du Recrutement et des Concours.

31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01  
Tél. : (1) 42.92.40.17 ou l'une de ses agences.

## Responsable Administratif et Financier (Vallée du Rhône)

Notre client exerce, au sein de la Vallée du Rhône, le double métier de promoteur et de prêteur dans le respect des obligations liées à sa vocation sociale. Dans une PME de services, les bons résultats viennent d'abord de la qualité de sa petite équipe dirigeante, de son implication, de sa capacité à prendre des décisions rapides, de son potentiel permanent d'adaptation.

Pour renforcer son équipe actuelle, et fidéliser le savoir-faire en Comptabilité Informatique et Gestion, la Direction Générale crée le poste de Responsable Administratif et Financier, chargé :

- d'animer les spécialistes comptables, informatiques et de démontrer leurs capacités techniques,
- d'optimiser les procédures Comptables, Informatiques et de Gestion, sur des objectifs de productivité,
- de faire évoluer l'offre-produit, en mettant en place de nouvelles formes de prêts.

Pour mener à bien cette mission polyvalente, nous cherchons un professionnel techniquement crédible (DESS Gestion, DECS, etc...) attiré par une petite structure au sein de laquelle sa progression personnelle ne sera limitée que par sa capacité d'implication.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 0607 à Groupe Equation - 19, rue du Commandant Faurax - 69006 LYON. Un dossier complet d'information sera adressé à tout candidat présélectionné.

## Important organisme financier et social recherche CADRES

pour son secteur contrôle de gestion

Lieu de travail : région parisienne

Ces cadres seront chargés du développement des outils du contrôle de gestion et d'études sur différents aspects de la gestion de l'organisme.

Les candidats devront posséder :

- Un diplôme de l'enseignement supérieur dans ce domaine (école de commerce, maîtrise de gestion Paris Dauphine, Institut d'études politiques, section Econo);
- Des qualités relationnelles et une bonne aptitude rédactionnelle;
- Une bonne maîtrise de la micro-informatique.

Rémunération annuelle brute de départ de 122 118 F (cadre niveau IB) à 135 450 F (cadre niveau 2) suivant expérience, évolution de carrière.

Adresser lettre manuscrite + C.V. à : Monsieur le directeur du personnel, URSSAF de Paris 3, rue Franklin, 93518 Montreuil Cedex

## FORMATION PROFESSIONNELLE

### IL N'Y A QU'UN MASTÈRE SPÉCIALISÉ EXPERT EUROPÉEN DU MANAGEMENT DES ÉCHANGES EST/OUEST

ACCREDITÉ PAR LA CONFÉRENCE DES GRANDES ÉCOLES



Ecole Supérieure des Sciences Commerciales d'Angers.

**OBJECTIF :** former en 12 mois (dont 4 mois de stage) des cadres de très haut niveau pour les entreprises européennes développant des échanges entre les deux Europe.

**ADMISSION :** Diplômés des Grandes Écoles ou de l'Université (Bac + 5), cadres d'entreprise.

**SÉLECTION :** Sur dossier et entretien avec un jury.

**INSCRIPTION :** Direction du Mastère, ESSCA 1 rue Lakanal, BP 2007 49016 ANGERS CEDEX Tel. (15) 41.73.47.47, Minitel 3616 code ESSCA.

### BAC + 2 et + 3 DEVENEZ UN PROFESSIONNEL DU TOURISME D'AFFAIRES

Nous vous proposons 2 formations RÉMUNÉRÉES et GRATUITES, à temps plein, à partir du 1<sup>er</sup>/10/1990 :

- CHARGÉ D'ORGANISATION DE CONGRÈS ET D'ÉVÉNEMENTS - Durée : 8 mois
- TECHNICO-COMMERCE HOTELIERIE D'AFFAIRES - Durée : 6 mois

Conditions d'accès : Être inscrit à l'ANPE, résider à Paris depuis 1 an, maîtrise de l'anglais. Adresser C.V. + photo + lettre à : APERMEC - 19, rue Erard - 75012 PARIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

سكزا من الاجل



حکومت اسلامی

# MARCHÉS FINANCIERS

## La croissance du chiffre d'affaires de l'assurance-vie commence à ralentir

La croissance du chiffre d'affaires de l'assurance-vie, très vive ces dernières années, se ralentit nettement, a indiqué M. Jacques Lallement, président de la Fédération française des sociétés d'assurances. L'augmentation des primes émises pour les premiers mois de 1990 revient, en effet, à 10 % ou 15 %, au lieu de 35 % en 1988 et de 25 % en 1989.

D'un côté, la progression de ces primes ne peut mathématiquement s'effectuer à un rythme soutenu, puisqu'elles deviennent cumulatives. De l'autre, la concurrence des plans d'épargne populaire (PEP) est très vive, affectant notamment des filiales d'assurances des banques, qui récupèrent à leur profit une bonne partie de ces PEP. C'est le cas, notamment, pour le Crédit agricole, dont la filiale Prédica a déjà annoncé un net recul de sa collecte en 1990 (16 milliards, contre 21 milliards de francs l'année précédente).

En ce qui concerne l'assurance-dommages (incendie, accident, vol), l'activité continue à progresser au rythme inchangé de 5 % par an.

Globalement, les primes encaissées par l'assurance française en métropole et dans les DOM-TOM ont augmenté de 14,6 % en 1989, contre 7,4 % en 1988, faisant les 400 milliards de francs. Avec les filiales étrangères et la réassurance, ces primes dépassent 500 milliards de francs (+ 22,4 %). En raison essentiellement des acquisitions extérieures réalisées par la compagnie française.

Pour la première fois, le volume de l'assurance-vie capitalisation a légèrement dépassé celui de l'assurance-dommages, tandis que les assurances de personnes, au sens large, s'élèvent à 60 % du total des primes, contre 40 % pour les assurances-dommages. La branche automobile n'a progressé que de 4,1 % en 1989, contre 4,4 % en 1988, ce qui traduit un tassement dans les tarifs, dû à la vive compétition

entre les compagnies, dont certaines pratiquent des prix d'appel pour conquérir ou reprendre des parts de marché.

Résultat : la branche vie affiche un déficit comptable de 900 millions de francs, compte non tenu de 7 milliards de francs de plus-values de cession. La branche dommages a enregistré 5 à 6 milliards de francs de bénéfices d'exploitation, auxquels il faut ajouter une dizaine de milliards de francs de plus-values.

Enfin, le volume du placement cumulé de l'assurance française, au titre de ses réserves techniques, a dépassé les 1 000 milliards en 1989, atteignant 1 066 milliards de francs, en augmentation de 190 milliards de francs, en raison de la forte activité de la branche vie et de la hausse tant de la Bourse que de l'immobilier. Les achats d'actions des compagnies ont progressé de 30 % l'an dernier, ce qui a porté leur part dans les placements de 19 % à 20 %, aux dépens de celle des obligations, ramenée de 56 % à 34 %.

FRANÇOIS RENARD

Contraction en mai de la masse monétaire. — En mai, la masse monétaire de la France s'est contractée, ce qui est contraire à la tendance habituelle. Les mesures de la Banque de France, qui sont les mesures utilisées, l'agrégat M2 (billets et monnaie, dépôts à vue et comptes sur livrets), le plus couramment utilisé, a diminué de 0,7 %. Selon la Banque de France, cette contraction est liée à un recul sensible des dépôts à vue, ainsi que des avoirs en devises. Calculé sur un an (en moyennes trimestrielles), la croissance de M2 s'est établie à 1,8 %, après 2,1 % en mars, soit nettement en deçà de la fourchette de 3,5-5,5 % fixée pour l'année 1990. Celle de L (la définition la plus large de la masse monétaire) s'est établie à 7,3 %, contre 7,8 % un mois plus tôt. « Ces deux indicateurs s'expliquent essentiellement par la très forte progression, depuis le début de l'année, des souscriptions aux Plans d'épargne populaire qui, à la différence d'autres formes d'épargne contractuelle, ne sont pas incluses dans les agrégats monétaires », souligne la Banque de France dans son communiqué du 6 juillet.

## Shearson paie une amende record de 500 000 dollars

La société de courtage américaine Shearson Lehman Brothers a accepté vendredi de payer à la Bourse de New-York une amende record de 500 000 dollars.

Les autorités boursières lui ont reproché de n'avoir pas précisé qu'elle agissait pour son propre compte en achetant massivement des titres de Hutton et pour avoir, « au moins à trois reprises », donné la priorité à ses propres achats par rapport aux ordres venant de clients.

La Bourse new-yorkaise a aussi critiqué la façon dont Shearson avait revendu sa participation dans Hutton en 1986, avant de racheter cette firme l'année suivante.

Shearson, la deuxième société de courtage américaine derrière Merrill Lynch & Co, a déclaré que sa firme avait préféré payer l'amende « plutôt que de s'engager dans une procédure juridique interminable ».

## Une lettre du PDG de Kis

Après notre article du 30 juin sur l'arrestation du milliardaire belge M. Jean-Pierre Van Rossem, M. Serge Crasnikowski, PDG de Kis, nous écrit :

M. J.-P. Van Rossem m'a convaincu de faire une opération de gestion à titre personnel en 1989 et m'a vendu une F40 (Ferrari). Il était entendu que je conserverais la propriété de la F40 s'il n'était pas en mesure de me rembourser la somme que je lui avais confiée à titre personnel. En décembre 1989, M. J.-P. Van Rossem (...) s'est porté acquéreur de 2 % des actions des deux sociétés holdings de Kis, c'est-à-dire des sociétés anonymes Kis France SA et Kis Photo Industrie SA, qui détiennent 100 % du capital des SARL Kis France et Kis Photo Industrie qui sont les sociétés d'exploitation propriétaires de l'ensemble des marques et des produits du groupe. Cette prise de participation n'a pas été réalisée puisque le chèque remis en paiement par M. Van Rossem n'a pas été provisionné.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CNT CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

#### CNT - OBLIGATIONS 17,50 % - 1981

Les intérêts courus du 17 juillet 1989 au 16 juillet 1990 seront payables à partir du 16 juillet 1990, à raison de 787,50 F par titre de 5 000 F nominal contre détachement du coupon n° 9 après une retenue à la source d'impôt de droit à un avoir fiscal de 87,50 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 61,30 F, soit un net de 726,50 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 325 370 à 358 703 sortis au tirage au sort du 17 mai 1990 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 10 au 16 juillet 1991 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habilités.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 243 802 à 276 308, 273 851 à 300 000, 627 à 7 800, 108 036 à 141 368, 239 167 à 243 801, 276 309 à 305 206, 92 063 à 108 035, 141 369 à 159 330, 170 623 à 203 954, 169 223 à 170 621, 203 955 à 235 888, 159 331 à 169 222, 235 889 à 239 166 et 305 207 à 325 369 sont respectivement remboursables depuis le 16 juillet des années 1982 à 1989.

#### CNT - OBLIGATIONS 9 % - 1989

Les intérêts courus du 20 juillet 1989 au 19 juillet 1990 seront payables à partir du 20 juillet 1990 à raison de 450 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 1).

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le prélèvement libératoire sera de 76,50 F, soit un net de 373,50 F.

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en milliards de francs)

28 juin 1990

Total actif	700 154
dont	
Or	186 806
Disponibilités à vue à l'étranger	96 441
Ecos	50 877
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 630
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	56 684
Concours au Trésor public	36 750
Titres d'Etat (bons et obligations)	24 713
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	550
Effets privés	148 770
Effets en cours de recouvrement	45 388
Total passif	700 154
dont	
Bilans en circulation	247 361
Comptes courants des établissements financiers à la constitution de réserves	89 878
Compte courant du Trésor public	28 829
Reprises de liquidités	15 263
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 213
Ecos à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	51 223
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	225 916

Total passif

dont

Bilans en circulation

Comptes courants des établissements financiers à la constitution de réserves

Compte courant du Trésor public

Reprises de liquidités

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux

Ecos à livrer au Fonds européen de coopération monétaire

Réserves de réévaluation des avoirs publics en or

## TAUX DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,50 %
Taux des pénalités de 9 à 10 jours	10,25 %
Taux des avances sur titres	12 %

## La Bourse de Francfort va être gérée de façon privée

La Bourse de Francfort va être gérée de façon privée à partir du 1er janvier 1991. Sa direction vient de l'annoncer. Jusqu'à présent, la deuxième Bourse européenne par le volume de ses transactions faisait partie de la chambre de commerce et d'industrie de la ville de Francfort, une institution de droit public. Sa gestion va être confiée à une nouvelle société par actions, la Frankfurter Wertpapierbörse Aktiengesellschaft.

Grâce à ce transfert vers le droit privé, « la Bourse gagnera la mobilité de gestion qui lui est nécessaire afin de s'affirmer dans la concurrence entre les places boursières en Europe ».

Concrètement, le capital de la nouvelle société par actions va être souscrit par les membres de la Bourse, soit 209 sociétés. Les capitaux propres de cette société s'élèveront à 84 millions de deutschemarks.

Parmi les 209 membres de la Bourse, on trouve 131 banques (dont 61 banques étrangères et 70 banques allemandes), 35 agents de change et 43 courtiers libres.

## PARIS, 9 juillet

### Repli

La tendance s'est retournée lundi au début d'après-midi à la Bourse de Paris après un bon démarrage au cours des premières heures de cotations. L'indice CAC 40 en hausse de 0,15 % à l'ouverture enregistrait une perte de 0,33 % en milieu de séance.

Le marché est toujours aussi tendu, raison du peu d'affaires, indiquaient les milieux professionnels. Rien dans l'actualité n'est vraiment susceptible de relancer la cote, ajoutent-ils. Les dernières statistiques américaines concernant l'emploi en juin donnent à penser que la réserve fédérale ne modifiera pas sa politique du crédit. Or seule une détente significative des taux d'intérêt pourrait selon les experts relancer les marchés, en particulier celui de Paris. Le taux au jour le jour à Paris est resté sous la barre des 10 % sans toutefois enregistrer une diminution sensible par rapport à vendredi dernier.

La bonne tenue de Wall Street vendredi était somme toute une bonne nouvelle mais elle n'était pas suffisante pour redonner confiance aux opérateurs.

Quelques événements ont toutefois suscité un peu d'animation autour de certains groupes. La cotation de l'action Bernard Tapie a été suspendue dans le courant de la matinée après l'annonce du rachat du groupe de sport allemand Adidas. Sur le second marché la cotation de l'action Tuffier-River-Py était également suspendue à la suite de rumeurs insistantes faisant état d'un dépôt de bilan de la société financière. Sur le marché RM, les cotations de la Lyonnaise des Eaux et de Dumez ont été suspendues en raison d'une opération financière imminente. Les boursiers parlent d'une offre publique d'échanges entre ces deux groupes.

## TOKYO, 9 juillet

### Bien orientée

La séance a été bonne, lundi, à la Bourse de Tokyo, les opérateurs carressant une fois de plus l'espoir d'une baisse prochaine des taux d'intérêt. Dans un marché calme, l'indice Nikkei a terminé la journée sur une hausse de 92,16 points, soit 0,3 % à 32 538,28 points. Le Nikkei avait gagné 83,45 points vendredi.

En fin de matinée, les échanges étaient peu étoffés avec quelque 200 millions de titres, contre 220 millions d'actions échangées vendredi matin et 450 millions pour l'ensemble de la journée de vendredi.

La Nikkei avait perdu presque 30 points au cours des trente premières minutes de la séance puis s'est redressé grâce à des achats d'arbitrage dans l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt, indiquent les courtiers.

VALEURS	Cours de 9 heures	Cours de 10 heures
Akai	1 030	1 040
Asahi	1 510	1 500
Daiichi	1 800	1 810
Fujitsu	2 940	2 950
Honda	1 640	1 650
Mitsubishi Electric	2 190	2 180
Mitsubishi Heavy	920	910
Sanyo	810	820
Toshiba	2 220	2 230

## FAITS ET RÉSULTATS

La Bourse en temps réel avec XEOD. — Un service de traitement automatisé des ordres de Bourse intervenant pratiquement en temps réel, c'est ce que XEOD, société d'exploitation des ordres de détail en Bourse, créée il y a juste un an par la Caisse centrale des Banques populaires et la société de Bourse Tuffier, Ravier et Py, est en mesure de proposer aux collectionneurs d'ordres (banques, sociétés de Bourse). La rapidité de l'intervention signifie l'abandon d'une Bourse à deux vitesses entre l'institutionnel et le particulier, celui-ci pouvant de son agence bancaire (du réseau CCBP dans l'immédiat) passer son ordre dans les meilleurs délais et aux meilleures conditions du marché. XEOD a investi quelque 10 millions de francs dans son système, qui traite actuellement 3 000 ordres par jour.

Bénéfices semestriels en baisse chez XEOD. — Le bénéfice net de la société de Bourse Tuffier, Ravier et Py, est en mesure de proposer aux collectionneurs d'ordres (banques, sociétés de Bourse). La rapidité de l'intervention signifie l'abandon d'une Bourse à deux vitesses entre l'institutionnel et le particulier, celui-ci pouvant de son agence bancaire (du réseau CCBP dans l'immédiat) passer son ordre dans les meilleurs délais et aux meilleures conditions du marché. XEOD a investi quelque 10 millions de francs dans son système, qui traite actuellement 3 000 ordres par jour.

Hoesch AG a lancé une OPA sur la totalité du capital de Defontaine. — Le groupe sidérurgique allemand Hoesch AG a lancé une OPA sur la totalité du capital de l'équipementier automobile français Defontaine, dont il vient d'acquérir 38,5 % du capital. Cette offre, au prix unitaire de 886 francs par action, a été soumise à l'approbation de l'Office fédéral des cartels, gardien de la concurrence en RFA. Defontaine, dont le siège est à Nantes, emploie 760 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel équivalent à environ 400 millions de francs.

## PARIS :

### Second marché (allocation)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amalco Assoc.	432	434	RZ	300	...
Amalco	108	...	LP&M	138	...
B.C.	228	...	Loisirs Invest.	315	317
B. Demachy Ass.	576	578	Locatim	135	130
Bp Tarnaud	175	176	Mars Comm.	193	187 70
B.C.M.	840	846	Milieu-Milieu	220	213 40
Bolton Lyell	358	371	Molier	235	230
Cibex de Lyon	245	...	Novate-Dabuss	1252	1271
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	1084	1090	Olivier Logeant	590	599
Colsonnet	520	510	Ort. Gest. Fin.	578	580
Colson	630	678	Prabourg	97 80	93
C.E.E.	352 80	352	Prévision Assur.	630	550
C.E.E.P.	279	278 50	Publi-Financière	717	705
C.F.P.I.	283 10	289	Razal	670	670
Comet d'Origny	748	747	Rhone-Alp. Eau (Ly.)	320	320
C.N.I.M.	1250	1258	S.M.T. Mignon	283	259
Colsonet	300	289	S.C.G.P.M.	620	...
Comarag	380	359	Sagitt. R&D	340	340
Conforam	1128	1136	Solov. Invest. (Ly.)	100	103
Cosco	402	380	Serbo	510	490
Dalco	210 50	...	S.M.T. Suppl.	209 50	198
Dauphin	721	720	Sopre	217 40	216
Dauphin et Gail	287	283	Sopre	195	195
Daurville	1290	...	TFI	287 10	284
Daurville	486	...	Thermador H. (Ly.)	318	318
Editeurs Belfond	225	230	Unilog	195	195 10
Elysee Invest.	15 95	16 85	Union Fin. de Fr.	475	478
Europ. Population	415	414	Vid. et Cie	182	...
Finpro	187	...	Y. St-Laurent Groupe	1064	1040
Garcier	836	800			
GFF (Group. J.L.)	474	470			
Grand Lys	465	478 90			
Gavographe	253 90	248 20			
Gaulois	1131	1136			
L.C.C.	285	286			
MA	380	356			
Micronova	163	157			
U.M.S.	1336	1280			

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

## Marché des options négociables le 6 juillet 1990

Nombre de contrats : 16 564

VALEURS	PRIX exercice	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Borégon	680	7,90	...	...	...
CGE	648	28	...	19	...
EDF-Aquitaine	648	35,50	...	...	...
Eurometall SA-PLC	59	3,25	5,50	4,50	6
Evax Dismantling SC	100	...	...	4,50	...
Evax	637	...	...	20	...
Lafarge-Coppée	425	54	...	4,50	...
Michelin	90	13	14,50	3,50	...
Midi	1 200	100	...	12	...
Paribas	648	22	...	...	...
Paribas-Ricard	1 250	22	...	...	...
Pengent SA	728	72	...	9	16
Rhône-Poulenc CI	448	30	...	...	...
Saint-Gobain	560	25	...	15	25
Socotec	1 508	34	...	78	...
Société générale	600	6	17,50	...	...
Suez Financière	440	13,50	...	21,90	...
Thomson-CSF	110	...	16	2,90	...

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 juillet 1990

Nombre de contrats : 48 449

COURS	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	182,16	182,30	182,46
Précédent	182,50	182,54	182,82

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Sept. 90	0,25	0,69
Déc. 90	...	...
Sept. 90	...	...
Déc. 90	...	...

## INDICES

### CHANGES

Dollar : 5,5275

Le dollar était en léger repli sur le marché des changes parisien. Le fait dominant du jour était le vif redressement de la livre sterling, qui frôlait les dix francs en fin de matinée à 9,9925 francs contre 9,8940 francs vendredi.

Un article du Sunday Times a déclenché le mouvement de hausse de la devise britannique.

FRANCFORT 6 juillet 9 juillet

Dollar (en DM) 1,639 1,648

TOKYO 6 juillet 9 juillet

Dollar (en yen) 159,95 159,79

### MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (9 juillet) 9 13/16 - 9 15/16 %

New-York (6 juillet) 8 9/16 - 3/8 %

### BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

5 juillet 6 juillet

Valeurs françaises 96,70 96,50

Valeurs étrangères 94,60 94,90

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC 538,90 533,90

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 1 999,98 2 001,90

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

5 juillet 6 juillet

Industrielles 2 885,15 2 904,95

LONDRES (Indices Financial Times)

5 juillet 6 juillet

Industrielles 1 858,20 1 865

Mines d'or 181,40 180,90

Fonds d'Etat 79,83 78,63

TOKYO

5 juillet 9 juillet

Nikkei Dow Jones 32 445,12 32 538,28

Indice général 2 344,20 2 362,41



## BOURSE DU 9 JUILLET

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS			% du nom.	% du capital	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours
<b>Obligations</b>										<b>Étrangères</b>									
Emp. États 0,2675/7	119 20	1 13			Cogit.	405	405	Itoca	176	179 90	A.E.G.	103	103						
Emp. États 0,25/7	100 01	1 71			Comptech.	882	888	Navigation (M.)	178 80	271	Alcan Al. Sico.	369	369						
10,00% 1979/8	101 90	3 11			Indust. Min.	7200	7050	Nocor	480 50		Alcan Alumina	1230	1230						
Emp. États 13,25/80	100	13 17			Can. Nat. Al.	826	821	Openg.	2450	250	Alcan Al.	111 10	111 10						
Emp. États 15,63/2	100 01	16 85			Concorde	1008	1097	Openg.	1480	1450	Alcan Al.	351	351						
Emp. États 13,45/8	102 45	5 62			Can. Nat. Al.	41	40	Openg.	1281	1288	Alcan Al.	105	105						
Emp. États 12,25/84	100 50	7 54			Can. Nat. Al.	420	410	Openg.	685	700	Alcan Al.	118 80	118 80						
Emp. États 11,55/85	100 75	4 15			Can. Nat. Al.	701	700	Openg.	213	210	Alcan Al.	858	858						
10,25% 1980/88	102 15	1 17			Can. Nat. Al.	120	128 10	Openg.	650	648	Alcan Al.	505	505						
QAT 10,5% 5/2000	101 05	5 54			Can. Nat. Al.	710	700	Openg.	238	253	Alcan Al.	350	350						
QAT 8,8% 10/1987	100 25	5 45			Can. Nat. Al.	1679	1628	Openg.	545	536	Alcan Al.	189	189						
PTT 11,2% 85	102 48	6 24			Can. Nat. Al.	2520	2425	Openg.	1373	1401	Alcan Al.	85 20	85 20						
CFP 10,5% 88	99 81	4 51			Can. Nat. Al.	1995	1440	Openg.	860	889	Alcan Al.	22 10	22 10						
CHB Banque 5000/	100 20	0 21			Can. Nat. Al.	377	380	Openg.	450	432	Alcan Al.	990	990						
CHB Banque 5000/	100 20	0 21			Can. Nat. Al.	8250	8261	Openg.	730	740	Alcan Al.	632	632						
CHB 11,5% 85	102 25	1 02			Can. Nat. Al.	2467	2422	Openg.	948	948	Alcan Al.	118 80	118 80						
CH 1/82 5000	99 79	0 21			Can. Nat. Al.	348	352	Openg.	1030	1000	Alcan Al.	1340	1340						
CH 10,5% 85	103 05	5 13			Can. Nat. Al.	1900	1900	Openg.	1500	1500	Alcan Al.	81	81						
CHP 10,5% 85/85	167				Can. Nat. Al.	731	725	Openg.	667	650	Alcan Al.	170	170						
CHARR 12,5% 100	1143 80				Can. Nat. Al.	530	530	Openg.	941	940	Alcan Al.	100	100						
CHC	2143 80				Can. Nat. Al.	4020	4150	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555						
COE 6 juiv. 85/85	842				Can. Nat. Al.	2074	2060	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445						
CR&E Ann. 1988/89					Can. Nat. Al.	270	270	Openg.	1000	1050	Alcan Al.	30	30						
					Can. Nat. Al.	206	210	Openg.	238	238 10	Alcan Al.	93 30	93 30						
					Can. Nat. Al.	1100	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50						
					Can. Nat. Al.	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100						
					Can. Nat. Al.	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555						
					Can. Nat. Al.	F.I.P.P.	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	F.A.J.C.	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	1024	1029	Openg.	541	540	Alcan Al.	555	555					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	206	210	Openg.	536	536	Alcan Al.	1445	1445					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	210	2151	Openg.	680	685	Alcan Al.	20 50	20 50					
					Can. Nat. Al.	Forcelle (Ch.)	848	850	Openg.	940	940	Alcan Al.	100	100					
					Can														

**SICAV** (sélection)

VALUES	Emission Fraits Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fraits Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fraits Incl.	Rachet net
A.A.A.	1152 81	1124 68	Frans-Cap.	35 22	34 70	Placement Premier	5621 38	5610 16
A.C.I.	240 50	214 03	Foca Corp.	119455 48	119455 48	Pennsylv.	121 90	118 64
Agropur	552 47	524 68	Franchor	225 93	221 44	Pennsylv. Gen.	54552 82	54593 82
Agropur	6886 90	6886 90	Franchor	581 55	553 25	Pennsylv. Ind.	10555 14	10548 14
Agropur	106 27	105 95	Franchor	30 18	28 45	Prév. Econom.	24775 94	24775 94
Agropur	1183 61	1154 64	Franchor	862 96	838 48	Prév. Econom.	1051 86	1017 29
AGF A.C.I.	897 90	871 12	Franchor	33 55	32 73	Prév. Econom.	132 79	129 47
AGF A.C.I.	1014 85	1004 80	Franchor	11250 86	11088 93	Prév. Econom.	1059 19	1028 12
AGF A.C.I.	122 73	120 42	Franchor	4000 07	3900 83	Prév. Econom.	534 15	525 64
AGF A.C.I.	123 43	124 51	Franchor	81785 98	81615 94	Prév. Econom.	1142 30	1125 62
AGF A.C.I.	411 51	401 47	Franchor	164 03	160 42	Prév. Econom.	945 28	902 42
AGF A.C.I.	1059 43	1054 10	Franchor	10453 03	10410 38	Prév. Econom.	276 70	253 20
AGF A.C.I.	10681 03	1059 43	Franchor	1234 28	1198 43	Prév. Econom.	241 51	239 56
A.G.F.I.M.O.	6481 10	6187 21	Franchor	10591 91	10352 42	Prév. Econom.	616 96	616 96
AMER-GR.	682 50	652 62	Franchor	11830 05	11471 20	Prév. Econom.	1847 42	1847 42
AMER-GR.	6034 77	6022 71	Franchonelle Pae	568 44	552 85	Prév. Econom.	12629 55	12579 23
AMER-GR.	1107 98	1107 98	Franchonelle Pae	185 44	180 04	Prév. Econom.	825 55	808 18
AMER-GR.	381 84	369 26	Franchonelle Pae	251 13	247 42	Prév. Econom.	817 21	780 15
AMER-GR.	1258 25	1260 44	Franchonelle Pae	211 05	211 05	Prév. Econom.	1480 67	1480 67
AMER-GR.	1600 02	1568 05	Franchonelle Pae	275 00	263 39	Prév. Econom.	1728 97	1717 97
AMER-GR.	110 80	107 67	Franchonelle Pae	340 85	340 85	Prév. Econom.	705 31	694 89
AMER-GR.	142 40	138 27	Franchonelle Pae	296 75	254 68	Prév. Econom.	1565 04	1562 70
AMER-GR.	130 21	124 80	Franchonelle Pae	453 64	433 64	Prév. Econom.	711 27	690 95
AMER-GR.	131 40	125 74	Franchonelle Pae	136 18	136 18	Prév. Econom.	442 12	431 51
AMER-GR.	114 32	109 40	Franchonelle Pae	178 88	171 72	Prév. Econom.	1471 25	1471 25
AMER-GR.	137 45	131 33	Franchonelle Pae	388 88	372 20	Prév. Econom.	713 54	710 01
AMER-GR.	5351 31	5345 91	Franchonelle Pae	5708 14	5597 59	Prév. Econom.	436 89	425 20
AMER-GR.	5437 16	5359 16	Franchonelle Pae	10656 95	10656 95	Prév. Econom.	206 24	204 20
AMER-GR.	1083 35	1078 14	Franchonelle Pae	5123 30	5052 43	Prév. Econom.	441 83	430 40
AMER-GR.	418 54	409 31	Franchonelle Pae	11172 44	11172 44	Prév. Econom.	1258 34	1251 40
AMER-GR.	1713 70	1713 70	Franchonelle Pae	24658 18	24506 91	Prév. Econom.	322 08	322 08
AMER-GR.	36 76	35 85	Franchonelle Pae	810 31	802 31	Prév. Econom.	5367 86	5367 86
AMER-GR.	1103 08	1088 78	Franchonelle Pae	20714 14	20521 81	Prév. Econom.	1128 38	1077 21
AMER-GR.	5907 28	5898 43	Franchonelle Pae	22285 64	22285 64	Prév. Econom.	1354 15	1292 74
AMER-GR.	428 08	425 08	Franchonelle Pae	955 88	955 88	Prév. Econom.	556 76	556 76
AMER-GR.	719 09	705 93	Franchonelle Pae	718 28	707 38	Prév. Econom.	2030 82	2030 82
AMER-GR.	1007 04	1001 03	Franchonelle Pae	10094 73	9954 18	Prév. Econom.	1216 81	1170 01
AMER-GR.	1223 11	1185 77	Franchonelle Pae	435 60	415 60	Prév. Econom.	1715 47	1715 47
AMER-GR.	1095 09	1095 09	Franchonelle Pae	5380 95	5380 95	Prév. Econom.	1180 72	1146 33
AMER-GR.	10		Franchonelle Pae	5617 19	5617 19	Prév. Econom.	8004 98	8019 07
AMER-GR.	243 96	233 46	Franchonelle Pae	61326 75	61305 75	Prév. Econom.	950 37	944 92
AMER-GR.	153 90	146 85	Franchonelle Pae	61326 75	61305 75	Prév. Econom.	106 47	123 82
AMER-GR.	1052 42	1036 87	Franchonelle Pae	61326 75	61305 75	Prév. Econom.	124 44	105 39
AMER-GR.	124 14	118 78	Franchonelle Pae	11364 74	11342 06	Prév. Econom.	1081 29	1070 87
AMER-GR.	2182 29	2100 84	Franchonelle Pae	152 03	145 48	Prév. Econom.	12082 86	12082 86
AMER-GR.	422 17	409 87	Franchonelle Pae	237959 00	237959 00	Prév. Econom.	106452 20	106452 20
AMER-GR.	6880 88	6880 88	Franchonelle Pae	14680 88	14680 88	Prév. Econom.	5081 23	5081 23
AMER-GR.	33057 69	33057 69	Franchonelle Pae	130 34	126 95	Prév. Econom.	495 96	471 19
AMER-GR.	1977 03	1959 44	Franchonelle Pae	6645 84	6632 57	Prév. Econom.	612 44	590 30
AMER-GR.	300 65	291 10	Franchonelle Pae	1314 17	1278 94	Prév. Econom.	671 82	647 63
AMER-GR.	4222 60	4212 04	Franchonelle Pae	1179 58	1166 09	Prév. Econom.	666 33	632 61
AMER-GR.	2013 10	2013 10	Franchonelle Pae	21473 50	21473 50	Prév. Econom.	189 73	189 73
AMER-GR.	4222 60	4212 04	Franchonelle Pae	594 34	594 34	Prév. Econom.	126 56	157 46
AMER-GR.	24461 47	24424 53	Franchonelle Pae	1496 30	1456 23	Prév. Econom.	116 10	115 90
AMER-GR.	8839 15	8834 04	Franchonelle Pae	64466 03	64466 03	Prév. Econom.	115 41	115 44
AMER-GR.	570 49	570 49	Franchonelle Pae	1018 61	1003 78	Prév. Econom.	1515 33	1460 56
AMER-GR.	1616 18	1616 18	Franchonelle Pae	9139 82	9139 82	Prév. Econom.	821 29	808 93
AMER-GR.	301 29	298 98	Franchonelle Pae	872 49	849 14	Prév. Econom.	1230 32	1275 34
AMER-GR.	58826 18	58826 18	Franchonelle Pae	6420 87	6129 71	Prév. Econom.	1846 19	1587 46
AMER-GR.	198 12	182 82	Franchonelle Pae	1282 51	1278 95	Prév. Econom.	214 14	2336 63
AMER-GR.	1346 82	1310 77	Franchonelle Pae	125 19	125 14	Prév. Econom.	202 23	202 23
AMER-GR.	198 32	198 32	Franchonelle Pae	236 34	236 34	Prév. Econom.	1349 07	1304 71
AMER-GR.	12314 24	12222 57	Franchonelle Pae	1081 15	1075 15	Prév. Econom.	570 11	559 12
AMER-GR.	1081 29	1052 35	Franchonelle Pae	152 14	148 75	Prév. Econom.	1515 33	1460 56
AMER-GR.	1390 1233 76	1390 1233 76	Franchonelle Pae	1114 69	1103 65	Prév. Econom.	1769 79	1759 79
AMER-GR.	462 05	459 05	Franchonelle Pae	1008 32	1008 32	Prév. Econom.	24496 07	24484 10
AMER-GR.	1059 174	1059 174	Franchonelle Pae	30869 29	30869 29	Prév. Econom.	43932 02	43422 67
AMER-GR.	707 32	707 32	Franchonelle Pae	1008 32	1008 32	Prév. Econom.	43932 02	43422 67

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

Renseignements :  
5-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - a : marché continu

هكذا من الاجل



ALGÉRIE : la réunion du comité central du parti

Les critiques pleuvent sur la direction du FLN et le gouvernement

Réuni à huis clos durant deux jours, le comité central du FLN a examiné, dimanche 8 juillet, les conséquences de sa défaite électorale du 12 juin. Jamais la crise qui frappe l'ancien parti unique n'a été aussi profonde ni les affrontements qui le déchirent aussi vifs.

ALGER

de notre correspondant

Officiellement, la direction du parti fait bonne figure. La ligne est simple et répétée sur tous les tons depuis maintenant deux semaines : le scrutin qui a donné la victoire au Front islamique du salut (FIS) n'avait qu'un caractère local et son importance politique reste à démontrer. *El Moudjahid*, quotidien officiel du FLN, a même réussi sa pique d'affirmer, dimanche, qu'il s'agit d'un « échec de la démocratie », le FLN serait « bénéficiaire » de sa défaite.

Cette attitude de façade ne trompe pourtant pas grand monde et surtout pas les cadres du FLN qui savent à quoi s'en tenir sur la crise de leur organisation. Avant même l'ouverture des travaux du comité central, il était acquis que, pour donner satisfaction à une partie de l'appareil profondément secoué par l'évolution de la situation, le parti évitait difficilement de se prononcer sur la responsabilité de sa direction. Certains de ses responsables allaient jusqu'à évoquer la possibilité d'un « coup de direction pour la récupération par une commission chargée de préparer un congrès extraordinaire pour l'automne prochain.

M. Chadli n'est pas épargné

Quoi qu'il en soit, la séance de dimanche aura surtout confirmé la vivacité des rancœurs qui ravagent l'organisme dirigeant du parti. Des heures durant, les membres du comité central se sont succédé à la tribune pour dénoncer la direction actuelle, fermement

invité à démissionner, ou le gouvernement de M. Mouloud Hamrouche, accusé d'avoir, par sa politique, contribué à affaiblir le parti.

Même M. Chadli Bendjedid, chef de l'Etat et président du FLN, n'a pas été épargné, un ancien ministre allant jusqu'à évoquer l'éventualité de son départ et l'organisation d'une élection présidentielle. Faussement ingénu, un autre intervenant s'est demandé si l'absence du président, qui assiste à Addis Abeba au sommet de l'OUA, n'était qu'une simple coïncidence.

Le FLN subit, apparemment impuissant, l'affrontement de ses tendances. L'actuelle direction, à laquelle on reproche non seulement la défaite électorale mais également - ce qui l'expliquerait - son attitude depuis les émeutes d'octobre 1988, paraît condamnée à plus ou moins brève échéance. Les critiques, pour une fois quasi unanimes, lui reprochent péle-mêle son fonctionnement bureaucratique, son manque de flair dans l'évaluation de la situation, la sous-estimation de l'adversaire islamiste, ainsi que la désignation de candidats corrompus ou déconsidérés.

M. Hamrouche est, lui aussi, attaqué pour la façon dont son gouvernement aurait contribué à la victoire du FIS par des mesures impopulaires ou maladroites. Sa politique de marche forcée vers l'économie de marché est rendue responsable de la fuite vers les islamistes de couches entières de la population marginalisées ou paupérisées. Personne n'a pour le moment demandé la démission du gouvernement, mais plusieurs intervenants ont sommé le premier ministre, pourtant membre du bureau politique, de couper le cordon avec le parti, ce qui aurait l'avantage pour celui-ci de ne plus avoir à endosser la politique gouvernementale.

GEORGES MARION

Avant le sommet de Houston

M. Gorbatchev a demandé un soutien économique à M. Bush

L'aide occidentale à l'URSS est l'un des principaux sujets de débat - et de conflit - au sommet de Houston. Alors que la France et l'Allemagne s'en font les avocats, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada et le Japon y demeurent hostiles à des degrés divers.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a déclaré samedi 7 juillet que les Sept ne recommanderont « probablement pas » d'assistance économique à Moscou. Pour sa part, M. Brent Scowcroft, président du Conseil national de sécurité, a estimé qu'il serait « très difficile » pour Washington de fournir à l'URSS une aide directe massive.

Les dirigeants américains ont confirmé que M. Mikhail Gorbatchev a adressé le 4 juillet une lettre à George Bush dans laquelle il demande au président américain un soutien économique à sa politique de réformes. Selon le porte-parole de la Maison Blanche, le président

soviétique souhaite à la fois des crédits et une assistance technique. Cette dernière avait été proposée par Washington dès le sommet américano-soviétique de Malte en décembre 1989.

Dans une interview à l'hebdomadaire ouest-allemand *Bild am Sonntag*, le chef de la diplomatie soviétique, M. Edouard Chevardnadze, a confirmé que son pays attendait une aide occidentale « dans cette période de transition » à l'URSS. De son côté, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guersassimov, a souligné que l'URSS était en train de satisfaire aux conditions américaines pour l'octroi d'une aide, notamment en réduisant ses effectifs militaires et son aide à Cuba, laquelle, a-t-il dit, serait amenée à « disparaître, mais pas demain ».

(Lire nos autres informations page 3)

AFRIQUE DU SUD

Violences et arrestations

Neuf membres de l'extrême droite blanche ont été arrêtés après la récente vague d'attentats à la bombe, a déclaré, dimanche 8 juillet à Pretoria, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok. Parmi les personnes détenues se trouvent M. David Rottenburg, ancien dirigeant de la branche militaire du mouvement de résistance africain (AWB), Leonard Venter et D. van der Merwe. Ces deux derniers étaient recherchés par la Namibie pour s'être évadés d'une prison située au nord de Windhoek, en décembre dernier.

D'autre part, plus de cent personnes participent à une manifestation de protestation au sujet des loyers ont été blessés dimanche lors de l'intervention de la police dans un ghetto noir de Pretoria. Vendredi, deux policiers noirs ont été assassinés dans le Natal, province où quatre de leurs collègues avaient déjà été tués au cours de la semaine. (AFP)

TCHAD

Premières élections législatives depuis 1962

Les Tchadiens ont été nombreux à se rendre aux urnes, dimanche 8 juillet, afin d'élire leurs députés après une longue guerre civile. Quelque 436 candidats, qui se présentaient à titre « libre et individuel » avec l'approbation du parti gouvernemental, briguaient les 123 sièges prévus dans la future Assemblée.

L'Union nationale pour l'indépendance et la révolution (UNIR, parti unique au pouvoir) ne présente pas officiellement de candidats. En 1962, lors des dernières et uniques élections législatives, les candidats avaient été présentés par le Parti progressiste tchadien (PPT-RDA, parti unique au pouvoir). La nouvelle Constitution adoptée par référendum le 10 décembre 1989, alors que le président Hissène Habré était élu pour un mandat de sept ans, prévoit que les députés sont désignés au suffrage universel direct pour cinq ans. (AFP)

Les relations franco-africaines

Un rapport à l'index ?

M. Stéphane Hessel, qui avait précédemment eu tort de proposer une nouvelle approche des relations franco-africaines dans un récent rapport (*Le Monde* du 15 mai) que le premier ministre avait probablement eu tort de lui commander, serait-il un personnage peu recommandable ? Tous ceux qui cherchent à se procurer son étude auprès des administrations concernées, s'entendent curieusement répondre qu'elle n'est pas disponible. Pure et simple mise à l'index ?

Chargé par le ministère de la coopération d'organiser un stage de formation pour quelque deux cent quarante jeunes appelés à servir en Afrique, le Service international de liaison d'organisations (SILO) avait eu la riche idée d'inviter, la semaine dernière, M. Hessel, à venir « plancher » devant eux. Mal en prit aux organisateurs puisque la Rue Monsieur, aux ordres de l'Elysée, les pria, en l'extrême, de renoncer à leur projet et décommanda cet empêcheur de coopérer en rond.

Au programme de ce séminaire, figurait aussi une table ronde à laquelle participaient quelques journalistes et universitaires. Les responsables du SILO crurent bon d'enregistrer ces échanges de libres propos au cours desquels s'affaîcèrent Hessel fut évidemment élu

qué. Si tôt le débat achevé, un représentant du ministère de la coopération mêlé aux stagiaires, somma les animateurs de bien vouloir, sur-le-champ, effacer la bande...

Que proposait donc de si scandaleux M. Hessel pour que, dans certaines allées du pouvoir, l'on s'inquiète ainsi, sans crainte du ridicule, d'enterrer son rapport ? Il suggérait de « moraliser » quelque peu les relations franco-africaines, non pas pour aider moins, mais pour aider mieux le continent noir.

M. Jean-Pierre Cot, alors ministre de la coopération, qui avait exprimé cette idée-là en 1981-1982, n'avait pas fait de vieux os rue Monsieur. Lors du récent sommet franco-africain de la Baule, M. François Mitterrand avait, semble-t-il, exprimé, à mots plus ou moins couverts, le même souhait. Il avait appelé de ses vœux « la rencontre de la démocratie et du développement » et promis de favoriser les régimes qui iraient « vers plus de liberté ». Ses propos n'étaient-ils que de circonstance ? Ou bien l'Elysée ne souffrirait-il pas que quiconque, même la locataire de l'hôtel Matignon, tente, sous divers déguisements, de mettre un pied dans sa chasse gardée africaine ?

JACQUES DE BARRIN

M. Chirac, le Mondial 1998 et le projet de grand stade. - M. Chirac estime qu'il incombe au gouvernement français de trancher très rapidement pour décider du site où sera construit le grand stade de quatre-vingt mille places dont l'agglomération parisienne a besoin pour que la France obtienne l'organisation de la Coupe du monde 1998. Il ne veut pas se prononcer lui-même sur cette localisation, mais constate que Tremblay-en-France (nouveau nom de Tremblay-Lès-Gonesse, près de Roissy) Vigneux-sur-Seine (Essonne) paraissent les mieux placés. Le

choix, insiste-t-il, devrait impérativement intervenir avant la fin de l'année.

URSS : traite et un morts sur son passage à niveau. - Trente et une personnes ont été tuées dimanche 8 juillet près de Petrozavodsk, en Carélie (nord de l'URSS) après qu'un chauffeur d'autobus eut franchi un passage à niveau fermé pour ne pas manquer la finale du Mondial, selon l'agence Tass. Un feu rouge signalait l'arrivée d'un train, mais le conducteur du car, chargé d'une soixantaine de passagers, est passé quand même.

« L'Humanité » et la glasnost

Quand les Etats-Unis et la France envahissaient la Corée du Nord en 1950

L'Humanité a beau soutenir la perestroïka, elle en reste aux bonnes vieilles certitudes staliniennes. Exemple : la guerre de Corée, à propos de laquelle le quotidien du PCF écrit dans son numéro du 7 juillet, sous la signature de Michel Muller : « En juin 1950, les troupes US - avec la participation de contingents en provenance des pays occidentaux, parmi lesquels la France - envahirent le Nord ».

Or, dès cette époque, et encore moins aujourd'hui, aucun historien sérieux n'a jamais pu prétendre que l'initiative de la guerre de Corée, qui fit plusieurs millions de morts de 1950 à 1953, est venue d'ailleurs que du Nord communiste ; la seule incertitude porte sur le point de savoir si le véritable décideur a été Staline ou Kim Il Soung, le « grand dirigeant » toujours en poste aujourd'hui à Pyongyang, et qui serait entré le premier dans cette aventure. C'est par exemple ce qu'expliquent le 24 juin dernier les *Nouvelles de Moscou*. Notons au passage que l'Humanité se trompe y compris

par rapport à la version que l'on ne peut même plus qualifier d'officielle : la France n'a pas participé à l'invasion du Nord en juin 1950, elle s'est bornée à envoyer un contingent en Corée après le début de la guerre, au côté d'autres pays agissant en vertu d'un vote parfaitement régulier de l'ONU.

De même, chacun sait que les « volontaires venus de la toute jeune République populaire de Chine », évoqués par le journal du PCF, n'étaient pas si volontaires que cela et qu'ils étaient flanqués de militaires soviétiques encore moins volontaires, notamment une division aérienne basée en Chine et un corps de troupes d'appoint stationné en Corée même.

Mais cela, il faut le chercher dans la presse de la glasnost... Pendant qu'il y est, pourquoi le quotidien du PCF ne relancerait-il pas la campagne contre « Ridgway la peste » et la prétendue « guerre bactériologique » qu'aurait menée les Américains en Corée ?

M. T.

Le service militaire en Allemagne serait réduit à un an en octobre

Le service militaire en Allemagne, qui est de quinze mois actuellement, devrait être réduit à douze mois à partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain, a annoncé, dimanche 8 juillet, le ministre ouest-allemand de la défense, M. Gerhard Stoltenberg. Un projet de loi en ce sens sera présenté à l'autonomie du Bundestag et cette diminution devrait concerner les appelés ouest-allemands incorporés à cette date.

Pour la première fois de son histoire, le gouvernement fédéral a adopté, le 3 juillet dernier, un projet de budget de la défense pour 1991 qui est en baisse par rapport aux crédits de l'année en cours.

La loi américaine la plus restrictive sur l'avortement adoptée par le congrès de la Louisiane, - Le congrès de la Louisiane a adopté dans la soirée du dimanche 8 juillet la loi la plus restrictive des Etats sur l'avortement alors que le sénat de cet Etat n'avait pas réussi à réunir la majorité requise pour annuler le veto que le gouverneur de la Louisiane avait opposé à un texte plus restrictif encore. La nouvelle loi autorise l'interruption de grossesse en cas de viol ou d'inceste alors que celle qui n'a pas été retenue refusait l'IVG pour ces deux crimes sauf en cas de danger pour la santé de la mère. Elle prévoit également des peines d'emprisonnement allant jusqu'à dix ans et des amendes pouvant atteindre 100 000 dollars (environ 5,5 millions de francs) pour les médecins qui pratiqueraient de telles interventions. (AP)

M. Cresson préconise une « stratégie de combat » contre l'industrie japonaise. - La France « frôle le désastre national » dans certaines industries actuellement menacées par leurs concurrents japonais, selon le ministre des affaires européennes, M. Edith Cresson, qui dénonce le « laxisme et l'abandon » et appelle à l'élaboration d'une « stratégie de combat » pour l'industrie française. Dans un entretien publié le 8 juillet par le *Journal du dimanche*, M. Cresson affirme que la France peut « encore gagner dans certains secteurs », comme « l'informatique, l'électronique, la télévision haute définition, l'automobile ».

Dans le Loiret

Manifestation contre M. Le Pen ORLÉANS

de notre correspondant

Quatre cents à cinq cents personnes ont manifesté, dimanche 8 juillet, à Lorris (Loiret) pour protester contre la venue de M. Jean-Marie Le Pen. Le maire de la commune, M. Bernard Charpentier (RPR), et le maire d'Orléans, M. Jean-Pierre Sueur (PS), étaient en tête du cortège. « Le choix de Lorris par Le Pen est un outrage à la mémoire de ceux qui, internés dans les camps de Pithiviers, Beauce-la-Rolande, Jargeau, ont été expédiés vers les camps de la mort, de tous ceux qui sont tombés pour notre liberté et en particulier ceux du marquis de Lamoignon », ont affirmé les organisateurs - pas moins d'une vingtaine - qui appelaient à manifester.

Peu après, partant dans le parc d'une propriété privée, le président du Front national a déclaré : « L'habitude est prise, depuis quelque temps, que la gauche aille manifester auprès des cimetières, sans doute par reconnaissance à ces morts qu'ils font voter aux élections. Pour ce qui est des morts de la Résistance, ils ne sont pas leur propriété, et ils n'ont pas le droit de les faire parler. Dans ce département, les maquisards qui ont été fusillés ne l'ont pas été pour que quelques petits politiciens socialistes corrompus essaient de se laver avec le sang des martyrs... »

La rumeur avait couru un moment que M. Le Pen irait déposer une gerbe au cimetière de la Résistance, où tombèrent de nombreux maquisards en 1944. Il n'en fut rien.

RÉGIS GUYOTAT

**L'ATREILLE**  
soldes d'été  
DERNIERS JOURS  
62 r. St-André-des-Arts. 6  
Tel. 43.29.44.10  
Parking attenant à nos magasins

**Bureau LOUIS XV...**  
en bois de pays et frise de rose motif transition 3 tiroirs intérieurs 3 tiroirs extérieurs  
Ce modèle fait partie d'une importante collection de meubles de style Louis XV.  
Louis XVI, Directoire et Empire  
Et voyez les dimensions  
L'achat est garanti  
de toutes pièces et sans faille

**Rémy**  
80-82, boulevard St-Antoine  
75012 PARIS - 43-43-45-46  
(rue de la République)

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**  
Justice : « La tiers-pouvoir », par Valéry Turcay ; Cambodge : « Une médication à sauver », par Alain Pélci ..... 2
- Le sommet de Houston**  
Le Japon, les Etats-Unis et la Chine ..... 3
- La crise au Kosovo**  
Situation toujours tendue ..... 4
- Le 28<sup>e</sup> Congrès du PC soviétique**  
L'hypothèse d'un coup d'Etat militaire ..... 6
- Bases américaines en Grèce**  
Signature d'un nouvel accord ..... 6
- Mort de Paul Laurent**  
L'homme tranquille du PCF ..... 8
- Ecologie et socialisme**  
M. Fabius affirme que le PS doit réviser ses conceptions ..... 8
- La droite et le FN**  
Les adhérents directs de l'UDF sont divisés sur l'affaire Gaudin ..... 8
- Francs-maçons**  
Les loges françaises tentent de réimplanter la franc-maçonnerie dans les pays de l'Est ..... 9

SECTION B

- La santé des détenus**  
Une enquête sur les maux de l'enfermement dans la région Rhône-Alpes ..... 11
- Les intentions du garde des sceaux**  
M. Pierre Arpaillange définit les conditions dans lesquelles il quitterait le gouvernement ..... 11
- Wimbledon**  
En cinq sets, laborieuse victoire de Stephan Edberg sur Boris Becker aux Internationaux de Grande-Bretagne. Pour la neuvième fois, Martina Navratilova gagne la finale dames ..... 14
- Formule 1**  
Sur le circuit du Castellet, Alain Prost remporte son quarantième Grand Prix et se place à deux points d'Ayrton Senna dans la course au titre ..... 14

Mondiale

Le rideau est tombé sur une médiocre Coupe du monde où la RFA l'emporta sur l'Argentine grâce à un penalty contesté. Mais, pour la troisième place, l'Italie et l'Angleterre offrent un beau match des regrets ..... 15

**Portraits de la diaspora**  
Le photographe Frédéric Brenner sillonne le monde à la recherche et reconstruit le puzzle des racines de vie et des âmes juives ..... 16

**Des corps rebelles**  
Le Festival de Montpellier Danse 90 s'est achevé sur deux créations de Dominique Bagouet et François Verret ..... 17

**La bataille du copyright**  
Les auteurs américains dénoncent les méfaits du copyright et demandent que leur gouvernement applique la convention de Berne sur le droit d'auteur ..... 18

SECTION C

**Impôts locaux**  
Selon le Crédit local, le produit des impôts locaux a fortement augmenté en 1989 ..... 21

**La stratégie de Siemens**  
Après les acquisitions en chaîne, priorité au développement interne ..... 22

**Privatisation d'Aeroflot**  
La compagnie aérienne espagnole Iberia seule candidate à l'achat de la compagnie argentine ..... 22

Services

- Abonnements** ..... 2
- Annonces classées** ..... 28 à 35
- Cartes** ..... 18
- Marchés financiers** ..... 36 à 37
- Météorologie** ..... 20
- Mots croisés** ..... 18
- Radio-télévision** ..... 20
- Spectacles** ..... 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9-9 juillet 1990 a été tiré à 524 025 exemplaires.